



le poing et la rose

10, rue de Solférino, Paris. - Organe du Parti Socialiste - Mensuel - N° 101 - Juin 1983 - 6 F

Congrès de Bourg-en-Bresse

CONTRIBUTIONS AU DEBAT 1

28.29.30 Octobre 1983



PRÉAMBULE

Lionel Jospin avait indiqué qu'il entendait que tout soit fait pour faciliter l'ouverture d'un large débat au sein des sections. Conformément aux instructions du Premier secrétaire, nous avons tout d'abord étudié la possibilité de publier la totalité des contributions que nous avons reçues avant la date limite du 30 mai. Nous avons donc classé par département et répertorié celles-ci, avec l'espoir de pouvoir toutes les diffuser.

La commission désignée par le Bureau exécutif s'est réunie dans la matinée du 31 mai. Elle était composée de Roger Fajardie, Didier Motchane, Paul Quilès, Jean-Pierre Weben et moi-même. Elle a constaté que l'afflux et la longueur des textes que nous avons reçus en rendait la diffusion intégrale impossible (le calibrage fait par nos techniciens a estimé cette publication à un total d'environ 550 pages de journal). Dans ces conditions, il eût été incorrect de sélectionner telle contribution d'une section ou d'un groupe de militants, plutôt que telle autre, pour la publier, aucun critère incontestable de choix ne pouvant être défini. La commission a donc décidé de proposer que seules soient retenues pour publication les contributions émanant de membres du Comité directeur ou adoptées par des fédérations. Cette proposition a été adoptée par le Bureau exécutif du 1^{er} juin.

Cependant nous sommes obligés de prévoir deux numéros pour la publication des contributions. Vous recevrez le second numéro quatre ou cinq jours après celui-ci, en même temps que le rapport d'activité de la direction sortante.

En ce qui concerne les contributions des sections et des militants, il en sera largement tenu compte. Déjà plusieurs membres du Bureau exécutif les ont consultées. Elles sont classées et mises à la disposition des membres du Comité directeur qui désirent en prendre connaissance. Elles seront présentées au Comité directeur de synthèse du 10 septembre, et elles seront déposées sur le bureau de la commission des résolutions du congrès de Bourg-en-Bresse. En tout cas, elles doivent nourrir dès maintenant le débat qui va avoir lieu dans les sections et dans les fédérations. La liste de ces contributions est établie et sera publiée dans le prochain numéro.

Le congrès national du Parti aura lieu les 28, 29, et 30 octobre à Bourg-en-Bresse. A l'issue du Comité directeur de synthèse qui se réunira le 10 septembre, une ou plusieurs motions seront proposées au vote des militants dans les sections.

Françoise SELIGMANN

SOMMAIRE

CONTRIBUTIONS NATIONALES

POUR UN CONGRÈS DE LA RÉUSSITE, présentée par Lionel Jospin (pages 3 à 14).

CONSOLIDER LE POUVOIR ET MAÎTRISER L'AVENIR (pages 15 à 19).

UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE POUR RÉSISTER ET RECONQUÉRIR (pages 20 à 23).

AGIR POUR LE CHANGEMENT (pages 24 à 26).

DU BON USAGE DE LA RIGUEUR POUR RETROUVER L'INITIATIVE POLITIQUE (pages 27 à 31).

LE PARTI DE LA RÉUSSITE (pages 32 à 36).

CONTRIBUTION FÉDÉRALES

ARDÈCHE (page 37).

AUDE ET GARD : Contribution I. La lutte contre la toxicomanie. Appel pour un socialisme écologiste (pages 38 à 42).

CHARENTE-MARITIME (pages 42 et 43).

EURE-ET-LOIR (pages 43 et 44).

LANGUEDOC-ROUSSILLON (Hérault, Gard, Lozère, Pyrénées-Orientales) (page 44).

JURA : Réhabiliter la laïcité ; le secteur consommation (pages 44 et 45).

HAUTE-LOIRE (page 46).

LOIRE-ATLANTIQUE : Analyser nos faiblesses pour aller de l'avant (pages 47 à 50).

LOZÈRE (page 50).

HAUTE-MARNE (page 51).

MAYENNE : Le sursaut nécessaire. Contribution II : lutte contre l'inflation, connaissance et contrôle du « juste prix ». Santé et protection sociale (pages 52 à 55).

HAUT-RHIN (page 56).

YVELINES : Consolider pour avancer (pages 57 à 59).

DEUX-SÈVRES : Cohérence, concertation, unité (pages 59 à 61).

VOSGES (pages 61 à 63).

YONNE (page 63).

TERRITOIRE DE BELFORT (pages 64 à 68).

ESSONNE : Garder le cap pour réussir (pages 68 à 73).

VAL-D'OISE : Réussir. Pour un congrès à la hauteur des enjeux (pages 73 à 77).

MARTINIQUE : Pour une stratégie politique efficace conciliant une décentralisation spécifique avec une meilleure coordination nationale (pages 78 à 80).

RÉUNION : La France dans l'océan Indien. Où en est la nouvelle citoyenneté dans les D.O.M. ? (pages 80 à 82).

PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS STATUTAIRES
(PAGES 82 à 87).



Pour un congrès de la réussite

Contribution présentée par : LIONEL JOSPIN

et Jean-Marc AYRAULT, Jean-Paul BACHY, Alain BARRAU, Marcel DEBARGE, Alain BUSNEL, Bertrand DELANOE, Gérard DELFAU, Yves DURAND, Claude ESTIER, Claude GERMON, Christian GOUX, Jacques

HUNTZINGER, Gérard JAQUET, Pierre JOXE, André LAIGNEL, Louis MERMAZ, André MERIC, Christiane MORA, Véronique NEIERTZ, Michel PEZET, Jean POPEREN, Jean PRONTEAU, Paul QUILES, Françoise SELIGMANN, Luc SOUBRE, Eugène TEISSEIRE, Anne TREGOUET, Bernard THAREAU.

SOMMAIRE

- PRÉAMBULE
- INTRODUCTION

I - Un monde en crise

Quelle crise ?
Avons-nous mal apprécié cette crise ?

II - La politique économique suivie a-t-elle été bonne ?

Y avait-il une autre voie ?
Avons-nous changé de politique ?
La contrainte extérieure : comprendre et agir.
Quelle politique à l'étape actuelle ?

III - Gouverner : assurer la confiance en animant le changement

Garder la confiance.
Affirmer l'autorité de l'État.
De grands problèmes de société.

IV - Place, rôle et fonctionnement du P.S.

V - La situation internationale : quelle politique pour la France ?

Deux ans d'une politique active.
Le nouvel internationalisme.
La France dans l'Alliance et contre les blocs.
L'Europe : relance ou déclin.
Le tiers monde : émancipations nationales ou développement économique.
Quelques questions à approfondir.

Préambule

Le Congrès de Bourg-en-Bresse revêtira, chacun le sait, une importance considérable. C'est le deuxième congrès du P.S. au pouvoir mais le premier qui intègre l'expérience du pouvoir.

La qualité du débat qui s'instaure dans nos rangs engage chacun d'entre nous.

Les décisions que le Parti prendra dans ses assises nationales seront notre loi commune. Elles retentiront sur toute l'activité du Parti et, au-delà de lui, sur ses alliances et sur la bonne marche du gouvernement dans une période cruciale de la vie du pays.

Les contributions à la discussion, soumises au débat des militants, ouvrent la première phase de cette procédure démocratique. Celle-ci durera jusqu'au comité directeur de synthèse, qui se tiendra le 10 septembre, et elle offre à chacun - membre de section, responsable fédéral ou dirigeant national - la possibilité de proposer ses idées à la discussion. Ces contributions, qui ne sont pas soumises au vote, préparent la rédaction de la ou des motions d'orientation politique sur lesquelles chacun se prononcera par son vote et décidera donc de la ligne de conduite et de la composition de la direction du Parti socialiste pour les deux ans à venir.

Pour contribuer à ce débat nécessaire et préparer l'action, les signataires de ces lignes abordent ici quelques questions essentielles et suggèrent de premières réponses.

Introduction

Le bilan de la Gauche au pouvoir est important : il ouvre au pays de réelles perspectives de changement. Les difficultés rencontrées ont été et sont à la hauteur des changements déjà réalisés et de ceux que nous voulons continuer d'entreprendre pour traduire dans les faits les « 110 propositions pour la France ». Face aux obstacles qui se dressent, elles appellent un traitement énergique.

Le congrès doit être l'occasion pour le Parti de mieux prendre conscience de ce qui a été accompli, des difficultés rencontrées et des obstacles à vaincre.

Le Parti socialiste poursuivra l'œuvre engagée depuis le congrès d'Épinay sous l'impulsion de François Mitterrand.

La victoire de mai-juin 1981 a été possible parce qu'à la transformation progressive de la société française (montée du salariat, et notamment des employés, de la maîtrise, des techniciens et des services publics) a répondu la naissance d'une grande force politique.

Le Parti socialiste est devenu en dix ans le premier parti de France. Tout en se développant, il a assuré, malgré les difficultés, le succès de la stratégie d'Union de la Gauche.

L'affirmation de l'Union de la Gauche (sans oublier les divisions de la Droite) a permis à François Mitterrand de l'emporter en mai 1981 et, sur la lancée, à une large majorité de gauche d'entrer à l'Assemblée nationale.

Il convient maintenant d'obtenir l'adhésion des Français à une transformation progressive et démocratique de la société. Nous disposons de trois ans avant l'échéance de 1986 pour réussir cette nouvelle avancée.

Un monde en crise

La crise s'étend à toutes les parties du monde. Quelle est cette crise ? L'avons-nous sous-estimée ou mal appréciée ?

Quelle crise ?

a) Aucune partie du monde n'échappe plus à la crise.

La crise frappe dans le **tiers monde** peut-être plus durement encore qu'ailleurs. L'arrêt de la croissance des pays industrialisés a fait disparaître une bonne part des marchés que les pays en développement pouvaient espérer tenir.

Les hausses du dollar et des taux d'intérêt les mettent dans une situation financière si inextricable que le système monétaire international en a été ébranlé. Les intérêts divergents de ces pays, que la baisse du prix du pétrole a fait clairement apparaître, peuvent accentuer les fractures dans le tiers monde, qui rendront le dialogue Nord-Sud encore plus difficile.

L'état d'urgence que connaissent aujourd'hui ces pays risque de les replacer dans une situation de forte dépendance à l'égard des pays riches, leur faisant perdre en quelques années la liberté conquise en plusieurs décennies.



Cependant, les **pays développés** connaissent eux aussi une déstabilisation importante. La croissance se ralentit, s'annule, voire s'inverse; la rentabilité du capital s'amenuise, l'équipement industriel vieillit; pour de nombreux pays le déficit extérieur devient un problème grave. Le renoncement à une politique de plein emploi par la plupart des gouvernements de droite accompagne la remise en cause des acquis de la protection sociale et la marginalisation d'une partie croissante de la population dont l'insertion dans le monde du travail n'est plus assurée. Les repliements nationalistes, les réactions xénophobes à l'égard des travailleurs immigrés tournent le dos aux issues possibles. La crise pousse à un individualisme de plus en plus marqué qui s'accompagne d'un repli sur le présent; il en résulte une perte de dynamisme des entreprises comme des individus.

Mais la crise ne concerne pas seulement l'Ouest et le tiers monde. Les **pays de l'Est** connaissent aussi une situation très grave. On retrouve dans ces pays les symptômes de la crise mondiale: ralentissement de la croissance, montée de l'endettement extérieur. Cette situation peut être partiellement attribuée à la crise des pays capitalistes, mais elle est aussi la conséquence du système économique et social des pays de l'Est. En témoignent les difficultés persistantes d'approvisionnement, la faiblesse de la productivité ou la rareté des innovations. Le confirment les crises ou les tensions politiques.

b) Cette crise découle d'une modification des rapports de force au sein du capitalisme. Pendant plusieurs décennies, le capitalisme s'est développé à partir d'une relative **stabilité des rapports de force** garantissant une certaine régulation du système. C'est le déplacement des rapports de force – aussi bien entre nations qu'entre classes – sans reconstitution de nouvelles relations à peu près stables, qui correspond à ce dérèglement de toutes les économies dans le monde et que nous appelons crise.

La **rupture du système international** n'a pas donné lieu à une reconstruction. Aussi la complémentarité momentanée des économies – longtemps imposée par l'hégémonie américaine – s'est-elle transformée en une confrontation où aucun leadership n'assure plus une régulation. La hiérarchie, la cohérence et la stabilité de ce système reposaient sur la domination industrielle, monétaire et militaire des États-Unis. Mais cette organisation ne possédait en elle-même aucune garantie de survie. Configuration spécifique, historiquement datée par l'état de développement des différents pays, elle ne pouvait résister à une modification du poids relatif de ses différentes composantes. La perte d'hégémonie industrielle des États-Unis, liée notamment à la montée de l'Europe (en particulier la R.F.A.) et du Japon, l'apparition de centres de décision autonomes qu'a traduit l'inversion du prix relatif de l'énergie (pays de l'O.P.E.P.) ont montré l'autonomie croissante de beaucoup de pays par rapport aux États-Unis et l'impossibilité de conserver un mode de croissance fondé sur une énergie peu coûteuse.

Finalement, la désagrégation du système international est allée de pair avec une multiplication des centres de décision antagonistes mettant fin à une régulation trentenaire.

Quant aux **cohérences nationales**, leur effritement a été plus lent mais il est à l'origine de difficultés plus graves encore. L'organisation de la production et de la demande qui s'est développée depuis près d'un demi-siècle dans les pays développés ne fonctionne plus de façon aussi efficace. D'abord parce que l'ouverture des frontières a mis fin à des systèmes relativement clos où le lien entre salaires distribués et consommation était assez bien assuré. Ensuite parce que les calculs économiques privés se sont révélés de plus en plus incapables de prendre en compte les coûts collectifs. Une troisième raison touche à l'organisation du travail (y compris le travail à la chaîne) mise en place par le capitalisme au début du siècle et qui rencontre des

résistances croissantes. Enfin, la mutation technique actuelle se traduit par une forte dévalorisation du capital difficile à supporter. Des pans entiers du secteur productif sont déclassés et cependant nous ne pouvons les abandonner brutalement.

Finalement, le consensus apparent sur lequel ont vécu les pays développés au cours des quarante dernières années se détériore. Les mécanismes qui ont assuré un semblant de cohérence se grippent et les intérêts divergents, voire opposés, des différentes classes sociales s'affirment. Cette crise du mode de production lui-même est aggravée par l'irruption des technologies nouvelles qui alimente la guerre économique entre les pays industrialisés. Elle ne pourra se résoudre réellement et à terme sans une transformation fondamentale des rapports de production et donc de la condition des travailleurs.

Avons-nous mal apprécié cette crise ?

Avant la victoire de mai 1981, nous avions la même analyse de la crise qu'aujourd'hui. Les événements que le monde a connus au cours des deux dernières années, l'exercice direct des responsabilités et l'accès à des dossiers qui nous étaient fermés auparavant ont, bien entendu, fait évoluer nos réflexions. Mais rien de ce qui est fondamental n'a été altéré.

Cependant, si la crise était correctement caractérisée, peut-être avons-nous surestimé notre capacité à y répondre. De ce point de vue, deux remarques doivent être faites: elles concernent la situation de l'appareil productif français et l'état de l'économie mondiale.

Chacun savait que l'appareil productif s'était considérablement détérioré depuis 1974. Les deux premiers présidents de la V^e République n'avaient pas été insoucieux de l'industrialisation du pays. Après 1974, cette préoccupation a été abandonnée et la chute de l'investissement privé a entraîné le vieillissement d'un appareil productif que seul l'investissement public avait contribué à moderniser. Toutefois, nous avions, sans doute, insuffisamment apprécié l'étendue du mal. On pouvait penser (les enquêtes le confirmaient) que le ralentissement de la production laissait disponibles d'importantes capacités qu'une relance de la consommation permettrait de réactiver; mais ce que les chefs d'entreprise eux-mêmes considéraient, au début de 1981, comme des capacités de production disponibles, s'est révélé, à la fin de 1981, être des capacités de production vétustes et non utilisables. Aussi, la relance par la consommation s'est-elle principalement portée vers les produits étrangers, aggravant ainsi un déficit extérieur déjà préoccupant à la fin 1980.

Les organismes internationaux prévoient une certaine reprise de l'économie internationale en 1982. Nous l'avions prise en compte pour relayer notre relance par la consommation. Comme on le sait, cette reprise n'a pas eu lieu et nos exportations n'ont pu bénéficier de commandes accrues des pays étrangers. Peut-être aurions-nous dû tabler sur la situation internationale la plus difficile possible et ne pas attendre une part de notre salut d'une toujours hypothétique reprise américaine.

L'erreur d'appréciation a consisté à trop nous reposer sur l'action des autres. De surcroît, leur politique particulièrement restrictive depuis deux ans a aggravé notre situation contrairement à nos prévisions.

Dans la stratégie à suivre aujourd'hui, nous devons compter davantage sur nous-mêmes, ne pas ménager l'effort intérieur; si de bonnes surprises arrivaient de l'étranger, il serait toujours temps de moduler notre effort.

La politique économique suivie a-t-elle été bonne ?

Y avait-il une autre voie ?

La question centrale est de savoir si, pour l'essentiel, l'action qui a été menée était politiquement, socialement et économiquement justifiée. À ces trois questions, il faut répondre oui.

Politiquement, il était nécessaire que la Gauche prenne en compte de longues années d'aspirations insatisfaites. L'espoir de modifications rapides du sort des plus défavorisés ne pouvait être retardé et les hausses très importantes du S.M.I.C., du minimum vieillesse et des prestations familiales sont venues répondre à une attente des forces de gauche.

Socialement, la politique mise en œuvre a répondu aux objectifs de justice et de responsabilisation des travailleurs qui fondent notre combat. Qu'il s'agisse des pre-

mières réformes de la fiscalité ou des lois Auroux, le chemin accompli en deux ans est plus important que ce qui avait été fait au cours des vingt années précédentes. Qu'on se rappelle que la retraite à 60 ans constituait une revendication quasi séculaire.

Mais, bien entendu, c'est sur la justification des orientations économiques qu'ont porté les interrogations les plus vives. Au cours de ces deux dernières années, la croissance française a été positive, ce qui nous place sur ce terrain au 2^e rang des pays industrialisés (après le Japon). Cette croissance plus rapide qu'à l'étranger a contribué à la sauvegarde de l'emploi et a permis de distribuer 4,2% de pouvoir d'achat supplémentaire, ce qui est un résultat supérieur à tout ce qu'ont fait nos voisins (régression en R.F.A., en Belgique, etc.). Il faut comprendre que les deux gouvernements du septennat précédent, qui menaient une politique analogue à celle de l'Allemagne ou de l'Angleterre, ne parvenaient qu'à des résultats bien moins probants qu'ailleurs. Entre 1973 et 1981, le chômage augmentait de 500 000 en R.F.A., alors qu'il croissait de plus d'un million en France. Ainsi en mai 1981, la France



comptait-elle 1 800 000 chômeurs quand l'Allemagne n'en avait que 1 000 000. Si la France avait continué à mener avec Barre une politique comparable à celle de ses voisins, se préoccupant uniquement de l'inflation et peu du chômage, tout laisse penser qu'elle aurait continué à faire moins bien qu'ailleurs ; l'inflation n'aurait sans doute pas plus régressé qu'elle ne l'a fait en 56 mois sous Raymond Barre et le chômage augmentant comme en Allemagne nous mènerait maintenant à 3 millions de chômeurs. A l'inverse, le ralentissement de l'inflation enregistré en 1982 s'est accompagné d'une stabilisation du chômage et d'une distribution plus équitable de la richesse créée.

Cette politique – ainsi que les réformes de structure qui l'ont accompagnée – a un coût. Celui-ci se mesure notamment en termes de commerce extérieur. Outre les raisons qui ont déjà été données (faiblesse de l'appareil productif, absence de relance à l'étranger), notre déficit extérieur s'explique aussi par la croissance plus rapide que nous avons voulue et obtenue.

Aussi faut-il refuser le bilan purement idéologique que R. Barre vient de publier sur les deux premières années de la législature socialiste. Tous les artifices permis par les statistiques y sont utilisés. Quand il s'agit des prix, l'auteur fait beaucoup de comparaisons internationales, oubliant que lorsqu'il était aux affaires, il n'a jamais réussi à faire baisser l'inflation. Lui aussi avait bloqué les prix pendant quatre mois, mais sans succès. Lorsqu'il parle de production industrielle pour dire qu'elle est aujourd'hui un peu inférieure à ce qu'elle était au printemps 1981, il se garde de mentionner que partout ailleurs elle a chuté de 2 à 5 fois plus que chez nous ! R. Barre s'inquiète de la faiblesse des investissements et indique que le vieillissement des équipements « compromet durablement la compétitivité industrielle de la France » ; que ne rappelle-t-il que de 1970 à 1981, l'âge moyen des équipements est passé de 6,5 à 8,5 ans. S'agissant du chômage, on assiste à cette critique stupéfiante de ne pas avoir réussi à le faire baisser. De mars 81 à mars 82, le chômage augmente de 18,5 % en France, 49,7 en R.F.A. et de 41,3 aux Pays-Bas ; de mars 82 à mars 83, 2,7 % pour la France, 31,8 pour la R.F.A. et 29 pour les Pays-Bas. Quant au revenu, force est de constater que le pouvoir d'achat du taux de salaire horaire des ouvriers, du S.M.I.C., des prestations sociales a augmenté en 1981 et 1982 alors qu'il avait baissé en 1980.

Enfin, avec un déficit budgétaire de 2,6 % du P.I.B. en 1982, nous avons le déficit le plus faible des pays de la C.E.E. (G-B. exclue).

En réalité, la situation actuelle de l'économie française résulte largement d'une faute de politique économique que notre pays est le seul à avoir commise dans l'O.C.D.E. dans les années 70. Lors des chocs pétroliers, la hausse du coût de l'énergie a opéré un prélèvement sur toutes les économies industrialisées. Dans tous les autres pays, ce prélèvement a été payé en deux ans environ par les particuliers. L'énergie étant plus chère, donc le pays s'appauvrissant, il faut que les habitants (bon gré, mal gré) enregistrent cet appauvrissement. En France, les chocs pétroliers n'ont jamais donné lieu à des prélèvements supplémentaires sur les revenus des couches les plus aisées de la population.

Avons-nous changé de politique ?

Notre politique est de ne pas sacrifier l'emploi à la lutte contre l'inflation, notre politique est de construire une société plus juste, de permettre à la France de conserver son rang de grande puissance industrielle. Notre politique est d'agir dans toutes les enceintes internationales pour que le bien-être des uns ne repose pas sur le malheur des autres, notre politique est de préparer l'avenir dans les usines, les laboratoires et dans les écoles. Par rapport à tous ces objectifs, nous n'avons, bien sûr, pas changé de politique ; mais la réalité peut nous conduire à ne pas développer notre action de façon linéaire et uniforme pendant tout le septennat. L'aggravation de la crise dans le monde, les politiques déflationnistes de nos voisins nous contraignent à reconstituer nos marges de manœuvre. Pour mener une politique autonome, il nous faut reconstituer nos forces, ceci impose des phases de consolidation qui font suite à des phases de progrès considérables. D'autres phases de progrès viendront mais pour cela le redressement de notre appareil productif est indispensable et il passe par le rétablissement de l'équilibre extérieur. Notre obligation de réussir, notre priorité à l'emploi nous forcent à retrouver le chemin de la croissance. Mais l'indépendance de notre pays exige l'indépendance économique et financière. Sans retour à l'équilibre extérieur d'ici la fin de 1984, notre pays risquerait de se voir imposer par ses créanciers une politique économique contraire au projet de la Gauche. Sans rééquilibrage de nos comptes extérieurs, rien ne sera possible.

La contrainte extérieure : comprendre et agir

a) Nous devons tout d'abord **maintenir l'effort**. Il nous faut éviter les dérapages excessifs et ne pas accepter la facilité qui consisterait à négliger la contrainte que l'extérieur fait peser sur nous. Aussi faut-il absolument nous interdire d'aller trop loin en matière d'endettement extérieur. L'endettement auquel le gouvernement a consenti nous a permis d'atteindre certains objectifs dans les domaines de l'emploi et

de la croissance, mais aller plus loin compromettrait gravement nos chances de mener une politique autonome. La voie de l'endettement continu n'est pas la voie de la France. Le redressement durable de notre économie passe obligatoirement par la modernisation de notre appareil productif afin de nous redonner, par la compétitivité, notre place dans les échanges internationaux. Le succès repose sur un effort collectif, et c'est en nous-mêmes et non à l'extérieur que nous devons trouver les ressources nécessaires.

b) Pour trouver ces ressources, pour permettre ce renouveau industriel, convient-il de mettre la France à l'écart du monde ? Devons-nous élever les obstacles tellement infranchissables à nos frontières que nos importations chuteraient d'elles-mêmes en nous tenant à l'abri de la planète entière ? Le débat entre le libre-échange et le protectionnisme ne saurait être un débat de doctrine.

Le protectionnisme est un poison lent et mortel s'il entraîne repli sur soi, malthusianisme et confort factice.

Le libre-échange est nocif lorsqu'il permet aux plus riches de s'imposer aux autres, lorsqu'il est utilisé pour assurer la domination de certains pays, lorsqu'il facilite la transmission de fluctuations aberrantes.

Les échanges doivent donc être organisés.

Aussi, devons-nous mener une politique d'importations qui permette de rééquilibrer les relations commerciales avec nos partenaires et même viser un excédent pour payer la charge des dettes extérieures. Ni alignement, ni isolement, telle doit être notre politique. Nous n'avons pas de raison de subir les limitations que nous imposent nos partenaires commerciaux sans réagir, mais nous ne devons pas aller au-delà.

C'est dans la confrontation avec les autres pays que notre industrie trouvera les stimulants lui permettant de retrouver la compétitivité perdue au cours des dix dernières années. La musculation en chambre ne suffit pas à faire des athlètes.

Les pays qui se protègent par un système perfectionné de normes industrielles, les pays qui manipulent leurs taux de change dans des proportions qui n'ont rien à voir avec l'évolution des coûts et des prix, les pays qui restreignent considérablement leur demande interne sont ceux qui ont de véritables pratiques protectionnistes. Nous ne sommes pas de ceux-là.

c) La voie à suivre est celle de la relance. Mais puisqu'aujourd'hui il est illusoire pour un pays de la taille de la France d'espérer pouvoir tirer seul la croissance mondiale, c'est dans la relance concertée que nous devons fonder notre espoir et notre action politique. Les rencontres devenues plus régulières entre les Premiers ministres socialistes au gouvernement dans le monde ouvrent la voie à une politique convergente préservant les différences et s'appuyant sur des intérêts communs. De même, c'est dans la poursuite des actions de co-développement avec les pays du tiers monde que doivent être dépassées les relations de domination caractéristiques des trente dernières années. La relance est donc bien davantage une question de politique internationale et l'enjeu de rapports de force qu'un choix technique.

Ainsi, le rôle de l'État dans la mise en œuvre d'une politique d'importations pour desserrer la contrainte extérieure est-il important. Mais l'essentiel est ailleurs. Favoriser l'orientation de notre demande vers les produits français ou à faible contenu en importations est pour notre pays une question de survie. Lutter contre le chômage, limiter les contraintes en donnant à notre économie des parts de marché nouvelles est l'affaire de tous. C'est aussi à notre peuple de gagner la bataille du commerce extérieur, et au P.S. de l'y appeler.

Quelle politique à moyen terme ?

a) S'il est entendu que les objectifs de notre société sont le retour au plein emploi et la mise en place de nouveaux réseaux de solidarité, **c'est toutefois de l'état de notre système productif qu'en dépendra la réalisation**. Ce qui pourrait n'être qu'une constatation d'évidence prend aujourd'hui une importance considérable et trace les contours de la stratégie du IX^e Plan.

Le système productif français a été caractérisé depuis plus de 10 ans par une diminution constante du taux d'investissement, l'absence de coordination ou même de cohérence entre les différents secteurs de notre économie, la non-prise en compte du rôle des travailleurs et de leur capacité d'innovation, une avancée insuffisante des méthodes de vente et de promotion alors même que l'internationalisation de l'économie française ne cessait d'augmenter.

La période du Plan intérimaire a clairement montré que, dans notre pays, la relance par la consommation ne se transforme pas automatiquement en relance des investissements, pourtant indispensables à la réduction du chômage et des inégalités.

La stratégie qu'il faut mettre en œuvre, peut s'énoncer ainsi ; deux objectifs seront poursuivis en parallèle :

- l'objectif de **redressement de notre solde extérieur dans les deux ans** ;
- l'objectif de **modernisation du secteur productif** pour reconstituer à terme un potentiel de croissance supérieur à celui de nos principaux partenaires tout en restant compatible avec l'équilibre extérieur.



b) Quelles actions permettent d'engager cette stratégie ?

— Pour rééquilibrer le commerce extérieur, l'effort comprend un objectif précis et borné dans le temps, il doit s'organiser dans deux directions :

- ralentir la demande par ralentissement de la progression des revenus élevés et par le maintien de l'épargne afin de soutenir l'investissement,
- déplacer des parts de marché en faveur des producteurs français et ceci aussi bien sur le marché national qu'à l'étranger.

— Pour moderniser l'appareil productif, c'est l'effort entrepris dès le Plan intérimaire qui doit être poursuivi et accentué. Il porte sur l'investissement public (notamment dans les entreprises nationalisées, la formation et la recherche), mais aussi l'investissement privé qui, justement, a fait défaut au cours du Plan intérimaire (comme d'ailleurs au cours des dix années précédentes).

Notre ambition industrielle doit permettre d'associer aux projets de la Gauche une large fraction de l'encadrement. Celle-ci a rejoint le camp du changement en 1981, parce qu'elle discernait les conséquences de la politique d'abandon qui était menée jusqu'alors.

Mais les cadres attendent aussi de la Gauche cette « nouvelle citoyenneté » qui leur assurerait une place plus importante dans l'ensemble des processus de décision. Il ne faut pas se tromper d'analyse. La majorité des cadres a admis de contribuer à l'effort de solidarité. Il n'y a pas une fatalité qui éloigne de la gauche l'ensemble des cadres, sans lesquels il lui serait plus difficile de mettre en œuvre sa volonté de redressement. Certaines décisions ont d'ores et déjà été prises, et notamment dans le cadre de la décentralisation et de la démocratisation du service public. Mais il faut aller plus loin et rechercher les voies nouvelles qui permettront à l'encadrement d'exprimer réellement ses propositions en matière de réindustrialisation (les fonds salariaux peuvent en être un des moyens appropriés). Les deux objectifs exposés plus haut doivent être accompagnés d'efforts dans le domaine de l'emploi comme dans celui de la justice sociale.

— À terme, il n'y a pas de réponse au problème de l'emploi qui ne passe par un redémarrage de la croissance. Ainsi l'environnement international comme la faiblesse des marges de manœuvre dont nous disposons laissent penser qu'à court terme d'autres mesures devront être prises en faveur de l'emploi.

Notons que le débat sur le temps de travail doit être repris en gardant à l'esprit qu'au cours du IX^e Plan, une faible croissance serait insuffisante pour faire diminuer le chômage.

— La stratégie de redressement de l'équilibre extérieur et de la modernisation n'aurait que peu d'objet si elle ne s'accompagnait pas d'une action déterminée en faveur de la

justice sociale. Celle-ci n'est pas une concession faite à une stratégie économique difficile, elle constitue un des buts constants de l'action des socialistes. Et pour un gouvernement de Gauche, elle est une des conditions de la réussite. Le gouvernement a besoin du soutien populaire ; et ce soutien populaire est lui-même largement conditionné par la persévérance, l'efficacité de notre politique de justice sociale, y compris sous les contraintes de l'effort d'assainissement économique. La passe est étroite entre les contraintes économiques et les nécessités politiques, mais il n'y a pas d'autre voie pour la réussite.

c) Toutefois, cette stratégie économique n'est pas dénuée de risques. Le point central sur lequel beaucoup se joue est de savoir si le ralentissement de la demande ne risque pas de retirer toute motivation à l'investissement.

Sur l'arbitrage entre consommation et investissement, trois réponses doivent être apportées :

— Il faut tout d'abord assurer un grand dynamisme à l'investissement des entreprises nationalisées ;

— il faut se donner les moyens d'assurer le déplacement des parts de marchés. Le ralentissement de la demande des ménages s'adresse à l'offre mondiale, il ne s'agit donc pas tant de consommer moins que de diminuer la consommation de produits étrangers ; ceci suppose qu'un effort suffisant soit fait pour reconquérir des parts de marchés. De même, les capacités de production éventuellement libérées peuvent être disponibles à l'exportation et doivent être systématiquement utilisées.

— Ce qui détermine le niveau de l'activité, ce n'est pas seulement la consommation des ménages mais la demande globale. Dans ces conditions, le redéploiement des dépenses de l'État en faveur de l'investissement et de ses consommations en direction de produits français peut être d'un apport considérable. Par ailleurs, si la fraction du revenu des ménages qui est épargnée est effectivement investie, la demande globale ne diminue pas et l'effet dépressif, parfois naïvement attribué à un taux d'épargne supérieur, ne se produit pas. Ceci suppose que les capacités dégagées par l'épargne soient rigoureusement canalisées vers le financement des investissements productifs.

d) Trois conditions viennent d'être rapidement énoncées pour que notre stratégie économique aboutisse : elles touchent à l'action des sociétés nationalisées, aux parts de marché et à la demande globale. Dans ces trois domaines centraux, il faut aller de l'avant. Le Parti devra faire des propositions concrètes pour que la stratégie engagée ne reste pas au milieu du gué. Une voie est tracée, il faut se donner tous les moyens de s'y engager sans hésitation.

Gouverner : assurer la confiance en animant le changement

Assurer la confiance

Conduits au pouvoir par un mouvement populaire profond et grâce aussi à l'es-soufflement et aux divisions de la Droite, la Gauche et le P.S. disposent d'une majorité pour gouverner et pour légiférer. Bientôt à mi-chemin de la législature, le constat suivant s'impose pourtant à tous les socialistes : notre majorité s'est effritée à chaque consultation électorale (cantonales puis municipales) et les sondages nous sont défavorables. L'échéance des prochaines élections législatives est en 86, elle est capitale. Gagner les élections législatives de 1986 doit être notre objectif politique central car il signifiera la réussite. Nous proposons ici une analyse des conditions à réunir pour raffermir notre base sociale et une amorce de propositions d'actions.

a) Les conditions de notre action politique ne sont pas favorables.

La France comme l'ensemble des pays développés affronte une crise mondiale profonde. Depuis deux ans la reprise est annoncée à grand renfort de médias par les « gourous » américains et les grandes organisations économiques internationales. Force est de constater que semestre après semestre cette reprise se fait attendre. Le rôle des États-Unis dans cet état de fait ne peut qu'être à nouveau souligné : le dollar à plus de 7,60 F brise net les efforts de la France pour mener une politique de relance, il oblige même la plupart des pays européens à se ranger sous la bannière déflationniste. En matière monétaire, l'axe dollar-mark est un lieu de passage obligé pour les capitaux spéculatifs attirés par les perspectives de gains rapides et c'est autant de perdu pour l'investissement productif. Dans ce contexte, la spéculation contre le franc est le prix à payer pour notre originalité politique et sociale. Nous avons en outre hérité d'une industrie vieillissante et peu préparée aux exigences accrues de la compétition internationale en période de crise. Mener une politique adaptée aux défis de la troisième révolution industrielle, permettre aux entreprises d'avoir les stratégies nécessaires, exige à la fois une intervention plus claire, des règles du jeu simplifiées et mieux

définies. Dans le secteur public, l'autonomie de gestion des entreprises doit s'inscrire dans les orientations générales qu'il revient au gouvernement de fixer.

C'est le rôle du secteur public industriel, qui représente plus du quart de l'activité et de l'investissement, de prendre en compte, voire de prendre en charge les objectifs que se donne la collectivité en matière d'emploi, d'équilibre extérieur, de maîtrise des prix. C'est le rôle du secteur public bancaire que d'être l'outil financier de cette politique industrielle.

Même en faisant le choix de la rigueur, notre marge reste très étroite. En ce qui concerne la protection sociale, la crise exerce dans ce domaine plus qu'ailleurs tous ses effets. La baisse de l'activité entraîne la hausse du chômage sans diminuer pour autant les dépenses de santé. Les Français ont déjà contribué au maintien des grands équilibres sociaux. Mais aujourd'hui, poursuivre dans la voie des **rattrapages au coup par coup** n'est plus possible.

Le débat public sur les dépenses de santé aura lieu pour la première fois en France à l'initiative des socialistes. C'est un débat qu'il faudra poursuivre notamment en cherchant à mieux connaître les revenus non-salariaux afin que puisse être établie une véritable égalité dans les capacités contributives.

La Droite fait tout ce qui est en son pouvoir pour discréditer le gouvernement et l'action des socialistes. Écartée des principales responsabilités institutionnelles, elle a entrepris une vaste campagne idéologique par la voix de ses anciens ministres, de ses « nouveaux » philosophes, dans les médias qu'elle contrôle pour travestir et dénaturer notre action. Passant de l'agressivité outrancière au raisonnement désabusé, menaçant les Français des pires désastres, appelant plus ou moins ouvertement à spéculer contre le franc, elle dépasse chaque jour davantage les limites d'une opposition zélée pour montrer son vrai visage. La Droite n'a pas accepté mai 1981, elle n'accepte pas que la France se soit donné des dirigeants de gauche et, au mépris de tout sens de l'intérêt national, elle poursuit sa politique du pire.



Face à ces conditions d'exercice du pouvoir et face à nos choix de raison, force est de constater qu'une partie de notre base sociale et électorale ne nous suit pas. S'il est juste de dénoncer le rôle particulièrement néfaste de la Droite, il ne servirait à rien de s'en prendre à ceux qu'elle a trompés et qu'elle continue à tromper. Il est au contraire utile de s'interroger sur la manière de reprendre l'initiative alors que la rigueur est toujours nécessaire. Dans ce contexte, seul un langage de franchise, un effort renouvelé pour lutter contre les inégalités, une explication plus simple et plus convaincante des déterminants de la politique de rigueur, nous permettront de renforcer notre influence.

b) Les conditions de la reconquête

La rigueur : elle est aujourd'hui nécessaire et doit être modulée en tenant compte de la situation souvent très différente de ceux qui la subissent. En ce qui concerne le plan du 25 mars, il constitue avant tout une réponse à une nécessité conjoncturelle qui ne saurait faire oublier nos objectifs politiques. La rigueur ne sera acceptée par notre base sociale que si elle apparaît juste, équitablement répartie et susceptible de contribuer réellement au redressement annoncé. Comme on l'entend dire : « on n'est pas contre les sacrifices si on est sûr qu'ils vont servir ».

Le pouvoir d'achat : au cours des deux dernières années, notre politique a permis de créer un pouvoir d'achat supplémentaire important si on compare notre situation à celle des autres pays développés. Mais il apparaît d'une part que cette distribution a été largement inégalitaire et d'autre part que la mise en œuvre du plan de rigueur risque en ralentissant la croissance de remettre en cause les acquis de cette politique. Nous le disons, le pouvoir d'achat des grandes masses salariées doit au moins être maintenu. La mise en œuvre d'une véritable solidarité nationale impose que l'on n'écrase pas ceux dont les revenus sont les mieux connus et complètement contrôlables quand un grand nombre de revenus mal connus progressent, eux, plus rapidement et échappent pourtant largement à l'impôt.

La maîtrise des prix : la tendance à une inflation rapide est une autre caractéristique de notre économie. Les raisons en sont profondes et touchent à la fois aux structures et aux habitudes. Mais l'inflation contribue aussi à déséquilibrer nos échanges et donc à affaiblir notre monnaie, en même temps qu'elle est la source de profondes inégalités. Les résultats acquis depuis deux ans sont là puisque le taux d'inflation a été ramené de près de 15 % l'an à moins de 10 %, mais cela reste insuffisant. Il faut parvenir à maîtriser les prix aussi bien que nos partenaires et ramener l'inflation au niveau qu'elle atteint chez les principaux d'entre eux. C'est un impératif pour lever la menace qui pèse sur notre monnaie, dès que nos coûts et nos prix vont plus vite que les leurs, car on ne saurait accepter durablement de compenser ces écarts par des réajustements de change.

La protection sociale : le financement des budgets sociaux est de plus en plus difficile alors même que l'activité stagne. Il est important de poursuivre dans la voie ouverte par la Gauche qui vise à mieux répartir la charge de la contribution au budget social. La protection sociale est et restera du domaine public à condition de faire un effort réel pour une meilleure connaissance de tous les revenus et par là une application plus équitable des prélèvements.

À condition d'être menée parallèlement à une démocratisation de la fiscalité, la fiscalisation des allocations familiales, et, pourquoi pas, progressivement, d'une partie de la Sécurité sociale, représente un progrès vers plus de justice.

Fiscalité : le bilan des deux dernières années en ce qui concerne la fiscalité est déjà important. Cependant il reste beaucoup à faire pour que les mesures déjà décidées trouvent leur pleine application et pour aller plus loin dans le sens de la justice. La fiscalité relative aux successions est actuellement très inégalitaire et bien souvent antiéconomique. Tenir compte de la situation personnelle des héritiers, accentuer la progression de l'imposition permettrait d'engager sans retard de nouvelles réformes. La lutte contre l'évasion et la fraude fiscale doit être accentuée. L'impôt sur les grandes fortunes doit être souscrit par l'ensemble de ceux qui y sont soumis et non par une minorité d'entre eux. Il ne serait pas admissible de faire preuve d'une quelconque complaisance dans ce domaine.

Le but vers lequel tendent les socialistes est de faire en sorte que les revenus du travail cessent progressivement d'être plus taxés que les revenus du capital.

La lutte pour l'emploi : cette priorité du P.S. pendant la campagne pour les élections présidentielles est devenue depuis deux ans la priorité du gouvernement. C'est sur ce point que nous avons obtenu nos meilleurs résultats : stabilisation et même légère régression du nombre de chômeurs en France alors qu'on a assisté à une véritable explosion du chômage en Grande-Bretagne et en République fédérale d'Allemagne par exemple.

Le plan de rigueur risque de provoquer quasi mécaniquement de nouvelles difficultés pour l'emploi. Il est primordial que le gouvernement de la Gauche prenne des mesures pour le préserver sans attendre que se produisent des effets négatifs : soutenir la croissance, renforcer l'efficacité de l'A.N.P.E., développer les programmes

de formation et d'insertion professionnelle des jeunes, relancer des négociations sur la baisse de la durée du travail. Il revient au P.S. de jouer un rôle d'incitation et d'entraînement dans ce domaine.

Le Plan : le Plan est pour les socialistes un outil d'analyse indispensable et plus encore un guide pour l'action.

Confrontée à l'incertitude de l'environnement international de notre pays, la planification doit redevenir l'expression d'une volonté politique, l'affirmation par la nation tout entière de ses choix fondamentaux et de sa volonté, pour les atteindre, d'utiliser les moyens nécessaires.

Le Plan doit fixer les objectifs, constituer la référence par rapport à laquelle se situe l'action immédiate. Le Plan doit ainsi être opposable à des revendications ou à des exigences impossibles à satisfaire ou contraires aux objectifs de la nation, il doit permettre de juger de la continuité de l'action des pouvoirs publics, il doit enfin montrer quels sont les buts poursuivis.

Cadre pluriannuel de l'action budgétaire, horizon des objectifs de la solidarité, outil de la mobilisation nécessaire aux succès des politiques conjoncturelles, le Plan doit être l'expression de la stratégie de la nation.

La vie dans l'entreprise : l'application des lois Auroux doit mobiliser notre énergie. Les salariés veulent voir leur place et leur rôle renforcés dans l'entreprise : la création d'un meilleur climat de travail est porteuse de nouveaux gains de productivité. Le secteur public doit donner l'exemple ; le dialogue social doit y devenir une composante effective de la gestion de l'entreprise.

c) Des précautions à prendre

— les particularismes catégoriels sont puissants en France. Ils reflètent la diversité de notre peuple et le poids de nos traditions. Ainsi les réformes sont-elles délicates à mettre en œuvre lorsqu'elles concernent directement tel ou tel groupe de la population (l'exemple de la profession médicale est riche d'enseignements). Il faut que nous évitions les globalisations abusives. Dans le monde agricole comme dans le monde commercial, il existe de très grandes différences de situations, de ressources, voire de mentalités.

Les organisations professionnelles, usant trop souvent de l'amalgame, poussent la masse des petits en avant pour mieux protéger les gros. Quel rapport peut-on établir entre les revenus d'un grand propriétaire et ceux d'un petit paysan souvent réduit au S.M.I.C. ? Pour trouver un meilleur équilibre entre le pouvoir d'État et les mécanismes de la réalité sociale, nous devons diversifier nos propositions et tenir le plus grand compte des différences très importantes existant à l'intérieur de certaines catégories sociales.

Le front de classe traverse beaucoup de groupes socio-professionnels. L'innovation, les « technologies nouvelles » ont modifié profondément la composition du monde du travail. En même temps que le développement du salariat (environ 80 % de la population active), l'importance de nouvelles couches salariées (ingénieurs, cadres, techniciens) s'est affirmée. Au-delà des conséquences devant lesquelles nous place une telle évolution sociale en matière de formation des revenus (fiscalité, prélèvements sociaux...), c'est l'organisation même de la production qui est aujourd'hui en cause. Ces nouvelles couches salariées sont un des éléments essentiels de mise en œuvre de la recherche et de l'innovation. Leur mobilisation passe par un approfondissement de l'organisation du travail, et tout particulièrement par la prise en charge des lois Auroux par ces catégories. L'Administration et le secteur public en général doivent d'ailleurs servir d'exemple pour cet objectif.

La négociation et la concertation avec les organisations syndicales doivent se poursuivre, voire s'amplifier, car elles ont toujours constitué des voies privilégiées pour échapper à des projets trop simplificateurs.

Le rôle des partenaires sociaux est important, non seulement au niveau de la concertation, mais également pour l'application de toutes les lois de progrès dans la vie quotidienne. Les rapports entre les organisations syndicales et le Parti doivent se poursuivre et se développer, la mise en place de groupes de travail entre la plupart des syndicats et le Parti, en toute indépendance réciproque, permettant de mieux cerner la réalité sociale et humaine du pays et de faire remonter une information qui trop souvent s'arrête à mi-chemin.

Le Parti socialiste a par ailleurs constaté que les grandes organisations syndicales représentatives, tout en exprimant leurs critiques, tout en menant leur combat syndical, et malgré leurs divergences, ont porté à plusieurs reprises et dans un certain nombre de domaines, une appréciation positive de la politique du gouvernement.

Il nous appartient donc de poursuivre son action de concertation avec les organisations syndicales, avec les partenaires sociaux.

De même, il nous faut prendre en compte la vie associative dans notre pays. Il est en effet essentiel que notre politique de changement soit mieux perçue, davantage expliquée aux associations. De même, celles-ci, à tous les niveaux, sont à même de mieux nous informer des réactions, des revendications de leurs mandants.

— Le cas de l'agriculture. L'agriculture française, offre, elle aussi, de très grandes disparités et constitue, malgré sa grande importance dans l'économie nationale, un



secteur qui plus encore que d'autres doit – en termes d'analyse – échapper à des globalisations simplificatrices.

Le développement de l'agriculture a donné lieu à deux types d'agriculture :

- l'une productiviste (compétitive parce qu'aidée par l'État, mais très dépendante face aux importations) ;
- l'autre, laissée pour compte (et qui fait des agriculteurs des assistés).

Pendant toute cette période, l'État n'a pas joué son rôle d'orientation a priori de la politique agricole. Il n'a été qu'un recours financier occasionnel pour niveler les problèmes que le développement capitaliste de l'agriculture a créés.

Créer et garantir les conditions d'une agriculture diversifiée et solidaire qui prenne en compte la rémunération du travail de toutes les catégories de travailleurs est la grande tâche de la politique des Socialistes.

Elle passe par :

- la réduction des inégalités entre agriculteurs qui implique la connaissance des revenus ; elle doit permettre une redistribution des aides de l'État et une réorientation de la contribution des agriculteurs ;
- une politique délibérée de l'emploi, liée à l'installation des jeunes agriculteurs et à la reconquête du marché intérieur ;
- une véritable et grande loi foncière pour garantir la reproduction des exploitations et le contrôle des mutations foncières ;
- un réel statut des travailleurs de l'agriculture qui assure leurs droits ;
- la renégociation de la P.A.C. qui, jusqu'ici, malgré les difficultés liées à son évolution (élargissements successifs, création des M.C.M. avec instauration de nouvelles douanes, etc.) n'a jamais été repensée. Les difficultés ont entraîné la croissance des inégalités entre les régions et les agricultures. En l'absence de résultats, la France pourrait se trouver contrainte à appliquer un système de prix intérieurs ;
- la représentation pluraliste du monde agricole dans toutes les structures consultatives de la profession. L'actuel syndicat majoritaire ne peut plus prétendre représenter la totalité des attentes des agriculteurs.

L'engagement par le gouvernement vers des réformes structurelles, la clarification des choix, sont des facteurs d'avancée du mouvement social en agriculture (avec les salariés et les consommateurs) et l'alliance de tous ceux qui sont engagés dans le changement.

Toutes nos propositions, toute notre action tiennent compte de cet élément majeur : à une diversité de situations doivent correspondre des politiques différenciées et appropriées.

La mise en œuvre des réformes de structures conformes à nos engagements est un facteur qui doit permettre le développement des forces progressistes dans le monde agricole.

- **État et patronat.** Se pose aussi le problème des relations entre gouvernement et le secteur patronal. Nous avons tout intérêt à ne pas rester dans le flou de ce côté-là, à ne pas réagir au gré des circonstances, mais au contraire à proposer des « règles du jeu ». Un aménagement des rapports entre les pouvoirs publics et les forces patronales est indispensable, puisque nous vivons dans un régime de coexistence entre le secteur public et le secteur privé, entre le plan et le marché. Mais les différenciations entre entreprises françaises, suivant leur taille et suivant les branches, les inégalités de situation entre celles qui sont prospères et celles qui sont en difficulté ne permettent guère de mener une négociation globale, débouchant sur un arrangement général.

Dès lors, indépendamment d'accords entre les pouvoirs publics et les grands groupes industriels et commerciaux, des négociations par branche pourraient s'engager avec, pour objectif, de parvenir à divers types de « contrats », modulés suivant qu'il s'agit d'entreprises performantes ou d'entreprises en difficulté.

On pourrait, par exemple, envisager des contrats État/entreprises ou région/entreprises pour les P.M.E. qui associeraient des avantages consentis par l'État et par le système bancaire (déductions fiscales, subventions ou prêts A.N.V.A.R., prêts bonifiés, etc.) à des engagements précis de l'entreprise (reconquête de parts du marché intérieur, embauche, investissements, etc.)

Cette clarification tout à la fois créerait les conditions d'un réel dynamisme des entreprises françaises et serait une garantie de l'efficacité de l'apport des fonds publics.

Affirmer l'autorité de l'État

S'il aime exercer son esprit critique, le peuple français – et ce n'est contradictoire qu'en apparence – aime aussi ressentir que l'autorité s'exerce et que la situation est bien maîtrisée. Il serait sans doute excessif de dire que notre façon de gouverner ait toujours convaincu. Or, une politique n'est pas seulement jugée sur ses résultats. Elle l'est aussi sur son style et l'impression de netteté qu'elle donne aux citoyens.

La Gauche ne peut échapper à la recherche d'un style de gouvernement qui lui soit propre. Une certaine désacralisation du pouvoir, signe qu'il est plus proche des citoyens, n'est pas en soi une mauvaise chose. Ainsi une attitude moins affirmée,

moins formaliste et plus démocratique correspond sans conteste à une aspiration réelle d'une société qui s'affranchit de bien des cérémonies.

Les Socialistes ne confondent pas le pouvoir politique, qu'ils assument, et l'appareil d'État soumis à ses propres habitudes, ses inerties, sans que les hommes soient nécessairement en cause.

C'est pourquoi, nous avons voulu et nous poursuivons notre politique de décentralisation et de déconcentration, ce qui demande du temps, des mentalités disponibles et un effort de conviction chaque jour renouvelé.

Cette tâche serait facilitée par des modifications institutionnelles que le P.S. continue de juger souhaitable.

Mais à ce mouvement adopté par la Gauche se superpose une tentative de la Droite de mise en cause de la légitimité profonde de l'exercice du pouvoir. La violence et le caractère personnel des attaques (qui cherchent à discréditer) de la Droite et de sa presse ont pour but de déconsidérer les hommes et les femmes qui gouvernent. Lorsque les détenteurs de grands médias rivalisent dans l'invective à l'égard du pouvoir politique ils participent d'un processus de brouillage du message normal entre gouvernants et gouvernés. Il faut donc à tout le moins que dans les domaines essentiels de la vie nationale l'autorité de l'État soit plus clairement affirmée.

Dans un pays comme le nôtre, le droit d'expression et de manifestation est aujourd'hui entier. Il en découle, à nos yeux, que la violence ne saurait être tolérée comme moyen d'action politique : elle doit être condamnée et réprimée quels que soient ceux qui prétendent s'en arroger le droit.

Laisser croire que telle ou telle manifestation violente pourrait aider tel ou tel ministre à négocier est une faute. Si par exemple des commandos prétendent, nonobstant le droit de propriété, s'attaquer aux biens, voire se substituer aux douaniers, cela ne peut être toléré.

Quand l'autorité de l'État, des lieux qui la symbolisent ou des points névralgiques pour la liberté de tous sont défiés, la plus grande fermeté doit être la règle.

Naturellement, cette autorité ne peut être bien perçue sans une cohérence plus assurée dans l'expression de la politique gouvernementale. Depuis plusieurs mois, on enregistre des progrès incontestables. Cela est bon car la Droite s'est souvent saisie de tel ou tel écart d'expression pour mettre en doute devant l'opinion la compétence de la Gauche pour gouverner. Et ce qui pouvait être l'expression publique, dans certains cas, d'une discussion sérieuse sur le choix de la meilleure solution, apparaissait à l'opinion comme de regrettables hésitations voire d'insupportables rivalités de personnes. Reste qu'il faut faire plus et mieux pour que les améliorations que la politique gouvernementale apporte aux catégories sociales les plus défavorisées entrent plus rapidement en application.

Il ne faudrait pas, à l'occasion du congrès, que la direction du P.S. qui avait jusqu'ici – du moins depuis l'arrivée de la Gauche aux responsabilités de l'État, – réussi à l'éviter tombe dans de tels travers. Car cela n'est bon ni pour l'image du P.S. ni pour l'action de la Gauche au gouvernement.

Le manque de cohésion, chacun le sent, risque toujours de conduire à des divisions dont il est bon de rappeler que celles qu'a connues la Droite ont joué un rôle non négligeable dans notre victoire de 1981. Les nôtres pourraient contribuer à notre défaite. Qui ne le sait ? Qui pourrait le vouloir ?

Être plus attentif aux grands problèmes de société

Dans les périodes de crise et de transformation il n'est pas que les problèmes économiques qui inquiètent, qui mobilisent. La dernière période a vu la Droite utiliser sans vergogne un certain nombre de thèmes. Il importe de les affronter et de relancer la capacité du Parti à être présent sur ces terrains.

Éducation

Une des idées-forces de la politique de la Gauche a été rappelée ces derniers mois par le Président de la République : « un colossal effort de formation ».

Les Socialistes, maintenant qu'ils ont la responsabilité de gouverner, qu'ils sont comptables de l'avenir de la France, considèrent plus que jamais que l'éducation, la formation constituent, avec l'emploi, « la priorité des priorités » : ils agiront donc pour que le message du Président de la République se traduise dans les faits.

Dans ce domaine, comme dans les autres, le gouvernement a déjà beaucoup réalisé. Il a commencé à rattraper le retard accumulé depuis des années, à réparer les conséquences de la politique de démantèlement du service public de l'Éducation nationale qui fut menée par les gouvernements de droite.

Cependant, dans les années qui viennent, et en tenant compte des exigences immédiates de la politique d'assainissement, cet effort devrait être accru : il semble notamment qu'il conviendrait d'élaborer une programmation du développement de



l'Éducation nationale. Il est impossible de mettre en place l'ensemble du dispositif en une année : il faut non seulement indiquer des objectifs généraux, mais prévoir des étapes. Il convient de préciser les secteurs de l'éducation nationale et de la formation professionnelle qui bénéficieront d'un effort particulier. Plusieurs procédures sont possibles : loi de programmation ou programme prioritaire.

Parallèlement, un pas décisif devrait être accompli pour la construction du grand service public unifié et laïc de l'éducation nationale. Le Parti socialiste a tout à fait approuvé la démarche du gouvernement – « convaincre sans contraindre » – telle qu'elle a été mise en œuvre par le ministre de l'Éducation nationale. Il apparaît que le moment des décisions est venu, d'autant plus que certains adversaires de l'enseignement public donnent l'impression de vouloir surtout maintenir ouverte une situation de conflit plutôt que de rechercher une solution.

Les dispositions soumises à ses divers interlocuteurs par Alain Savary en décembre dernier devraient servir de base à des propositions gouvernementales qui seraient présentées à l'Assemblée nationale dans les meilleurs délais.

En tout cas, ces propositions devraient porter sur la modification du régime de la carte scolaire, l'entrée du personnel d'apprentissage, la modification des relations entre collectivités territoriales et écoles privées.

La sécurité

Le problème de la sécurité n'est pas étranger aux préoccupations des socialistes. Le problème de sécurité, lié à celui de l'aggravation de la petite délinquance, nous préoccupe vivement. Il n'est ni nouveau, ni spécifique à la France. Il se posait avec autant d'acuité sous le précédent septennat. Il est généralisé à tous les pays industrialisés.

Contrairement à la Droite, nous pensons qu'il faut attaquer le mal à la racine ; donner la priorité à la lutte contre le chômage, remodeler l'urbanisation inhumaine des grands ensembles, multiplier les équipements culturels et sportifs, orienter la formation professionnelle des jeunes vers des carrières susceptibles d'offrir des débouchés ; bref, ouvrir d'autres horizons qu'une société qui engendre l'angoisse, le mal de vivre. Mais notre discours n'a sans doute pas été assez explicite et est venu trop tardivement à l'occasion des dernières élections municipales, en particulier dans les grandes villes.

Rappelons quelques faits : la sécurité est souvent un thème véhiculé par un discours « musclé ». Ceux qui le tiennent à Droite ont pourtant souvent montré le peu de cas qu'ils en font dans la pratique : baisse, au cours du dernier septennat, des effectifs de police ; suppression de commissariats de quartier ; enquêtes qui n'aboutissent jamais (Boulin, Fontanet, Juge Michel...). La Droite est plus discrète s'agissant des liens anciens que certains de ses groupes ont établi avec le « milieu », comme l'avait fait l'ex S.A.C., par exemple, dissout par le gouvernement de la Gauche. Parler ordre et laisser le désordre se développer, voire l'encourager, telle est souvent l'attitude de la Droite. Constatons que les réformes, promises par François Mitterrand et adoptées dès le début de son septennat par la majorité parlementaire (abolition de la peine de mort, suppression des juridictions et des lois d'exception), qui avaient toutes pour objet de rétablir en France une justice plus respectueuse des droits de l'homme, n'ont eu aucune des conséquences néfastes que la Droite avait annoncées sur la sécurité des citoyens.

Depuis deux ans des progrès incontestables ont été réalisés dans la lutte contre la grande criminalité (les crimes de sang ou les réseaux de drogue et de prostitution) mais reste le grand problème de la petite criminalité. Sur ce point, une action en profondeur de prévention doit être développée et aussi une action de police systématique. Les enquêtes sur les petits délits doivent être effectivement menées, les filières de recel détruites, etc.

Cette action pour accroître la sécurité doit être replacée dans le cadre général de la lutte en faveur des libertés engagée par la Gauche. La réforme du système pénitentiaire ancien, dont la dimension criminogène est maintenant connue, doit être activement poursuivie. La réforme du code pénal, en préparation, doit réviser l'échelle des peines encourues en les adaptant aux mœurs de la société contemporaine. Elle doit faire en sorte que la justice soit désormais égale pour tous, ni trop sévère pour les faibles ni trop indulgente pour les riches, mieux protégés.

Les femmes

Le Parti socialiste, qui a une vocation de rassemblement et de débat, doit continuer de consacrer une attention particulière à la place des femmes dans la société, à leur situation, à leurs luttes. Il faut toujours considérer que le type d'oppression particulier qui pèse sur les femmes est commun à tous les milieux et se surajoute à l'exploitation que subissent les femmes travailleuses. Mais toute avancée dans la libération des femmes est génératrice d'un changement plus profond des mentalités et est à notre époque un des ferments les plus précieux de l'évolution de la société.

Après les années 1975-1980 qui ont été marquées au sein de notre Parti par une série de progrès importants (création d'un secrétariat national aux luttes des femmes ; impulsion encore insuffisante mais réelle en faveur de la prise de responsabilité politique par des femmes au sein du Parti), force est de constater aujourd'hui le développement, d'ailleurs le plus souvent hors du P.S., d'un discours sur l'après-féminisme, comme si ce combat était dépassé et n'avait plus de raison d'être.

Ne nous leurrions pas et sachons qu'il n'en est rien. Le problème de l'emploi des femmes, par exemple, est, en ce temps de crise, posé avec plus de force que jamais. Certes les femmes disposent maintenant d'un puissant point d'appui : un gouvernement de Gauche. Des mesures attendues ont été prises : gratuité de l'I.V.G., loi sur l'égalité professionnelle, lutte contre le « sexisme » dans les manuels scolaires, etc. Mais au sein du Parti, notre tâche reste entière. Le P.S. doit appeler un plus grand nombre de militantes à prendre des responsabilités. Le P.S. soutiendra l'action du ministère des Droits de la Femme et du gouvernement tout entier pour veiller à l'application effective des lois votées, appuyant notamment son effort pour assurer aux femmes l'égalité d'accès à toutes les professions, l'aménagement du temps de travail devrait être l'occasion d'une réflexion approfondie et d'un large débat entre nous.

A l'extérieur du Parti une grande campagne d'information et de mobilisation sera menée autour de ces thèmes. Les trois exigences des femmes restent aujourd'hui celles d'autonomie, d'égalité et du plein exercice de leurs droits.

Les jeunes

Beaucoup plus nombreux que ne le prédisait la Droite et que nous ne le prévoyions nous-mêmes, les jeunes en mai/juin 1981 ont largement contribué à créer les conditions du changement. Ils veulent maintenant en être aussi les acteurs. Et si la jeunesse ne constitue pas une classe sociale, elle représente bien une dimension particulière de la société. Il est donc important de conduire à son égard une action globale et intégrée aux grandes orientations de la politique menée par le gouvernement. Les priorités énoncées par la première conférence nationale jeunesse sont plus que jamais actuelles :

- L'emploi et l'insertion professionnelle des jeunes : dans ces deux directions, beaucoup a été accompli, mais beaucoup reste à faire, si l'on veut qu'en 1985 aucun jeune n'arrive sur le marché du travail sans une formation professionnelle sanctionnée par un diplôme. La mobilisation des municipalités, du service public de l'Éducation nationale, des syndicats, des entreprises et des associations, est indispensable pour assurer une mise en place des formations adaptées aux besoins des jeunes ayant rencontré des difficultés dans leur scolarité. En outre, le rapprochement des formateurs et des jeunes en formation contribuerait au succès de cette entreprise.

- L'éducation : l'objectif des socialistes est d'assurer un enseignement vraiment démocratique en luttant contre les inégalités sociales et les échecs scolaires. Donner aux jeunes les conditions de la réussite scolaire est un enjeu capital dont dépend l'avenir du pays. Assurer une école ouverte sur la vie, c'est lutter directement contre les phénomènes de refus de l'école et, par là trop souvent, de la marginalisation des jeunes.

L'enseignement supérieur reste encore largement le privilège d'une minorité. Il doit faire face à la double exigence d'une ouverture plus grande aux plus défavorisés et du maintien du haut niveau de formation exigé par la compétition internationale.

- Éducation populaire - culture populaire : les mouvements et associations de jeunesse sont des lieux de rencontre et de socialisation pour les jeunes. Leur rôle éducatif et l'apprentissage des responsabilités doivent être encore mieux reconnus. Les mesures pour le développement de la vie associative constituent un élément important de la transformation de la qualité de la vie quotidienne.

- Marginalité - délinquance : les jeunes sont les premières victimes. Ils sortent de l'école avec peu de perspectives d'emploi ou de carrière. Les phénomènes de marginalisation, voire de petite délinquance, qui en résultent sont préoccupants. Les travaux de la Commission des maires (Bonnemaison) doivent trouver leur application. Une politique de prévention (animateurs de rues ; lieux de rencontres, d'expression pour les jeunes, etc.) est de faible prix au regard du coût social que représente la délinquance.

- Service national : les trente mesures pour le service national constituent un élément important pour rendre son sens au service militaire dans le cadre d'une armée de conscription. Les projets récents tendant à offrir un service national différencié correspondent aux besoins. La réduction du service national reste un de nos objectifs et doit être réalisée d'ici la fin du septennat. Enfin, le texte de loi accorde aux objecteurs de conscience un nouveau statut plus ouvert aux aspirations qu'ils représentent : respect de la liberté de conscience de chacun, affectation dans un lieu proche du domicile, solde égale à celle des appelés...

- Droits de l'homme et solidarité internationale : le combat pour les droits de l'homme et pour la liberté des peuples est le combat de tous les socialistes. S'il est un combat



auquel la jeunesse est particulièrement sensible, c'est bien celui-là. Il doit se mener partout et trouver sa libre expression à l'école, dans l'entreprise, dans la vie locale.

Logement et cadre de vie

Un des facteurs essentiels de l'amélioration des conditions de vie, de lutte contre la délinquance, d'une meilleure pratique de la vie collective, passe par la réhabilitation et la construction de logements à loyers modérés.

Ceux-ci devraient être conçus de manière à éviter les ghettos sociaux ou raciaux, à respecter ou à améliorer l'environnement, en créant en outre les équipements collectifs, sportifs, culturels et de loisirs indispensables.

L'immigration

A chaque crise grave dans l'histoire du capitalisme et même dans l'histoire des états, le problème des étrangers, celui des immigrés, a été soulevé. La Droite se saisit aujourd'hui comme hier des sentiments xénophobes et mêmes racistes qui restent sous-jacents et comme refoulés dans les périodes de prospérité, pour provoquer des réactions de rejet. Il y a aujourd'hui plus de 4 millions d'immigrés en France. Il ne s'agit pas d'un phénomène marginal mais d'un problème qui doit être traité au fond. Ces

travailleurs sont partie intégrante de la société française. Appelés naguère par le patronat en manque de main-d'œuvre ils ont participé à son enrichissement et à la croissance de l'économie. Envisager que l'on puisse les renvoyer chez eux est non seulement immoral mais absurde. Comment réagiraient l'Espagne, le Portugal, l'Algérie, le Maroc, principaux pays d'origine des immigrés ? En tout cas, le vide de main-d'œuvre créé dans de très nombreux secteurs provoquerait la désorganisation de la production. Ici comme souvent, la démagogie de la Droite met en lumière son mépris profond de l'intérêt national. Si la masse des immigrés établis en France doit y rester, il importe de s'opposer efficacement à l'immigration clandestine.

Un programme d'ensemble sur les conditions d'existence et de droits des immigrés devrait être élaboré. Une telle proposition pourrait être établie en concertation avec les gouvernements des pays d'origine, les associations agissant avec et pour les immigrés ainsi que les maires, y compris ceux de l'opposition qui devront prendre leurs responsabilités. La confrontation de points de vue sur des problèmes concrets (logement, animation culturelle, problèmes de la deuxième génération, etc.) est presque toujours garante d'objectivité et d'efficacité dans la recherche des solutions. Nous devons traiter ces problèmes comme un peuple majeur et dans le respect des valeurs de la démocratie.

Place, rôle et fonctionnement du Parti socialiste

De sa fondation à l'élection de François Mitterrand, le Parti socialiste a essentiellement été un parti d'opposition parlementaire et d'animation des luttes sociales. La précarité et la brièveté des périodes où il accède au gouvernement : 1936-1937, 1945-1947, 1954, 1956-1957 ne lui ont pas permis de poser sa relation au pouvoir central autrement qu'en termes dramatisés ou schématiques.

L'ampleur du succès de mai et juin 1981, ainsi que les caractéristiques propres à la Constitution de la V^e République, le placent aujourd'hui dans une situation sans équivalent dans l'histoire du socialisme français. La dénomination commode du « parti majoritaire » ne suffit pas à rendre compte de cette mutation. Pour beaucoup de militants, la relation au gouvernement n'est pas claire : Parti au pouvoir ? Parti du pouvoir ? ou Parti de pouvoir ? Expliciter ce point central de notre engagement politique est l'un des enjeux du congrès.

Si l'on retenait, comme beaucoup, au moins implicitement, la conception « Parti au pouvoir », cela reviendrait à dire que l'instance suprême du gouvernement est le bureau exécutif du Parti socialiste, relayé par le groupe parlementaire. Ce qui serait contraire aussi bien à la Constitution qu'à la réalité politique. Il ne saurait non plus, devant les difficultés du temps, se résigner à n'être que le « parti du pouvoir », héritier de décisions qui le dépasseraient. La V^e République, à ses débuts, a connu le « parti du pouvoir » : ce fut l'Union pour la Nouvelle République (U.N.R.), née de la circonstance, lancée par le nouveau pouvoir et dirigée de l'extérieur par lui. Quoi de commun entre ce « parti godillot » et le P.S. ?

La réalité du P.S. d'aujourd'hui ne peut donc se laisser enfermer dans ces deux clichés. Il est plutôt un « parti de pouvoir », c'est-à-dire une formation politique qui concourt, avec d'autres, et plus que d'autres, aux choix que fait chaque jour le gouvernement. Il partage ce privilège avec les autres partis de gauche. Ne tenant pas du 10 mai son acte de naissance, il ne voit pas son horizon borné au septennat. Sa mission spécifique serait justement d'articuler un va-et-vient correct entre le quotidien et le moyen terme. Il devrait être d'autant plus un outil de transformation sociale qu'à chaque étape de la lutte actuelle, il veillerait à ce qu'apparaissent la perspective et le prochain objectif.

Mais le rôle du Parti socialiste ne se limite pas à sa relation au pouvoir central : sur le terrain de la cité, du département et de la région, par l'action de ses élus locaux et nationaux il a en charge les intérêts quotidiens de la population. A ces divers niveaux il est aussi un puissant instrument de transformation sociale, dans l'esprit de la décentralisation.

Beaucoup plus que les autres partis, il est présent du haut en bas des institutions politiques : du sommet de l'État à un très grand nombre de conseils municipaux en passant par les assemblées parlementaires, les conseils généraux et demain les nouveaux conseils régionaux.

Enraciné, bien qu'encore insuffisamment, dans les entreprises du secteur public et du secteur privé, ses militants sont à l'œuvre dans les syndicats, les associations populaires, les lieux où s'élabore la pensée, la recherche et la création dans une société en pleine mutation.

La place du Parti

Ce qui précède montre à quel point la place du Parti est aujourd'hui éminente au plein sens du mot et irremplaçable. Cette évidence n'échappe à personne comme en témoignent les critiques de tous bords qui le visent, et comme en témoignent plus encore la sympathie profonde qui l'entoure, l'attraction qu'il exerce comme principal acteur du changement. La critique est naturelle et comme on dit facile. Il est de bon ton aujourd'hui de critiquer le Parti, ou sa direction, ou certains dans sa direction, comme si tout d'un coup, après des élections difficiles, on rendait le P.S. responsable des insuffisances, des faux-pas, et des lenteurs rencontrées depuis juin 1981. A première vue, pourquoi s'en étonner ? François Mitterrand lui-même au lendemain de 1978 n'avait pas été épargné, c'est le moins qu'on puisse dire. Qui pourrait donc y échapper ?

Mais à y regarder de plus près, on voit s'esquisser une thèse. Reprise parfois jusque dans notre mouvance, elle tend à accréditer l'idée que le P.S., comme les autres partis politiques, est un instrument dépassé. Et pourtant ! Riche de toutes ses traditions et bien que marqué par une histoire séculaire où la « norme » pour la Gauche – à de rares et courtes exceptions près – était l'action revendicative et l'opposition à tous les niveaux, le P.S. toujours plongé dans la lutte quotidienne amorcée, dans la dernière année surtout, un remarquable mouvement d'adaptation à la nouvelle donne historique. Et ce, dans le cadre d'institutions très spécifiques qui sont celles de la France actuelle.

Ici et là, le refrain à la mode est de dire que le P.S. n'a pas su trouver sa place, comme s'il y avait quelque part dans un atlas, cochée d'avance, la bonne place du P.S. ; ou comme si le Parti, ensemble vivant d'hommes et de femmes, n'était que le sujet passif d'une destinée assignée d'en haut, d'ailleurs et à tout prendre par d'autres : la pièce inerte d'un puzzle préalablement ordonné.

Le rôle du Parti socialiste

Il s'agit d'un point essentiel : il faut réhabiliter le rôle propre du Parti, être fier de ce qu'il représente et de sa fonction. Les militants, le moment venu, devront se prononcer clairement sur la thèse de « l'appareil vertical » éloigné des aspirations de la société et fonctionnant en vase clos. Y compris parce que c'est un jugement que l'on porte sur eux.

Le P.S. n'a rien d'un appareil coupé des réalités de la vie sociale et inapte à comprendre les contradictions qui animent son déroulement. Il est au contraire une authentique collectivité d'hommes et de femmes issue de la longue histoire du mouvement ouvrier français, rassemblée par leur volonté pour faire front et pour réaliser un projet de société où la démocratie politique, si chèrement conquise autrefois, peut engendrer la démocratie économique et sociale, ouvrir les chemins que les Français choisiront de prendre, si au-delà du septennat ils optent pour le socialisme.



Le P.S. sait que le pouvoir politique, s'il doit être soutenu et défendu en permanence, ne peut tout régler et que les meilleures lois, pour se frayer leur place dans les mentalités et la pratique sociale, ont plus que jamais besoin du Parti. En effet, chaque décision du gouvernement doit tenir compte, sous une forme ou sous une autre, du rapport de forces qui s'exprime dans la société par le truchement de l'opinion publique. Cette interaction incessante entre l'action du gouvernement et l'état de l'opinion est même la marque distinctive d'un régime démocratique. Faute de connaître la complexité de la mécanique gouvernementale et la capacité de résistance – ou d'inertie – du corps social, nombre de militants surestiment les pouvoirs du Pouvoir et adoptent une attitude passive alors que c'est justement dans cet espace que doit s'exercer l'une des fonctions actuelles du Parti socialiste. Remplir ce rôle essentiel suppose, évidemment, que le fonctionnement du Parti soit adapté, notamment en matière de formation et d'information des militants. Plus généralement il n'y a pas de démocratie sans partis ; pas de dictature sans disparition des partis, pas de retour à la démocratie sans renaissance des partis. Cette critique systématique du P.S. en tant que parti de la part de certains milieux y compris de Gauche est donc fort suspecte. Il faut engager le débat sur ce point et le trancher. Porter atteinte au P.S., tenter de discréditer ou de démoraliser ses militants, c'est affaiblir gravement le dispositif de la Gauche.

Le P.S. est désormais le principal parti exprimant le monde du travail. Parti majoritaire, parti du gouvernement, il doit prendre en compte l'ensemble de la réalité sociale et la diversité française. Mais il doit intervenir particulièrement dans et pour le monde du travail. Il doit à cet égard renforcer son implantation (campagnes d'adhésion, action systématique vers les entreprises – examinée d'ailleurs dans une contribution spécifique), afin de devenir le grand parti de masse nécessaire à la transformation de notre société avec comme projet le socialisme.

Dans une société toujours divisée en classes, d'autres partis et formations se chargent d'exprimer les intérêts des autres groupes sociaux plus ou moins attachés à leurs privilèges. La Droite a des instruments tous terrains pour faire cela.

C'est au P.S. de faire entendre partout le **point de vue socialiste** dans le concert des expressions et dans le débat permanent des idées. A lui de faire contrepoids aux pressions de toutes natures qui s'exercent sur la politique du gouvernement. Si les messages et la mobilisation venaient toujours du même côté, le gouvernement serait tôt ou tard paralysé.

C'est au P.S. d'être le principal animateur du combat politique contre la Droite : informer, expliquer, polémiquer, démystifier, convaincre, entraîner tel est notre lot. Nous en connaissons le poids mais en mesurons toute l'importance. L'information des militants est la condition de leur mobilisation. Pour répondre au souhait, largement exprimé dans le Parti, d'une lettre d'information régulièrement adressée à tous les adhérents, il faut que nous nous en donnions les moyens financiers ; à cet fin, nous proposerons au Congrès une augmentation légère de la part nationale de la cotisation annuelle.

Par-delà ses raisons d'être et d'agir, le P.S. doit préciser ses objectifs à court et moyen terme, car son soutien à la politique gouvernementale est par nature actif et vigilant.

– Il lui faut donc se donner les moyens, avec le groupe parlementaire, d'anticiper sur la préparation des décisions du gouvernement. Cela implique que les grandes lignes des projets de lois soient connues à temps et que des propositions de loi soient plus fréquemment déposées à l'initiative parlementaire. Les groupes de travail, les commissions d'études, pourront ainsi mieux faire connaître leurs propositions, leurs incitations et exprimer les préoccupations du monde du travail voire ses critiques. Les effets d'annonce, n'auraient pas besoin d'être rapportés si le Parti pouvait faire connaître à temps le point de vue des intéressés qu'il sait mieux discerner que les bureaux. Mais anticiper le vote de la loi ou telle grande décision gouvernementale ne se réduit pas à un travail de liaison interne Parti/gouvernement. Cela exige aussi que le Parti livre simultanément la bataille de l'opinion publique, « déblaie le terrain », mobilise, au travers de leurs relais naturels d'opinion, les catégories sociales qui seront les bénéficiaires du projet gouvernemental. Si nous avons insuffisamment rempli cette tâche jusqu'ici, c'est sans doute que nous manquons des formes d'organisation propres à cette mission. L'esprit des rencontres des acteurs du changement, évidemment transposé, pourrait fournir d'utiles pistes.

– Le P.S. a constamment soutenu depuis deux ans la politique du Président de la République et du gouvernement. Sa direction, parce qu'elle est d'accord avec les objectifs et les moyens de la politique poursuivie, entend confirmer cet engagement. Et c'est naturellement de façon collective qu'elle s'engage. Le P.S. doit pouvoir accompagner rapidement, et avec le maximum de retentissement quand c'est nécessaire, les décisions de l'exécutif. Cela suppose une meilleure synchronisation avec l'action gouvernementale mais aussi des moyens nouveaux d'information interne et de communication. Cela implique des relais plus rapides avec les fédérations, une adaptation de nos structures et des outils indispensables.

– Le P.S. dont l'existence et l'enracinement vont bien au-delà de la période actuelle, doit proposer des solutions, sensibiliser l'opinion à certains problèmes qui concernent l'avenir du pays. Le Parti doit pouvoir mettre en perspective la politique gouvernementale. Des conventions ou rencontres pourraient être consacrées dans la pro-

chaine période à la poursuite de la réforme fiscale, à la mise en œuvre des droits des travailleurs ; à la place de l'économie sociale...

Le P.S. sait que la droite mène et mènera une lutte de classe acharnée. Il y a 150 ans qu'elle le fait contre les travailleurs et ce sont d'ailleurs certains de ses penseurs du XIX^e siècle (Augustin Thierry, Guizot) qui ont mis en avant ce concept. Ce qu'il y a de nouveau aujourd'hui c'est que la droite se sent évincée par le mouvement profond du pays et qu'elle voudrait au plus tôt fermer la parenthèse du changement avant qu'il ne devienne irréversible.

Du coup elle exacerbe le mécontentement catégoriel provoqué par la crise et par les premiers pas de la lutte contre les inégalités. Elle remet en cause les acquis sociaux. Elle établit une distinction dangereuse entre la légalité du gouvernement qu'elle dit accepter et sa légitimité qu'elle remet plus ou moins en cause. L'osmose croissante entre l'extrême droite et la Droite s'opère sous nos yeux par la diffusion des thèmes du racisme, le culte de l'inégalité « naturelle », l'entraînement à l'agitation activiste tous azimuts. Dans le même temps, par la démagogie elle cherche à s'attirer une clientèle électorale dont une bonne partie serait pourtant, en cas de revanche de la Droite, la victime toute désignée.

Dans ces conditions rien de plus important que de combattre ces idéologies passées mais toujours renaissantes. Dans cette lutte contre la droite le Parti doit multiplier les réunions-débats, les brochures, les colloques et les prolonger dans l'action sur le terrain.

– Le Parti est un acteur déterminant de la vie politique française. Il doit non seulement continuer à jouer ce rôle mais l'accroître. Il est donc indispensable que les liens entre les socialistes au gouvernement, la direction du Parti et le groupe parlementaire soient resserrés et mieux organisés. Des dispositions pratiques devront être prises à cet égard. Nous devons créer les conditions pour renouveler les actions militantes : campagnes aux portes des entreprises ; pétitions ; manifestations pour la mise en pratique des réformes ; (démocratisation du secteur public ; lois Auroux, etc.). Le Parti Socialiste doit, en élargissant ses rangs, devenir pleinement un parti de masse.

– Le Parti doit veiller aux liens avec ses élus. Le rôle de ceux-ci est considérable. Il faut savoir conjuguer l'action de gestion et d'animation qui est la leur dans les collectivités territoriales, avec l'action politique.

L' élu local est un vecteur important de l'explication, de l'information de la politique gouvernementale et du rôle du Parti.

Si dans la gestion d'une commune, par exemple, les qualités d'administrateur d'un élu sont de première importance, il n'en est pas moins vrai qu'il n'y a pas de gestion neutre et que pour nous l'engagement politique de l' élu est primordial.

L' élu local doit être un relai privilégié entre le gouvernement, le Parti et la population, et ce dans les deux sens.

Les élus locaux sont des acteurs du changement qui ont un rôle essentiel dans la communication en direction de la population, de ce qui est fait par le gouvernement, des positions du Parti.

Les nouvelles compétences attribuées aux collectivités locales dans le cadre de la décentralisation ont eu pour conséquence d'accroître de manière importante le pouvoir des élus.

Ainsi s'est trouvé posé à nouveau et de manière plus aiguë parfois que par le passé le problème des relations entre le Parti et ses élus.

Réaffirmer la prééminence du Parti sur les élus ne suffit pas à régler les difficultés éventuelles. Indépendamment de la nécessaire concertation, la seule réponse consiste à faire en sorte que les militants élus et non élus se retrouvent dans les instances du Parti afin d'aboutir à une participation effective des uns et des autres aux décisions.

Par ailleurs, le Parti doit renforcer ses liens, à tous les niveaux, avec la Fédération nationale des élus socialistes et républicains.

Les conditions actuelles de la représentation socialiste au Parlement sont l'une des chances de la réalisation du Projet socialiste.

Députés et sénateurs peuvent apporter à l'élaboration et à la formulation de la politique du gouvernement leur double expérience de militants, à l'écoute de l'opinion populaire, et de législateurs.

Pour utiliser pleinement cet apport, il paraît nécessaire et possible, après deux ans d'expérience du pouvoir, d'adapter certaines méthodes de travail :

– informer plus systématiquement le groupe parlementaire de la nature et du contenu des projets gouvernementaux ainsi que des études préalables sur lesquelles ils se fondent,
– ne saisir le groupe parlementaire qu'avec un délai suffisant pour permettre un double examen :

- examen technique, qui s'est souvent révélé précieux, sur les conséquences juridiques ou matérielles d'un projet de loi ;
- examen politique, permettant de juger en temps utile de la nécessité éventuelle de saisir la direction du Parti des problèmes posés par un texte ou par certaines de ses dispositions.



L'expérience passée permet déjà de dire que plus ces dispositions seront appliquées en amont du travail législatif, moins le risque de difficultés entre le gouvernement, le Parti et son groupe parlementaire pourra se manifester.

– L'Union de la Gauche reste notre axe stratégique.

Parce que nous avons tenu bon, elle a permis notre victoire.

Nous pensons qu'elle doit s'enrichir des réalisations communes du gouvernement et des municipalités gérées ensemble. Elle doit se développer au plan régional et départemental, et trouver sa manifestation dans les entreprises. Il dépend aussi de nous qu'elle ne reste pas trop souvent implicite mais traduite mieux sur le terrain l'aspiration profonde des travailleurs à lutter partout au coude à coude contre la Droite.

Le fonctionnement du Parti socialiste

– Notre Parti est un parti de synthèse et non un parti de monopole idéologique ou d'exclusive. Il est au confluent de plusieurs traditions et de plusieurs courants historiques de la pensée socialiste (marxisme, guesdisme, jaressisme, proudhonisme, socialisme chrétien, etc.). Il ne poursuivra son développement qu'en préservant ce patrimoine. Dans ce sens, toute offensive antimarxiste (par exemple sur la question

La situation internationale : quelle politique pour la France ?

Deux ans d'une politique active

La France a l'un des rares gouvernements actuels à fonder sa politique étrangère sur des principes, et pas seulement sur des intérêts ou des pesanteurs : droit des peuples, droit à l'intégrité pour chaque nation, solidarité économique Nord-Sud, sécurité régionale, droits de l'homme, respect du droit des gens, rôle des organisations régionales et internationales.

Notre politique étrangère n'en doit pas moins tenir compte des réalités internationales : la crise économique et ses conséquences sur notre économie, la course aux armements, l'affrontement Est-Ouest, l'égoïsme des grands, l'interdépendance économique et commerciale. La pratique quotidienne doit intégrer ces réalités, aussi dures ou critiquables soient-elles, sous peine de devenir un simple discours non incarné. Notre politique étrangère doit être tout à la fois lucide et déterminée. La voie est rude, très rude. La France gouvernée par la Gauche est quelque peu isolée, solitaire dans son effort et son combat international.

Au sein du monde capitaliste, il y a scepticisme et méfiance à son égard. La relance économique que nous avons effectuée a été à contre-courant des politiques suivies.

Mais la France demeure pratiquement le seul pays, face aux deux grands, qui a un intérêt, une présence, une action, des solidarités dans toutes les régions du monde, et qui dispose d'une politique étrangère à l'échelle mondiale. De Santiago à Phnom-Penh, de Lusaka à Varsovie, la voix de la France est attendue, voire espérée. Si aujourd'hui la France se taisait, si elle n'agissait pas par elle-même ou en solidarité avec les peuples en lutte, les rapports internationaux seraient pratiquement maîtrisés par le jeu, concurrent ou complémentaire, des deux grandes puissances ainsi que par la logique des blocs.

Notre politique étrangère doit être réaliste, active, indépendante, solidaire.

Le nouvel internationalisme

La France dans l'Alliance et contre les blocs

Le monde continue d'être dominé par les deux grandes puissances et l'antagonisme Est-Ouest. Nous en avons chaque jour la preuve. Cependant, les dynamiques ne sont plus du côté des grandes puissances. Mais il leur reste la puissance.

Les deux grandes puissances sont actuellement entrées dans une phase de déclin historique. Sans doute cela n'est-il pas immédiatement perceptible, mais le fait est là, essentiel.

Nous sommes en présence de deux empires ébranlés, déterminés à défendre leurs intérêts et leur pouvoir. Là, réside en réalité le principal danger pour la paix mondiale.

des droits de l'homme que les marxistes authentiques défendent autant que d'autres) doit être récusée. Aucun courant idéologique ne peut s'imposer aux autres.

– Le Parti socialiste doit retrouver le sens de la règle. Le Parti socialiste n'est pas une fédération de « groupes » ou de « provinces ». Il est un parti national avec ses statuts, ses règles, sa discipline. Il n'a pas une direction « parisienne » mais une direction nationale élue par son congrès. Il n'y a pas plus de socialisme « angevin » qu'il n'y a de socialisme « parisien », même si les données régionales sont utiles à connaître et à intégrer. Il est en tout cas nécessaire et urgent de rediscuter la fonction du Parti, de redire ce qu'est une discipline librement consentie.

– Le Parti a besoin d'autorité, mais pas d'autoritarisme. Ceux qui réclament de l'autorité doivent naturellement la respecter. Débattre, argumenter, mener le débat d'idées (y compris sur les questions d'organisation et de discipline) reste le meilleur moyen de faire appliquer les décisions en évitant les cassures. Il ne peut être question de « caporaliser » le P.S. Il ne le supporterait pas.

La direction du Parti doit résulter des choix politiques. C'est la tradition du Parti : tout congrès décide de l'orientation politique et sur cette base élit le comité directeur et prépare l'élection du bureau exécutif et du secrétariat national. On ne peut donc composer la direction du Parti par anticipation et sans que la discussion politique ait eu lieu. A nous de faire en sorte que cette discussion porte sur les enjeux réels et à éviter que les arrière-pensées tactiques viennent au premier plan. C'est dans cet esprit que nous mènerons le débat avec nos camarades.

Sommes-nous à équidistance, idéologique, politique, stratégique, des deux grandes puissances ? Non. Nous sommes les amis et les alliés de l'Amérique et des pays de l'Europe occidentale, de longue date, pour la raison essentielle que l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale partagent avec nous un même héritage ancré dans nos peuples et notre histoire, fondé sur le respect des libertés, de la démocratie, des droits de l'homme et du suffrage universel. Nous sommes membres de l'Alliance atlantique et entendons le rester, parce que cette alliance demeure le pilier d'un équilibre de forces au cœur de l'Europe et que la France ne saurait rester neutre ou indifférente au sort des peuples occidentaux en cas de crise ou de conflit.

L'Alliance atlantique est un pacte de défense mutuel entre les États-Unis et les états d'Europe occidentale. Elle doit être cela très clairement, pour chacun des états membres ; donc pour nous. Il ne saurait y avoir de neutralisme français à l'égard de ses alliés en Europe. Nous sommes notamment solidaires de la sécurité de la R.F.A. Mais l'Alliance atlantique est un pacte mutuel de défense et ne doit pas devenir un directoire économique ou politique.

D'autre part, être fidèle à l'Alliance atlantique ne signifie pas pratiquer l'atlantisme. La spécificité de l'alliance occidentale est d'être une alliance de peuples libres. Gardons toute notre liberté de jugement et d'action dans les relations transatlantiques, tout en ayant le sens des responsabilités qui sont les nôtres. Avec les États-Unis, il y a des désaccords sur leur politique commerciale ultraprotectionniste, leur politique monétaire égoïste, leur politique aventuriste en Amérique centrale, leur politique ambiguë en Afrique australe, les errements de leur discours stratégique et de leur course aux armements. Il faut les aborder.

L'Union soviétique a bâti un empire, mais cette nouvelle puissance s'accompagne de faiblesses internes au camp communiste, que sont le blocage économique et social, le retard technologique, mais surtout le blocage et la paralysie des institutions, lequel exprime en réalité un processus d'érosion interne du monde communiste. Cette érosion trouve sa source dans la distorsion croissante entre les pouvoirs et les masses populaires, entre les classes ouvrières et les partis qui sont censés les représenter, comme l'ont montré, au fil des années, les événements de Tchécoslovaquie et ceux de Pologne. Nous ne pouvons pas considérer les sociétés de l'Est comme des sociétés socialistes, dans la mesure où le socialisme, la démocratie et la liberté sont indissociables.

Alors, devons-nous rejeter la détente ? Pas du tout. La détente, c'est d'abord la paix. Or, la paix armée qui règne dans les relations Est-Ouest est une paix fragile. Et tant qu'il y aura des blocs et un face à face militaire, il faudra préserver l'équilibre de la dissuasion, afin de prévenir toute agression et d'éviter les tentatives de pression et d'intimidation. Il faut avoir les systèmes d'armes nécessaires pour que la dissuasion s'exerce, mais il ne faut pas aller au-delà.

En Europe, il y a déséquilibre stratégique créé par l'U.R.S.S., en raison du déploiement massif et continu des S.S.20. Toute proposition qui viserait à maintenir sensiblement le niveau des S.S.20, à interdire tout déploiement des fusées américaines et à



contrôler le niveau des forces françaises et britanniques serait à nos yeux inacceptable, car dangereuse pour la sécurité de l'ensemble des Européens.

La paix passera encore pour longtemps par l'équilibre des forces. La paix passe également par le droit de chaque peuple à assurer sa sécurité. Tant que le désarmement nucléaire ne sera pas très sensiblement avancé, la France devra maintenir en état sa force de dissuasion nationale, arme de non-guerre destinée à préserver ses intérêts vitaux, notamment en Europe. Très proche du seuil de crédibilité, sa modernisation est indispensable pour nous permettre de la maintenir au-delà de ce seuil. La France doit également maintenir une force conventionnelle efficace, propre à agir rapidement, sur décision nationale, à l'extérieur de ses frontières dans le cadre de ses engagements régionaux. Car la France est partie prenante de la sécurité européenne.

L'armée nouvelle, qui demeure l'objectif du Parti socialiste, ne s'est jamais identifiée à la simple réduction du service national à six mois : l'armée nouvelle devra combiner des éléments professionnels issus des écoles militaires réformées et démocratisées, des volontaires en nombre accru et la conscription nationale, laquelle devra être progressivement réformée dans le sens d'une formation plus intensive et plus accélérée, donc d'une durée plus courte.

Tel a toujours été le projet d'armée nouvelle du Parti socialiste et tel il demeure.

Si l'on s'accorde sur ces objectifs fondamentaux d'une défense nationale, il faut admettre que la perspective d'une réduction forte de la durée du service national doit être appréciée à la lumière du risque de devoir bâtir alors une armée purement professionnelle.

« Le pacifisme n'est pas la paix. » Construire la paix aujourd'hui suppose de la détermination et une politique de défense. Mais il ne faut pas faire pour autant une analyse manichéenne qui consisterait à dire que le pacifisme européen est « le mal », tandis que l'esprit de défense serait « le bien ». Plutôt que de dénoncer abruptement le pacifisme européen, il faut chercher à le comprendre. Encore faut-il que les mouvements et les forces politiques qui soutiennent les aspirations pacifistes précisent leurs conceptions en matière de sécurité et d'équilibre des forces. Peut-on rejeter l'atome et la dissuasion pour soi et l'accepter chez l'adversaire ? Un vaste dialogue doit s'ouvrir sans délai entre les socialistes européens sur les conditions et l'avenir de la sécurité de l'Europe.

Une politique de paix passe enfin par le désarmement.

Le désarmement n'est pas la paix, mais il est un aspect essentiel d'une politique de paix, car la sécurité de nos peuples est contradictoire avec l'accumulation irrationnelle d'armements qui n'ont plus rien à voir avec la dissuasion.

Nous sommes pour la réussite des négociations de Genève sur les armes dites « eurostratégiques », c'est-à-dire pour un rééquilibrage par le bas des armements stratégiques des deux grandes puissances en Europe, à partir d'une réduction très sensible du nombre existant de S.S.20.

Nous sommes surtout pour l'ouverture la plus rapide qui soit de la grande négociation stratégique entre les deux grandes puissances (Start), qui devrait permettre une réduction sensible du nombre des missiles et des ogives des deux puissances et prévenir le développement des nouvelles technologies déstabilisantes.

Nous soutenons très activement le lancement d'une conférence du désarmement en Europe qui devrait développer de réelles mesures de confiance entre les deux pactes, ainsi qu'une limitation des armements conventionnels les plus offensifs et des armes nucléaires de courte portée. La C.D.E. pourrait se tenir à Paris.

Si une réelle détente repose d'abord sur une politique de paix, elle repose également sur d'autres volets :

- La coopération économique entre l'Est et l'Ouest, dont l'objectif serait le développement économique et social des sociétés de l'Europe de l'Est. Ni échanges complaisants, notamment dans le domaine des technologies avancées, ni guerre économique.

- L'application de l'Acte final d'Helsinki : le respect croissant des droits de l'homme et de la libre circulation des idées, des hommes et des informations, renforcerait la sécurité européenne.

- Dialoguer avec l'Union soviétique et le P.C.U.S.

Il faut parler de tout cela avec l'U.R.S.S., avec le P.C.U.S. Il faut discuter sans complexe ni complaisance avec les Soviétiques. L'U.R.S.S. est une grande puissance qui a sa politique et ses intérêts essentiels en Europe.

Nous n'acceptons pas la satellisation de l'Europe de l'Est ni l'agression soviétique en Afghanistan. Nous ne nions pas à l'U.R.S.S. le droit à sa propre sécurité, ni le droit d'être une puissance européenne, ni le droit de participer à la solution des crises régionales. D'autre part, l'U.R.S.S. s'affirme toujours la « patrie du socialisme ». Nous nions le caractère socialiste des pays de l'Est, mais nous n'avons jamais nié l'importance historique de la Révolution d'octobre 1917 et de ses répercussions dans le monde.

Tout ce qui va contre le partage de l'Europe, tout ce qui amorce des évolutions à l'Est comme à l'Ouest, tout ce qui permet de nouveaux espaces de liberté, d'indépendance et de solidarité entre les peuples européens va dans le sens d'une réelle détente. On l'a dit, le temps travaille en faveur d'une érosion lente mais irréversible du système des blocs, d'une sortie de Yalta. Encore faut-il agir. Pour nous, l'action passe par le développement de solidarités agissantes, à l'intérieur de l'Internationale socialiste comme à l'extérieur – la Ligue communiste yougoslave notamment –, en faveur d'un changement politique et social en Europe.

Ce qu'il faut vouloir au sein du système Est-Ouest, c'est le changement dans la sécurité. Il faut donner toutes ses chances à une révision pacifique des accords de Yalta.

L'Europe : relance ou déclin

La Communauté économique européenne est en crise profonde. La C.E.E. ne porte plus en elle de dynamisme. Treize millions de chômeurs au sein de la C.E.E., la sidérurgie, le textile, le charbon, l'industrie chimique européenne en voie de déclin ; une paralysie complète de la relance de la politique industrielle commune, le refus de toute politique commerciale extérieure commune, le chacun pour soi ! L'existence même de la Communauté européenne est menacée. Si une action collective et volontaire n'est pas rapidement entreprise, la C.E.E. se disloquera à coup sûr car une Europe purement libérale et libre échangiste n'a pas de sens.

Devons-nous rester indifférents à la cause de la C.E.E. et nous contenter de tirer notre épingle du jeu ? Pas du tout. Nous socialistes, sommes européens.

L'Europe demeure une région-clé pour la reconstruction d'un ordre international. D'autre part, les intérêts communs des Européens sont tels, face à la concurrence américaine et japonaise, et l'interdépendance économique est si forte, qu'aucun peuple ne pourra se sauver seul. Plusieurs éléments déterminants de la croissance et de la prospérité de chacun des États de la C.E.E. se trouvent au-delà de sa frontière.

Enfin, la force du mouvement ouvrier en Europe, la qualité de la tradition syndicale, l'alliance de la démocratie, de la liberté et du socialisme, la richesse et la diversité des expériences socialistes, font que l'Europe occidentale demeure une région décisive pour l'avenir du socialisme.

Parce que nous sommes convaincus de l'importance du rôle que peut jouer la C.E.E., nous sommes exigeants à son égard.

Il faut une relance de la communauté en matière de politiques communes.

- Une politique industrielle favorisant systématiquement le développement de structures industrielles adaptées aux marchés internationaux actuels et futurs, et permettant une restructuration industrielle concertée.

- Une politique de recherche et de développement.

- Une politique sociale active pour l'emploi et pour les droits des travailleurs par l'harmonisation vers le haut des législations sociales nationales.

- Une réforme de la politique agricole commune qui réoriente les dépenses communautaires vers l'amélioration des structures, qui passe par une meilleure programmation des productions et par des prix différenciés afin d'éviter une surproduction structurelle. Les montants compensatoires devront être dégressifs et strictement limités dans le temps.

- Une politique de contrôle des entreprises multinationales, lesquelles bénéficient largement de l'existence de la C.E.E.

- Une politique commerciale extérieure commune plus ferme fondée sur la préférence communautaire dans les rapports commerciaux avec les pays tiers industrialisés.

- Un élargissement réussi de la C.E.E. à l'Espagne et au Portugal qui se fasse dans le respect des préalables posés par le P.S. en 1978 : protection des politiques agricoles méditerranéennes, mise à niveau des régions du Sud concernées, engagement des pays candidats à respecter la préférence communautaire et l'harmonisation des charges.

- Une solidarité monétaire et financière entre les membres de la C.E.E. La solidarité financière entre les pays membres, entre ceux qui profitent actuellement des dispositions du Marché commun et ceux qui en profitent le moins, est indispensable. Sans solidarité minimale, il serait alors normal que dans les circonstances exceptionnelles, la France choisisse de défendre ses intérêts légitimes.

- La préparation des élections européennes de 1984 permettra au P.S. de reprendre sa réflexion sur la politique européenne afin d'établir sa plate-forme électorale.



CONTRIBUTIONS NATIONALES

Tiers monde : émancipations nationales et développement économique

Le Parti socialiste ne saurait accepter que se prolonge une situation d'exploitation économique, sociale et culturelle des peuples du tiers monde, intolérable sur le plan humain et néfaste économiquement pour l'ensemble du monde. Notre politique en direction du tiers monde s'articule autour de deux concepts-clés : libération des peuples et développement.

— Libération des peuples : le P.S. est, et demeure, pleinement solidaire des luttes de libération du tiers monde et du puissant élan d'émancipation nationale et sociale qui les fonde. Il continuera d'agir pour la libération des peuples d'Afrique australe, en Namibie et en Afrique du Sud notamment, mais également par son soutien actif aux peuples de la Ligne de front. Le P.S. continuera à agir pour la dignité et la libération des peuples opprimés, notamment au Cambodge et en Afghanistan. Le P.S. agit depuis longtemps en solidarité avec les partis socialistes et les forces progressistes d'Amérique latine et centrale pour aider cette région du monde dans la voie de la démocratie, de la liberté des peuples, des droits de l'homme et du progrès économique et social, notamment au Salvador, au Nicaragua, au Guatemala, au Chili, en Argentine.

— Développement : le P.S. appelle tous ceux qui sont fidèles à l'esprit du Sommet de Cancun à s'entendre sur un programme d'urgence en faveur des pays en voie de développement. Ce programme devrait comprendre un plan de sauvetage financier des pays les plus endettés par la création d'un Fonds d'ajustement financier, la garantie de la stabilité des flux d'aide dans les secteurs prioritaires (agriculture, énergie), la mise en œuvre rapide d'accords internationaux sur les produits de base, l'adoption de mesures spécifiques pour les P.M.A., la reprise des négociations globales.

Moyen-Orient

Le P.S. continuera à agir pour la paix au Moyen-Orient. Celle-ci repose sur la coexistence de tous les peuples de la région. Ceci suppose que l'État d'Israël puisse vivre en sécurité dans des frontières sûres et reconnues. Ceci suppose que le peuple palestinien puisse exercer son droit d'autodétermination et qu'il bénéficie d'un territoire et d'une patrie.

Quelques questions à approfondir

Il y a des questions sur lesquelles les socialistes doivent confirmer leurs positions et leurs objectifs.

Lutter contre l'apartheid

Il est nécessaire que le P.S. maintienne et accroisse sa lutte contre l'apartheid. Il doit mettre en accusation la nature même du régime sud-africain. Le gouvernement s'est engagé dans la bonne direction depuis deux ans en ce domaine. Il faut envisager

d'aller plus loin et se donner pour objectif la réduction progressive de notre commerce avec l'Afrique du Sud, notamment en explorant toutes les possibilités de substitution en Afrique australe. Sur la livraison éventuelle d'une nouvelle centrale nucléaire Koeberg 2, le P.S. y est résolument opposé. Il voit non seulement des inconvénients politiques majeurs mais peu d'avantages économiques réels à retirer d'une telle opération.

Réduire les ventes d'armes

Nous connaissons les contraintes financières et politiques. Il ne s'agit pas de laisser le champ libre aux seules grandes puissances, surtout lorsque tel ou tel pays du tiers monde veut déserrer l'étau des blocs. Mais notre objectif doit rester le même : l'avenir industriel et commercial de la France ne doit pas reposer excessivement sur l'industrie d'armement. Ce serait absurde et dangereux pour notre indépendance même et pour notre liberté d'action dans les crises régionales. L'objectif de la reconversion progressive d'une partie de l'industrie française d'armement doit rester le nôtre, même s'il est vrai que les conditions économiques actuelles rendent difficile la mise en œuvre rapide d'une telle reconversion.

Une coopération novatrice

Notre politique de coopération avec le tiers monde s'est lentement transformée depuis deux ans afin de moins tenir compte de demandes non prioritaires ou superficielles et d'intégrer davantage les priorités réelles du développement. Mais là encore, il faut aller plus loin, se montrer plus exigeant ou moins complaisant à l'égard de certains excès. Ceci dit, notre coopération doit être adaptée et réaliste, et il ne s'agit pas de tomber dans le travers d'un interventionnisme de gauche, d'un paternalisme où nous définirions de Paris les besoins réels des pays africains ou autres. Il faut simplement accélérer l'orientation nouvelle, faire moins d'aide budgétaire et plus d'aide au développement en accroissant la priorité à l'aide au développement auto-centré.

Droits de l'homme et démocratie dans le tiers monde

Le Parti socialiste a affirmé clairement ses positions sur le problème des droits de l'homme, des prisonniers politiques, des disparus, des torturés en Argentine, en Asie du Sud-Est, comme en Union soviétique. Mais il faut aller plus loin. Le développement des économies et des sociétés du tiers monde est inséparable de l'élargissement des libertés publiques et de la vie démocratique, pour permettre la participation active des populations à la prise en compte de leur destin et prévenir des crises graves dans les prochaines années au sein des multiples régimes autoritaires et dictatoriaux qui sont nombreux dans le tiers monde. Il faut nous exprimer clairement sur ce sujet y compris dans les zones les plus sensibles de notre politique étrangère. C'est le cas de l'Afrique noire.

**CONSTITUEZ VOTRE
BIBLIOTHÈQUE DE SECTION
GRÂCE AU
CLUB SOCIALISTE DU LIVRE**



Consolider le pouvoir et maîtriser l'avenir

Contribution présentée par : Pierre BRANA, Robert CHAPUIS, Michel de la FOURNIÈRE, Gérard FUCHS, Dominique TADDEI, Jean-Pierre WEBEN, Jean-Pierre COT, Louis LE PENSEC, Rémi BLONDEL, Daniel FRACHON, Geneviève GARROS, Claude LARÉAL, Guy POIRIER, Gérard SALLÉ, Pierre BOURGUIGNON, Claude EVIN, Charles JOSSELIN.

(Voir plan détaillé page 19)

Le prochain congrès a pour rôle de déterminer la conduite de notre parti durant les deux prochaines années : il ne s'agit ni de redéfinir le Projet socialiste, ni de se lancer dans des condamnations réciproques.

Ce qui est en débat, c'est le pouvoir dans le pays : comment l'exercer, comment le diffuser, comment en faire le point d'appui de nouvelles avancées sociales, dans la perspective du socialisme ?

A cet égard, deux précautions paraissent indispensables :

1. - Il ne suffit pas de s'appuyer sur les institutions de la V^e République. Il est vrai qu'elles garantissent mieux que celles de la IV^e la durée et l'autorité. Mais il est vrai aussi qu'elles créent un dangereux face-à-face entre l'État et la société qui risquent

ainsi de se couper l'un de l'autre, voire de s'affronter. La Gauche doit repenser l'exercice du pouvoir d'État et le développement de nouvelles formes de pouvoir dans la société : c'est tout l'enjeu de la décentralisation, des lois Auroux, des nouveaux modes de communication, de culture et d'éducation.

2. - Il est dangereux de sous-estimer les facteurs économiques et d'opposer volonté politique et contraintes économiques. On le voit dans le débat sur la politique industrielle et les nationalisations : un excès de volontarisme politique risquerait de conduire à une vision trop administrative débouchant dangereusement sur la bureaucratie : à ne voir que des contraintes, on risque d'aboutir à l'immobilisation des entreprises et à la stagnation sociale. Comme socialistes, nous avons une obligation : prouver que notre projet ne dépend pas de la fin des contraintes économiques, mais qu'il est au contraire le meilleur moyen d'y faire face.

Premier bilan

Deux ans d'exercice du pouvoir permettent de tracer un premier bilan.

De l'état de grâce à l'état de rigueur, le passage n'est pas aisé pour un parti brusquement devenu, après si longtemps, un parti de gouvernement. Le passage n'est pas aisé non plus pour un électorat de gauche qui, sans avoir fait sien le mythe du « grand soir », avait accumulé tant d'attentes. Au terme de deux ans de pouvoir, le gouvernement de la Gauche, sous l'impulsion de François Mitterrand, a pourtant engagé la plupart des changements annoncés dans les 110 propositions de la campagne de 1981. Les mesures sociales promises ont été pour la plupart réalisées. Les étapes préliminaires à la mise en œuvre des réformes de structure prévues – lois de décentralisation, de nationalisation, de planification – ont été franchies. Au regard de ce bilan positif, ce sont cependant aussi la morosité, voire l'inquiétude qui aujourd'hui s'expriment. Deux explications sont à donner selon nous à cette situation.

La première tient au sentiment que, sous l'influence des contraintes extérieures, à une période d'euphorie va succéder une période de difficultés : la crise n'est certainement pas fatale comme beaucoup le prétendaient à droite ; on ne peut cependant ignorer sa pesanteur comme certains l'avaient prétendu à gauche. Un tel sentiment a bien ses justifications : il est indiscutable, en effet, que nous avons été contraints, en juin 1982, d'infléchir notre politique et, en mars 1983, non pas de changer nos objectifs fondamentaux, mais de modifier les principaux moyens pour les atteindre. La poursuite d'un rythme d'inflation trop élevé, l'amplification d'un déficit extérieur – largement dû à la hausse du dollar et à la faiblesse de l'appareil industriel légué par le septennat précédent, mais creusé aussi par une croissance qui avait été voulue plus forte que celles de nos partenaires – ont conduit à des attaques contre le franc devant lesquelles nous avons dû céder du terrain. Les mesures de riposte qui ont été adoptées – blocage des prix et des revenus, puis prélèvement sur la demande des ménages et de l'État – l'ont certes toujours été avec le souci d'épargner les plus défavorisés. Elle n'ont pas été sans toucher une part non négligeable des salariés moyens qui constituent le cœur de notre soutien.

L'autre explication tient alors au fait que le rythme du changement en ce qui concerne la vie quotidienne n'a pas toujours, de son côté, répondu à certaines espérances. Certes, il y a eu les hausses du S.M.I.C. et des allocations familiales et vieillesse, la cinquième semaine de congés payés et – bien ancienne revendication du mouvement ouvrier – la mise en œuvre, dans des conditions intéressantes pour les bas salaires, de la retraite à 60 ans. Mais, parce que les lois Auroux sont arrivées tard, les relations de travail n'ont encore changé ni dans le secteur privé, ni, ce qui est plus difficile à comprendre, dans le secteur nationalisé. De même, la décentralisation engagée, déjà riche de conséquences pour les élus, n'a pas pour l'instant modifié les possibilités d'action des citoyens. Enfin, pour nombre de jeunes, au niveau de l'école, de l'armée ou de la recherche du premier emploi, tout a continué comme avant. L'impression que, malgré le 10 mai, les rapports sociaux n'ont pas changé, est donc répandue.

Il convient donc de tirer certaines leçons du passé récent.

Sur les réformes

Le changement ne s'est pas réalisé par une rupture brutale avec le capitalisme : il s'est inscrit dans un processus de réformes. Elles ont touché de nombreux domaines, d'où des problèmes de **cohérence**. Elles se sont développées dans une société que la crise économique tend à crispier sur elle-même. D'où le risque d'un décalage entre l'action politique – celle du gouvernement ou du groupe parlementaire – prise sous le feu des médias, et le mouvement social – qui ne se confond pas totalement avec les réactions syndicales – plus lent mais aussi plus profond. D'où l'importance du rythme des réformes et surtout de leur **suivi** ; trop de lois paraissent abandonnées du jour où elles ont été votées ! Il ne faudrait pas, pour prendre l'exemple des lois Auroux, qu'elles nous connaissent le même sort que les lois instituant les comités d'entreprise à la Libération, qui n'étaient pas encore totalement appliquées vingt ans après. Enfin, elles introduisent nécessairement de nouvelles contradictions qui se surajoutent à celles qu'elles s'efforcent de résoudre. D'où l'importance d'une bonne **préparation** des lois, de leur **négociation** préalable et de leur **explication** devant l'opinion.

Sur nos bases sociales

La plupart des résultats électoraux, après juin 1981, ont été décevants pour la Gauche : législatives partielles de 1981, cantonales de 1982, municipales de 1983.

Des raisons multiples peuvent l'expliquer.

Tout d'abord, les conditions même de la victoire électorale de mai 1981.

Celle-ci a, certes, d'abord été rendue possible par les attitudes positives de couches sociales qui ont vu dans le candidat socialiste, qui devançait largement celui du Parti communiste, un rassembleur politique en même temps que celui qui portait l'espoir du changement. Mais elle a résulté aussi d'une attitude principalement négative d'une partie de l'électorat dont la campagne de Jacques Chirac a contribué à la déstabilisation : juxtaposition d'une série de mécontentements catégoriels dus à l'aggravation de la crise, dont le dénominateur commun était la volonté de chasser Giscard d'Estaing.

Ainsi la France n'est pas devenue brusquement socialiste en mai-juin 1981 malgré la netteté de la victoire des présidentielles et l'ampleur de celle des législatives.

Notre électorat était donc une coalition de forces sociales complexes, aux intérêts parfois contradictoires, qui ont eu des raisons diverses de voter au mois de mai et se retrouvent aujourd'hui sur des positions différentes. Si certains se sentent réellement et profondément concernés par l'arrivée de la Gauche au pouvoir, beaucoup sont restés des spectateurs, attentifs – et attentistes – dans le meilleur des cas, parfois sceptiques, parfois déçus.



D'où une bascule électorale, liée à un certain abstentionnisme, y compris dans l'électorat traditionnellement solide de la Gauche, et à un retour de certaines voix à droite, d'autant que la crise contribue à déstabiliser des couches sociales et entraîne plus facilement des réflexes d'opposition que des réflexes d'adhésion : on l'a vu chez les commerçants ou dans les secteurs fortement marqués par le chômage.

Le rôle des socialistes est donc d'engager une action persévérante pour dépasser les contradictions sociales et rassembler autour du pouvoir tous ceux qui veulent garantir sinon un avenir radieux, du moins un avenir encourageant pour eux, leurs enfants, leur vie individuelle et collective. Il importe alors de montrer qu'il n'y a pas d'avenir pour chacun sans l'effort de tous, un effort qui doit être guidé, articulé, et justement mesuré aux possibilités et aux besoins de chacun.

Le socialisme reste à faire ; ce n'est pas seulement l'affaire du gouvernement, mais aussi celle de tout le mouvement social. Nous n'y parviendrons que si nous savons donner au gouvernement des bases suffisamment solides, si nous savons aussi contribuer à la mobilisation des forces sociales nécessaires au changement. Mais il faudra respecter leur autonomie, leur propre mouvement, sans les contraindre à suivre le rythme de l'action gouvernementale. Le Parti a un rôle essentiel à jouer dans cette dialectique entre l'action de l'État et le mouvement de la société.

Sur la croissance

Dans l'opposition, la gauche a développé son projet en demandant une plus juste répartition des fruits de la croissance : une limitation des profits du capital pour un meilleur prix du travail et une meilleure redistribution sociale. Elle est parvenue au pouvoir – et comment s'en étonner – alors que les conditions économiques avaient changé : moindre rentabilité du capital, profits liés davantage à la spéculation qu'à l'investissement, montée du chômage, protection sociale à la fois plus nécessaire, plus large et plus chère. En même temps, le corporatisme se développait. L'inflation, qui servait à compenser la récession, mettait en danger notre balance des paiements, accroissait notre soumission au dollar et limitait nos possibilités de relance de la production, mais la lutte contre l'inflation risquait à son tour de limiter les disponibilités des entreprises autant que celles des ménages, tandis que les charges sociales accroissaient leur part relative dans le budget des uns et des autres.

Il était nécessaire d'agir rapidement pour une relance de la croissance en même temps que l'on s'efforçait d'augmenter le niveau de vie des plus défavorisés : la seule arme qui était à la disposition du gouvernement – la plus facile et la plus logique aussi – était la relance de la consommation, dans l'espoir qu'elle serait soutenue par une relance économique chez nos partenaires commerciaux. Il est peu de dire que le capitalisme américain et la spéculation internationale ne nous ont pas facilité les choses : mais faut-il s'en étonner ? En fait, la relance de la demande a pris assez vite un caractère inflationniste en aggravant le déficit du commerce extérieur. L'appareil de production – en partie immobilisé par les opérations de sabotage de la droite contre les nationalisations industrielles et bancaires – ne parvenait pas à trouver le dynamisme nécessaire à sa modernisation et à son activation. D'où la nécessité de la seconde dévaluation et du blocage des prix et des salaires. Aujourd'hui, le plan de rigueur répond à une double exigence :

- maîtriser les mécanismes économiques, en évitant les dérapages (différentiel d'inflation, déficit du commerce extérieur, déficit budgétaire excessif) ;
- préparer une relance progressive de la production, dans une croissance limitée, en facilitant l'investissement industriel à partir de l'épargne et de l'emprunt et en aidant les « forces productives » à reconquérir des parts de marché sur le plan international comme sur le plan national : d'où l'autonomie de décision dans le secteur public, l'aide de l'État aux restructurations, l'encouragement aux P.M.E. avec un meilleur usage du risque bancaire.

A partir du moment où l'on sait que la croissance ne peut se limiter à un seul pays sans mettre en danger son équilibre commercial, puis monétaire, puis industriel, à partir du moment où l'on constate que l'on ne peut revenir au type de croissance des années 60 (ainsi, il n'y a plus de « grand programme » capable d'entraîner l'économie, comme l'espace ou l'électro-nucléaire), il n'y a pas d'autre issue que le plan gouvernemental.

Encore faut-il réunir un certain nombre de conditions pour renforcer ses chances de réussite :

- d'abord, il faut pour le moins ne pas parier à l'avance sur son échec !
- ensuite son application doit être mise en œuvre par des procédures de concertation : ceci implique la négociation de véritables contrats entre toutes les parties concernées : contrats de plan, contrats salariaux, contrats de marché (reconquête du marché intérieur et dynamisme sur les marchés extérieurs). C'est à une telle négociation que devrait contribuer la planification ;
- enfin, il convient de ne pas limiter cette politique à ses seuls aspects financiers et d'y intégrer trois dimensions principales : la lutte pour l'emploi, la rigueur dans le fonctionnement du système de protection sociale, la définition des grands axes de la politique industrielle. Il convient également de marquer notre préoccupation en matière de protection de notre environnement.

Cette préoccupation doit être particulièrement prise en considération dans un contexte économique qui ne permettra plus de cumuler les coûts de dégradation de l'environnement et ceux de sa restauration. La protection de l'environnement, loin d'être un luxe, doit être considérée comme une condition du développement et du bon fonctionnement des activités.

Sur la contrainte extérieure

Quelles qu'aient pu être en 1981 les différences d'appréciation des socialistes sur ce sujet, un point doit au moins aujourd'hui recueillir l'unanimité : avec un déficit des paiements courants de plus de 75 milliards de francs en 1982, la poursuite de la trajectoire antérieure serait suicidaire. Un pays, comme un ménage, ne peut durablement vivre au-dessus de ses moyens. Le poids croissant de l'endettement extérieur, les difficultés grandissantes à trouver des prêteurs et, par-dessus tout, le droit de regard sur la marche générale des affaires que ne manquent pas de s'octroyer ceux-ci à partir d'un certain seuil, pourraient représenter un risque dramatique pour notre perspective de gauche. Certes, des facteurs extérieurs plus favorables peuvent apparaître : baisse du prix du pétrole ou du dollar, reprise de l'activité chez nos partenaires. Mais on ne peut fonder une politique d'inspiration socialiste sur l'attente de ces seuls événements aléatoires.

Dès lors, pour se rapprocher des équilibres nécessaires et garder ainsi l'indispensable marge de manœuvre, un premier choix stratégique est capital : faut-il réduire la demande interne ou instaurer certaines formes de contrôle des importations ? Plus que tout, doit être évitée ici une querelle théologique opposant le libre échange à l'autarcie : le premier n'existe pas, la seconde est impossible. Il est par ailleurs, sans nul doute, des mesures techniques (normes) ou de sauvegarde qui sont utilisées par nos voisins et peuvent s'avérer parfois nécessaires. Notre estimation est cependant que de telles mesures ne peuvent suffire à résorber le déficit existant ; et que, si l'idée, explicite ou implicite, est d'aller plus loin, le risque d'un réel dérapage protectionniste avec toutes ses conséquences – frein à notre compétitivité, escalade des rétorsions, économie de plus en plus administrative – serait véritablement mortel.

Donc ces conditions, les décisions et les mesures prises en mars dernier étaient devenues inévitables. Tel ou tel aspect de ces mesures peut nous apparaître discutable. Mais nous ne sommes pas de ceux qui, aujourd'hui, se démarquent d'une manière ou d'une autre de ces grandes orientations qui – faut-il le rappeler ? – sont celle du Président de la République et du gouvernement.

Sur les résistances sociales au changement

Changer une société ne se heurte pas aux seuls obstacles économiques. Les obstacles sociaux sont d'une importance comparable. Il arrive que se manifeste dans certains secteurs de l'administration une volonté de s'opposer aux changements qui découlent de la mise en œuvre de la politique gouvernementale. Il est nécessaire alors de se montrer sans faiblesse dans l'application des sanctions prévues lorsqu'il s'agit du non respect d'instructions clairement données. Mais il faut bien reconnaître que c'est le plus souvent la force d'inertie et l'esprit de routine qu'il nous faut vaincre.

La force de l'habitude n'est d'ailleurs pas l'apanage unique des conservateurs : le changement social peut mettre en question des facilités ou des avantages acquis au sein même des secteurs acquis à la Gauche et l'exercice du pouvoir, l'affrontement aux réalités, peuvent conduire les socialistes eux-mêmes à rectifier des opinions établies ou à reconsidérer certaines analyses. Négociation sociale et concertation aussi large que possible doivent ici être les remèdes. On ne peut attendre d'attitude compréhensive devant des choix souvent difficiles de la part des représentants des salariés si on ne donne pas à la politique contractuelle un contenu important.

L'efficacité de nos efforts de concertation comme celle d'éventuelles sanctions ne sera décisive que si nous fixons clairement les règles du jeu entre le pouvoir socialiste et les secteurs et intérêts économiques privés. De ce point de vue, l'axe de notre action peut être aisément tracé à partir de l'élargissement et de l'application de la notion de compromis social contenue dans la motion du Congrès de Valence.

Dans l'état actuel du rapport de force, le compromis social signifie, comme l'a rappelé François Mitterrand en décembre 1981, que notre politique doit être adaptée à une « économie mixte » où « les entreprises sont le lieu où se crée la richesse du pays » et où « les chefs d'entreprises et les pouvoirs publics ne doivent pas être des adversaires mais des partenaires ». Si cette règle du jeu n'est pas clairement intégrée dans toutes ses implications, notre action dégènera en une série de compromis ponctuels et catégoriels à reculons, sans que les couches sociales que nous avons vocation à représenter en priorité y trouvent leur compte.

Le compromis est justifié par nos propres exigences démocratique, qui, pour éviter les impasses du modèle soviétique, nous commandent d'assumer les conflits d'intérêts dans la société en les portant à la clarté du débat public pour favoriser l'émergence de solutions négociées.



Des choix pour l'avenir

Il ne suffit pas de tirer les leçons du passé, il faut effectuer des choix pour l'avenir. Le débat doit porter ici autant sur ce que l'on refuse que sur ce que l'on propose. C'est la conséquence même de la poursuite et de l'accentuation de la crise qui, accroissant les contraintes, oblige à hiérarchiser les ambitions.

Quatre grandes orientations nous paraissent indispensables :

- 1° - Faire servir la rigueur économique à la justice sociale et au changement des relations sociales ;
- 2° - refuser tout repli sur soi ;
- 3° - refuser la tentation autoritaire et gagner des libertés nouvelles ;
- 4° - renforcer le rôle du Parti en développant sa relation avec la société parallèlement à sa relation avec l'État.

Rigueur économique et progrès social

La rigueur économique n'est pas un objectif en soi. Elle n'est pas synonyme non plus d'immobilisme. Elle exige, au contraire, un effort plus exigeant pour fixer des priorités en matière sociale et économique et les mettre en œuvre.

- Il est urgent notamment de bloquer le processus de marginalisation d'une partie de la population, marginalisation qui a commencé à s'accroître à partir de 1974. Jeunes n'ayant jamais travaillé, chômeurs de longue durée, travailleurs non déclarés et surexploités, etc. forment une population qui tend à la marginalité et est de moins en moins intégrée dans la société. Outre que ses conditions de vie physiques et psychologiques sont inadmissibles, il faut bien voir les dangers que ce processus peut représenter pour l'évolution de notre société, sans parler des dérives politiques dont l'histoire nous a montré la possibilité. Nous devons considérer la lutte contre ces situations - qui passe par une lutte pour l'emploi et par des aménagements de la protection sociale - comme une priorité, même en période difficile, et même si ce n'est pas « urgent » sur le plan électoral.

- Il est urgent de progresser dans la recherche des améliorations des conditions de vie et de travail. Nous devons être particulièrement vigilants pour l'application des lois concernant les entreprises et le secteur public, de telle sorte que le changement soit vécu concrètement par le plus grand nombre possible d'individus.

Une même attitude doit être observée dans les autres secteurs de la vie afin que la ville, le village, l'école, les loisirs, deviennent aussi des lieux de changement social. Ce n'est pas seulement l'application de nos idées, c'est pour nous une nécessité vitale. Il nous faut transformer ceux qui sont en grande partie aujourd'hui des spectateurs en acteurs du changement. C'est ainsi que nous pourrions établir une dialectique entre un mouvement social dynamisé et l'action du gouvernement.

- Il est urgent de créer les conditions d'une reprise mais aussi d'une redéfinition de la croissance.

Croissance pour qui et pour quoi, d'abord. Rappelons que pour nous, socialistes, la croissance est subordonnée à la nécessité du partage et qu'elle vise le plein développement des ressources humaines.

Cela dit, les réalités existent en cette matière comme en d'autres : une reprise de la croissance passe par la reconquête de parts de marché tant intérieur qu'international. De ce point de vue, il est nécessaire de rénover l'appareil de production français en accomplissant les révolutions technologiques qui s'imposent, chacun le reconnaît. Mais l'accord reste à faire sur l'origine et les modalités du financement et de l'investissement. Chaque citoyen est intéressé au devenir de nos entreprises ; la cohérence de nos positions exige que l'effort soit réparti en fonction du niveau des revenus, des salaires et du patrimoine.

On peut discuter des diverses formules d'un appel à l'épargne ; quelle que soit la solution retenue, il nous semble que la garantie d'une réalisation effective des investissements réside dans le poids que pourraient avoir les travailleurs des entreprises sur les décisions d'affectation de l'argent public. Les lois Auroux constituent un cadre législatif adéquat. Nous considérons que la discussion reste ouverte sur les points évoqués.

Cette triple orientation doit guider nos choix sur les grandes questions d'aujourd'hui.

La priorité à l'emploi et le partage du travail

L'élargissement de notre marge de manœuvre représente la première de nos préoccupations. L'amélioration de la situation de l'emploi doit demeurer la priorité de nos objectifs, celle sur laquelle nous entendons être engagés avant tout chose,

quelles que soient les difficultés. Socialement inacceptable, économiquement absurde, alors que tant de besoins restent à satisfaire, le chômage doit être combattu avec détermination.

Sachant maintenant que les taux de croissance qui seraient nécessaires pour l'éliminer mécaniquement n'ont guère de possibilité d'être réalisés dans les quelques années à venir, cet objectif impose alors de poser sur des bases nouvelles les problèmes difficiles de la solidarité et du partage du travail. Parler vrai en cette matière conduit à dire clairement six choses :

- toute réduction qui ferait baisser la production ou même la compétitivité des entreprises françaises n'est pas acceptable. Cela exclut des mesures trop brutales.

L'expérience montre d'ailleurs qu'elles ne garantissent pas toujours une baisse effective : les 40 heures de 1936 n'ont été réalisées en moyenne que quarante-cinq ans plus tard ;

- face à des revendications de pouvoir d'achat qui, pour une majorité de salariés, restent légitimes, une réduction de la durée du travail doit s'accompagner de mesures importantes de réorganisation visant à une meilleure utilisation des équipements ; celles-ci seront d'autant plus facilement engagées que la perspective des 35 heures sera clairement affirmée ;

- il n'en reste pas moins qu'une réduction du travail avec embauche peut poser le problème de la non-compensation salariale pour certains et à coup sûr celui d'un rythme ralenti de l'évolution à venir du pouvoir d'achat ;

- c'est dire la nécessité de l'existence de négociations syndicats-patronat décentralisées, jusqu'au niveau des établissements, les travailleurs étant juges en dernier recours de l'arbitrage revenu-conditions de travail-emplois créés, qu'ils acceptent pour le présent et le futur ;

- enfin, la possibilité de donner à cette action une dimension européenne, qui faciliterait grandement sa réalisation, doit être utilisée à plein (voir la position de la Confédération européenne des syndicats).

Le partage du travail n'est cependant pas la méthode miracle qui permettra de vaincre le chômage, même s'il peut y contribuer fortement. Il procède d'une ambition qui ne se limite d'ailleurs pas à la seule question de l'emploi. Il peut être également un levier du changement social tout autant que d'une nouvelle politique industrielle. C'est pourquoi on ne peut compter seulement sur ses effets mécaniques (tant d'heures en moins, tant d'emplois) ; il faut faire de la réduction du temps de travail l'occasion d'un nouveau contrat sur les conditions de travail, la protection sociale et la formation, notamment dans le cadre des conventions collectives. La réduction globale, uniforme et progressive n'est peut-être pas la meilleure solution pour y parvenir : elle peut seulement servir au lancement d'un processus de négociation. C'est dans ce cadre diversifié qu'il est possible de gagner de l'emploi et un meilleur emploi.

La lutte contre les inégalités

Elle demeure l'un des objectifs fondamentaux des socialistes et l'un des ressorts les plus sûrs de l'adhésion populaire. Quatre directions retiendront ici l'attention :

- la réduction des inégalités entre salariés. Il y a là un objectif de répartition indépendant du niveau de croissance, même si, bien évidemment, plus celle-ci est élevée, plus la réduction des inégalités peut être indolore (1) ;

- la réduction des inégalités de revenus entre salariés et non-salariés. Celle-ci passe tout autant par une meilleure connaissance de ces derniers, permettant l'élimination de la fraude, que par un accroissement de la pression fiscale sur les plus hauts revenus. De ce point de vue, la réforme générale de l'impôt sur le revenu (le plus équitable dans son principe, en pratique si injuste aujourd'hui) est prioritaire. Vis-à-vis des couches les plus modestes des catégories non salariées, cette réforme devra s'accompagner de la mise en place d'une protection sociale équivalente à celle des salariés ;

- indépendamment de la finalité qu'il représente en lui-même, l'impôt sur la fortune doit être pleinement utilisé pour recouper et vérifier les déclarations de revenus de toutes les catégories de contribuables ;

- la réduction des inégalités de patrimoine doit également être poursuivie par la réforme des droits de succession ;

- la réduction des inégalités en matière d'éducation doit être également un objectif majeur de la Gauche, répondant au souci d'assurer une réelle égalité des chances. L'école ne doit pas favoriser dès le départ les enfants issus de familles au niveau culturel déjà élevé.

(1) Il est intéressant de savoir, par exemple, qu'il est possible, à masse salariale constante, d'augmenter de 10 % le pouvoir d'achat du S.M.I.C. au prix d'une baisse de 7 % du pouvoir d'achat d'un salaire de 20 000 F.



La protection sociale

De même que le débat sur le partage du travail ne peut être ramené à la seule garantie de l'emploi, le débat sur les régimes de protection ne peut être ramené à la seule garantie financière.

Il faut d'abord vaincre la rigidité du système. D'où l'importance de la question des modes de prélèvement. S'il est évident qu'il faut fiscaliser les dépenses qui relèvent d'une politique nationale, les allocations familiales par exemple, il n'est pas pour autant souhaitable de renvoyer l'ensemble des cotisations sociales à un système fiscal dont on connaît par ailleurs les inégalités.

De plus, la nécessité d'assurer une bonne transparence des dépenses en même temps que leur contrôle au plus près des intéressés (d'où l'intérêt du mutualisme) et du lieu où elles s'effectuent (d'où l'utilité d'un « budget global » pour l'hôpital par exemple) s'allie à celle de responsabiliser davantage les ordonnateurs et les consommateurs de santé (volume des médicaments, appel plus limité à l'hospitalisation) pour plaider la décentralisation du système et des prises en charge plus autonomes.

Une gestion rigoureuse n'est pas contradictoire avec une gestion décentralisée, bien au contraire, à condition qu'elle ne soit pas utilisée comme un instrument de réduction des moyens mais comme un dispositif capable d'assurer une meilleure connaissance de la formation du coût. Il importe également de modifier après concertation avec les professions de santé un système d'ordonnancement des dépenses de santé fondé sur un mode de prescription totalement étranger aux coûts engendrés par chaque acte.

Dans ce domaine, le partage « des » responsabilités sera la seule façon de développer l'esprit « de » responsabilité.

Définition d'une politique industrielle, d'une politique agricole, d'une politique sociale : telles doivent être nos préoccupations majeures. Mais rien en ces domaines ne sera possible sans le rétablissement d'une certaine confiance en matière financière. Ce n'est pas en pratiquant le repli sur soi que nous y parviendrons. Ce serait là une bien dangereuse illusion !

Le refus du repli sur soi

Le risque du repli sur soi, c'est de se laisser dominer par ses faiblesses sous prétexte de ne compter que sur ses propres forces.

Nous avons déjà indiqué que pour nous la contrainte extérieure était dans le court terme incontournable. Cela ne rend que plus importante et nécessaire la réflexion sur les moyens de la desserrer dans le moyen terme.

Relancer l'investissement productif constitue la première priorité. Sans amélioration de notre appareil productif, toute relance de la consommation se traduirait dans les circonstances actuelles par un surcroît d'importations. Cette relance passe par la priorité donnée dans l'immédiat à l'épargne sur la consommation.

Mais cette relance ne sera efficace que si nous sommes capables de redonner à notre appareil économique un dynamisme qu'il a perdu depuis bien longtemps dans de trop nombreux secteurs.

De ce point de vue, le débat sur les avantages et inconvénients qu'il y aurait à sortir du système monétaire européen ne doit pas cacher le problème plus général de savoir comment mener une action continue capable de redonner tout son dynamisme à notre appareil de production. Refuser l'ouverture, c'est courir le risque de voir les unités de production, même de pointe, cesser de progresser parce qu'elles n'y seront plus incitées par le monde extérieur et ne seront plus capables de correspondre à de nouveaux besoins parce qu'elles n'auront pas su chercher de nouveaux marchés.

Nous devons donner à la France les moyens de maîtriser l'avenir et de renforcer son rôle dans le développement mondial. A cette fin, certaines protections sont indispensables : qui pourrait le nier ? Il nous faut soutenir les secteurs de pointe. Il nous faut protéger les secteurs en difficulté dont l'effondrement pourrait limiter notre indépendance et gangréner d'autres secteurs ou en hypothéquer l'avenir. Protéger ne veut d'ailleurs pas dire conserver dans le même état. On le voit bien pour la sidérurgie, le charbon ou la chimie lourde : il faut des engagements de l'Etat cohérents avec l'ensemble de sa politique économique, en même temps qu'une véritable dynamique interne à ces secteurs, ce qui implique le plus souvent leur maintien dans la compétition économique pour garantir leur propre compétitivité.

D'une manière générale, on ne saurait opposer marché intérieur et marché extérieur : la conquête ou la reconquête de l'un prépare celle de l'autre. C'était d'ailleurs le danger de la politique des « créneaux » dans la mesure où elle déconnectait ces deux types de marchés et conduisait soit à la multinationalisation des entreprises, soit à leur dégénérescence.

Une politique de filière pourrait s'imposer dans un certain nombre de domaines de l'industrie, décisifs en raison de leur impact sur le reste de l'appareil productif. Elle ne saurait cependant être généralisée au point d'aboutir à la négation de toute coopération internationale.

Plus généralement, la politique industrielle, comme la politique énergétique, devrait reposer sur un certain nombre de priorités clairement définies à partir de critères explicites et ouvertement débattus. Il conviendrait alors :

- de mobiliser le secteur nationalisé sur les priorités ainsi retenues ;
- d'associer le secteur privé à leur réalisation en donnant en particulier au secteur des petites et moyennes entreprises et à celui de l'économie sociale et des coopérateurs les moyens d'une intervention à l'extérieur de l'hexagone.

C'est le rôle du Plan de dresser et d'harmoniser l'ensemble de ces priorités.

Une telle politique n'a de chances de réussir que si notre pays est capable de jouer son rôle dans le monde et d'abord en Europe.

— La carte européenne doit être jouée de manière résolue. Le niveau européen est dès à présent le niveau pertinent pour rechercher les solutions dans certains domaines : protection d'industries en difficulté, investissements lourds, coordination des politiques de relance, définition de perspectives communes au syndicalisme européen en matière de progrès social.

— L'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest doit être maintenu. Comme l'a déclaré F. Mitterrand, au déploiement des SS 20 soviétiques sur le théâtre européen devra répondre celui des fusées américaines Pershing, si les Soviétiques refusent de négocier sérieusement leur retrait dans le cadre d'un accord de désarmement progressif en Europe, qui demeure notre objectif premier à terme.

Pour la France, le dialogue Nord-Sud doit rester un axe déterminant de sa politique, parce que c'est une chance pour l'Europe et que c'est une façon de ne pas se laisser enfermer dans le dialogue soviéto-américain qui dominera longtemps les rapports Est-Ouest.

Notre politique extérieure doit donc être une politique de coopération et de co-développement. Encore faut-il, parce que nous n'atteindrons ni la force du capitalisme américain ni la puissance du système soviétique, que nous soyons capables d'affirmer notre spécificité, notre propre voie, celle du socialisme français, nourri des luttes pour les libertés individuelles et collectives comme de la capacité d'invention et d'imagination dont témoignent notre culture et notre recherche scientifique. C'est pourquoi les droits de l'homme doivent rester pour nous une référence essentielle et qu'il nous faut développer un type de socialisme qui ne s'appuie pas d'abord sur l'autorité de l'Etat, mais d'abord sur les forces sociales : le socialisme autogestionnaire.

Contre l'autoritarisme, pour les libertés

Aussi dangereuse que la tentation protectionniste est la tentation autoritaire. Nous entendons par là d'abord l'erreur qui consiste à croire qu'on répondra aux problèmes sociaux posés au gouvernement, voire aux luttes sociales engagées contre le gouvernement, par une simple affirmation d'autorité et un appel à la discipline nationale. Les socialistes sont d'abord des démocrates ; cela veut dire non seulement — ce qui va de soi — le respect scrupuleux du suffrage universel, mais aussi la recherche constante du dialogue, la perception du mouvement social non comme un adversaire, mais comme un partenaire dont il faut sans cesse rechercher l'assentiment et recueillir l'avis.

Les socialistes ont une haute idée de l'Etat et de ses fonctions. Pour eux, elles ne se limitent pas aux tâches classiques que sont le maintien de l'ordre, la défense, et l'administration générale ; elles concernent au premier chef le service public et l'organisation de la solidarité nationale. Or si la Droite applaudit à l'Etat-gendarme, elle n'accepte pas l'Etat-agent de la justice sociale. Mais l'autorité de l'Etat ne se découpe pas en rondelles ; elle est un bloc, parce qu'il s'agit — ou il devrait s'agir — dans tous les cas du bien commun.

Parce que nous avons le respect de l'Etat, sachons donc le faire respecter ; mais parce que nous voulons construire le socialisme, sachons dialoguer avec le mouvement social.

La tentation autoritaire, c'est aussi la timidité, pour ne pas dire les hésitations devant la politique d'affirmation des libertés. Le Parti se doit de réagir vigoureusement contre toute contagion de la nouvelle idéologie « sécuritaire ». Il doit d'abord considérer que le bilan du gouvernement de la Gauche en ce domaine est une pièce maîtresse des grandes réalisations de ces deux années, de celles qui resteront dans l'histoire : l'abolition de la peine de mort, la suppression des juridictions d'exception, les progrès réalisés dans l'égalité des sexes, l'extension des droits des travailleurs dans les entreprises, l'autorisation des radios locales, tout cela constitue une œuvre qui situe la Gauche française d'aujourd'hui dans la grande tradition de progrès des droits de l'homme que la Gauche d'hier avait construite.



Il ne s'agit donc pas là de questions secondaires à côté des problèmes premiers que seraient uniquement l'inflation et le chômage. Le Parti socialiste sera jugé aussi sur son comportement en matière de libertés, et c'est pourquoi il se doit d'être très clair en ce domaine, étant donné l'usage qui est fait du mot « socialisme » dans toute une partie du monde. Le Parti socialiste est le parti des droits de l'homme, il est l'authentique héritier des traditions républicaines en la matière, et sans récuser aucune des idéologies qui cohabitent en son sein, il affirme qu'on ne construira le socialisme que dans la liberté et par l'affermissement des libertés.

C'est animé de cet esprit qu'il doit absorber les difficiles problèmes de la sécurité dans les villes, de la solidarité sociale, des conditions de séjour en France des immigrés, de la lutte contre le racisme. D'excellents rapports ont été rédigés sur plusieurs de ces problèmes par certains de nos camarades. Le P.S. doit œuvrer pour que leurs conclusions entrent en application.

De même il doit veiller à la mise en œuvre effective des lois Auroux, qui expriment notre volonté de faire entrer la démocratie dans l'entreprise, la lutte contre le capitalisme ne se réduit pas à un combat contre les inégalités.

Il le fera d'autant plus résolument que les pentes naturelles des sociétés industrielles modernes ne vont pas dans le sens de l'ouverture et du dialogue social, mais plutôt dans celui du contrôle toujours renforcé, du durcissement des hiérarchies, du règne de la bureaucratie anonyme, de la répression feutrée. Le Parti socialiste ne se résigne pas à la fatalité de ces pentes qui conduisent à l'hypertrophie de l'Etat central et à l'étouffement de l'individu. Il a entamé le processus de décentralisation des pouvoirs ; il reste fidèle à la perspective de l'autogestion, c'est-à-dire de la prise en charge de leur destin par les citoyens eux-mêmes.

Le Parti socialiste, acteur du changement

Durant ces deux dernières années, le Parti socialiste a vécu la difficile mutation de parti d'opposition en parti de gouvernement. Mutation difficile en effet parce que sans véritable précédent historique : d'une part, le poids du P.S. au sein de la coalition de gauche est beaucoup plus fort qu'en 1936 et sous la IV^e République ; d'autre part, les institutions ont changé : elles garantissent la stabilité gouvernementale et donnent au Président de la République le rôle principal dans le choix d'une politique. Tout parti au pouvoir connaît à la fois la satisfaction de mettre ses idées en pratique, et la relative déception de se heurter à des réalités qui freinent le mouvement. Il est naturel que ce soit chez les militants que ces contradictions soient vécues le plus difficilement. Mais les circonstances particulières de la conquête du pouvoir en mai 81 augmentent ces difficultés et il faut tirer du bilan de ces deux années quelques leçons pratiques.

La première est qu'on ne saurait sans danger considérer le Parti socialiste, c'est-à-dire la masse de ses sections et de ses fédérations, comme une simple machine de propagande au service du gouvernement, informé après coup des décisions, devant à tout prix s'ingénier à les expliquer. Il ne s'agit pas non plus de faire l'inverse, c'est-à-dire de critiquer *a priori* une politique, alors qu'elle se met en place.

Le vrai problème est de savoir quelles fonctions le Parti peut et doit assurer dans le processus général d'exercice du pouvoir. Selon nous, il doit être à la fois le gardien vigilant des idées socialistes, et un laboratoire de propositions nouvelles. Ceci suppose que le gouvernement s'efforce de consulter le Parti dès qu'il envisage de programmer des réformes ou des mesures d'une certaine ampleur. Or, cette consultation est rarement faite, ou alors tardivement et dans de mauvaises conditions.

Ce mode de fonctionnement actuel doit changer. Les ministres, qui ont voulu au congrès de Valence rester membres du Comité directeur, doivent quand l'ordre du jour le requiert, venir dialoguer avec leurs camarades. Est-il besoin d'ajouter que ces discussions doivent avoir lieu en amont des décisions, avant que tout soit bouclé ?

La mise en œuvre de ce dialogue permettrait d'éviter de nombreux malentendus, voire des oppositions. Elle faciliterait grandement la solidarité indispensable qui doit unir le Parti et le gouvernement, ce qui hélas n'a pas toujours été le cas.

Ceci implique notamment la tenue sur certaines questions importantes de conventions thématiques, préparées à tous les niveaux du Parti, et qui ne mettraient pas en jeu les équilibres politiques internes. Ceci aurait pour but de redonner au Parti son rôle de force de proposition.

Dans le même ordre de préoccupation, les travaux des commissions d'études du Parti devraient être développés en favorisant davantage les possibilités de contacts et d'échange entre le Parti et l'extérieur. Il s'agit, d'une manière générale, de privilégier les structures de débat où le Parti s'occupe non pas de ses problèmes internes mais des questions qui se posent au gouvernement. Nul doute que le développement de la réflexion du Parti sur ces problèmes passe par une meilleure adaptation de ses méthodes de travail à ses nouvelles fonctions de parti de gouvernement.

Mais le Parti socialiste conserve aussi un rôle essentiel par rapport au pays. L'action gouvernementale ne suffit pas à assurer le changement. Que valent les lois si elles ne passent pas dans les faits ? Et pour ce passage, l'action déterminée des hommes sur le terrain est indispensable. Ainsi en va-t-il – pour prendre un exemple – de la décentralisation : celle-ci donne aux collectivités locales des compétences nouvelles et une pleine autorité dans l'exercice du pouvoir exécutif : il dépend donc des élus socialistes au premier chef d'appliquer la loi dans sa lettre et dans son esprit, et de contribuer à changer les habitudes séculaires qui poussaient chacun à se retourner toujours vers l'Etat pour résoudre le moindre problème.

Ce n'est qu'une dimension. Car le Parti tout entier doit continuer à lancer des campagnes et à développer des actions sur des questions nationales et internationales, et notamment expliquer et populariser la politique du gouvernement.

Le Parti est aussi l'instrument privilégié des liens avec le mouvement associatif qui, sur des multiples terrains, structure la société et répond à ses besoins d'expression et de prise en charge de ses propres problèmes. Sur ce point aussi, nous devons faire davantage, sans chercher aucune récupération mais avec le souci d'être présents partout où avance le changement, avec la volonté d'être le parti du mouvement dans une France pluraliste.

Le Parti socialiste est le parti du rassemblement et du dialogue. Il a gagné parce qu'il a su être ce parti-là et en donner l'image aux Français. Tout repli sur soi, tout retour à un langage ou à des pratiques sectaires auraient à coup sûr des conséquences catastrophiques.

Enfin, pour jouer pleinement son rôle, le Parti a besoin de tous ses militants. Chaque militant, quelles que soient ses origines, sa sensibilité doit pouvoir se reconnaître dans la direction de son parti et avoir ainsi une totale confiance en elle. Le problème n'est pas de « vivre ensemble » comme on vit avec son voisin de palier ; le problème est bien de « diriger ensemble » un parti riche et fort de sa diversité.

Bien sûr, s'il arrivait qu'un désaccord profond apparaisse sur la politique gouvernementale, ou sur le fonctionnement du Parti, alors cette unité de direction ne serait plus possible. Il appartiendrait aux instances régulières du Parti de le constater et d'en tirer les conséquences. Pour nous qui approuvons les orientations du gouvernement telles qu'elles ont été définies par le président de la République, lors de son discours de Lille, nous croyons que tous ceux qui pensent ainsi doivent faire bloc pour donner aux réformes en cours et au Parti qui les soutient toutes leurs chances.

Plan détaillé

Consolider le pouvoir et maîtriser l'avenir.

Introduction :

- le rôle du congrès ;
- ne pas surestimer les institutions ;
- ne pas sous-estimer les facteurs économiques.

I. Premier bilan :

- Sur les réformes.
- Sur nos bases sociales.
- Sur la croissance.
- Sur la contrainte extérieure.
- Sur les résistances sociales au changement.

II. Des choix pour l'avenir :

- Rigueur économique et progrès social :
 - la priorité à l'emploi et le partage du travail ;
 - la lutte contre les inégalités ;
 - la protection sociale.
- Le refus du repli sur soi.
- Contre l'autoritarisme, pour les libertés.
- Le Parti socialiste, acteur du changement.



Une politique économique pour résister et reconquérir

Contribution présentée par : Jean BESSE, Pierre CARASSUS, Michel CHARZAT, Michel COFFINEAU, Annette CHEPY, Didier MOTCHANE, Georges SARRE.

La politique menée par la Gauche : des succès réels mais précaires

Depuis 1981, la Gauche a commencé à mettre en œuvre son projet : le redressement économique du pays, la solidarité et la démocratisation de la vie économique et sociale.

Sur le plan économique, trois objectifs prioritaires et solidaires entre eux : l'emploi, la reconquête du marché intérieur, la lutte contre l'inflation.

Les résultats sont bons. Mais ils restent précaires et sans doute en-deçà du projet initial. C'est sans doute en partie parce qu'un pari trop hasardeux sur la reprise économique mondiale nous a portés à faire quelques concessions mal récompensées au néo-libéralisme et à privilégier dans un premier temps le discours de la facilité sur celui de l'effort.

Les acquis

Entreprise en 1981, la relance de la croissance a permis à la France d'enrayer momentanément les tendances récessionnistes engendrées par la crise internationale et renforcées par la politique barriste. Ce résultat doit être souligné : la reprise de l'activité était et reste, plus que jamais, une condition incontournable de la résorption du chômage et de la solidarité nationale.

La lutte contre le chômage est pour l'instant le succès le plus important de la Gauche. La stabilisation, puis la légère décline du chômage depuis 1982 sont d'autant plus remarquables qu'elles interviennent dans un contexte de flambée internationale du non-emploi.

La maîtrise de l'inflation, bien qu'insuffisante, ne doit pas être sous-estimée : en effet, la maîtrise de l'inflation était, jusqu'en 1983, plus spectaculaire en France qu'à l'étranger, car elle ne reposait pas sur l'étouffement de l'activité par des politiques drastiques de réduction du pouvoir d'achat entreprises chez nos voisins. Enfin, des réformes importantes ont été entreprises pour dynamiser l'appareil productif et mieux répartir l'effort des Français. A cet égard, les nationalisations industrielles et bancaires sont un acquis remarquable : elle rendent maintenant possible le développement d'une politique industrielle intégrée, conforme aux objectifs d'indépendance nationale, ainsi qu'une meilleure maîtrise des circuits de financement.

Avec les plans de modernisation des industries de base, des efforts de compétitivité sur les industries de transformation et la dynamisation des industries de pointe, la politique industrielle fondée sur une stratégie de filière, a commencé d'enrayer le déclin de l'appareil productif, stimulé les efforts de recherche et préparé le redressement industriel.

Enfin, une meilleure répartition de l'effort social a été amorcée (impôt sur les grandes fortunes, accentuation de la progressivité de l'I.R.P.P., etc.) tandis que les projets de financement des allocations familiales vont dans le sens souhaitable d'un élargissement de l'assiette des prélèvements aux revenus du capital.

Tous ces succès sont incontestables. Mais ils sont précaires. Ils s'accompagnent en effet de fortes difficultés qui risquent de mettre en cause les acquis. D'abord la dégradation des échanges extérieurs et l'accroissement de l'endettement extérieur font peser une lourde hypothèque sur la réussite économique de la Gauche. Ils entraînent une dépendance accrue de la France vis-à-vis de l'extérieur et peuvent nous amener à nous aligner sur les politiques récessionnistes de nos partenaires, mortelles pour la Gauche.

Les résultats sur le chômage sont précaires : ils sont directement liés au choix de la croissance, au redressement de l'appareil industriel, et à l'évolution de nos échanges extérieurs.

Si les nationalisations apparaissent comme un acquis définitif, leur utilisation laisse encore à désirer : la réticence des dirigeants des nationalisées à appliquer des critères de décision et de gestion conformes à l'intérêt national, le poids d'habitudes frileuses et stérilisantes d'une grande partie du secteur bancaire empêchent le secteur nationalisé de jouer le rôle d'impulsion et de novation qui devrait être le sien. On tend ainsi à se priver d'un instrument efficace de politique industrielle et de restructuration des grandes productions nationales qui restent aujourd'hui balbutiantes.

Les résultats obtenus contre l'inflation sont très fragiles dans la mesure où les causes structurelles de l'inflation n'ont pas été suffisamment combattues.

En ce qui concerne les prélèvements obligatoires, les réformes de fond restent à entreprendre aussi bien pour satisfaire aux obligations de justice sociale affichées dans le Projet socialiste que pour résoudre les problèmes de financement de la protection sociale. Mais, là encore, comme l'a écrit très justement Christian Goux, la vraie politique d'équilibre des comptes sociaux c'est une politique de création d'emplois.

Il est dangereux de répondre aux urgences du moment par un plan de récession qui risque de compromettre gravement ce qui a été entrepris depuis 1981. Dans les difficultés économiques actuelles la question du déficit extérieur et du taux de change est certainement un problème majeur qu'il convient de résoudre. La réponse apportée par le plan du 25 mars vise à desserrer notre contrainte extérieure. Pourtant ce plan d'accompagnement s'avère insuffisant eu égard à ses propres objectifs et dangereux pour la suite.

Le plan d'accompagnement est fondé sur le principe qu'il faut réduire les importations par la compression de la demande intérieure. Démarche de déflation classique, elle est la seule que les gouvernements libéraux sachent – et veuillent – appliquer. Avant même d'en considérer les conséquences, et de se demander si elle est compatible avec l'ensemble des engagements politiques de la Gauche, les socialistes savent qu'elle repose sur un postulat erroné : à savoir que les causes de l'inflation que nous subissons actuellement sont monétaires et budgétaires alors qu'elles tiennent aux structures de la production et de la distribution et à la compétition des groupes sociaux pour le partage des revenus. Elle néglige ensuite le fait que la détérioration de notre industrie rend notre production plus vulnérable que nos importations à une diminution de la demande.

Il a semblé d'ailleurs que ses protagonistes eux-mêmes ont laissé transparaître un pronostic réservé sur les résultats du plan d'accompagnement. Ses conséquences positives ne seront pas favorisées par des hésitations bien perceptibles, le recul du gouvernement sur la restriction d'achats de devises, le fractionnement en deux temps de prélèvement du 1 % sur les revenus imposables, des déclarations contradictoires au sujet du pouvoir d'achat des salaires et même la décision, bonne dans son principe, d'appliquer dès le mois d'avril la hausse sur les tarifs des services publics.

Contestable dans sa logique, redoutable par certaines de ses conséquences et peut être insuffisante pour d'autres, cette démarche ne prend pas tous les moyens de ses objectifs. Elle se refuse par exemple, comme le feraient les partisans les plus convaincus de l'économie libérale, à recourir à des interventions directes, même souples et sélectives, sur le prix des services. Enfin, et peut-être surtout, elle ne paraît pas propre à mobiliser les Français bien qu'elle ait eu incontestablement le mérite – c'était le cas de la décision prise sur la limitation des allocations de devises pour les voyages à l'étranger – de les aider à prendre conscience des difficultés de la France.



Un plan dangereux pour la suite et la réussite de la Gauche

La réponse à la contrainte extérieure apportée par le plan d'accompagnement révèle une contradiction profonde : on entendrait réduire le déficit extérieur en bridant l'activité économique, donc en affaiblissant les entreprises, alors que précisément ce sont les faiblesses structurelles de notre appareil productif qui sont à l'origine du déficit commercial.

La stagnation de la demande, la situation financière toujours médiocre des entreprises en raison de la limitation des débouchés et de la persistance d'intérêts élevés que renforce une politique monétaire aussi stricte que celle de nos voisins anglo-saxons, font obstacle à la reprise de l'investissement. Cette politique, si elle était maintenue, ne peut qu'accentuer le vieillissement de l'appareil productif et dégrader la compétitivité structurelle de nos entreprises à l'exportation.

Par ailleurs, le refus de toute maîtrise de l'offre externe, l'insuffisance des moyens de lutte contre l'inflation et le maintien résigné du franc dans un système monétaire européen inadapté continue d'exposer celle-ci à des difficultés de change que l'on s'est refusé jusqu'à présent de prévenir autrement que par un alignement sur les politiques économiques et sociales pratiquées par nos partenaires.

Le maintien de la voie choisie en mars dernier est, politiquement, dangereux. Bien que le gouvernement ait fait des efforts importants pour alléger l'impact de la déflation sur le pouvoir d'achat des faibles revenus, le coût social d'une ponction de 65 milliards sur la consommation est en effet particulièrement élevé : croissance du chômage et baisse du pouvoir d'achat des ménages (à la fois par les prélèvements supplémentaires et les normes de hausse de salaires). Cette politique risque d'accentuer les tensions sociales, de cristalliser le mécontentement à l'encontre du gouvernement, et de conduire de surcroît à des conflits difficiles à maîtriser. Une telle politique ne peut donc qu'éloigner le gouvernement du soutien populaire dont il a besoin. Faute de pouvoir trouver en elle-même le moyen de surmonter durablement des difficultés dont elle attend de l'extérieur la solution, cette politique n'est guère propice à un redressement du pays. Une rigueur réduite à l'austérité, privée d'un projet social et économique mobilisateur, compromettrait à coup sûr ce qui a été entrepris. Elle conduirait le gouvernement à accroître encore l'endettement extérieur de la France, qui menace d'ores et déjà son autonomie politique. Il faut tout de même savoir que l'emprunt de 27 milliards de francs qui vient d'être souscrit par la France auprès de la C.E.E. (qui n'est d'ailleurs qu'un intermédiaire des banquiers) donne à celle-ci le droit de faire à la France des recommandations sur la conduite de ses affaires. Nous sommes, en quelque sorte, déjà dans l'antichambre du F.M.I.

Peut-il en être autrement dès lors que la « contrainte extérieure » est analysée comme le résultat d'une politique de gauche poussée trop loin et non pas comme le reflet d'une contrainte bien réelle, mais incontestablement accrue par notre hésitation à assumer suffisamment une politique de gauche ? En refusant d'utiliser les moyens nécessaires à une politique socialiste de développement et d'indépendance nationale, dans un environnement international hostile, en privilégiant la crédibilité externe par rapport à la crédibilité interne, on court le risque de s'engager définitivement dans la voie de l'alignement, de renoncer au projet que la Gauche s'était fixé.

Face à la crise, une seule stratégie : l'offensive

La politique d'austérité mise en place le 25 mars par le gouvernement est une réponse à une situation d'urgence. Mais il est à craindre qu'elle prenne trop de temps pour la surmonter : sans le vouloir sans doute, sans le savoir peut-être, elle correspondrait, si elle n'était pas fortement redressée, à une stratégie d'automutilation économique, sociale et politique. C'est, pour la Gauche, la marque d'une conduite d'échec.

Il faut la convertir dans une attitude plus offensive excluant la passivité et la soumission devant la crise.

Comme Christian Goux l'a dit excellemment le 3 mai dernier, « le sens du vote des Français en mai 1981 était clair : le refus de se résigner, le refus de considérer le chômage comme une fatalité. Ce refus est pour la Gauche une obligation de réussir ». L'emploi doit donc rester notre priorité. La création d'emplois dépend du desserrement de la contrainte extérieure à court et à moyen terme. Elle implique un développement de l'investissement dont dépendent la production de la compétitivité et la reconquête du marché intérieur.

Pour ce faire, quatre conditions préalables :

- Stabiliser l'environnement économique, politique et social du système productif ;
- inciter les entreprises à investir ;
- maîtriser les échanges extérieurs ;
- mettre en place une politique active et sélective du financement de l'économie.

Stabiliser l'environnement du système productif

Réduire l'inflation, mobiliser les travailleurs et les entreprises autour d'un projet de redressement national, négocier des compromis accessibles et efficaces avec le patronat, affirmer la crédibilité interne et externe de la démarche socialiste, telles sont les conditions de base de la réussite de notre politique économique.

Nous savons tout sur les conséquences funestes de l'inflation. Elle mine en profondeur l'économie, détériore sa compétitivité internationale, altère la fiabilité des prévisions des entreprises et accroît les inégalités.

Mais il ne faut pas se tromper de diagnostic, ni par conséquent de remède : les tensions inflationnistes sont inévitables dès lors que s'affrontent à l'intérieur du pays comme sur le marché mondial de violents antagonismes que provoquent les conditions du partage du revenu national et les exportations.

Face à ces données de structures, il est absurde de prétendre qu'une politique budgétaire durablement restrictive, qu'un contrôle du crédit sévère ou qu'une politique monétaire délibérément contraignante soient des solutions.

Casser le thermomètre ou contenir le couvercle de la marmite par des artifices monétaires ou budgétaires ne sert de rien à moyen terme : il faut empêcher l'eau de bouillir, c'est-à-dire qu'il faut mettre en place des actions sur les structures susceptibles d'arbitrer à leur source les antagonismes qui sont à l'origine de l'inflation.

Ceux qui naissent de la confrontation des économies au niveau mondial ne pourront être arbitrés sainement et durablement que dans la mesure où un système monétaire international, indépendant du dollar, serait défini : il faut un ordre économique acceptable pour tous, et notamment par les pays en voie de développement.

Le Président de la République a donc raison de militer inlassablement, au nom de la France, dans ce sens.

Mais le succès de ses efforts dépend largement de l'évolution d'un rapport de force, et par conséquent, en ce qui nous concerne, de la force de notre économie et de l'influence de notre politique.

Il est donc impératif d'arbitrer autrement que par l'inflation l'antagonisme qui oppose en France les aspirations des salariés et celles du patronat. Il faut donc privilégier l'épargne longue, investir ou faire investir mieux.

A cet égard, il conviendrait de mettre à plat, dans une sorte de nouvelle négociation « Matignon », l'ensemble des données qui déterminent ces conflits : inflation, charges des entreprises, investissements, salaires et droits des travailleurs. Il faut de telles négociations globales pour mobiliser les forces vives du pays et fixer les perspectives d'une politique de croissance et de ressaisissement environnée par la récession.

Dans cette vue, le débat et la concertation avec l'ensemble des forces sociales doivent porter sur les risques réels que leur font courir l'inflation et le déficit extérieur comme sur les contraintes que nous imposeront tôt ou tard nos créanciers si nous ne parvenons pas à redresser de manière durable nos échanges extérieurs.

En contrepartie des efforts qui leur sont demandés, les travailleurs doivent être davantage partie prenante du changement : les lois Auroux, la loi sur la démocratisation du secteur public, les négociations sur la réduction de la durée du travail ou sur les fonds salariaux doivent être reprises ou développées.

En contrepartie de l'amélioration de leur situation financière, les entreprises doivent se mobiliser davantage, accepter une plus grande participation des travailleurs, de nouvelles formes d'intervention des syndicats et des pouvoirs publics. Les incitations purement financières ne suffiront pas, dans le contexte économique et politique actuel, à relancer l'investissement industriel privé.

Des interventions nouvelles, contractuelles, doivent être mises en place ; elles impliquent notamment une concertation par branche d'activité pour reconstituer une offre compétitive dans des secteurs « fins » exagérément pénétrés par les importations, des accords entre producteurs et distributeurs pour favoriser l'offre française, de nouveaux rapports entre les entreprises nationalisées et leurs partenaires. La bonne réponse à la crise actuelle ne consiste sûrement pas à faire avaler la potion de l'austérité à un corps social de plus en plus passif et résigné.

Elle passe par la mobilisation de l'ensemble des acteurs sociaux autour d'un projet national ambitieux sur la base d'intérêts objectifs réciproques bien compris. Le Plan devrait être l'expression et l'instrument de ce projet. Encore faudrait-il le concevoir et l'utiliser dans cet esprit.



CONTRIBUTIONS NATIONALES

Une politique fiscale et une politique des revenus, plus justes et plus ambitieuses que la police actuelle des prix et des salaires, doivent contribuer à résoudre, sans alimenter l'inflation, les conflits qui se nouent autour de la répartition du revenu national entre les agents de l'économie.

Pour s'attaquer aux rentes de situation et aux facteurs de tension inflationnistes, le contrôle des revenus et des prix, des services et des commerces est de la plus grande importance. La très forte croissance des bénéfices réels des commerçants et de certains services compromet nos objectifs tant en ce qui concerne la redistribution des revenus qu'en ce qui concerne la priorité à l'industrie.

Toute remise en cause des mécanismes d'indexation des salaires doit être vivement combattue, et pas seulement pour des raisons de justice sociale. Aucune liaison entre les baisses du pouvoir d'achat du salaire et des ralentissements de l'inflation n'a jamais été constatée. Il est erroné d'expliquer les différentiels d'inflation d'une économie à l'autre par des différences dans les procédures d'indexation des salaires sur les prix.

Un allègement des charges financières des entreprises est en même temps indispensable. En période de désinflation, le coût réel des dettes croît plus vite que les autres composantes de la valeur ajoutée, ce qui limite les efforts de restructuration que peuvent réaliser les entreprises. Il est très regrettable que les propositions avancées dans le sens d'un « moratoire » en faveur des entreprises par le Président de la République n'aient, jusqu'à présent, pas été suivies d'effet.

Il apparaît donc primordial que l'effort national soit dosé et supporté par l'ensemble de la collectivité tant par souci de justice que d'efficacité.

C'est ainsi que doit être conquise la crédibilité interne du Projet socialiste. C'est à ce prix – et à ce prix seulement – que peut être restaurée la crédibilité externe de notre politique.

Créer les conditions de reprise de l'investissement

Le système productif doit intervenir pour que le déclin industriel soit évité et que le chômage puisse être combattu. Il ne le fera pourtant que s'il trouve un intérêt objectif à privilégier l'avenir au présent : l'incantation actuelle à l'investissement des entreprises ne peut concrètement trouver un écho que si ces dernières améliorent à court terme leur situation financière et anticipent pour le moyen terme une demande soutenue.

Pourquoi attendre d'un système productif rendu exsangue par vingt ans de gestion économique irresponsable qu'il prépare l'avenir ? son délabrement actuel lui impose de vivre au jour le jour.

Pour réussir le redressement industriel et relancer l'investissement il est donc nécessaire d'abolir, au préalable, l'héritage de la Droite.

Au-delà de l'allègement des charges financières des entreprises, la situation financière du système productif peut être améliorée en opérant, par fiscalisation, un transfert progressif des charges sociales pesant actuellement sur les entreprises. Mais cette fiscalisation doit être sélective, en fonction de chaque branche de la Sécurité sociale, dont les problèmes de financement doivent être résolus spécifiquement.

D'une manière plus générale la politique de financement des entreprises doit être désormais fondée sur un accroissement des fonds propres et sur une réduction du coût réel des ressources externes, anciennes et nouvelles.

La nécessité de restaurer la part des profits et de redresser la situation financière des entreprises ne doit toutefois pas être mise en avant pour justifier la stagnation du pouvoir d'achat car l'évolution du salaire réel ne doit pas être considérée en soi. Elle doit être rapprochée des gains de productivité et de l'évolution des termes de l'échange. C'est en effet seulement par une reprise de la croissance et non par un ajustement par le bas que la situation des entreprises pourra être durablement redressée.

Dans un environnement international encore peu porteur il faut en effet un minimum de dynamisme du marché intérieur pour que l'investissement soit financièrement possible et économiquement souhaité : l'investissement anticipe toujours une demande future.

Cette croissance doit être résolument orientée vers l'investissement industriel qui, seul, permettra de combler les trous de l'appareil productif et placera la France en bonne position dans la concurrence internationale. Mais elle ne peut se concevoir sans un soutien de la demande et des revenus des ménages.

Un maintien du pouvoir d'achat global des ménages et une croissance de celui-ci pour les plus défavorisés sont donc nécessaires. Une vigoureuse politique de réduction des inégalités passant à la fois par la politique salariale, par un contrôle

renforcé des revenus non salariaux et par une réforme des prélèvements obligatoires et des transferts sociaux doit parallèlement être conduite.

Avec le degré d'ouverture actuel de notre économie et compte tenu d'un environnement international toujours défaillant, cette stratégie axée sur la croissance ne peut toutefois réussir que si la nation se donne les moyens d'en assurer la pérennité et le financement.

Maîtriser la contrainte extérieure

A court terme, pour desserrer l'étau de la contrainte extérieure et endiguer la perte de substance financière de la nation vis-à-vis de l'étranger, deux solutions, très largement complémentaires, sont envisageables : obtenir de nos partenaires qu'ils relancent leurs économies ; diminuer notre degré d'exposition aux aléas extérieurs.

La France doit en effet souligner l'impasse à laquelle conduisent les politiques actuelles d'ajustement par le bas qui enfoncent les économies européennes dans la crise, **elle doit montrer la nécessité d'une relance européenne** pour faire jouer les potentialités importantes qui existent au niveau de la C.E.E. Mais ce n'est pas par le discours que nous arriverons à convaincre nos partenaires. C'est en leur montrant, par la pratique, que la France entend réaliser son projet et est prête pour cela à s'en donner les moyens.

A ce titre une politique offensive des importations doit être menée pour combler progressivement les trous de la production nationale. Une telle politique passe par le développement d'accords de production entre fournisseurs et distributeurs, entre grandes entreprises et sous-traitants pour favoriser une production de substitution à l'offre externe. Dans ce cadre le secteur public industriel doit jouer le rôle de catalyseur – qui devrait être le sien – pour orienter l'activité industrielle sur de nouvelles filières créatrices d'emplois et permettant de réduire notre déficit externe.

A court terme, pour mieux impulser ce mouvement et favoriser la naissance de nouvelles industries, des mesures conservatoires doivent être envisagées.

En la matière, la France ne doit pas apparaître en position d'accusée. Les mesures envisageables ne sont pas pires que celles pratiquées par beaucoup de nos partenaires. Elles doivent être présentées pour ce qu'elles sont : des mesures temporaires destinées à faciliter la mise en œuvre de la politique industrielle pour redresser une situation structurellement déséquilibrée ; des mesures qui, en définitive, ne réduisent pas plus les importations que lorsqu'on met en œuvre une politique classique de compression de la demande intérieure.

Indépendamment des actions de soutien aux exportations qui doivent être poursuivies et redéployées en faveur du commerce courant et des P.M.E., une limitation des importations abusives doit, en effet, être recherchée. Il existe pour cela de nombreuses mesures restrictives à l'importation qui, à des degrés divers, sont utilisées (ou l'ont été) par les états membres de la C.E.E. : contingentement à la suite de clause de sauvegarde, accords d'autolimitation des importations, institution des dépôts préalables sur les importations, réglementation sanitaire, politiques discriminatoires à l'égard des importateurs, difficultés aux frontières, utilisation des marchés publics.

Ces mesures n'ont cependant guère de sens en tant qu'actions purement défensives. Elles ne retrouvent une signification que si elles sont articulées avec des efforts d'investissement et de restructuration permettant d'améliorer la compétitivité des produits français et d'opérer la reconquête du marché intérieur.

La question du S.M.E. constitue un autre enjeu majeur. Le taux de change est une variable conditionnant très fortement la situation financière et la compétitivité des entreprises ainsi que la dynamique de l'industrie à moyen terme.

Toutefois le choix de dévaluer d'une manière significative et de sortir du S.M.E. n'ayant pas été fait en juillet 1981, les problèmes de change sont maintenant devenus beaucoup plus complexes. La position à adopter vis-à-vis du S.M.E. n'a donc de sens que resituée dans le cadre de la négociation globale qui doit être engagée au sein de la C.E.E.

A cet égard, il faut noter que la stabilité du S.M.E., dans sa version actuelle n'est pas compatible avec des soldes de balances des paiements et des taux d'inflation aussi différents entre les pays membres, qui provoquent des problèmes redondants de taux de change. C'est pourquoi il convient de proposer à nos partenaires européens d'aménager temporairement le fonctionnement du S.M.E. pour permettre de desserrer la contrainte actuelle des taux de change dont le coût est de plus en plus élevé pour les pays à monnaie faible.

Dans cette perspective, la détermination des taux pivots au sein du S.M.E. en fonction des parités réelles, avec des réajustements automatiques et mensuels en fonction des différentiels d'inflation observés, pourrait être retenue. Un tel fonctionnement présenterait l'avantage de limiter les mouvements spéculatifs contre les monnaies faibles tout en permettant la transition vers un nouveau système monétaire



européen avec des parités plus stables dans le cadre de la réorganisation du système monétaire international. Naturellement une telle proposition doit s'accompagner en France d'une vigoureuse politique de lutte contre l'inflation et de réduction rapide du déficit extérieur décrite précédemment.

Mais si aucun accord n'était possible en la matière, si nos partenaires ne prenaient aucun engagement de relance communautaire, alors il ne serait plus possible d'écarter l'hypothèse d'une sortie du S.M.E.

La France ne doit toutefois pas seulement exercer des pressions. Elle doit aussi faire des propositions. Une relance des initiatives européennes prend dans cette optique tout son sens : les propositions actuelles apparaissent comme une base minimale mais utile dans les domaines industriel et commercial. Le problème de la relance concertée doit être explicitement posé dans la mesure où il existe des possibilités de relance effective dans la plupart des états : par la demande salariale en R.F.A. et aux Pays-Bas, par la politique budgétaire en Grande-Bretagne. Il doit apparaître clairement que c'est en fonction de l'état d'avancement de ces négociations que les mesures conservatoires précédemment évoquées seront progressivement levées.

Rechercher à court terme un desserrement de la contrainte extérieure n'est pourtant qu'une condition nécessaire – mais non suffisante – à la réussite d'une stratégie offensive de restructuration du tissu industriel français.

Il faut parallèlement construire les fondements d'une politique structurelle susceptible d'assurer à moyen terme et dans les meilleures conditions le financement de cet effort de revitalisation du tissu productif.

Assurer le financement de cette politique

Deux écueils doivent être à cet égard évités : le recours à l'endettement extérieur qui mettrait en péril notre indépendance, le recours à l'illusion monétaire qui minerait l'économie. Les antagonismes entre investisseurs et ceux entre investisseurs et consommateurs, qui apparaissent lors du partage de l'épargne nationale, ne doivent plus être arbitrés par l'inflation.

Une évidence doit également être rappelée : la baisse du pouvoir d'achat des ménages conduit plus souvent à une réduction de leur taux d'épargne qu'à une compression de leurs dépenses de consommation.

Le maintien du pouvoir d'achat des ménages est donc très probablement indispensable à un financement efficace du système productif.

Des mécanismes d'incitation à l'épargne et des mécanismes d'épargne forcée pour les revenus les plus élevés doivent parallèlement être mis en place. On peut, en particulier, penser à un fonds d'épargne-investissement alimenté par des salaires bloqués qui servirait à financer en priorité la modernisation des industries de transformation ; c'est également dans ce cadre que doivent s'inscrire les projets de fonds salariaux (à mettre en place au niveau des branches ou des entreprises) dont les ressources seraient consacrées prioritairement à l'investissement dans les activités industrielles nationales dont la production doit se substituer à l'offre externe.

Parallèlement une optimisation de l'utilisation des ressources financières et bancaires doit être entreprise. Celle-ci concerne d'abord les procédures de sélectivité dans l'allocation des ressources distribuées par le secteur bancaire.

Des accords passés entre l'État et le secteur bancaire devraient permettre le développement de crédits bancaires conformes aux orientations économiques nationales et au Plan, faisant bénéficier les banques, en contrepartie, de diverses garanties et d'avantages financiers. Le développement de cette sélectivité du crédit donnerait ainsi au secteur bancaire nationalisé un rôle novateur et offensif dans l'activité économique.

Mais ce projet n'est pas envisageable sans la mise en œuvre d'une réelle planification. A cet égard, il apparaît nécessaire que le Plan fixe des objectifs quantifiés qui seuls permettront l'optimisation des ressources financières, économiques et humaines.

Il faut donc que la planification se traduise par une programmation précise qui devra engager notamment le secteur public industriel et bancaire. A ce titre, les contrats de plan des entreprises nationalisées, qui fixeront leurs grandes orientations stratégiques à moyen terme, s'inscrivent nécessairement dans l'exercice difficile mais indispensable de la planification. Les contrats de plan (qu'il conviendra de développer également pour le secteur bancaire) permettront de fixer des règles de relations claires entre l'État actuel et les entreprises nationalisées.

En définitive une planification volontariste doit baliser, par des objectifs quantitatifs, le cheminement vers le redressement économique et social du pays.

Pour mieux suivre le débat du Congrès de Bourg-en-Bresse, lisez chaque semaine :

l'Unité

ou, mieux, abonnez-vous

Bulletin d'abonnement à retourner à : 10, rue de Solferino, 75333 PARIS Cedex 07

Je soussigné

demeurant

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

* abonnement d'un an (250 F)

* abonnement de six mois (160 F)

et vous adresse la somme correspondante

par chèque bancaire, par chèque postal, ou virement au C.C.P. « l'Unité » : 2.34235J. PARIS



Agir pour le changement

Contribution présentée par : Jean LE GARREC, Guy LENGAGNE, Guy ALLOUCHE, Martine BURON, Marie-Josèphe ESPEYSSE-PONTILLON,

Roger FAJARDIE, Alain HAUTECOEUR, Daniel PERCHERON, Rodolphe PESCE, Christian PIERRET, Jean-Claude ROUTIER.

Dans ses conseils pour réussir le congrès et son invite aux contributions, le Premier secrétaire met en garde contre la tentation de réserver les principes au Parti et les faits au gouvernement.

Il s'agit là, nous semble-t-il, de la tentation majeure qui hante le Parti.

On nous parle parfois de deux politiques économiques qui rivaliseraient. Et si le vrai débat était entre ceux d'entre nous qui acceptent d'assumer une gestion, c'est-à-dire qui prennent en compte la durée, et ceux qui, peut-être par référence à l'histoire de la Gauche française, ne conçoivent l'exercice du pouvoir que comme une « expérience » plus ou moins éphémère destinée à porter témoignage ?

La Gauche est, il est vrai, engagée dans un processus qui est sans précédent au cours de son histoire séculaire. Jamais, en effet, elle n'avait bénéficié d'une stabilité institutionnelle la mettant en situation de diriger l'État durant une aussi longue période.

Le caractère nouveau de cette situation exige un effort d'adaptation intellectuelle de la part des femmes et des hommes qui composent le Parti et une véritable mutation du Parti lui-même.

La Gauche n'était, jusqu'à présent, venue au pouvoir que pour des périodes brèves et munie d'un mandat de défense ou de rétablissement des institutions républicaines plus que de changement des structures sociales. Ce fut le cas en 1936 comme en 1945.

Son œuvre institutionnelle et sociale accomplie, elle se heurtait aux forces économiques hostiles sans avoir les moyens politiques d'assurer les bases d'une gestion continue.

Parce que ce schéma est le seul que nous ayons connu, la tentation existe de le reproduire. Toute la stratégie de la Droite consiste d'ailleurs à nourrir l'idée que la présence de la Gauche au pouvoir n'a qu'un caractère accidentel et provisoire. Les thèmes de l'incompétence et de l'illégitimité, la revendication d'élections législatives anticipées vont dans ce sens. Ils ne tendent pas seulement à troubler les Français mais à semer le doute dans les rangs mêmes d'une Gauche engagée dans une phase inédite de son histoire.

Dans cet exercice, les dirigeants de l'opposition se partagent les rôles : aux seconds couteaux, les excès et les injures, aux premiers rôles la façade de la retenue et du légalisme.

Plus préoccupante est l'imprégnation du discours et des analyses d'une large partie de l'opposition par les thèmes de la « nouvelle droite ». On a pu constater, lors de la campagne municipale, que des arguments xénophobes, et parfois même racistes, émergeaient. La Droite a pris, à cette occasion, une très grave responsabilité en se prêtant à une campagne contre les travailleurs immigrés sous couvert de sécurité.

Tous ces signes témoignent de la profondeur de la crise d'un système qui n'est pas le nôtre. Nous en subissons toutefois les conséquences.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'action du gouvernement. Depuis deux ans l'action menée à l'initiative de François Mitterrand et sous l'autorité de Pierre Mauroy présente de nombreux caractères originaux dont trois au moins sont essentiels :

Une révision du rôle de l'État

Il a, certes, accru sa responsabilité dans la conduite de l'économie grâce, en particulier, à l'extension du secteur public. Il a surtout levé sa tutelle sur les collectivités locales et territoriales et amorcé ainsi sa démocratisation.

La nécessité d'une maîtrise des grands équilibres économiques

En juin 1982, en passant de « l'état de grâce » à « l'état de rigueur », la Gauche a pris clairement en charge les nécessités de la gestion. L'illustration la plus éclatante de cet état d'esprit est l'ampleur de l'effort engagé en vue de purger l'économie française de son excès d'inflation.

La restauration de la primauté de l'homme

Les exemples, en ce domaine, sont nombreux puisqu'ils vont de l'abrogation de la peine de mort et des juridictions d'exception en passant par la relance permanente de la concertation sociale à l'entreprise et dans la cité.

En deux ans le gouvernement a réalisé ou engagé l'essentiel des 110 propositions avancées par François Mitterrand lors de l'élection présidentielle.

C'est vrai dans le domaine international avec les initiatives du Président de la République au Proche-Orient ; le développement de l'aide au tiers monde et la volonté de réorganiser les échanges commerciaux et monétaires ; la volonté d'assurer les conditions d'une authentique sécurité européenne.

C'est vrai en matière sociale avec la retraite à soixante ans ; la réduction de la durée du travail ; la cinquième semaine de congés ; les nouveaux droits des travailleurs dans l'entreprise.

C'est vrai dans le domaine économique et industriel avec l'impôt sur la fortune et l'amélioration de la justice fiscale ; la création du livret d'épargne populaire ; le lancement de plans industriels dans le textile, l'informatique et la robotique par exemple.

C'est vrai pour les libertés avec l'action en faveur des droits de la femme ; la réforme du code pénal ; l'amélioration du sort des immigrés ; la mise en place de la haute autorité de l'audiovisuel.

Nous nous étions donné sept ans pour réaliser notre programme. Eh bien, en deux ans nous l'avons exécuté à un niveau qui n'a guère d'équivalent.

Dans le même temps, nous avons permis à des millions de Françaises et de Français de bénéficier d'une progression sensible de leur pouvoir d'achat. C'est vrai, bien sûr, des titulaires du S.M.I.C., des personnes âgées, des bénéficiaires des prestations familiales, c'est vrai aussi des agriculteurs, par exemple.

Après huit années consécutives de baisse, et en dépit d'inégalités dans la répartition, le revenu agricole a connu une progression sensible. Cette amélioration résulte, pour partie, de la triple action menée par le gouvernement : fixation des prix, allègement des charges et organisation des marchés.

Combien de gouvernements, dans l'histoire de notre pays, auraient pu présenter un tel résultat par rapport à leurs engagements électoraux ?

Le Parti socialiste a rempli son contrat. Désormais, il doit innover.

Il doit innover par rapport à son histoire et il doit innover par rapport à une mutation technologique et industrielle qui, depuis une décennie, bouleverse les équilibres de l'économie mondiale.

Dans ces deux domaines décisifs, même s'ils sont de nature fort différente, le congrès du Parti doit apporter des réponses concrètes, il doit offrir un sens à notre effort collectif.

Un monde meurt, un autre naît

Parce que le socialisme, à la fois comme théorie et comme force sociale, est issu de la précédente révolution industrielle, nous avons immédiatement su que la mutation actuelle – ce que nous appelons couramment « la crise » – ne devait pas être subie passivement.

Un monde meurt, mais un autre naît.

La crise interpelle toutes les nations, riches ou pauvres, de vieilles civilisations ou formées depuis quelques décennies seulement. Les modes de production évoluent, les pôles du commerce international se déplacent, un nouvel ordre du monde s'esquisse.

La France doit, dans cet environnement, pouvoir parler haut et clair comme le Président de la République l'a fait en octobre 1981 à Cancun ou en janvier 1983 devant le Bundestag.

Car, conduite par la Gauche, la France est plus que jamais la patrie des libertés et des droits de l'homme. En renouant ainsi avec sa tradition la plus noble, elle a éveillé un intérêt particulièrement vif dans tous les pays en développement. C'est la France de la liberté qui a donné rendez-vous au monde pour l'exposition universelle de 1989. Ce rendez-vous est aussi le nôtre, celui de nos idées.

Notre pays exerce, à l'échelle mondiale, des responsabilités particulières. Ces responsabilités, non seulement nous les prenons en compte, non seulement nous les assumons, mais nous entendons les exercer avec une vigueur particulière.

Encore faut-il, pour être entendus, que nous administrions la preuve, dans notre gestion intérieure, que nous sommes capables de dépasser le stade des pétitions de principe et de surmonter les aléas de la conjoncture et les perturbations engendrées par toute politique de changement, par toute politique de réforme des structures d'un pays.



Notre situation économique d'une part, notre capacité de défense autonome d'autre part, parce qu'elles contribuent à fonder notre indépendance, sont des conditions nécessaires à l'affirmation de la France sur la scène mondiale.

Trois fronts apparaissent décisifs :

L'organisation des relations économiques internationales

Le désordre actuel, notamment au plan monétaire, permet que s'exerce une véritable dictature du dollar. La politique américaine consiste à faire financer le déficit budgétaire de ce pays par le reste du monde et, en particulier, par les Européens. Dans le même temps, les États-Unis n'hésitent pas à conquérir des marchés agricoles au détriment de leurs alliés en recourant à des subventions et autres procédés non réguliers alors qu'eux-mêmes s'appliquent à protéger leur marché. Ils prétendent enfin limiter les échanges Est-Ouest au gré de leurs seuls intérêts. Une telle situation n'est pas acceptable.

Elle affaiblit le système d'alliance qui nous lie aux États-Unis. L'alliance militaire et politique est minée de l'intérieur si, dans le même temps, se développe une véritable guerre économique.

Une solidarité européenne plus active

Pour la reconstruction d'un système stable de relations économiques internationales, condition indispensable d'un retour à une croissance soutenue, il faut que l'Europe pèse de tout son poids. Elle doit donc être plus solidaire, c'est-à-dire mettre en œuvre de nouvelles politiques communes, en particulier en jetant les bases d'un véritable « espace social européen ». La communauté européenne ne peut se limiter à une simple zone commerciale au sein de laquelle chacun n'accepte de participer qu'en fonction des avantages qu'il en retire.

De même, l'appartenance des monnaies au S.M.E. ne peut tenir lieu de politique. Elle se justifie par l'approfondissement de la solidarité européenne et par une juste répartition des efforts et des bénéfices au sein de la communauté.

L'Europe doit devenir un acteur de l'histoire et non un simple sujet. Ce qui implique, par exemple, que les Européens approfondissent leurs réflexions sur la perspective d'un ensemble politique disposant d'une défense autonome. Dans l'immédiat, les états d'Europe devraient consacrer une contribution plus efficace à leur propre défense, ne serait-ce que pour obtenir un meilleur équilibre à l'intérieur des alliances dont ils sont membres. Il faut rendre aux peuples d'Europe une perspective politique.

Tels sont les thèmes qu'il nous faudra développer à l'occasion des élections à l'assemblée de Strasbourg qui auront lieu au printemps prochain.

Une authentique politique de développement en faveur du tiers monde

A travers le dialogue Nord-Sud, notamment, nous devons enfin obtenir l'indispensable stabilisation à moyen terme des échanges de matières premières ; la régularisation des marchés à terme ; la mise en œuvre d'une politique de formation des hommes et un financement international des investissements nécessaires. La relance de l'économie mondiale serait illusoire si elle ne se fondait pas sur l'exceptionnel réservoir des marchés potentiels du tiers monde. Une politique volontariste de développement est non seulement une exigence morale mais aussi une condition de la remise en route de nos économies, et donc de la consolidation des régimes démocratiques de par le monde.

Face aux défis que la mutation internationale, à laquelle nous assistons, nous lance, notre pays possède de nombreux atouts : sa jeunesse d'abord, mais aussi son potentiel industriel et son appartenance à un vaste ensemble européen.

A l'heure où on assiste à un déplacement du centre du commerce mondial des rives de l'Atlantique nord vers celles du Pacifique nord, toute politique qui nous couperait de cet ensemble européen accroîtrait notre fragilité et renforcerait un risque de marginalisation relative par rapport aux principaux courants d'échanges qui menacent déjà notre continent.

Parce que nous entendons édifier une société de responsabilité, parce que nous voulons donner cette nouvelle dimension à la liberté, nous devons, sans ambiguïté, refuser trois tentations :

– L'étatisme, c'est-à-dire la généralisation d'un système d'assistanat qui renverrait sur l'État des décisions qui doivent relever du libre choix de citoyens conscients. Chacun doit bien comprendre que le changement ne s'inscrit dans la vie quotidienne des Françaises et des Français que s'il est concrètement pris en charge, que si les nouveaux droits qui ont été ouverts sont popularisés et mis en œuvre. Le changement ne peut résulter de la seule action de l'appareil d'État.

– Le protectionnisme, c'est-à-dire l'illusion qu'en s'enfermant derrière ses frontières, la France pourrait échapper aux errements contemporains. Pas plus que nous ne construirons un îlot de socialisme au cœur de l'Europe, nous ne pourrons mettre en

place une industrie de haute technologie ni améliorer la compétitivité de nos entreprises, si nous n'acceptons pas de nous confronter aux réalités de la concurrence internationale.

Toutefois, dans le contexte actuel de guerre économique, la France ne doit pas se départir de la vigilance nécessaire face à des pratiques qui conduisent à fausser les règles du jeu international et à interdire à nos productions l'accès à certains marchés. Ceci peut justifier les mesures nécessaires pour préserver l'intérêt national. Nous devons agir pour que l'Europe se dote des moyens d'une politique commerciale plus efficace.

– Le productivisme, c'est-à-dire la recherche de la quantité plutôt que de la qualité. C'est-à-dire aussi la mobilisation de structures de production indépendamment des niveaux de rentabilité économique et de productivité indispensables.

L'enjeu : la modernisation de la France

La solution de nos difficultés ne doit être recherchée que dans une analyse lucide des réalités et un effort soutenu en vue de tirer le meilleur profit possible de nos atouts.

Nos atouts, le IX^e Plan entend justement les valoriser comme il s'applique à résorber les éléments de faiblesse.

Il s'agit d'abord du sous-investissement qui résulte notamment de l'orientation excessive de notre système de crédit vers le foncier et l'immobilier, et de la qualification insuffisante d'un trop grand nombre de travailleurs de notre pays. Il s'agit aussi du déséquilibre de nos échanges extérieurs. Il s'agit enfin du vieillissement accéléré de notre appareil industriel depuis le début de la crise. De 1973 à 1981, la part des productions étrangères sur le marché français est ainsi passée de 25 à 37 %. Nous devons accélérer la reconquête de notre marché intérieur.

Durant le septennat de François Mitterrand, nos maîtres mots doivent être : former, moderniser et créer.

Former les hommes afin de donner à chacun la possibilité de participer au monde du travail. Moderniser les équipements afin de conquérir des marchés – et d'abord le nôtre – et de faire face ainsi à la concurrence internationale. Accentuer l'effort de recherche et de maîtrise des technologies d'avenir afin de compenser, par la créativité intellectuelle, notre manque de ressources énergétiques et de matières premières.

Ces maîtres mots résument les idées-forces du IX^e Plan qui va baliser notre route jusqu'en 1988.

Les douze programmes prioritaires d'exécution épousent les priorités qui sont les nôtres.

Outre la modernisation de l'industrie, la rénovation du système d'éducation et de formation, le développement de la recherche, la lutte pour l'emploi et la mise en œuvre de la décentralisation, devront donc être engagées des actions particulièrement dynamiques.

Ces actions devront avoir pour buts de développer les industries de communication ; de réduire la dépendance énergétique ; de vendre mieux, en France comme à l'étranger ; d'améliorer notre système de santé, y compris dans sa gestion ; de mieux faire respecter la sécurité tout en garantissant une justice plus humaine ; de réhabiliter la vie dans la ville et enfin d'assurer un environnement favorable à la famille et à la natalité.

Cette politique exige un effort de rigueur et de mobilisation de notre peuple. Elle exige donc le rassemblement autour de ces objectifs de redressement national. Car un pays est d'autant plus fort qu'il est uni.

La condition de ce rassemblement, c'est la poursuite de la lutte contre les inégalités, une politique de solidarité nationale active.

Il n'est pas d'inégalité plus grave, dans la société française, que le chômage. C'est pourquoi, depuis deux ans, l'effort prioritaire du gouvernement a consisté à lutter contre ce fléau. Une stabilisation a été acquise. Elle est fragile et doit donc être confortée.

En l'absence d'une reprise de la croissance de l'économie mondiale, la résorption des deux millions de chômeurs est illusoire. C'est pourquoi nous devons, immédiatement, nous poser le problème d'une nouvelle réduction de la durée du travail dans des conditions qui soient compatibles avec les équilibres économiques des entreprises comme du pays.

Cette question capitale pour les prochaines années devrait être prise en charge par le Parti et débattue avec les organisations syndicales.

Le problème du partage du travail est une occasion décisive d'avancer dans la voie d'une société plus responsable.

Il est vrai que, depuis le 10 mai 1981, les Français sont insuffisamment mobilisés. Ils sont davantage spectateurs qu'acteurs du changement.

Pour favoriser le rassemblement du pays, nous devons continuer de réduire les inégalités, d'éliminer les privilèges indus. Notre société est encore trop inégalitaire.



Elle doit, sur la voie tracée depuis mai 1981, devenir toujours plus attentive aux défavorisés. La politique de solidarité et de justice sociale est l'une des conditions de notre succès collectif.

Un parti qui soit acteur du changement

Les socialistes ont refait leur unité sur la base de l'union de toutes les forces de gauche. Ils ont reconstruit un grand parti ayant vocation majoritaire dans le cadre d'une stratégie d'Union de la Gauche. Ils gouvernent aujourd'hui conjointement avec les communistes, les radicaux de gauche et le P.S.U.

L'Union de la Gauche doit, pour l'avenir, demeurer à la base de notre démarche politique.

Dans le même temps, le Parti doit poursuivre la mutation engagée en 1971, lors du congrès d'Épinay. Il lui faut tendre à devenir à la fois un parti de masse et un parti de gouvernement.

Il nous faut recruter et organiser sur une base qui soit davantage conforme à notre influence électorale. Pour cela, il faut en finir avec un malthusianisme qui, dans trop de sections et trop de fédérations, camoufle mal un souci de geler des équilibres internes, de préserver des positions de pouvoir.

Pour devenir un véritable parti de masse, il faut non seulement s'en donner les moyens en matière d'organisation, mais il faut également se placer en situation d'ouverture aux autres et de dialogue.

Il nous faut mettre en place des structures et des organisations non plus tournées vers la conquête du pouvoir mais vers la transformation de la société. Ce n'est pas la même chose.

Au lendemain de l'élection de François Mitterrand, une sorte d'alchimie étrange s'est opérée au sein du corps électoral. C'est elle qui explique le succès exceptionnel remporté lors des élections législatives de juin 1981. Si, aujourd'hui, certains de ces soutiens occasionnels s'effritent, si la Gauche revient à son véritable niveau politique, c'est-à-dire le score obtenu lors du premier tour de l'élection présidentielle, il n'y a pas lieu de s'en inquiéter excessivement.

C'est en ne nous laissant pas sur la réalité de notre assise politique que nous pourrions développer une véritable pédagogie du changement. Telle devrait être, aujourd'hui, la préoccupation dominante de tout le Parti.

Nous devons, pour mener à bien cette action, nous appuyer sur la base naturelle de la Gauche avec d'autant plus de confiance que nous savons, depuis juin 1981, que notre marge de progression dans l'opinion française est encore plus importante que nous ne l'imaginions. Car ceux qui ont voté une fois pour le Parti socialiste peuvent être conquis de manière plus consciente et donc plus durable dès lors que nous nous attacherons à leur parler et à être attentifs à leurs réactions.

Historiquement, la légitimité de la Gauche française est essentiellement morale. Il nous faut à présent acquérir une légitimité de gestion sans nous limiter pour autant à un discours strictement économique ou gestionnaire.

Il y a là une véritable contradiction que nous ne pouvons ignorer.

Notre tâche consiste à faire prendre en charge par l'ensemble de la nation une culture du changement, des idées de progrès, qui ont été délibérément ignorées ou dénigrées depuis un quart de siècle et parfois bien davantage. Pour ne prendre qu'un seul exemple, il est vrai que les Français connaissent mal l'histoire de la Gauche car ils la connaissent, pour l'essentiel, à travers ce qu'en dit la Droite.

Nous devons donc prendre garde de ne pas chercher à imposer nos références en ignorant la culture nationale majoritaire.

Ce qui est parfois présenté comme une difficulté de communication du gouvernement, comme une sorte d'incapacité à expliquer sa politique, découle aussi de cet obstacle culturel au changement.

Toute réforme, toute modification des habitudes suscitent un réflexe de méfiance, une certaine réserve.

A cela s'ajoute bien sûr un manque de relais et d'explications entre l'action conduite au niveau de l'État et l'ensemble des Français.

C'est vrai dans la presse où l'on constate qu'alors même que le gouvernement a supprimé la tutelle qu'il exerçait traditionnellement sur l'audiovisuel, les organes d'opposition ont renoncé à l'information pluraliste pour se limiter de plus en plus à la polémique. Nous devons mettre en place un cadre juridique qui, non seulement permette de sauvegarder ce qui demeure du pluralisme de la presse française, mais encore favorise la création de nouvelles entreprises échappant à la seule logique du profit.

C'est vrai d'un mouvement syndical qui doit résister à la montée des corporatismes, cette forme institutionnalisée de l'égoïsme. La défense légitime des intérêts des travailleurs doit continuer de s'inscrire dans l'effort de redressement national dans lequel nous sommes collectivement engagés.

C'est vrai du Parti socialiste lui-même dont la présence sur le terrain reste trop limitée en dépit des efforts d'animation de la direction en général et du Premier secrétaire en particulier.

Or, le Parti est l'élément décisif qui doit permettre de surmonter cette difficulté de communication. Son rôle est à la fois de mobiliser, d'expliquer et d'éclairer l'avenir. Et dans cette tâche les élus ont une responsabilité particulière.

Des militants qui ne sont pas associés aux processus de décision ne comprennent pas les compromis auxquels le gouvernement doit nécessairement se plier. Ils sont aujourd'hui d'autant plus enclins à critiquer qu'ils sont insatisfaits, eux que leur idéal avait conduits à s'engager dans le combat du socialisme. Comment gagner les combats politiques sans des militants motivés qui approuvent l'action de leurs dirigeants ?

Au-delà des militants, il y a tous ceux qui constituent ce que nous nous plaçons à appeler le « peuple de gauche ». Déçus de ne pas obtenir immédiatement tous les bénéfices escomptés d'un changement de majorité, ils ont d'autant plus propension à faire défaut que les militants et, de temps à autre, les dirigeants eux-mêmes, sont parfois les premiers à critiquer le gouvernement et que l'action d'explication et de propagande du Parti a été peu soutenue depuis deux ans.

Mobiliser et expliquer en étant davantage en phase avec l'action conduite, en s'attachant davantage au changement dans la vie quotidienne, telle devrait être la première tâche du Parti.

Changer la vie, disions-nous. Cela ne peut pas dépendre de l'État seulement. De nouveaux droits ont été institués, de nouveaux espaces de liberté ont été créés, c'est aux socialistes dans leur cité, dans leur quartier, dans leur entreprise, qu'il appartient de se saisir de ces instruments et d'en faire bénéficier les Français.

Le Parti socialiste a toujours conçu le changement comme un processus convergent « par le haut », c'est-à-dire par le vote de la loi et l'action du gouvernement, et « par le bas » sous l'impulsion des forces populaires organisées en syndicats, associations, mouvements divers, dont le Parti doit promouvoir l'union autour d'objectifs de changement.

Ces deux premières années n'ont pas été particulièrement marquées de cette impulsion « par le bas » et le Parti socialiste ne s'est guère employé à mobiliser les forces populaires dans le processus de changement.

Les socialistes doivent, plus que jamais, être les animateurs de la vie syndicale et associative. Ils doivent adapter leurs structures et leurs formes de militantisme aux avancées réalisées depuis deux ans, qu'il s'agisse de la décentralisation, du temps libre ou des droits des travailleurs dans l'entreprise.

Mais le Parti doit aussi mieux remplir sa fonction d'éclaireur, de défricheur de l'avenir. Il ne doit pas confondre son rôle avec celui du groupe parlementaire. C'est là, il est vrai, une des déviations traditionnelles lorsque le Parti exerce la direction du gouvernement. Si le groupe a pour vocation de contrôler l'action gouvernementale et le contenu des textes, le Parti ne peut se limiter à cette attitude. Il doit préparer la décision en ayant lancé des thèmes dans le pays, favoriser le débat autour d'eux, tracer des perspectives et donc éclairer les données du futur arbitrage gouvernemental. Tel devrait être le cas, dans les tout prochains mois, pour des sujets aussi importants que la réduction de la durée du travail ou le financement de notre système de protection sociale.

De tels débats, organisés par le Parti et dans le Parti, non seulement permettraient d'associer les militants à l'élaboration de notre politique et donc les mobiliseraient, mais encore permettraient que nos échanges ne soient pas faussés par la rigidité des « courants » qui se manifestent dès que des enjeux de pouvoir internes sont en cause.

L'erreur à ne pas commettre consisterait à prétendre insérer le Parti avec ses deux cent mille militants dans les processus de décision du gouvernement. Il faut que chacun conserve son rôle, conformément aux institutions républicaines.

Celui du gouvernement est de décider dans le cadre du programme sur lequel les Français ont élu le Président de la République, puis une majorité parlementaire.

Celui du Parti a été d'élaborer ce programme. Il est aujourd'hui d'éclairer les perspectives à moyen et long terme de l'action gouvernementale.

Pour pouvoir mobiliser le pays, le Parti doit d'abord se mobiliser. Il faut que le congrès soit l'occasion de l'émergence d'un puissant courant majoritaire, rassembleur et résolu à soutenir sans défaillance la politique mise en œuvre par le gouvernement conformément aux orientations du Président de la République, orientations qui sont les nôtres, celles que nous avons arrêtées ensemble lors de nos précédents congrès.

Cette contribution a pour objectif de favoriser le débat au sein du Parti. Il convient, en effet, nous semble-t-il, que les militants perçoivent clairement les enjeux de la période, les objectifs qui sont les nôtres et les contraintes que nous devons surmonter.

En participant ainsi à l'information des militants, nous voulons favoriser, dès le comité directeur de synthèse en septembre, le rassemblement le plus large possible.



Du bon usage de la rigueur pour retrouver l'initiative politique

Contribution présentée par Marie-Noëlle LIENEMANN, Alain RICHARD, Jean-Pierre WORMS, Jean-Luc GONEAU, Richard MASSON, Guy CLÉMENT, Jean-Christophe MULLER, Marc LUCAS, Jacques BEGASSAT.

Les enjeux du congrès de Bourg-en-Bresse

Comme tout congrès d'un parti démocratique, notre prochain congrès sera face à deux types d'enjeux : internes et externes.

Les enjeux internes

Les statuts du Parti – représentation proportionnelle des courants à tous les niveaux de l'organisation – garantissent la démocratie, mais leur logique est telle que le choix de nos dirigeants a toujours tendance à prendre le pas sur le choix de nos orientations.

Par un effet mécanique, voter un texte c'est en effet désigner en même temps les directions de nos sections, de nos fédérations et du Parti tout entier.

Rien d'étonnant à ce que les problèmes d'hommes occupent une place si importante dans nos débats.

Rien d'étonnant non plus à ce que les motions soumises au vote des militants soient souvent ces textes longs et obscurs où l'on a peine à retrouver l'affirmation de choix clairs et cohérents. Motions fleuves, motions catalogues, motions ambiguës, motions enfin où les grandes envolées lyriques et les références rituelles à l'idéologie masquent l'absence de rigueur et de cohérence des orientations politiques et l'imprécision des propositions concrètes : il s'agit de recueillir le maximum de mandats.

Les enjeux externes

Ces jeux tactiques ne sont plus de mise ; pour légitimes qu'ils soient, les enjeux internes doivent aujourd'hui impérativement venir au second rang, après les enjeux externes.

Nous ne sommes plus un parti d'opposition, nous sommes un parti de gouvernement. Après deux ans de responsabilité gouvernementale le Parti socialiste et la Gauche tout entière doivent faire face à une situation beaucoup plus difficile que la plupart d'entre nous ne l'imaginaient alors :

- aggravation de la crise et absence de la reprise attendue chez nos partenaires ;
- montée de revendications catégorielles, capitalisation par la Droite et l'Extrême-Droite ;
- absence de mobilisation populaire pour soutenir et prolonger l'action du gouvernement.

Le contexte est à cet égard radicalement différent de celui du congrès de Valence. Dans l'euphorie de la victoire, rares étaient ceux qui sentaient le besoin de préciser nos orientations. N'avaient-elles pas été abondamment développées devant l'opinion au cours des campagnes présidentielle et législative ? Le Parti rassemblé et unanime pouvait s'offrir, croyions-nous, le luxe d'un congrès-fête et d'un congrès-spectacle. Fête de la victoire, spectacle de notre joie, parfois d'une certaine intoxication de notre toute nouvelle puissance.

Les temps ont bien changé. La presse, l'opinion, auront cette fois-ci les yeux fixés sur les choix essentiels que nous devons faire. Les choix du Parti conditionneront pour une part non négligeable la crédibilité de la politique gouvernementale et donc ses chances de réussite, l'avenir de l'expérience de gauche, l'avenir du pays et finalement l'avenir du socialisme en France.

L'enjeu est donc considérable et notre responsabilité ne l'est pas moins. **Nous devons parler clair et parler vrai parce que nous parlerons au pays.**

– Nous devons sortir du congrès avec un texte définissant très précisément notre analyse de la situation actuelle, nos propositions pour y faire face. Donc notre position par rapport à la politique actuelle du gouvernement. Mais le changement n'est pas seulement affaire de gouvernement ; ce texte devra préciser également le rôle spécifique du Parti dans la période actuelle, les responsabilités qu'il entend assumer dans ses rapports au mouvement des forces sociales et la façon dont il entend les assumer. Là aussi l'attente est grande.

C'est parce que nous craignons que la logique impérieuse des courants et des luttes de pouvoir à l'intérieur du Parti ne finisse par l'emporter sur la nécessaire clarté de notre langage et de nos propositions, que nous avons décidé de proposer cette contribution aux débats des militants.

Nous avons cherché à éviter toute précaution, tout fard et tout faux-semblant. Nous voulons en effet forcer le débat. Notre souhait le plus ardent est qu'à l'issue de ce débat, le Comité directeur du 10 septembre puisse élaborer une motion dénuée de toute ambiguïté, affirmant haut et clair les engagements du Parti pour les deux années à venir, capable de rassembler et de remobiliser le Parti.

Nous ferons tout pour y contribuer, mais pas aux dépens de nos convictions les plus profondes telles que nous les présentons ci-dessous. Le devoir de responsabilité appelle un égal devoir de sincérité et d'honnêteté intellectuelle.

S'il s'avérait que la majorité du Comité directeur choisit des orientations contraires à celles auxquelles nous croyons ou, plus grave encore, suffisamment floues pour pouvoir justifier les options ultérieures les plus contradictoires, alors nous saurions prendre nos responsabilités et proposer une motion différente aux votes des militants.

Nous appelons les militants à tout faire, pour permettre le rassemblement le plus large du Parti, essentiel dans la période actuelle.

Le plus large mais aussi le plus clair !

Parler vrai sur la crise

La crise est exceptionnelle par sa durée, son étendue, sa profondeur

Elle a déjà duré plus que celle de 1930 et nul n'en voit vraiment l'issue.

Dès lors que peut signifier « sortir de la crise » ? Cette formule, que cache-t-elle, à part une certaine paresse du raisonnement ? En fait, ce sont de vastes mutations qui s'opèrent. Tout à la fois économiques, sociales et culturelles. Mutations économiques bien sûr, marquées par une redistribution des cartes à l'échelle mondiale, l'assèchement de marchés entiers, non relayés par ceux des pays du tiers monde, l'aggravation du désordre monétaire international et une nouvelle « révolution industrielle ».

Mais mutations sociales également : crises de nos systèmes de protection sociale et de l'« État-providence », paradoxe d'un niveau culturel qui s'accroît alors même que s'amenuise la capacité d'intervention de l'individu, dans son travail et dans la cité.

Mutations culturelles enfin : le travail n'est plus, pour les jeunes et pour bien d'autres, la référence centrale de leur système de valeurs, le lieu de leur identité ; tous les processus, toutes les institutions de transmission du savoir voient leur légitimité contestée.

Les particularismes nationaux aggravent certains de ces aspects

- Persistance d'un différentiel d'inflation avec nos principaux partenaires.
- Faiblesse structurelle de nos investissements productifs.
- Un patronat traditionnellement plus attaché à son pouvoir social et à l'accroissement de son patrimoine familial qu'au développement de son entreprise.
- Une tradition de chefs d'entreprise privilégiant trop souvent l'exploit technique au détriment de la valeur marchande des produits et de l'efficacité commerciale.
- Des « élites » malthusiennes jalouses de leurs privilèges d'accès à la connaissance de haut niveau, à la décision, et même à l'expression.
- Les pesanteurs d'un appareil administratif omniprésent et omnipotent, paralysant trop souvent l'initiative et freinant les évolutions.



– Enfin et surtout une société marquée par de très fortes inégalités et de multiples privilèges qui pervertissent les mécanismes actuels de protection et de redistribution sociales et bloquent l'apparition de nouvelles solidarités.

La société française, de plus en plus morcelée, s'achemine vers une dissociation croissante entre des zones de privilèges et de sécurité et des zones de plus en plus larges de populations fragilisées et marginalisées.

Ainsi voit-on réapparaître les vieux démons du corporatisme, du racisme, de la xénophobie...

Ces phénomènes modifient radicalement les rapports sociaux et de production. Les socialistes se doivent de les prendre en compte dans leur action de transformation sociale.

Ils doivent notamment les prendre en compte dans la lutte contre le chômage.

L'aggravation du chômage est en effet le premier défi qu'il convient de relever.

Du bon usage de la rigueur

Paradoxalement, la crise peut permettre de s'attaquer plus résolument à certains blocages traditionnels de la société française.

Depuis combien d'années condamne-t-on l'éventail excessif des revenus sans parvenir vraiment à le réduire ? Il y manquait la volonté politique de le faire, certes. Mais la façon dont chaque catégorie se définissait d'abord par l'écart qui la séparait de la catégorie inférieure ne facilitait pas les choses.

La « crise » peut légitimer la réduction progressive de ces écarts. La ponction inévitable sur le pouvoir d'achat ne sera acceptable que si elle est équitablement répartie. En clair, que si la progression des bas revenus s'accompagne d'une stabilisation des moyens revenus et d'une diminution des revenus élevés.

Partage plus légitime du revenu mais également réduction accélérée des écarts de patrimoine et de fortune : progressivité accrue de l'impôt sur les successions et de l'impôt sur les grandes fortunes.

Enfin et surtout partage du travail étroitement lié à la réduction des écarts de revenus afin que la marche rapide vers les 35 heures non intégralement compensées, participe de cette même logique d'une juste répartition de l'effort demandé.

On pourrait multiplier les exemples du bon usage de la crise !

Pour les socialistes, la crise ne doit pas être subie passivement. La nécessaire rigueur financière et les efforts d'assainissement de l'économie ne doivent pas être conçus comme une « pilule amère » à avaler, comme une « parenthèse » (elle risque d'être longue !), comme une « pause » dans notre politique de transformation sociale.

Elle peut, elle doit être utilisée comme un levier de changement. Non seulement de changements quantitatifs du type dont nous venons de parler, mais de changements qualitatifs.

Il y a dans la société une immense aspiration insatisfaite à vivre autrement : d'autres rapports de travail et entre le temps de travail et le temps libéré, d'autres rapports dans l'école et entre l'école et la société, d'autres mécanismes de solidarité sociale et de solidarité entre les générations, d'autres rapports entre les hommes et les femmes, d'autres rapports entre les services et les usagers, d'autres rapports entre producteurs et consommateurs...

Autant de révolutions « culturelles » que bloquait en fait le poids de grandes institutions (scolaires, sociales...) traditionnellement refermées sur elles-mêmes.

La crise, et notamment la crise de financement de ces institutions, oblige à en changer la logique de fonctionnement.

Ainsi l'esprit de responsabilité face aux contraintes de la situation économique et financière du pays et le projet de changer la vie ne sont pas nécessairement exclusifs l'un de l'autre.

Assumer la crise pour transformer la société, assumer la rigueur pour changer la vie. Tel est le nouveau défi que le socialisme autogestionnaire se doit de relever.

Pour un soutien actif à la politique actuelle du gouvernement

Trois attitudes se dégagent aujourd'hui dans le Parti à l'égard de la politique actuelle du gouvernement

– Certains de nos camarades, Jean-Pierre Chevènement, Didier Motchane ou Georges Sarre par exemple, déclarent désormais ouvertement leur opposition à la politique du gouvernement et en proposent une autre radicalement différente. Renforcement de l'État, rupture des solidarités monétaires européennes, repli sur le marché intérieur en sont les axes principaux. Cette politique, nous la croyons éco-

nomiquement suicidaire, socialement dangereuse et portant en germe de graves atteintes à la liberté. Nous nous y opposerons donc de toute notre énergie. Elle a au moins le mérite de la franchise.

– D'autres camarades du Parti dont, certains membres influents de sa direction, tels Jean Poperen, Christian Goux, André Laignel ou Pierre Joxe, déclarent aujourd'hui soutenir fermement la politique du gouvernement.

Hier encore, pourtant, ils ne ménageaient guère leurs critiques. On soutient le gouvernement par discipline, mais on n'en pense pas moins et on a pris bien soin de le faire savoir. On se tait par « solidarité » en attendant l'échec de la politique actuelle du gouvernement pour en proposer une autre.

Faute d'être précisée, cette autre politique en pointillé, ne prête guère à la critique. Mais comme toute stratégie fondée sur l'échec elle nous paraît dangereuse.

Dangereuse pour le Parti, car elle le déconsidère aux yeux de l'opinion, qui pense « s'ils ne sont pas d'accord, qu'ils le disent ».

Dangereuse pour le gouvernement car elle le décrédibilise. Si le Parti socialiste, premier parti de France, qui détient à lui seul la majorité absolue à l'Assemblée nationale, ne soutient le gouvernement qu'avec d'innombrables précautions et réticences susurrées, que lui restera-t-il comme soutien ?

Miser sur l'échec du gouvernement c'est contribuer à le provoquer. Or nous savons tous que son échec sera notre échec commun.

– Fort heureusement de nombreux camarades du Parti, au rang desquels nous nous rangeons résolument, soutiennent la politique actuelle du gouvernement non parce qu'ils ne peuvent faire autrement, mais parce qu'ils la croient sincèrement nécessaire. Nous ne sommes pas de ceux qui soutiennent le gouvernement « comme la corde soutient le pendu ».

Unissons-nous pour la réussite de la politique actuelle de rigueur financière et d'assainissement économique.

Mais précisément parce que nous voulons sa réussite, nous croyons urgent de la compléter :

– par d'autres décisions gouvernementales : politique de l'emploi, politique industrielle, réformes fiscales, politique sociale... Donc en insérant les mesures de rigueur dans une perspective à moyen terme ;

– par une vigoureuse reprise de l'initiative politique du Parti dans la société. Pour contribuer à la mobilisation des forces populaires, partenaires indispensables d'une transformation en profondeur de la société.

Les raisons du soutien

Cette politique d'assainissement financier doit être expliquée au pays et justifiée auprès de notre base sociale par l'impérieuse nécessité de restaurer la compétitivité et les chances d'indépendance de la France. Elle est la réponse au déclin économique dont tous les éléments étaient réunis en mai 1981.

Il est sans portée entre socialistes de se disputer sur la date à laquelle il aurait fallu engager cette politique. C'est collectivement que nous avons assumé la politique de relance (d'ailleurs modérée) entreprise en juin 1981 ; et son impact sur le maintien de l'emploi ne peut être nié. Nous ne prétendons pas juger en professeurs ce qu'aurait dû être la gestion financière mois par mois. Nous disons seulement qu'un virage a été pris, en deux fois. Et qu'il est indispensable, pour conforter nos rapports démocratiques avec l'opinion, d'affirmer que c'est un virage. Nous ne pouvons pas espérer l'engagement populaire à nos côtés si nous hésitons sans cesse à dire notre politique. Et il nous faut relayer l'affirmation du président François Mitterrand qu'elle est la seule possible.

Le protectionnisme est une impasse économique parce qu'il porte avec lui la relance de l'inflation et une baisse bien plus durable du pouvoir d'achat. Il ne nous paraît pas juste de suggérer « à demi-mot » de faire du protectionnisme sans le dire, dans un pays où trop de partenaires économiques attendent l'appui de l'État pour s'éviter les sacrifices de la rénovation industrielle. Même justifiées techniquement, les mesures partielles de protection extérieure n'entraîneront pas un effort de « musculation » de notre industrie comme on le dit parfois, mais une démobilisation face à la compétitivité nécessaire. Le remède aggraverait le mal.

Le protectionnisme doit aussi être analysé dans ses répercussions de politique extérieure. Il apporte inévitablement des mesures de rétorsion qui seraient choisies par nos partenaires pour nous gêner au maximum et qui peuvent très bien être directement politiques. Le protectionnisme conduit à la remise en cause de l'Europe et porte en germe un type de société que nous récusons. Le protectionnisme, même timide, a toujours des implications politiques et sociales : soit l'appel à l'union nationale et donc à l'immobilisme social, soit le recours à une économie administrative qui devient vite privative de liberté et de responsabilité. Nous ne croyons pas au socialisme démocratique derrière des murailles.

Nous affirmons de plus que cette politique de rigueur doit être poursuivie pendant une longue période, et qu'en tout cas jusqu'au congrès suivant du P.S., elle s'impose.



Nos orientations politiques à moyen terme

C'est donc à partir d'orientations politiques à moyen terme que nous proposons de fixer les choix du Parti pour les deux ans à venir. Ce n'est pas par désir irraisonné de prospective, par goût de la fuite en avant. Mais, comme chacun dans le Parti, nous ressentons bien que la force de nos grandes idées – liberté, solidarité, responsabilité, égalité des chances – a besoin de s'incarner dans de nouveaux objectifs après la mise en application de la plupart des 110 propositions de F. Mitterrand. Nous n'entrons pas dans la querelle de mots pour savoir si le Parti doit se donner un nouveau programme ou un nouveau projet, maintenant ou dans deux ans. Nous constatons seulement qu'il s'impose de marquer devant l'opinion des aspirations qui expriment concrètement notre identité politique, notre appel à l'engagement.

Nous proposons donc six grandes orientations pour éclairer notre politique :

- Négocier le changement et le gérer à la base ;
- guider par le Plan démocratique les grands choix collectifs ;
- économiser et gérer au plus juste les ressources devenues rares ;
- fonder la solidarité sociale sur la transparence des acquis ;
- lutter contre le repli autoritaire et le raidissement politique ;
- rechercher de nouvelles convergences internationales.

Un changement négocié et géré à la base

Nous avons créé une grande œuvre de changement des principales règles de fonctionnement du pays, par la loi et le règlement. Elle est largement réalisée, et nous pouvons en être fiers. Cette œuvre traduite en normes de droit et en procédures s'est heurtée cependant à des obstacles ou des contradictions : problèmes de cohérence entre des réformes simultanées, problèmes de moyens administratifs et financiers d'application, problèmes d'accoutumance et d'information des citoyens, etc.

Cette constatation ne nous conduit ni à des regrets ni à des remises en cause. Mais un relais doit être pris : accumuler encore beaucoup de lois nouvelles serait inefficace si nous ne parvenons pas à faire « entrer dans le jeu » beaucoup plus de participants, en leur donnant une part réelle d'initiative et de négociation. Cette option pour un changement négocié a déjà été mise en pratique dans certains domaines : la loi Quilliot ou la réforme des collèges, par exemple, illustrent cet état d'esprit. Mais ce n'est pas le cas général et nous avons souvent échoué dans notre « concertation ». Nous contentant de consultations abstraites, avant les vrais choix, nous avons laissé se prendre des décisions rigides, et technocratiques. Et nous nous sommes heurtés à des protestations collectives de grande ampleur, devant lesquelles on a parfois reculé en désordre. L'esprit de négociation doit prévaloir partout, et le Parti y a un rôle original à jouer.

Les changements réalisés au sommet doivent aussi comporter une part d'application souple sur le terrain ; les institutions mises en place ne peuvent pas reproduire la coupure gouvernants-gouvernés que nous avons combattue. Il faut impérativement déléguer, faire entrer les citoyens concernés dans des structures de pouvoir local. Le risque de dispersion, de ralentissement existe. Il est bien moins grave que celui de l'inertie du changement sur le papier sans prise sur le réel. Nous avons besoin de cette implication des intéressés pour lutter contre les replis corporatistes et contre le scepticisme.

Planifier notre développement

Nous condamnons l'assassinat de la planification française par les gouvernements de Droite. Mais il ne saurait être question de constituer une administration centralisée prétendant gérer elle-même les équilibres. Compte tenu des incertitudes de plus en plus grandes des évolutions économiques et humaines, il faut s'interdire le ridicule de prétendre fixer des valeurs plusieurs années à l'avance, à partir de modèles sophistiqués, incapables d'intégrer la mobilité du réel, et toujours faux sinon trompeurs.

Planifier c'est exprimer démocratiquement des volontés politiques fortes et se donner les moyens, au niveau de l'État et des lieux de décision décentralisés, de proposer des équilibres adaptés à l'évolution, mais cadrés de manière rigoureuse dans les axes définis. Ceci nécessite une nouvelle pratique. Le Plan doit être un des lieux privilégiés du débat et de la confrontation entre partenaires dont il ne faut pas se cacher qu'ils débouchent sur des compromis. La transparence et la popularisation de l'élaboration de ces compromis permettra la mobilisation nécessaire à la réussite des projets.

Une gestion économe des ressources rares

Il n'est pas habituel de soumettre au débat des socialistes un impératif de rigueur de gestion. Nous pensons cependant qu'une part de nos difficultés est venue d'une certaine négligence à cet égard, et que notre culture politique ne serait pas dégradée par une prise en compte énergique des problèmes de rareté. Certains d'entre nous ont souvent répété dans le passé qu'ils se refusaient à « gérer la pénurie ». Dans la

période de croissance ralentie que nous vivons, avec une compétition plus intense que jamais et des besoins collectifs toujours pressants, c'est un devoir de gérer la pénurie et de la gérer bien.

Cela signifie donc de faire entrer les critères économiques et le souci de rendement dans nos prises de décision, en nous refusant la facilité de distinguer entre le secteur commercial et le service public. Nous avons besoin d'une utilisation efficace des ressources dans l'un comme dans l'autre. Notre engagement de plafonner le montant des prélèvements fiscaux et notre volonté de poursuivre le développement de fonctions trop négligées (dans l'éducation, les transports, la prévention sanitaire, etc.) impliquent de savoir rendre les services essentiels à un meilleur coût, en jouant sur tous les éléments de l'innovation sociale et technologique.

La rareté des ressources n'est pas seulement financière. Notre croissance ralentie peut rester riche en gaspillages et en nuisances. C'est ainsi que nous avons « découvert » au printemps 1983 que plusieurs unités électro-nucléaires ont été construites en trop alors qu'on traitait presque d'ennemis de l'intérieur des militants qui, à l'automne 1981, soutenaient que l'on pouvait en faire une ou deux de moins par an. Nous devons donc intensifier l'exigence d'un contrôle sur notre cadre de vie, d'une production plus adaptée aux besoins, d'un type de développement centré sur la communication et non sur l'accumulation.

Fonder la solidarité sociale sur la transparence des acquis

L'État-providence est au bout du rouleau. Les socialistes, qui ne l'ont pas inventé, ne doivent pas en être obsédés. Les couches populaires ont déjà acquis une conscience aiguë de ce problème et exigent des militants politiques qu'ils le traitent autrement que par des généralités rassurantes.

L'objectif d'une protection large contre la maladie, les handicaps et le chômage, l'ambition d'une couverture équitable des charges familiales et des retraites, ne peuvent qu'être réaffirmés. Si nous avons à chercher des solutions neuves, ce ne peut être dans la direction d'un système « à deux vitesses » privilégiant l'assurance individuelle et la capitalisation.

En revanche, il faut s'attaquer aux mécanismes de « dépense automatique », qui sont d'ailleurs incohérents avec le principe d'une gestion de ce secteur par les élus des salariés.

Cette gestion ne peut se limiter à une tâche de comptable et doit vraiment orienter les dépenses. La décentralisation du système de protection sociale est sa chance de régénération.

Lutter contre le repli autoritaire et le raidissement politique

La nécessité de maîtriser les éventuels dérapages financiers et la montée des tensions sociales liées à la crise pourraient induire la tentation d'une certaine crispation autoritaire du pouvoir.

Le risque d'une recentralisation des processus de décision, d'un repli sur l'État, d'une gestion purement administrative des difficultés de l'heure est réel.

Il faut à tout prix s'en prémunir.

Il faut également savoir résister à la recherche systématique de boucs émissaires dans les médias, l'Administration ou les entreprises. Ce ne serait qu'un dérivatif facile au traitement des causes profondes de nos difficultés. L'épuration, on sait parfois où ça commence, on ne sait jamais où ça finit.

Une telle dérive autoritaire serait désastreuse à la fois par le recul démocratique qu'elle implique et pour l'efficacité même de notre politique.

Bien au contraire, nous ne surmonterons les difficultés et nous ne poursuivrons notre projet de changement social qu'en continuant avec détermination l'œuvre déjà considérable entreprise depuis deux ans pour élargir le champ des libertés et pour décentraliser le pouvoir.

Le succès dépend, nous ne le dirons jamais assez, de notre capacité à associer à l'action gouvernementale l'ensemble des forces sociales porteuses de changements, de notre capacité à ouvrir de nouveaux espaces pour l'initiative et l'esprit d'entreprise. Une société de liberté et de responsabilité partagée, une société décentralisée et ouverte sur le monde, est une société infiniment plus dynamique, plus prompte à se mobiliser dans l'épreuve, plus apte à opérer rapidement les ajustements nécessaires qu'une société assiéagée, repliée sur ses appareils centraux, en liberté surveillée.



Rechercher de nouvelles convergences internationales

En direction des pays du tiers monde, la France a un rôle à jouer autre que celui d'entretien de notre clientèle africaine. La situation désespérée de nombreux pays dits en voie de développement résulte pour une bonne part de structures capitalistes qu'on leur a imposées et qui n'ont profité qu'à leurs classes dirigeantes en détruisant tout tissu social, culturel et économique, en particulier en désintégrant les cultures vivrières. Cette évolution a en outre entraîné une spirale d'endettement catastrophique qui aggrave leur dépendance.

Les déséquilibres imposés ont profité et profitent encore à la population des pays industrialisés et expliquent souvent les difficultés d'établissement de régimes démocratiques respectant les droits de l'homme.

Face à cette situation, l'affirmation rituelle de solidarités et le spectacle du dialogue nord-sud risquent de n'être que des alibis de bonne conscience. Il faut marquer une volonté réelle de réduire cette dépendance et contribuer à l'élaboration dans ces pays des formes économiques dont ils ont réellement besoin en permettant à leurs identités culturelles et géographiques de se revitaliser. Seule une telle politique permettrait d'améliorer et de sécuriser le pouvoir d'achat de la population de ces pays, ce qui contribuera à ouvrir des marchés autres que d'armement. À travers de tels accords bilatéraux, l'encouragement de collaboration régionale, nous devons œuvrer pour cette conception du développement autocentré. Les relations privilégiées avec l'Algérie, les accords avec le Mexique, l'Inde et l'Égypte sont une première marque de ces orientations.

Propositions pour la conduite du changement

La politique industrielle

La proposition qui détermine toutes les autres est celle d'une politique industrielle qui complète l'action actuelle d'assainissement financier. Nous entendons par là la définition d'objectifs à la fois technologiques, productifs et commerciaux qui arment nos principaux secteurs face aux défis de la mutation économique. Réussir notre industrialisation n'est pas impossible avec un marché ralenti par la politique de rigueur : les gains de compétitivité font gagner des parts de marché, intérieur et extérieur. Mais cette réussite suppose la mise de l'ensemble de nos moyens financiers et politiques au service de stratégies de reconstitution sectorielle conduites dans la cohérence. Attendre longtemps leur mise en œuvre condamnerait notre économie à la spirale déflationniste.

Cette politique ne peut se cantonner à quelques secteurs dits « de pointe ». La revitalisation de branches traditionnelles, telle l'agro-alimentaire, est aussi essentielle pour l'emploi et l'équilibre extérieur.

Cette politique ne peut être menée au seul niveau national, elle doit être largement décentralisée sur les régions.

La lutte pour l'emploi

La lutte pour l'emploi est le complément obligé de cette politique de redressement économique. Elle est liée à la politique industrielle, car c'est toujours en fonction de la technologie qu'on peut définir les nouvelles méthodes de partage du travail.

Le partage du travail est donc à négocier branche par branche, et le Plan doit l'encadrer dans des règles et garanties clairement fixées, notamment pour les salariés pratiquant le temps choisi. La compensation salariale de la réduction du temps ne sera pas intégrale. Mais la négociation doit en fixer le rythme et la répercussion le long de l'échelle des salaires.

La politique d'investissement et de modernisation ne peut négliger la dimension emploi. C'est la justification des fonds salariaux paritaires qui devraient relayer l'État pour la gestion de l'épargne collective – qu'elle soit fondée sur l'obligation ou sur une simple incitation.

La lutte contre les inégalités

Elle doit se poursuivre :

– par la réforme fiscale visant à une réelle transparence des revenus – y compris leur publicité – à une utilisation plus productive des résultats des entreprises et à un renforcement de l'égalité des chances par la progressivité de l'impôt sur les grandes fortunes et des droits de succession (distinguant l'outil de production et le patrimoine purement privé).

– par une modification en profondeur du système de calcul des cotisations sociales, prenant pour base le revenu (intégral) des particuliers et les résultats des entreprises.

La transparence de ces revenus en est le préalable.

– par la recherche d'une clarification des avantages non monétaires permettant à terme de les intégrer dans des négociations globales sur le statut de travail.

La lutte pour l'extension de la démocratie

Dans l'entreprise, les lois Auroux et la démocratisation du secteur public en sont les conditions nécessaires. Leur application repose maintenant sur un effort d'information permettant la prise de responsabilités par de nombreux salariés et une appréhension des problèmes globaux de l'entreprise.

– Des moyens significatifs doivent être débloqués pour favoriser l'émergence du secteur « d'économie sociale » qui doit constituer un terrain d'action privilégié des avancées autogestionnaires ;

– réussir la décentralisation, ne pas la réduire à une simple réforme administrative modifiant les pouvoirs entre 50 000 personnes en France, mais permettre à chacun d'être acteur dans la conduite du changement. Cela veut dire prendre nos responsabilités sur le plan législatif pour améliorer nettement le caractère démocratique et participatif des institutions communales et départementales, par exemple en limitant le cumul ; et aussi donner aux mouvements associatifs la possibilité d'être des interlocuteurs réellement responsables face au pouvoir politique et administratif.

Élargir le champ des libertés

Il importe de donner à la presse et aux médias les moyens de leur indépendance. Notamment par une application élargie et plus appropriée de la loi sur les radios locales, les préservant de l'invasion du commercial.

Il est prévu un développement de l'audiovisuel en France qui risque d'être pris en main par des intérêts privés ou de grandes structures nationales, au détriment d'un mouvement social créatif sur le terrain. En marginalisant les médias non liés aux structures étatiques, capables d'être une expression autogérée et proches des usagers, nous prendrions un risque de mainmise par la classe dirigeante et de limitation une fois de plus de toute possibilité concrète de parole libre.

Nous réclamons aussi que soient fournies des garanties concrètes pour la protection des langues et cultures minoritaires.

En matière de réforme judiciaire, de rafermissement et d'extension des libertés, l'action engagée avec foi et efficacité par Robert Badinter doit être poursuivie. Beaucoup a été fait, il reste encore beaucoup à faire. Le Parti doit apporter un soutien sans ambiguïté aux réformes à venir.

De même, il est essentiel d'engager une grande réforme de la formation, de l'organisation et de l'insertion sociale de la police. Notre camarade Jean-Michel Belorgey en a défini les axes dans un remarquable rapport. Il ne reste qu'à le mettre en application.

Regagner la confiance de la jeunesse

Regagner la confiance de la jeunesse est une condition essentielle pour le succès d'une nouvelle offensive politique de la Gauche :

– en mettant au premier plan de nos objectifs l'avancée vers l'Europe unie. Un socialisme purement hexagonal ne saurait en effet constituer une force d'attraction pour la jeunesse ;

– en présentant rapidement et clairement un plan de réforme du service national, soulignant le caractère purement préparatoire du projet de loi présenté en mai 83 ; ce plan de réforme devra annoncer la réduction de la durée du service, les changements dans le rôle militaire du contingent, et la mise en place d'un droit d'expression des appelés. Cela doit reposer sur un projet de défense redonnant un sens à la conscription populaire ;

– en impulsant un grand projet de coopération avec le tiers monde, apportant un cadre de réalisation pratique aux aspirations de solidarité de la jeunesse ;

– en réalisant la réforme de l'enseignement supérieur et celle de la formation professionnelle sans reculer sur nos engagements en faveur de la participation directe des jeunes à la conduite de leur formation.

L'évolution du système de protection

L'évolution du système de protection est en cours de négociation au niveau le plus élevé ; c'est la seule démarche qui permette de la maîtriser sans risque d'injustice majeure. Il convient d'avancer rapidement dans la voie du budget global hospitalier et



d'un rééquilibrage des dépenses en faveur de la prévention qui remettrait sur ses pieds une politique de santé publique. En matière de solidarité, l'harmonisation des régimes de retraite et la limitation des cumuls sont des étapes nécessaires vers une plus grande unité des droits de tous les anciens travailleurs.

Le développement des politiques européennes communes

Il doit redevenir une priorité, cohérente avec nos efforts pour un espace social européen et pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Ceci implique que la C.E.E. favorise la création de pôles de développement autocentrés, régularise le cours des matières premières. Une aide internationale efficace doit pouvoir être mise en place pour contribuer à l'émergence d'une économie Nord-Sud plus équilibrée. Dans ce domaine aussi, le protectionnisme nous couperait de toute jonction avec les espoirs du tiers monde.

Le réveil nécessaire du Parti

Le développement du Parti depuis Épinay jusqu'à Valence a permis de construire un outil capable de gagner les élections. Aujourd'hui, il nous reste encore à bâtir un parti de gouvernement.

Nos textes précisaient que le Parti devait être un lieu d'articulation entre le gouvernement et les forces sociales. Depuis Valence nous n'avons pas su concrétiser cette idée. Il est vrai que les institutions de la V^e République ne s'y prêtent guère. Mais n'est-ce pas notre tâche de proposer une autre pratique politique compatible avec ces institutions ?

Depuis deux ans, le Parti s'est montré incapable, même pour soutenir le gouvernement, de mobiliser sa base sociale. Le dernier exemple est celui de la réaction au mouvement corporatiste des hôpitaux. Qu'avons-nous fait pour sensibiliser les usagers de la santé ? Nous n'avons su concerner les militants que pour deux échéances électorales. Les hésitations gouvernementales et les médias ne sont pas les seules explications de nos résultats préoccupants de mars 1982 et mars 1983. C'est notre relation avec les milieux populaires qui est en cause.

Pourtant, les tâches du P.S. sont importantes

- Accompagner efficacement l'action du gouvernement, notamment en contribuant à la concrétisation des changements engagés, et ne pas se contenter d'un discours de soutien incantatoire ;
- contribuer à la mobilisation et à l'union des forces populaires, à l'animation de la société civile ;
- fixer nos objectifs à moyen terme en apprenant à gérer la durée et les processus politiques, ce qui redonnerait au Parti le rôle d'éclairage de l'avenir qui s'impose pour rétablir le sens du militantisme ;
- entreprendre au niveau local (que nous soyons majoritaires ou minoritaires) une action d'information et de participation traduisant concrètement le gain de démocratie locale que doit provoquer la décentralisation ;
- donner leur pleine efficacité aux lois Auroux dans les entreprises, notamment en portant nos efforts en direction des P.M.E. et P.M.I. où l'expression des travailleurs est plus difficile ;
- jouer à fond la carte des lois Quilliot en sensibilisant les locataires à leurs droits ;
- au-delà des stages d'insertion, de qualification, des permanences d'accueil pour les 16-25 ans, et des missions locales, se battre pour l'application complète du rapport Schwartz qui prend en compte la globalité des problèmes des jeunes.

Ainsi, soutenir le gouvernement, c'est agir.

Mais nous ne pouvons être seuls

L'enjeu est aussi d'amener l'ensemble des forces populaires à cette démarche. Cela demande de la part du Parti une attitude ouverte, prête au dialogue, à l'échange et à l'action avec d'autres : partis, syndicats, associations. Être catalyseur de la relance du mouvement social, au-delà du terrain strictement politique, ou strictement corporatiste face au gouvernement, exige une volonté politique, et ce, à tous les niveaux, national, mais aussi local ; quels contacts, quelles actions communes ont eu lieu sur le terrain depuis deux ans ?

Un Parti façonné par une longue histoire d'opposition a tendance à se constituer en forteresse assiégée. Un parti de gouvernement doit avoir l'audace de s'ouvrir à la société. Il doit par là même affirmer une réelle capacité à lutter contre l'habitude qui confie à l'Administration le rôle principal, voire unique, dans les transformations de la société.

Cette remise en forme de convergences explicites avec les forces populaires qui ont contribué à notre victoire sera aussi le moyen et l'occasion de lutter contre les féodalités publiques ou privées qui négligent ou refusent d'être les leviers et relais du changement. Cela pourrait être plus efficace que de réclamer « des têtes ».

Si le Parti veut retrouver cette fonction, il doit s'en donner les moyens

En tout premier lieu, prendre des dispositions d'organisation interne qui renforcent la démocratie et les possibilités d'initiative des militants.

Il est juste d'appeler à la construction d'un parti de masse, ce qui en clair veut dire prendre les moyens dans la pratique quotidienne de nos sections de ne pas rebuter les sympathisants de gauche qui s'attendent à trouver un parti ouvert à des débats et des actions, et non une secte repliée sur ses querelles ésotériques. Cet objectif est incompatible avec le renforcement d'appareils hiérarchisés et professionnalisés au détriment de l'affirmation de l'initiative des militants.

La démocratie interne

La possibilité d'intervention du Parti dans le champ social est aussi déterminée par son organisation et son fonctionnement. Renforcer la démocratie interne est donc un objectif qui contribue au réveil du Parti ; nous énonçons quelques propositions simples, d'autres sont sûrement possibles :

- aujourd'hui, tous les débats de fond sont liés aux enjeux de pouvoir interne, les conventions à « thèmes » sur des sujets précis ne sont donc pas vraiment des lieux d'élaboration collective, la capacité de réflexion constructive des militants s'en trouve limitée ;
- la possibilité de consultation d'initiative militante peut aussi être à l'origine de débats bien reliés aux problèmes ressentis sur le terrain ; ainsi, un nombre suffisant de militants de différentes fédérations - des minima étant à fixer - devraient pouvoir se regrouper pour saisir le Comité directeur d'une question et entraîner ainsi l'organisation d'un débat dans le Parti sur le sujet ;
- le remodelage des sections à très gros effectifs doit fournir un moyen concret de démocratiser vraiment l'accès aux responsabilités, en réduisant l'avantage donné au pouvoir de la parole et au contrôle bureaucratique ;
- le rétablissement d'une vie propre d'organisation reconnue au Mouvement de la jeunesse socialiste est un outil nécessaire pour étendre notre influence au sein de la jeunesse ;
- les questions d'information sont très liées à celles du pouvoir. Il est très étonnant, alors que nous sommes au gouvernement, que le Poing et la Rose militant, théoriquement mensuel, soit si épisodique ! qu'aucun dossier ne récapitule les mesures prises et les changements engagés par le pouvoir de gauche ;
- les commissions du Parti doivent travailler, alimenter le Comité directeur de leurs propositions, ce qui ferait également travailler celui-ci. Les commissions doivent se voir reconnaître un droit de saisine du Comité directeur à partir du moment où une majorité de la commission le demande, sur des questions en débat.
- le rôle du Groupe parlementaire doit être mieux cerné dans la mesure où il est aux prises avec les enjeux de la politique des réformes et avec les mouvements profonds sur le terrain. Il doit être mis en mesure de participer à une réflexion programmée sur l'application du changement, et ne doit pas être condamné à être une balle de ping-pong entre le bureau exécutif et le gouvernement ;
- pourquoi ne parlons-nous plus de la limitation du cumul des mandats, en nombre et dans le temps ? Cela permettrait de répartir davantage les responsabilités et donc aussi de mieux asseoir l'implantation du Parti dans la société ; sans parler de la nécessité de donner aux élus plus de disponibilité et de moyens pour exercer des mandats considérablement élargis par la décentralisation ;
- enfin méfions-nous d'une évolution du Parti qui, devant son peu de prise sur la réalité, l'entraînerait dans une dérive disciplinaire.

Conclusion

Le congrès de Bourg-en-Bresse doit être un moment privilégié du débat entre socialistes, cette occasion ne se représentera pas de sitôt.

Nous sommes convaincus que les militants auront à cœur de la saisir pour permettre au Parti de retrouver l'initiative et de reprendre toute sa place parmi les acteurs du changement.



Le parti de la réussite

Contribution présentée par Jean BESSE, Pierre CARASSUS, Michel CHARZAT, Annette CHEPY, Michel COFFINEAU, Didier MOTCHANE, Georges SARRE, Membres du Bureau exécutif.

Préambule

L'enjeu du congrès de Bourg-en-Bresse est de faire de notre Parti le parti de la réussite. Il doit en éclairer les voies et en expliquer l'effort. Le Parti se doit à lui-même, au gouvernement de la Gauche et à la Gauche tout entière de faire prévaloir cet objectif sur tous les autres. Il en va, en tous cas pour une génération et peut-être davantage, de l'avenir de la Gauche en France.

Faire prévaloir cet objectif, c'est d'abord faire prévaloir le langage de la vérité.

Si dur soit-il parfois à entendre, c'est le seul qui ne décourage pas en fin de compte l'espérance, car c'est le seul qui favorise l'action.

Les militants socialistes qui ont rédigé la présente contribution craignent que des choix politiques dangereux aient été faits le 25 mars dernier. Ils ne sont pas les seuls qui, dans notre Parti, ont cette crainte ou ce pressentiment, et s'ils n'hésitent pas, après mûre réflexion, à le dire, c'est qu'ils pensent qu'un redressement est nécessaire, qu'il est encore possible, qu'il est urgent de le mettre en œuvre.

Quel socialiste, s'il en est convaincu, pourrait en conscience garder le silence là-dessus dans le congrès de son Parti ?

C'est pourtant la tentation qu'éprouveront certains militants. Soit parce qu'ils ont renoncé à ce que leur Parti puisse peser en quoi que ce soit sur le cours de l'histoire. Soit parce qu'ils craignent que ses initiatives, comme le débat entre socialistes qu'elles doivent nécessairement entraîner, affaiblissent le gouvernement et renforcent objectivement la critique de ses adversaires.

Les signataires de ce texte récusent ce raisonnement, qui est un pur sophisme et qui tend à vider de toute substance le débat et le sens d'un congrès. Aucun d'entre eux ne s'est livré, à l'égard du gouvernement de la Gauche, à des critiques plus ou moins fondées dont certains dirigeants du Parti n'ont pas été avertis pendant deux ans. Ils estimaient en effet, et ils estiment toujours qu'une critique sérieuse doit toujours s'accompagner d'une proposition constructive et qu'il n'y a lieu de s'y livrer que si la réussite même du 10 mai est en cause.

Est-ce désormais le cas ?

Si la Gauche, deux ans après le 10 mai, devait durablement prendre congé de la politique qui lui a valu les suffrages de la majorité des Français et qui correspond à la fois aux intérêts essentiels des travailleurs et aux intérêts permanents de la France, elle perdrait le pouvoir pour avoir perdu sa raison d'être. Or ce serait bien la conséquence des mesures qui ont été adoptées, manifestement à contrecœur, en mars dernier, si rien ne venait à temps les redresser. Il a été dit expressément que ces mesures n'ont été prises qu'à titre provisoire, qu'elles ne marquent qu'un moment ou qu'une parenthèse dans l'action de la Gauche au pouvoir, qu'elles ne constituent pas d'ailleurs en elles-mêmes une politique mais des actions d'urgence. Si elles ont été présentées ainsi, en effet, c'est que ceux qui s'y sont résignés ont bien conscience qu'elles risquent de mettre gravement en porte à faux le gouvernement par rapport à sa base sociale et électorale, c'est-à-dire la Gauche avec elle-même. Les mesures de déflation qui sont annoncées pour 18 mois, et auxquelles les documents du IX^e Plan promettent une durée plus longue encore, constituent bien une politique, et pour la Gauche un changement de politique, et non pas la politique du changement.

Mais peut-être est-il impossible de faire autrement ?

Nous pensons le contraire et nous pensons pouvoir le démontrer. C'est l'objet du texte qui suit, comme c'est aussi l'objet de la contribution sur la politique économique que les mêmes signataires proposent par ailleurs.

Il va sans dire que des questions aussi importantes que celles qui concernent les problèmes de l'école, de la laïcité et de la construction d'un grand service public de l'Éducation nationale, ceux aussi de l'urbanisme, de la santé, de l'environnement appellent de la part des socialistes une réflexion approfondie à l'occasion de leur congrès. Mais la politique économique représente la condition de possibilité de toutes les autres. Elle est directement impliquée par l'attitude des socialistes à l'égard de l'état de la culture de notre temps, des choix de classe de notre Parti et des relations extérieures de la France. C'est donc bien à partir d'elle qu'il convient, à notre sens, d'aborder la préparation de ce congrès.

Le recentrage qui est aujourd'hui proposé à la Gauche lui pose à terme la question de sa stratégie politique. Il risque de mettre en cause sa raison d'être, celle de l'union sans doute, mais aussi celle des choix anticapitalistes qui sont ceux du Parti d'Épinay. Dans la situation où se trouve la France, la nécessité pour la Gauche de procéder par étapes, de proposer des compromis à ce qui, en France et à l'étranger, est extérieur à elle, ne doit pas être confondue avec la fatalité de certains abandons, dont il serait illusoire de penser qu'ils pourraient n'être que provisoires. Au-delà d'un certain seuil, l'endettement de la France ne lui permettra plus de mettre en œuvre la politique dont le suffrage universel nous a donné mandat. Et les élections législatives en 1986 ne seront gagnées par la Gauche que dans la mesure où celle-ci aura pu commencer à faire reculer sensiblement le chômage.

La mission du Parti est de se mobiliser pour mobiliser les citoyens autour de l'action du gouvernement. Mais il faut pour cela que la politique du gouvernement soit mobilisatrice. « Résister et reconquérir », disait François Mitterrand à Figeac. Le Parti doit, en ce qui le concerne, prendre les moyens de cet effort et de cette ambition. C'est en éclairant le gouvernement qu'il peut vraiment le soutenir. C'est en donnant un sens à l'entreprise de la Gauche qu'il assurera sa réussite.

Deux ans après

Ce siècle a-t-il deux ans ? Les militants socialistes qui s'adressent à leur Parti de cette manière ne se souviennent pas du 10 mai comme d'une divine surprise, dont l'illusion lyrique se serait consumée dans l'événement. Le meilleur ni le pire ne sont jamais sûrs, et la victoire de la Gauche en 1981 ne tenait ni du miracle, ni du hasard mais d'un labeur obscur et opiniâtre pour défricher le champ des possibles. Nous l'avions dit et répété à cette époque : en faisant siennes les 110 propositions de François Mitterrand, et, à travers elles, l'espérance levée pour la Gauche et pour la France par le socialisme à Épinay, notre peuple ne s'était pas déclaré prêt à ce que les Socialistes lui posent dans l'immédiat la question du socialisme, mais il leur faisait confiance pour faire reculer la crise, rendre justice en France et dignité à la France. Il faisait confiance aux socialistes pour se conduire en socialistes, c'est-à-dire pour prendre le socialisme au sérieux.

Prendre le socialisme au sérieux ne consiste pas à le mettre à l'ordre du jour par décret avant d'en avoir réuni les conditions mais consiste à tout faire pour réunir ces conditions. Dix-sept ans nous séparent de la fin du siècle, c'est-à-dire un temps égal à celui qui nous a menés de la première candidature d'Union de la gauche à l'élection présidentielle – celle de François Mitterrand en 1965 – jusqu'aujourd'hui. Ouvrir, d'ici à la fin du siècle, la voie au socialisme, donner année après année, combat après combat un sens socialiste à la victoire du 10 mai (puisque'il est vrai que le sens d'un événement n'est jamais donné d'avance, mais que l'avenir le construit à partir de lui), telle est la raison d'être aujourd'hui du Parti socialiste d'Épinay.

Et c'est la condition de notre réussite. Ce n'est en effet qu'en donnant ce sens-là à la victoire du 10 mai que nous répondrons à l'attente des Français, que nous transformerons cette attente en confiance chez nombre de ceux qui nous la refusent ou qui nous la retirent, dès lors que nous serons capables d'élargir la confiance faite à la Gauche par la France en renforçant la confiance de la Gauche en elle-même.

Car si les Français n'attendent pas aujourd'hui de la Gauche le socialisme, ils en attendent bien ce qui nous mettra à pied d'œuvre pour le faire : **une autre réponse à la crise que celle que lui proposait la Droite en France naguère et la Droite à l'étranger aujourd'hui.** Non pas la promesse d'une société idéale mais les commencements d'une société différente. Non pas l'affirmation que tout est possible mais la démonstration de ce qui peut devenir une démonstration inscrite dans l'expérience quotidienne du travail, de l'emploi, de l'école, des médias et de la démocratie.

Deux ans après le 10 mai, nous pouvons faire provisoirement le compte de ce que la Gauche au gouvernement a pu accomplir à cet égard, et qui n'est pas peu : le droit à la retraite à 60 ans, une extension importante des droits des travailleurs et de leurs syndicats dans les entreprises, un renforcement sans précédent de la formation professionnelle et de la recherche, un progrès remarquable de la solidarité nationale à l'égard des personnes âgées, des handicapés, des jeunes, une réduction sensible des inégalités engendrées ou tolérées par notre système fiscal, la cinquième semaine de congés payés et l'amorce d'une réduction hebdomadaire de la durée du travail, une extension des moyens mis à la disposition de la démocratie par la décentralisation et



de la politique industrielle par les nationalisations, etc., immense chantier ouvert depuis deux ans dans la société française et dont nous savons bien ce qu'il requiert de foi, d'opiniâtreté et d'effort.

Dans le même laps de temps, enfin, le gouvernement de la Gauche est parvenu à arrêter la montée du chômage et à ralentir la hausse des prix plus fortement que les gouvernements de droite qui avaient pourtant fait de la lutte contre l'inflation l'alpha et l'oméga de leur politique.

Et pourtant aujourd'hui, plus de deux années après la plus éclatante victoire politique que la Gauche ait remportée dans ce siècle, le champ des possibles que le 10 mai avait brusquement élargi – aux yeux mêmes de ceux qui, faute de l'avoir envisagé si peu que ce soit à l'avance, n'avaient fait qu'y applaudir sans y avoir vraiment contribué – paraît au peuple de gauche (et à combien de militants de notre Parti !) s'être singulièrement rétréci. L'état d'esprit de la Gauche, de ses électeurs mais aussi de son gouvernement, semble désormais entièrement tourné vers la défensive, alors que la Droite vient de retrouver dans un temps qui paraît incroyablement court une insolence et une détermination que le résultat des élections partielles, des cantonales et des municipales ne suffit pas à expliquer – même s'il est à l'évidence de nature à l'y encourager – cette Droite qui démontre tous les jours son incapacité persistante à renouveler des positions politiques désavouées par les électeurs deux ans auparavant.

La Gauche au pouvoir, ou plus exactement aux commandes de l'État, n'aura-t-elle donc pu en deux ans, malgré l'ampleur des moyens de décisions politiques que les institutions de la V^e République semblent lui donner, entamer substantiellement la domination économique et culturelle de la Droite et déplacer sensiblement les rapports de classe qui traversent la société française ? Et si cela est bien le cas, au point que les changements obtenus paraissent souvent fragiles aux yeux de ceux qui les attendaient, au point parfois qu'ils en oublient l'existence, pour n'en ressentir que les insuffisances, malgré l'assurance de durée que nos institutions devraient donner à l'entreprise de la Gauche, quelles en sont véritablement les raisons ? Comment départager ce qu'il faut en imputer à la force de la Droite et aux faiblesses de la Gauche ? Et s'il est vrai, comme l'expérience des dernières années le montre abondamment, qu'il est décidément bien difficile, comme le rappelait récemment Pierre Mauroy, à un gouvernement de gauche de mener une politique de gauche en France dans une Europe de droite, doit-on comprendre qu'il faut y renoncer ? Ne serait-ce pas ainsi risquer de donner rétrospectivement raison devant les électeurs à MM. Giscard et Barre qui leur expliquaient que le monde était ainsi fait que leur politique était la moins mauvaise possible ?

Doit-on accepter comme un choix inévitable celui qu'on nous invite à faire entre l'alignement et l'isolement ? Ce choix avait été pourtant explicitement refusé par le Président de la République l'an dernier (conférence de presse du 9 juin 1982). De nombreuse voix à gauche nous convient aujourd'hui, au moins provisoirement, à nous y résigner.

Nous pensons au contraire que ce n'est pas en s'alignant tout de suite qu'une France de gauche peut éviter de s'isoler ensuite. L'attitude de la République fédérale d'Allemagne, le cours du dollar, les résultats de sommet de Williamsburg sont déjà une réponse.

Mais, une autre politique, laquelle, et sous quelles conditions ? Le réalisme, c'est-à-dire le fait de prendre sans peur et sans complaisance la mesure de la réalité, doit-il nous conduire à nous contenter de la marge de manœuvre d'ailleurs décroissante que nous laissent des contraintes intérieures et extérieures (qui ne tirent pas leur force de la majestueuse objectivité de la nature et des lois de l'économie mais de l'agressivité d'un ordre établi par et pour nos adversaires) ou nous incite-t-il au contraire à reconnaître et prendre les moyens d'élargir, autant que possible, notre espace de liberté ?

La Gauche peut-elle se mobiliser et rassembler la France autour d'elle en attendant de ce qui est à l'extérieur à l'une et à l'autre, la volonté et le sens d'un tel effort, ou doit-elle plutôt compter pour ce faire sur son peuple ? Telles sont, sans aucun doute, les questions auxquelles notre congrès doit répondre. Il y va des conditions de notre réussite, c'est-à-dire des conditions de possibilité dans le monde d'aujourd'hui de notre démocratie et de notre indépendance. Qu'est-ce donc en effet, pour des socialistes, que l'indépendance nationale, sinon la première des conditions d'une démocratie menacée par la crise, c'est-à-dire par la soumission du monde aux mutations d'un capitalisme sans frontière mais non pas sans foyers ? Et comment créer les conditions d'un rassemblement populaire pour le redressement national dans notre pays et trouver les voies d'un véritable internationalisme, celui des exploités et des opprimés, sans combattre partout où nous le pouvons, et par conséquent d'abord en France, l'internationalisme du capital, sans tendre ce fil conducteur qui, selon l'inspiration de Jaurès, relie le patriotisme à la solidarité des nations, l'indépendance nationale à l'autodétermination des peuples, l'émancipation des travailleurs et l'autogestion des citoyens ?

Adapter les institutions de la V^e République à la Gauche

Si, à juste titre, la politique économique doit être au centre des débats du congrès, et si la question de savoir s'il est ou non possible, et sous quelles conditions, de faire croître la production et le travail en France au moment où tous les grands pays industriels suivent une pente et une politique inverses, si donc la question des relations entre la France et le monde est au cœur de la politique économique, cette discussion ne peut trouver son sens que par une réflexion sur les rapports de la Gauche à l'État, à la culture et à la société, c'est-à-dire aux rapports de classe et à leurs déterminations politiques. Et c'est à travers cette réflexion, plutôt qu'en posant en termes abstraits le problème de son rôle dans l'État et dans la société, que le Parti jouera le sien. C'est en éclairant ainsi son action que le Parti pourra se donner les moyens d'en avoir une.

A moins qu'il ne décide d'y renoncer. Il est clair en effet que depuis deux ans l'exercice du pouvoir par les socialistes n'a pas renforcé le pouvoir du Parti socialiste, il l'a au contraire affaibli. L'enjeu du congrès n'est pas de définir la politique du gouvernement. Il ne consiste pas d'avantage à la bénir. Encore moins à la maudire. Il consiste à peser sur elle, à la lumière d'un projet politique, d'une analyse sociale et d'une perception propre des mouvements de la lutte de classe. Mais pas plus que l'action du gouvernement de la Gauche ne saurait se déduire des positions du Parti socialiste, les positions du Parti socialiste ne doivent se réduire à celles du gouvernement. Dans le premier cas, celui d'un gouvernement à la botte des partis politiques qui lui fournissent des ministres et sa majorité parlementaire, nous serions complètement sortis des institutions de la V^e République qui confèrent au Président de la République, élu au suffrage universel, un rôle prééminent. Mais, dans le second, nous laisserions ces institutions organiser le dépérissement de la vie démocratique en France, à travers celui du principal parti de la majorité. Que deviendrait en effet son aptitude à populariser la politique de la Gauche dans les masses si le Parti socialiste renonçait à faire valoir au gouvernement, et donc nécessairement en face de celui-ci, les aspirations, les intérêts, les préoccupations multiples et parfois contradictoires du peuple de Gauche ?

Ce n'est pas plaider pour le gouvernement des partis que de refuser de réduire le Parti socialiste, devenu parti de gouvernement, à la fonction de parti de gouvernement, c'est-à-dire à un rôle de propagande. Or, depuis le congrès de Valence, notre Parti pourtant n'a cessé d'osciller entre la tentation de se transformer en ministère de la grogne et celle de devenir le seizième ministère du troisième gouvernement Mauroy. Il n'y a rien de scandaleux dans le fait que le gouvernement de la Gauche, qui est le gouvernement de la République, ne fasse pas siennes toutes les propositions des socialistes. Il serait au contraire dangereux de rechercher à faire disparaître à tout prix de tels écarts, en ne laissant les socialistes ne proposer que ce que le gouvernement a déjà décidé. Faute de se ménager un espace politique propre, ils en laisseraient en effet entièrement l'usage à leurs alliés et à leurs adversaires.

Les socialistes ont accepté, à juste titre, les institutions de la V^e République, qui n'ont été faites ni par eux, ni pour eux, mais qui les protègent. Mais il leur faut maintenant prendre en considération la nécessité d'adapter les institutions à la Gauche. Le rôle et la responsabilité du Président de la République ne sont certainement pas moins essentiels avec Mitterrand que sous de Gaulle. Mais un président de la République élu par la Gauche n'a-t-il pas encore plus besoin que ses prédécesseurs de trouver dans la société l'appui actif d'un parti capable d'un travail de masse, et les socialistes doivent-ils définitivement renoncer à apporter à François Mitterrand ce que l'U.D.R. n'avait pu fournir au général de Gaulle ?

Armer le Parti socialiste pour un travail de masse

Mobiliser le Parti pour le mettre en mesure de mobiliser les masses n'est pas l'affaire d'un discours. « L'état de grâce », ce mélange d'apathie et de soulagement, d'attente et d'incrédulité, qui a saisi la France au lendemain du 10 Mai aura été au moins autant un piège qu'une chance pour la Gauche. Il n'est pas difficile d'en discerner les raisons : si la persévérance des Socialistes a permis de ramener, sous la pression du peuple de Gauche, le Parti communiste à l'Union, cette reconstruction par le haut n'a pas effacé les traces de la rupture de 1977 et la déception consécutive aux élections législatives de mars 1978. Pourrait-on imaginer d'ailleurs que la crise de la société française ait pu laisser indemnes les grandes organisations du mouvement ouvrier ? Les faiblesses et les divisions syndicales n'ont été qu'à peine atténuées par notre victoire politique : le 10 mai n'a pu provoquer le mouvement de resyndicalisation qui reste une des conditions de notre réussite, et les relations entre les partis et les syndicats, loin d'ouvrir une voie vraiment nouvelle, conforme aux exigences d'une responsabilité commune mais différemment partagée, tendent au contraire à devenir plus difficiles.



Le chômage n'incite guère ceux qu'il a frappés et ceux qu'il menace à soutenir l'action de la Gauche lorsque celle-ci est au gouvernement, aussi longtemps du moins que celui-ci n'a pas réussi à les convaincre, non pas de son aptitude à faire des miracles, mais de sa capacité à en attaquer les causes. Et s'il est incontestable qu'en deux ans la Gauche est parvenue à la fois à en atténuer les effets et à en stabiliser le niveau, ce qui constitue assurément le commencement de sa réussite, il a suffi que le gouvernement abandonne, dans les faits sinon dans les mots, la priorité donnée à l'emploi pour que cette réussite commence d'être mise en doute par les couches sociales qui y ont le plus directement intérêt. Le chômage qui renforce et durcit les égoïsmes individuels et corporatistes peut être pris en patience par ses victimes si la Gauche les convainc de l'utilité d'un effort commun et opiniâtre pour le vaincre ; le chômage ne peut être pris en patience par la Gauche.

La plus haute et la plus urgente des missions du Parti est donc celle de ce **rassemblement populaire pour le redressement national** que le Président de la République, dans une formule dont chaque mot compte, a désigné comme la tâche de la Gauche tout entière en même temps que sa propre tâche.

Il s'agit de rassembler. On peut gagner des élections avec la moitié des voix plus une – on peut aussi les perdre avec le même écart – mais on n'assurera pas durablement l'hégémonie de la Gauche dans la société française, on ne changera pas cette société pour y développer la démocratie et la préparer au socialisme sans y provoquer une adhésion active, massive et croissante d'une majorité de Français. C'est bien pour renforcer sa capacité de rassemblement que la Gauche doit se rassembler d'abord elle-même. Non pas effacer ses différences mais dépasser ses divisions, par l'entraînement d'une action dont le mouvement même dessine une perspective à l'intérieur de laquelle chacune des composantes de la Gauche, partis, syndicats, associations, inscrira sa perspective propre, pour la simple raison qu'elle ne pourra pas ne pas l'y inscrire.

Pour nous socialistes, l'Union de la gauche n'est pas un dogme mais tout simplement le moyen, le passage obligé de la politique de gauche. Faut-il rappeler la responsabilité prééminente de notre Parti, principale force politique de la majorité parlementaire et du gouvernement à cet égard ? Il faut la rappeler parce que de nombreux socialistes ont eu tendance et peuvent encore être tentés d'oublier le caractère dialectique, et non pas linéaire, du lien entre l'arithmétique et la politique, les élections et les convictions.

On nous dira que le choix de l'Union a déjà été fait par les socialistes à Épinay, et que leur aptitude à s'y tenir, contre vents et marées, jusqu'à aujourd'hui, le rend définitif. Mais l'épreuve du pouvoir et des arbitrages qu'il implique ne permet pas de considérer qu'aucun choix est définitif par essence. Et l'union n'étant que le moyen d'une politique, mais le seul moyen pour la Gauche de faire prévaloir sa politique, qui ne voit qu'à renoncer à faire prévaloir sa politique le Parti socialiste remettrait en cause sa stratégie ?

La Gauche n'a pu devenir majoritaire en France et ne pourra le rester que dans la mesure où le Parti socialiste est devenu durablement majoritaire à gauche. Mais elle ne le restera que si les socialistes maintiennent fermement l'ensemble de la Gauche sur une orientation politique qui interdise au Parti communiste, sous peine de se couper des travailleurs, de préférer la rupture à l'union. Les socialistes sont désormais non pas les seuls mais les principaux responsables du contenu de classe de l'union.

C'est donc bien le peuple que le Parti socialiste a pour mission de rassembler autour de la Gauche, et c'est bien un choix de classe qui distingue le rassemblement populaire de tous les rassemblements populistes que la Droite française, et singulièrement le R.P.R., s'efforce constamment de susciter.

Et c'est pour l'appeler à un **redressement national** que la Gauche doit rassembler le peuple. Elle seule peut le faire, parce que, face à un capitalisme dont le mur d'argent ceinture le monde, l'indépendance de la communauté nationale, sa liberté d'action sont celles de la démocratie.

L'enjeu

Mais ce n'est jamais au centre qu'on rassemble, mais en avant. Le centre, ce point médian des conflits et des contradictions de la société, ne peut être que l'alibi, la justification imaginaire de l'immobilité et du conservatisme. Ceux qui n'ont cessé de plaider à gauche pour un recentrage de la politique du gouvernement comme ceux qui, à droite, tentent de dissimuler ou de se masquer la réalité des intérêts de classe en affirmant que la France aspirerait à être gouvernée au centre convergent dans l'erreur. La nécessité de proposer et de faire accepter, à une société aliénée et crispée, à gauche comme à droite, sur l'ankylose de ses corporatismes, des compromis implique celle d'en éclairer le sens par une perspective nette. Les électeurs des couches moyennes qui sont aux franges intérieures de la Droite et de la Gauche démontrent à chaque élection que le centre est moins un arbitre qu'un résidu (quel que soit leur nombre) : qu'ils contribuent à l'arbitrage statistique d'une élection ne

signifie en rien qu'ils l'aient déterminée puisqu'eux-mêmes ne se situent que par rapport à nous et à nos adversaires. L'illusion d'un centre inaccessible pour lui a conduit Giscard à sa perte : la Gauche l'y rejoindrait si elle s'imaginait pouvoir y parvenir à sa place.

Le risque, sans doute, n'est pas immédiat. Mais la Gauche ne pourrait y échapper si elle se résignait, dans les années qui viennent, à pratiquer une politique de déflation. Le front de classe, c'est-à-dire pour l'essentiel l'alliance **politique** des salariés les plus défavorisés et des couches moyennes, aussi bien que le compromis social que la Gauche, comme l'envisageait à juste titre notre congrès de Valence, doit, compte tenu du rapport des forces sociales, proposer au patronat, ne peut se construire dans une période de récession lorsque la Gauche est au gouvernement. Ils impliquent le minimum de croissance sans lequel le maintien du pouvoir d'achat des salariés n'est pas conciliable avec le maintien de la rentabilité du capital et sans lequel aussi les cadres et les petits entrepreneurs tourneront le dos à la Gauche si celle-ci n'abandonne pas très vite l'effort de justice sociale que les travailleurs attendent d'elle.

Sans politique de croissance, enfin, un meilleur partage du travail deviendrait impossible et une réduction appréciable de la durée du travail insensée. La Gauche doit rapidement se guérir de l'illusion que le partage du travail peut compenser par lui-même la diminution du nombre des emplois comme Olaf Palme l'a justement remarqué. Rien de moins socialiste de toute façon que cette résignation à répartir la pénurie, c'est-à-dire une quantité décroissante de travail. Rien de moins socialiste également que de séparer la quantité du travail de sa qualité et que d'envisager de réduire d'une manière indifférenciée la durée du travail indépendamment de son contenu, des conditions dans lesquelles il s'exerce et de la productivité des entreprises. Une meilleure répartition du travail doit assurément servir à atténuer certaines des conséquences d'une croissance insuffisante. Mais en deçà d'un minimum de croissance, une réduction rapide de la durée du travail obligerait à choisir entre une diminution du pouvoir d'achat des salariés et une aggravation des coûts de production également inacceptables.

Une programmation de la réduction de la durée du travail assortie d'une compensation intégrale ou différenciée selon les revenus peut être un élément important de notre politique économique, à la condition que le moteur de cette politique, c'est-à-dire la production, puisse tourner rond et que le gouvernement et les syndicats sachent se concerter.

Mais est-il possible de faire tourner assez vite ce moteur, et sous quelles conditions, alors que tous les grands pays industriels ralentissent le leur et qu'on ne cesse de nous répéter que nous ne pouvons ni modifier la vitesse du convoi, ni prendre une autre route que celle-ci ? Il y a deux manières de répondre à cette question centrale de notre politique économique. La première est celle du libéralisme et c'est bien sûr la seule en cours – et en cour – dans les grands pays du monde capitaliste et, en France même, jusque dans les plus hautes sphères de l'État.

La seconde considère que l'économie est politique, c'est-à-dire que la production et les échanges sont l'objet de conflits de classe et que l'économie est un fait de culture, dans ce sens que les agents ne sont pas des abstractions, mais des hommes et des groupes sociaux dont la manière de comprendre ou de méconnaître ce qu'ils subissent ou ce qu'ils produisent constitue les faits économiques pour ce qu'ils sont. Il y a donc une économie politique de gauche et une économie politique de droite ; et ce n'est pas parce qu'un chiffre est un chiffre qu'en politique nous devons placer l'arithmétique au centre.

Au centre des choix politiques de la gauche, il y a les rapports à l'État, à la culture et au peuple. Trois dimensions d'un même espace. Comment et à quoi faire servir l'État, sans se laisser asservir par lui ? Comment rompre l'hégémonie culturelle de la Droite, l'imprégnation des images et des idées de la Gauche par l'idéologie des habitudes, des intérêts dominants et des pouvoirs installés ? Comment mobiliser le peuple en lui faisant reconnaître dans l'action de la Gauche le refus de s'abandonner à la crise, les moyens de la surmonter après l'avoir supportée, les contours d'un grand dessein ?

L'enjeu culturel consiste d'abord à ce que les Français comprennent mieux de quoi il retourne exactement dans le monde d'aujourd'hui.

De la difficulté, invoquée récemment par le Premier ministre, de mener une politique de gauche dans un environnement dominé par des politiques de droite, faut-il conclure à son impossibilité ? Mais alors, à quoi bon même être socialiste ? La montée des difficultés qui devrait tendre les énergies de ceux qui savent ce qu'ils veulent, nourrit toujours simultanément la tentation du renoncement.

Certains voudraient oublier le « Projet socialiste » qui appelle pourtant à « ressusciter la mémoire collective ». Mais ceux qui jugent dépassé, « obsolète », dès 1983, le Projet socialiste « pour la France des années 1980 », à quel moment ne l'a-t-il pas été pour eux ? Une révérence formelle ne vaut d'ailleurs guère mieux qu'une distance affichée. Les parties « **connaître** » et « **vouloir** » du Projet socialiste n'ont pas pris une seule ride. L'événement démontre leur actualité. Les socialistes pourraient certaine-



ment mettre en perspective l'action du gouvernement avec davantage de conviction, s'ils étaient plus intimement pénétrés des développements du Projet sur les « valeurs de la démocratie », celles de « la connaissance et du sens de la rigueur », « les valeurs collectives et le sens de la création », la « mémoire historique », pour ne reprendre que quelques têtes de chapitre. Ces insuffisances indiquent bien que la Gauche n'a pas encore accompli la mutation psychologique qui lui permettrait de cesser de tenir le langage de l'opposition, du contre « défensif », pour tenir le langage de la responsabilité des affaires de la France, un langage offensif, qui ne perde jamais de vue le dessein d'ensemble.

Des socialistes sans mémoire ni projet, quelle bénédiction pour le capitalisme niveleur ! Tourner définitivement la page, voilà l'enjeu culturel pour la Droite. Même les « 110 propositions » seraient désormais caduques, selon de bon esprits. Les mêmes qui dénonçaient la fidélité à ces 110 propositions comme un « sacrifice à l'idéologie », s'empressent aujourd'hui de donner acte à la majorité de ce que les deux tiers d'entre elles ont été engagés au cours des deux premières années du septennat pour demander un retour sur le terrain solide du « réalisme ». Mais si les réformes des lois et des structures n'ont de sens que comme moyens de modifier les mœurs et les habitudes, quand donc pourra-t-on considérer qu'est passée dans les faits la « proposition « 19 » pour ne prendre qu'un exemple (« le plan démocratisé et décentralisé donnera un nouveau contenu au développement économique. La croissance sociale s'appuiera sur le dynamisme du secteur public, l'encouragement à l'investissement, l'augmentation des bas revenus et l'amélioration des conditions de travail »). Rien ne se fait, dit-on, sans la durée, mais la durée ne sert de rien sans une résolution permanente, sans un effort continu de la volonté.

Les socialistes doivent sans cesse réaffirmer la leur, la conscience de leur projet, en butte qu'ils sont aux pressions extérieures et à la pesanteur des idées reçues jusque dans leurs propres têtes. Derrière le fameux problème de « communication » entre le gouvernement et le pays, il y a l'enjeu culturel : il n'est possible de faire comprendre aux Français l'articulation entre les nécessités de la gestion et les perspectives du projet que si le deuxième terme ne fait pas défaut dans les mots comme, bien entendu, dans les actes. Un porte-parole du gouvernement qui joue son rôle, c'est une bonne chose. Mais une hirondelle ne fait pas le printemps. Le souci de la cohérence dans le message, de l'élimination des « couacs » interministériels, ne dispense pas de l'examen de la logique dans l'action. Ainsi est-il douteux qu'on puisse, comme l'avant-projet du 9^e plan, faire son deuil d'une croissance effective et prôner en même temps l'impératif industriel. De même, peut-on simultanément appeler au redressement national et programmer à la baisse la production, l'équipement industriel et l'emploi ? D'« état de grâce » en « deuxième phase », de « rigueur » en « austérité », l'affirmation d'une continuité n'est pas passée dans l'opinion populaire dont le scepticisme, tout le montre, grandit aujourd'hui.

Si la majorité a plus que jamais besoin d'un projet clairement affiché pour durer et réussir, c'est que le pays en a besoin pour se redresser. Pour la simple et énorme raison que la société française traverse une crise d'identité profonde qui se manifeste en particulier par le désarroi de la jeunesse, la crise de l'éducation, le repli individualiste, l'effacement des valeurs collectives, du civisme. Face à cette crise d'identité le projet de la majorité ne devrait pourtant pas être clandestin ! « Résister et conquérir », disait à Figeac, en septembre 1982, le Président de la République. Si l'idée du socialisme n'est pas encore prête à rassembler une majorité de Français, ceux-ci sont attachés à deux valeurs que la logique de la crise conduit la bourgeoisie à laisser en déshérence. **La France** – parce que des nations comme la nôtre deviennent autant d'obstacles à l'hégémonie de groupes qui n'ont d'ailleurs de multinationaux que le nom, car on sait bien dans quelle nation se trouve leur centre nerveux – et **la République** – parce que celle-ci ne vit que par des citoyens qui la considèrent comme un bien collectif et que la restructuration du capitalisme à l'échelle mondiale n'a que faire du civisme ; la résignation lui suffit.

Le langage de la vraie rigueur ne devrait pas être contradictoire avec celui de l'espérance. Mais il faut pour cela, d'une part, que la politique choisie fasse servir l'effort à quelque chose – et, d'autre part, que celui-ci soit mis dans la perspective du projet qui le justifie. On ne mobilisera pas au nom de la fatalité, du « y - a - pas - l' - choix » mais en faisant prendre conscience aux citoyens de l'originalité et de la valeur des avancées sociale, démocratique, du ressaisissement industriel, qui doivent être opérés en France.

A défaut, le terrain du débat public risque d'être vite encombré de fausses querelles, d'oppositions mystificatrices : « gestion » ou « idéologie », « volontarisme » ou « réalisme ». Comme si ce qui distingue la gestion de gauche de la gestion de droite ce n'était pas que la première est guidée par un projet porteur d'espérance. Et qui ne voit que c'est réalisme de considérer que le redressement national ne s'effectuera qu'au prix d'un énorme effort de volonté ? Comme il n'y a pas d'idée qui soit neutre, l'enjeu de ces faux débats qui détournent la Gauche de l'essentiel n'est pas innocent. Il s'agit en définitive de la convertir aux « réalités » de l'ordre établi.

Ce déficit de projet dont souffre la Gauche française, à la fois paradoxalement – car elle se légitime par une perspective historique – et logiquement – parce qu'une décennie d'offensive d'idéologie de la crise, du repli, est passée par là – laisse entière l'hégémonie culturelle de la Droite. La culture du changement et la culture du repli sont aux prises dans nos têtes. Un néo-malthusianisme insidieux – qui ne voit l'avenir que dans un alignement vers le bas – se répand, y compris en se parant des voiles du progressisme : moins d'ambition, moins de travail, moins de population. Dans cette optique, souscrire au diktat de la crise devient une vertu ! Le comble est atteint lorsque les partisans inavoués de ce « malthusianisme » accusent précisément ces adversaires d'être les tenants du repli sur soi de la France !

C'est sans doute en matière de culture économique qu'il importe le plus de lutter contre les tabous dominants. Alors qu'on présente les thèses « libérales » en vigueur dans les années 20 et qui on conduit où l'on sait comme des percées conceptuelles, la contre-offensive socialiste ne s'est jamais vraiment déclenchée. Une grande campagne du Parti socialiste sur « la reconquête du marché intérieur » a été demandée, d'horizons différents, dans les instances du Parti, sans qu'aucune décision soit jamais prise. La domination de la « vulgate économique » des multinationales désarme la France alors que le « libéral-protectionnisme » triomphe de par le monde. Le temps est venu de présenter la « crise » pour ce qu'elle est : non pas une fatalité, mais une guerre économique ; non pas une « mutation » – car à ce compte, l'histoire n'est qu'une perpétuelle mutation –, mais le heurt de stratégies de domination et d'émancipation.

Résister et reconquérir

La réussite de la Gauche, c'est le salut public. Préférons le risque de paraître – et pour combien de temps ? – emphatique à celui de rester apathique. Ce n'est pas que nous devrions être surpris par l'obstacle. Aujourd'hui encore plus qu'hier nous ne confondrons pas force tranquille et agitation fébrile. Nous ne faisons rien d'autre que de poser calmement au congrès les questions que chacun d'entre nous se pose depuis un certain temps.

Des choix ont été faits à la fin du mois de mars dernier. Ils n'étaient pas faciles et le Président de la République ne pouvait les faire sans hésitation. Aucun militant ne peut se dispenser de les prendre au sérieux : c'est à partir d'eux que va s'engager la discussion du congrès. Aucun militant ne peut les passer sous silence. Aucun militant ne peut ignorer qu'ils ont été faits en conscience. Le débat du congrès s'inscrit nécessairement dans le cadre tracé par la politique du gouvernement. Mais il s'inscrit en même temps dans la perspective du Projet socialiste, des 110 propositions de François Mitterrand et des orientations proposées aux Français par le Président de la République depuis son élection. Le gouvernement de la Gauche ne peut pas, celui-ci l'a opportunément rappelé, mettre en œuvre deux politiques économiques en même temps. Il ne peut pas davantage, à notre sens, se mettre durablement en contradiction avec ce que le peuple de Gauche attendait. Il en a d'ailleurs tellement conscience qu'il a pris soin d'indiquer clairement que les mesures d'urgence du plan d'accompagnement ne définissent en rien une politique.

Mais une parenthèse de 18 mois – telle est celle que nous annonce le Premier ministre – n'est-elle pas assez longue pour faire oublier que ç'en est une ? Le neuvième plan est-il un document de conjoncture ? Il suffit de le lire pour savoir qu'il traduit un choix politique. Ce choix, nous ne pensons pas en conscience que notre parti puisse l'accepter.

Cinq mois nous séparent encore du congrès de notre Parti. Il importe que d'ici là les socialistes puissent tirer le meilleur parti des décisions qui ont été prises.

Pour être en mesure, s'ils l'estiment nécessaire, de les infléchir et de les compléter.

Les effets positifs du plan d'accompagnement (sur le déficit commercial et contre la spéculation monétaire) sont à court terme.

Les risques qu'il comporte pour l'emploi, l'industrie et finalement la monnaie ne se feront pas sentir avant l'été. Il peut donc dépendre dans une certaine mesure du Parti de faire en sorte que le gouvernement, tirant le meilleur des décisions prises, sache les compléter et les infléchir tant qu'il est encore temps.

Pour une contre offensive

Le choix n'est pas entre le laxisme et la rigueur. Mais la rigueur ne peut réussir si elle est conçue de manière que son succès dépende pour l'essentiel d'une relance venue de l'extérieur, et plus généralement de décisions qui sont hors de notre portée. Comment mobiliser notre peuple pour un effort dont on avoue à l'avance que sa réussite ne dépend pas de notre volonté, mais de la bonne volonté des autres ? Le plan de rigueur dont nous avons besoin doit donc absolument nous garantir contre le risque



de subir, sans l'avoir prévue, et à chaud, une nouvelle dévaluation. Les nouvelles mesures d'accompagnement qu'elle comporterait, sous la pression accrue de nos partenaires du système monétaire européen, nous mettraient sans doute sous la tutelle du Fonds monétaire international; elles accroîtraient en tout cas le recul du niveau de vie et l'aggravation du chômage que les mesures prises le 25 mars ont déjà acceptées.

L'effort de rigueur indispensable aujourd'hui requiert donc à tout prix de prendre les moyens d'éviter une nouvelle crise de change et de redresser en la complétant, la politique de redressement économique amorcée en juin 1982.

Prémunir la France contre une nouvelle crise de change

La persistance d'un écart d'inflation élevé entre la République fédérale d'Allemagne et la France et la persistance du déséquilibre prévu par le plan d'accompagnement du 25 mars, déséquilibre réduit par rapport à celui de 1983 mais encore excessif ne garantissent pas le franc contre de nouvelles offensives de la spéculation.

Il est donc impératif de ne pas attendre d'être acculé à la dévaluation dans les mêmes conditions qu'en 1981, '82 et '83. Il est impératif d'éviter de puiser dans nos réserves de change en cours de reconstitution et de s'endetter à court terme pour défendre à tout prix un cours du franc qui ne serait pas redevenu crédible.

Cela implique d'éviter de prendre, dans un sens ou dans un autre, une position dogmatique à l'égard du système monétaire européen. D'autres pays, comme la Grande-Bretagne, continuent en principe à appartenir au S.M.E. sans soumettre leur monnaie à des limites de fluctuation ou comme l'Italie ont obtenu des marges de fluctuation plus grandes. La France pourrait surtout parfaitement envisager de proposer une modification des règles de fonctionnement du système, comportant en particulier des ajustements fréquents et minimes de ses cours pivots. Si nos partenaires se refusaient décidément à tenir compte des intérêts essentiels de notre pays, celui-ci ne devrait alors pas attendre une nouvelle crise des changes pour s'affranchir d'une contrainte qui oblige la Gauche à s'aligner sur les politiques monétaristes et récessionnistes de la droite.

Mais la monnaie n'est jamais que la dimension la plus directement politique de l'économie. Les difficultés du franc ne font jamais que refléter les faiblesses de structure de celle-ci, la concurrence acharnée et souvent déloyale de nos partenaires, les dérèglements imputables à la hausse aberrante du dollar et l'hostilité irréductible de certains milieux internationaux et français à l'encontre de la Gauche. L'effort de redressement économique entrepris par le gouvernement doit être donc complet et infléchi dans un sens plus vigoureux, plus rigoureux et plus mobilisateur.

Redresser et accentuer notre politique de redressement économique.

Il s'agit en bref de:

- Rétablir la balance commerciale en réduisant l'offre extérieure plutôt que la demande intérieure.
- Stimuler - et non freiner - la production intérieure par la politique du crédit et la politique budgétaire.
- Lutter contre la hausse des prix en agissant sur la formation des prix et des revenus, et non pas en réduisant la demande.

Rééquilibrer les comptes extérieurs de la France.

La faiblesse et la lenteur de la reprise de l'économie mondiale et le cours du dollar nous obligent à prendre des mesures exceptionnelles et provisoires pour défendre notre production. Dans une conjoncture internationale déprimée, toute réduction de la consommation qui ne saurait être compensée par une croissance de la demande extérieure aura des effets destructeurs sur notre appareil productif. La faiblesse actuelle de celui-ci le rend particulièrement sensible à une diminution du pouvoir d'achat qui, contrairement à ce qui est souvent affirmé, réduit plus fortement notre production que nos importations.

Il faut démythifier les procès d'intention qui sont faits à la Gauche au sujet du protectionnisme. Loin d'être une forteresse, l'économie française est en passe de devenir une colonie. Un véritable protectionnisme consisterait à soustraire la production nationale à l'épreuve de force des échanges internationaux. Les mesures conservatoires que nous devons prendre (contingentement dans certains cas, taxes exceptionnelles à l'exportation, dépôts préalables à l'importation (mesures appliquées par l'Italie avec l'accord de la C.E.E.) ont pour objectif de permettre à notre production de soutenir ce rapport de forces. Les risques de rétorsion que l'on invoque souvent à cet égard sont dérisoires si on les compare à l'assujettissement où l'endettement de la

France, s'il se poursuivait, risque de la placer. Ce risque sera considérablement atténué par le caractère temporaire de ces mesures et surtout par la proposition d'une *renégociation globale de la coopération européenne*, en particulier dans le domaine de l'industrie, des échanges avec les autres pays et de l'harmonisation des législations sociales et fiscales auxquels ces mesures peuvent servir de levier.

Stimuler la demande intérieure.

Ni l'inflation, ni le déséquilibre extérieur de l'économie française n'ont pour cause un laxisme budgétaire et monétaire: la politique monétaire de la France est très restrictive et son déficit budgétaire (3% du P.I.B.) moins important que dans la plupart des pays étrangers.

La politique de taux d'intérêts très élevés et de rationnement monétaire suivie depuis le 10 mai doit être abandonnée. Elle place les producteurs français en position d'infériorité à l'égard de leurs concurrents étrangers lorsqu'il leur faut répondre à l'accroissement de la demande. La politique du crédit doit être profondément réorientée, dans le sens indiqué par le Projet socialiste.

Réduire plus efficacement l'inflation.

La hausse du dollar, la dévaluation de mars, les relèvements des tarifs publics et aussi la disparition de la discipline imposée au prix des services risque d'entraîner une hausse des prix supérieure aux objectifs que s'est assigné le plan de rigueur et qui étaient à l'avance insuffisants. Un effort supplémentaire est donc indispensable dans ce domaine sous la forme de mesures de contrôle, excluant tout blocage généralisé mais concentré sur des points sensibles. Un allègement de la T.V.A. sur les services, dont il faudrait veiller qu'il soit répercuté sur les consommateurs, agirait dans le même sens. Enfin il faudrait surtout envisager sous la forme d'une nouvelle négociation «Matignon» associant l'Etat, le patronat et les syndicats, les conditions d'une véritable politique de la répartition pour 1984.

Il y a un accord très large dans le pays pour consolider les avancées de mai 1981. Pour empêcher leur remise en cause, aussi bien par la récession que par la droite revancharde. C'est cette majorité-là que nous devons rassembler.

Il ya dans le pays une majorité pour la réussite de la France. Sachons lui donner les moyens de s'exprimer.

La France avec un bon logiciel est un merveilleux matériel. Le Président de la République nous disait récemment: «Sans vous que pourrions nous faire» mais le Parti peut se tourner vers le gouvernement pour lui poser la même question, tant il est vrai que l'un ne peut rien sans l'autre.

François Mitterrand nous a donné à Figeac un magnifique mot d'ordre: «résister et conquérir».

Rien n'est jamais possible en effet si au départ il n'y a pas le courage et la volonté.

Il n'y a pas d'exemple que quiconque - homme, collectivité, nation - l'ait jamais emporté dans l'histoire en refusant le combat. Et mieux vaudrait en tout état de cause être défait en combattant qu'en ayant refusé le combat.

Notre responsabilité est immense: c'est organiser le parti de la réussite. Pour cela, aujourd'hui, résistons: demain, nous conquerrons.

Directeur politique : Lionel Jospin

Rédacteurs en chef :

Paul Quilès - Françoise Seligmann

Secrétariat de rédaction :

Mario de Ambris - Jean-Pierre Moulins

Administration : Société Editrice

S.a.r.l. « Le Poing et la Rose »

10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

N° C.P.P. 53 321

Comité de rédaction :

Collaboration permanente des

secrétaires nationaux

Imprimerie L'Avenir Graphique

Z.I. Torcy-Sud

77200 Torcy - Tél. : 005-92-05



Les contributions fédérales

Ardèche

CONTRIBUTION I

« Les socialistes tiennent ce qu'ils promettent, ils ne promettent que ce qu'ils peuvent tenir ».

Cette « devise » qui a été et reste la nôtre se devrait d'être toujours respectée à l'intérieur ou à l'extérieur du Parti. Elle est à prendre en considération avec beaucoup de sérieux, surtout en période de congrès, au moment où s'élaborent des motions et où se déroulent des réunions de synthèse. Car les paroles ou écrits non respectés sont sources de graves désillusions. D'autre part, ces paroles et écrits doivent être obligatoirement suivis d'actes en conformité avec les propos tenus. Le Parti dans son ensemble y gagnera et le peuple de France, conscient des réalités, respectera et peut-être participera plus activement à la mise en œuvre de la politique socialiste nécessaire à notre pays.

Il faut réhabiliter la politique avec chaque citoyen(ne). Montrer que le P.S., et surtout ses adhérents, sont non seulement utiles, mais indispensables, que leur rôle peut et doit être grand et important (pas seulement en théorie). Fini « les politiciens de salon, les rumeurs-vérités incontrôlées, les jeux et magouilles stériles ». Étendre la démocratie réelle, susciter la participation effective, prendre en compte par des actes les propositions formant un ensemble cohérent, appliquer concrètement des décisions conformes aux propositions démocratiquement débattues, telles doivent être quelques-unes des lignes d'action qui doivent être toujours présentes dans notre démarche et action.

A titre d'exemple, concernant la vie interne du Parti : rien n'est plus dangereux d'avoir, d'une part, des penseurs et décideurs, et d'autre part des exécutants (surtout réservés aux tâches matérielles : cotisations, affichages,...). Chacun dans le Parti doit pouvoir et se faire l'obligation d'assumer chacun de ses rôles à la mesure de ses moyens et souhaits (pourquoi toujours monter à Paris à l'époque de la décentralisation ?).

Quatre points particuliers

Adhérer et militer au P.S. ou rester tranquillement sympathisant ? Cette question doit être au moins présente à l'esprit des responsables et futurs responsables du Parti. Des réponses doivent être apportées lors du Congrès.

Finances du Parti à tous niveaux : la maxime « à revenu égal, cotisation égale » est-elle à appliquer ? Pourquoi des cotisations calculées non uniformément dans les différentes sections de notre Parti ? Pourquoi ne pas mettre au point une péréquation claire et transparente à chaque adhérent au niveau national puis fédéral ?

Élaboration interne d'une charte de l'écu : Cette charte de l'écu socialiste quel qu'il soit, et ce à tout niveau (local, régional, national, européen...), est-elle un non-sens dans le Parti et vis-à-vis de chaque camarade ? Ne pourrait-elle pas s'élaborer démocratiquement (participation des adhérents et des instances du Parti) ? Pourrait-elle avoir valeur d'engagement réciproque pour l'écu ou futur élu et le Parti dans son ensemble ?

Règlement intérieur du P.S. : Est-il toujours en vigueur ? Si oui, pourquoi n'est-il pas toujours respecté ? Comment le faire respecter par chaque membre du Parti quel qu'il soit ? (Exemple : cumul des mandats).

Voilà quatre questions parmi tant d'autres sur lesquelles nous estimons que le congrès doit se prononcer. En cas de réponses positives celles-ci doivent se traduire dans les faits et ce dans des délais assez brefs et non rester à l'état de vœux pieux. Sinon à quoi sert un congrès ?

Contribution présentée par Didier MASSE

CONTRIBUTION II

Pour ne pas décevoir nos électeurs, pour ne pas décevoir nos élus.

De nombreux militants nous font part, à chaque réunion de section, de leur profonde inquiétude vis-à-vis de hauts fonctionnaires et de hauts responsables salariés des entreprises nationalisées qui n'ont pas changé et refusent le changement. Le pro-

blème est d'une extrême gravité et, nous socialistes, malgré les multiples interventions que nous avons faites lors des réunions, colloques, rassemblements, sommes fortement intrigués par cet état de fait qui s'aggrave. Conscients qu'en un jour nous ne pouvons pas évincer d'un seul coup tous ces saboteurs, nous pensons que si nous voulons que ça change, c'est sûrement par là qu'il faudra commencer. Certains camarades reçoivent quelquefois le reproche de n'être pas assez politisés. Croyez-le bien, les hauts fonctionnaires et hauts responsables saboteurs, eux, le sont et réussissent fort bien pour démobiliser toute leur hiérarchie.

Que répondre aux nombreux travailleurs qui, comme nous, font cet amer constat ? Il est regrettable qu'après le 10 mai 1981, nous n'ayons pas eu dans les rangs du Parti, un potentiel de militants (de sympathisants) capables d'assurer la relève dans la Fonction publique et dans les entreprises et banques nationalisées, à des postes clés.

Déception de nos élus aussi.

Les élus de notre section font le constat de ne pas être écoutés ; tant dans leurs démarches auprès des ministères que dans les rencontres d'élus socialistes. Les difficultés et les problèmes importants qu'ils rencontrent ne remontent pas aux instances gouvernementales et nationales ou demeurent sans réponse malgré les courriers répétés.

Déception vis-à-vis des déclarations contradictoires de certains ministres et de certains de nos responsables du Secrétariat national.

Les militants exigent un langage de vérité de la part de nos responsables, de façon à ne pas être mis en porte-à-faux vis-à-vis de la population.

Pour l'emploi un autre exemple : une autre solidarité

Moins de 2 000 000 de demandeurs d'emploi dans notre pays.

Le gouvernement de Gauche a fait un grand effort dans ce domaine, concrétisé par la stagnation, voire la baisse, du taux de chômage.

Néanmoins, un effort de solidarité doit être réellement compris des Français qui, retraités, ont un emploi d'assuré. Retraite décente, emploi assuré : que répondre aux centaines de milliers de jeunes demandeurs d'emplois !

Le gouvernement doit prendre des décisions et légiférer définitivement, sur le cumul retraite-emploi, avec des décrets à appliquer rapidement.

Notre camarade Jean-Paul Bachy, secrétaire national aux entreprises, a tiré la sonnette d'alarme à maintes reprises à ce sujet.

Les militants de notre section souhaitent que, le plus rapidement possible, son appel soit entendu.

Contribution présentée par la section d'Annonay

CONTRIBUTION III

L'emploi est, pour les femmes, une priorité. Cette priorité passe par une formation débouchant sur un emploi réel dans le monde du travail. Les femmes ne souhaitent pas que les formations qu'on leur propose les enferment dans des métiers spécifiquement féminins, mais beaucoup plus ouverts.

Au niveau fédéral et national les femmes sont très peu entendues, et sous-représentées. Pour que les femmes se prennent plus en charge dans le domaine syndical et politique, un effort est à faire au niveau formation.

Contribution présentée par Annie Faure

CONTRIBUTION IV

1^{re} contribution : Les promesses présidentielles sur le service militaire à six mois doivent être tenues et les droits des soldats doivent être respectés et développés. Cela avant la fin du mandat présidentiel.

2^e contribution : Appliquer la proportionnelle aux municipales jusqu'à 1 500 habitants, voire 1 000 habitants.

Contributions présentées par des camarades de la section de Largentière



Aude et Gard

CONTRIBUTION I

Avant le 10 mai 1981

Voilà plus de deux ans, le Parti était considéré comme le creuset et le vecteur du changement. Notre organisation, véritable ruche ouvrière, n'arrêtait pas de proposer, d'intervenir. Le Parti socialiste était présent sur tous les terrains de lutte : dans les entreprises, les universités... Il n'y avait pas un jour où sa voix ne se faisait entendre ; il était apparu comme le plus apte à prendre en main les affaires de l'État.

Ce n'est donc pas un hasard si, après plus de dix ans d'activité intense, les Français ont accepté nos idées et décidé de chasser la droite du pouvoir.

Après le 10 mai 1981

L'élection de F. Mitterrand à la présidence de la République provoquait un déferlement de joie et soulevait l'enthousiasme populaire.

Les élections législatives qui suivaient aussitôt confirmaient les prévisions du Président de la République et concrétisaient l'immense espoir de millions de Français.

La Gauche, si longtemps absente du Pouvoir, allait enfin diriger le pays.

Immédiatement, dans un laps de temps record, sous l'autorité de F. Mitterrand, le nouveau gouvernement se mettait à l'ouvrage et réalisait en deux ans, plus que les précédents, en vingt ans.

Malgré cela, l'opinion publique qui dans sa large majorité a bénéficié des bienfaits du changement, semble insatisfaite, manifeste même certaines inquiétudes.

Ses appréhensions sont-elles justifiées ? Quelles en sont les causes ?

Les difficultés. Les résultats

Si les responsables politiques avaient mesuré la lourde tâche et les difficultés qui les attendaient, il semblerait qu'il n'en soit pas allé de même pour l'ensemble des citoyens qui avaient contribué à cette victoire.

Il aurait fallu tout et tout de suite. Les dures réalités économiques et la conjoncture internationale en faisaient décider autrement.

La crise est toujours là, aidée par les forces réactionnaires très actives qui arrivent même à mobiliser nos propres électeurs contre nous-mêmes.

Il est probable que l'histoire appréciera davantage les bons résultats enregistrés par le pouvoir d'Union de la gauche en deux ans, que ne l'auront ressenti nos concitoyens et nos camarades.

Pourtant les faits sont là, palpables : 77 % des 110 propositions de F. Mitterrand, candidat, sont déjà réalisées.

Alors, peut-on accepter la contestation qui se propage ? Peut-on accepter sans réagir la critique publique de nos camarades ?

Rétablir la vérité et l'autorité du Parti et de l'État

Le regain d'activité de la Droite

En accusant d'incompétence les dirigeants et les responsables de l'État, la Droite essaie de camoufler les dures réalités du bilan qu'elle nous a légué : appareil industriel incapable de participer à l'effort national, économie exangue incapable de réagir à la concurrence internationale, chefs d'entreprises privés de leurs initiatives par manque d'imagination, de créativité, trop habitués à être assistés.

Pourtant, elle reconnaît rapidement la capacité du gouvernement à réaliser le programme généreux de l'Union de la Gauche qui prive la Droite de ses privilèges au profit des catégories sociales les plus défavorisées.

C'est pourquoi, cette droite revancharde rassemble, tisse ses réseaux, contre-attaque, descend dans la rue, manifeste. Elle nous surprend par sa vivacité, son énergie à comploter et à vouloir déstabiliser le Pouvoir.

Son offensive est d'autant plus forte et d'autant plus percutante qu'elle est aidée en cela par des voix discordantes et divergentes qui sortent de nos rangs.

Les faiblesses du Parti :

Dans le contexte difficile de la crise économique, comment croire que les critiques, les attaques même portées par certaines de nos amis, pourraient être génératrices d'énergie et mobiliser ainsi nos électeurs, nos camarades, nos sympathisants ?

Bien au contraire, plus que jamais nos adhérents se sentent démobilisés et pas du tout concernés par le changement. Ils ne savent plus qui a raison, qui ils doivent croire, qui doivent-ils soutenir dans ces conditions.

Certes, tout n'est pas parfait et chaque jour, nous pouvons à loisir trouver des exemples de freins au changement.

Les moyens d'information internes, s'ils fonctionnent correctement, paraissent déseués et nettement insuffisants face aux médias maîtrisés en grande partie par la Droite.

Rétablir l'autorité du Parti

Il est inconcevable, qu'au moment où la Droite redouble d'activité, mettant en péril l'exercice même du pouvoir, des camarades, pour des raisons probablement plus personnelles que politiques, se joignent au concert des pleureuses ou des cavaliers de l'Apocalypse.

Le Parti ne pourra vraiment répondre aux attaques de la Droite que s'il est uni, cohérent et si ses décisions ne sont pas sans cesse remises en causes ou contestées.

Pour cela, la direction ne doit parler que d'une seule voix, mais en tenant compte que notre Parti, à l'image du pays, est constitué d'une mosaïque de sensibilités qui doivent pouvoir s'exprimer.

D'autre part, la France, pays de la Liberté, n'adhère pas aux principes marxistes-léninistes et aspire par contre à faire valoir ses particularismes.

Parce que nous avons décidé d'accepter l'opposition, il faut donc se donner les moyens d'être les plus forts, de défendre nos positions et savoir imposer nos propositions dans le respect des lois qui régissent notre pays.

C'est sur le Parti socialiste que repose l'avenir du gouvernement de l'Union de la Gauche et sa pérennité.

Un échec aux prochaines élections législatives serait une catastrophe pour le monde ouvrier que nos électeurs ne nous pardonneraient pas.

C'est donc au Parti qu'incombe la tâche la plus difficile : expliquer et défendre la politique gouvernementale.

Pour cela, le Parti doit se donner les moyens d'agir.

Pour être efficace, il doit s'appuyer sur les hommes qui acceptent et défendent la politique du gouvernement et eux seuls.

Il ne doit pas hésiter à sanctionner sévèrement ceux qui dénigraient ou contesteraient son action publiquement, alors même que le débat n'aurait pas eu lieu dans le Parti.

Le Parti, pour continuer à être mobilisateur et rester le premier parti de France et le moteur de la politique française, doit redevenir le parti qu'il était avant le 10 mai 1981 : force de rassemblement, de proposition.

- Il nous faut ressouder nos réseaux, revivifier nos sections, nos fédérations, nos groupes d'entreprises. Réactiver les groupes d'experts.
- Former nos militants, développer le Mouvement de la Jeunesse socialiste, si nous voulons assurer l'avenir, doivent être des tâches prioritaires.
- Devenir un Parti de masse est indispensable pour soutenir l'action gouvernementale car en cas de crise grave nous n'aurons à compter que sur nos propres et seules troupes.

Rétablir l'autorité de l'État

L'information

Dès l'accession de la Gauche au pouvoir, nous pensions tous qu'il serait enfin aisé d'entendre une autre voix que celle de la Droite sur les médias afin de recevoir une autre information que celle dispensée pendant 20 ans.



Or, quelle n'a pas été la surprise de nos camarades en constatant que, non seulement depuis deux ans, rien n'avait changé dans ce domaine, mais que souvent cela était pire.

Nous devons donc toujours faire face à l'hostilité et l'intervention permanente d'une information tendancieuse, déformée, pernicieuse et malsaine qui occulte les grandes réformes gouvernementales et passe souvent sous silence les meilleures mesures prises en faveur des travailleurs.

Par contre, les leaders de la Droite, de l'opposition sont toujours présentés comme les seuls aptes à résoudre la crise alors qu'ils sont les seuls responsables du bilan économique désastreux qu'ils nous ont légué.

Nous regrettons donc que ces médias et particulièrement la télévision, n'aient été plus objectifs et plus coopérants à l'égard du pouvoir.

L'Administration

De nombreuses décisions gouvernementales ont tardé à être appliquées ou l'ont été dans de mauvaises conditions, irritant par là même les bénéficiaires, les usagers.

Combien d'entre nous pourraient ici citer quantité d'exemples de fermetures abusives de classes, d'écoles ?

Combien d'entre nous pourraient faire état de l'attitude hostile de certains directeurs de banque dans le sauvetage de P.M.E. en péril ?

Combien d'exemples pourrions-nous citer de fonctionnaires devenus subitement zélés et faisant trainer de par leur volonté de sape, l'octroi d'avantages accordés par l'État ?

Il est grand temps que le Pouvoir se fasse entendre, se fasse respecter, que soit rétablie l'autorité de l'État.

Prévoir un autre développement pour notre Languedoc-Roussillon

Obtenir les moyens

L'aménagement du territoire depuis 1958, a été surtout axé sur le développement des centres urbains, favorisant ainsi l'expansion des métropoles.

Cette politique s'est soldée par la désertification rurale et a engendré un exode important vers les villes industrialisées et surtout vers la région parisienne, provoquant des déséquilibres et des désordres socio-économiques graves.

La région du Languedoc-Roussillon, non seulement n'a pas échappé à ce phénomène, mais l'a subi encore avec plus d'acuité qu'ailleurs.

C'est ainsi que cette région, qui pourtant possède des atouts incomparables, a longtemps été tenue à l'écart des grandes mutations économiques et technologiques pour des raisons électoralistes.

Elle a fait les frais d'un ostracisme particulier de la part des dirigeants de droite et s'est retrouvée reléguée au dernier rang des régions de France.

Longtemps exploitée comme une « colonie », ne bénéficiant en rien des retombées économiques du temps de la croissance, la région Languedoc-Roussillon ne veut pas maintenant rester dans le wagon de queue et aspire à une autre considération.

La loi sur la décentralisation va rapprocher les citoyens du pouvoir. La décentralisation industrielle, si elle était pratiquée, effective, redonnerait une autre essor à la région.

Il faut donc accorder au Languedoc-Roussillon des moyens nouveaux et particuliers importants pour lui permettre d'être présent au rendez-vous de la croissance et faire face à la concurrence lorsque de nouvelles échéances mettront notre pays en compétition avec nos voisins.

Conserver et développer nos forces vives

Les résultats du dernier recensement font apparaître dans notre région, une augmentation de population. Malheureusement, celle-ci n'est pas due à une augmentation de la natalité mais à un apport des régions extérieures, de retraités, de cadres moyens et supérieurs, vers les grandes villes, accentuant ainsi le phénomène déjà existant de concentration vers les grandes métropoles.

Or, la jeunesse de notre pays attendait beaucoup du changement.

Elle souhaite enfin pouvoir « vivre et décider au pays » et n'a pas l'impression d'avoir encore tellement bénéficié des grandes mesures sociales décidées par le gouvernement.

Il est donc urgent de créer toutes les structures régionales d'accueil nécessaires au plein emploi des jeunes, à leur formation professionnelle, conditions d'un développement harmonieux et rationnel.

Assurer le devenir de notre agriculture

Si en général les agriculteurs de ce pays n'ont pas lieu de se plaindre de la hausse de leur pouvoir d'achat au cours de ces deux dernières années, cela grâce aux nouvelles orientations politiques prises en leur faveur, les craintes et l'inquiétude des producteurs de fruits et légumes, des viticulteurs, restent toujours importantes et justifiées.

Pourtant, aucun gouvernement en 20 ans, n'a pris aussi au sérieux les préoccupations des catégories précitées que ne l'ont fait le gouvernement Mauroy et le Président de la République F. Mitterrand.

Nous sommes conscients que le problème est strictement européen et que c'est à ce niveau que nous avons à nous battre.

C'est pourquoi nous demandons que le Parti socialiste continue d'user d'autant de fermeté que celle qu'il avait précédemment déployée lors de sa réunion du 27 septembre 1978 à Montpellier vis-à-vis de l'élargissement de la C.E.E.

Déjà, avec la création de l'Office des Vins, le marché pourra être régularisé, mais il est important et urgent de faire respecter les préalables émis par les socialistes avant de songer à ouvrir grandes les portes de l'Europe.

Il n'est pas inutile de rappeler ici nos principales conditions définies lors du Bureau exécutif du Parti socialiste, le 26 septembre 1978 :

« Le Parti socialiste a l'intention et la volonté de contribuer à l'élargissement de la Communauté économique européenne à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne. Il y va du sort d'une démocratie encore fragile en Europe du Sud.

Le traité de Rome, le programme du Parti socialiste, le programme commun de gouvernement de la Gauche, ne fixaient pas d'autre condition à l'ouverture des négociations pour l'élargissement que la chute des dictatures qui oppriment les peuples de ces pays. Ceux-ci sont aujourd'hui aptes, au regard de la démocratie, à poser leur candidature à l'Europe.

Cependant, si la participation de ces trois nouveaux pays aux institutions politiques de la Communauté est souhaitable, l'ampleur des difficultés économiques soulevées par l'élargissement est considérable.

Le 8 juillet 1978, le Comité directeur du Parti socialiste a défini la position du Parti à ce sujet. Cette position peut être aujourd'hui précisée, après la large consultation des fédérations socialistes et des organisations professionnelles, qui a abouti à la fin de l'été à la rédaction du rapport présenté par Georges Sutra.

La perspective de l'élargissement suscite chez les travailleurs et dans les milieux professionnels concernés des inquiétudes justifiées. Aussi, le Parti socialiste subordonne-t-il son accord à l'adoption préalable d'un certain nombre de mesures qui lui paraissent indispensables.

En l'immédiat, comme l'a écrit François Mitterrand au Premier ministre, un large débat parlementaire doit nécessairement précéder toute négociation. Il n'est pas acceptable que celles-ci puissent s'engager ou se poursuivre dans le secret, sans que le Parlement ait pu en délibérer. Le Bureau exécutif mandate le groupe parlementaire pour tout mettre en œuvre, dès l'ouverture de la session, afin d'obtenir dans les plus brefs délais la consultation du Parlement. Celui-ci précisera alors les conditions qu'il entend voir prendre en compte.

Pour les socialistes, la première de ces conditions sera la refonte radicale de la politique agricole commune. Celle-ci doit comporter une véritable organisation des marchés pour les productions affectées par l'élargissement (en particulier viticulture, fruits et légumes), afin de garantir les revenus et d'améliorer les conditions de vie et de travail. Les spéculations sur la fluctuation des monnaies et les pratiques de dumping pourraient être prévenues conformément à l'article 44, § 1 du traité de Rome, si l'on appliquait à l'Europe élargie un système de prix minimaux vérifiés aux frontières dans la monnaie officielle du pays d'importation. Des offices par produit devraient être mis en place au plus tôt, et des mécanismes régulateurs assureraient l'application de cette politique.

La seconde condition concerne l'industrie. Il convient de dénoncer l'accord franco-espagnol de 1970, signé par Jacques Chirac, qui établit entre les deux pays une inégalité de traitement douanier intolérable. Des dispositions doivent être prises, après discussion des travailleurs intéressés et leurs organisations syndicales, afin de permettre aux secteurs aujourd'hui en situation difficile (sidérurgie, chantiers navals, textiles, chaussure, etc) de maintenir et de développer leurs activités.

La troisième condition est un plan détaillé de renforcement de la politique régionale. Au niveau communautaire, le plan impliquera un accroissement des crédits du fonds régional et une redéfinition des procédures d'utilisation de ces fonds. Au niveau national, la politique d'aménagement du territoire devra comporter les calendriers et les moyens des interventions publiques nécessaires à la réalisation des objectifs définis en liaison avec les régions et les collectivités locales les plus directement concernées. Cette politique régionale mobilisera les ressources nécessaires pour assurer le développement économique des régions méridionales.



Enfin, les Socialistes estiment qu'un élargissement de la C.E.E. implique les transitions par étapes multiples et différenciées dont on ne peut déterminer par avance la durée. S'il apparaît souhaitable que, dès la ratification de l'accord le concernant, chaque pays candidat participe pleinement aux institutions de la Communauté, en revanche l'intégration économique ne se conçoit que sur une longue période. Les conditions de passage d'une étape à la suivante devront être vérifiées à mesure par le Conseil des ministres de la C.E.E. statuant à l'unanimité afin de protéger les droits légitimes de toutes les parties.

Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre ont déjà pris des engagements hâtifs vis-à-vis des pays candidats sans procéder à la moindre concertation. Trop souvent dupées par les promesses gouvernementales, les populations intéressées ne sauraient se contenter de promesses de « garanties » qui suivraient le fait accompli de l'élargissement. Le Parti socialiste affirme que la définition précise, dans l'acte d'adhésion, des mesures indiquées ci-dessus et, par conséquent bien sûr l'engagement pris par l'ensemble des états qui composent actuellement la C.E.E. et par ceux qui la composeraient, constitue dans l'intérêt de notre pays et de l'Europe un préalable à l'élargissement.

Le Parti socialiste ne peut suivre ni ceux qui affirment avec Giscard d'Estaing un oui sans conditions à l'élargissement ni ceux qui, avec le Parti communiste, ferment définitivement la porte à l'Europe du Sud par un non, jamais. Il ne prendra sa position définitive que lorsque, la négociation étant terminée, il sera à même d'en apprécier le résultat au regard des conditions préalables ainsi définies. Le bon sens rejoint ici la volonté d'une défense efficace des intérêts de la France ».

Une autre politique énergétique

La publication récente d'une note présentant certaines conclusions du groupe long terme énergie du Plan, vient de mettre en évidence la surcapacité de la France vers les années 1990 en matière d'énergie.

Il est clair que c'est toute la politique relative à la construction des centrales nucléaires qui est concernée.

Il ne s'agit pas de mettre en cause la politique énergétique de la France, mais il faut à tout prix ralentir le programme électronucléaire.

Il faut que notre gouvernement consacre autant de moyens à la recherche d'énergies nouvelles et renouvelables qu'il l'a fait pour poursuivre le programme nucléaire, afin de sauvegarder l'emploi, mais aussi notre indépendance énergétique et notre capacité de développer la croissance.

La révision de notre politique énergétique passe aussi par l'instauration d'une obligation d'objectifs en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie et des ressources locales énergétiques.

Défendre et développer notre culture

Notre parti, soucieux du pluralisme, a été longtemps le défenseur des cultures régionales. Il est même à l'origine d'une proposition de loi qui n'a pas encore été suivie d'effets.

Le moment est venu de hâter le mouvement afin que nos propositions ne restent pas lettre morte et puissent rapidement être concrétisées afin de respecter les particularismes et promouvoir une culture dont le passé est très riche et qui est très enracinée dans notre terroir.

Pour n'être pas ressentie comme le problème le plus fondamental et le plus urgent parmi ceux qui interpellent nos camarades du gouvernement, acteurs décisifs de l'expérience socialiste dont nous devons assurer chacun la réussite, la drogue n'en est pas moins un des problèmes parmi les plus inquiétants de notre époque.

- Parce qu'il touche en priorité les jeunes.
- Parce qu'il est un fléau qui connaît une évolution foudroyante.
- Parce qu'insidieusement, il destabilise nos structures de société, démotive les citoyens et ouvre la voie à toutes les manipulations et à tous les conditionnements.

Notre parti, aujourd'hui, assurant la charge du Pouvoir, ne peut se permettre les débats académiques rituels sur le sujet, pas plus qu'il ne peut se perdre dans les faux scrupules qui ont caché, depuis ces dix dernières années :

- soit le renoncement de fait de l'administration giscardienne !
- soit les échecs techniques et thérapeutiques de quelques grands noms connus, que les médias officiels ont hâtivement intronisés comme étant de hautes autorités en la matière !

Le soutien au gouvernement

En 20 ans, peu de gouvernements ont pu se targuer d'avoir réalisé au plan social et économique, autant que le gouvernement Mauroy en deux ans.

Le train de mesures décidé sitôt après son installation, a permis notamment de relever le pouvoir d'achat des plus défavorisés de façon conséquente.

La justice sociale et la solidarité n'ont pas été qu'une apparence et se sont révélées répondre à un besoin réel. Nous savons pertinemment que cela ne pouvait recueillir l'adhésion unanime de nos concitoyens.

Pourtant, il n'existe pas d'autre politique possible. Il est indispensable d'assainir notre économie et d'aider dans l'immédiat les plus démunis. C'est ce qui est fait.

Alors, on peut s'interroger sur certaines prises de positions contraires, qui par là même, affaiblissent ceux-là même qui ont besoin de soutien dans leur action.

Nous nous devons d'être force de proposition mais notre devoir de socialistes nous impose d'assurer le succès du gouvernement d'Union de la Gauche par tous les moyens.

Nous ne croyons pas que ce sont les méthodes employées par certains de nos camarades dans la polémique idéologique qui les oppose publiquement à d'autres, qui soient les plus efficaces.

- Nous sommes persuadés, au contraire, que :
 - si dès le 10 mai 1981, le Parti unanime, s'était lancé dans la bataille contre la Droite d'une seule et même voix ;
 - si le Parti unanime, avait soutenu avec force et assiduité le gouvernement d'Union de la Gauche, la Droite n'aurait pas tenu le haut du pavé et serait rapidement rentrée dans le rang ne jouant alors que son rôle d'opposition et seulement ce rôle.

Alors, il est encore temps de se ressaisir et de se retrouver véritablement unis, quitté à écarter ceux qui ne veulent que jouer un rôle personnel.

Le soutien au Président de la République

F. Mitterrand incarne depuis 1971 le socialisme français. C'est autour de lui que sont fédérées les forces du changement. Il a été l'artisan le plus efficace de la victoire de l'Union de la Gauche.

C'est sous son autorité que le Parti socialiste est devenu le 1^{er} Parti de France.

Aujourd'hui, il préside aux destinées de la France. Il doit faire face aux difficultés économiques internationales et faire entendre la voix de notre pays.

Pour être crédible et réussir dans son entreprise, le Président de la République ne peut rien tout seul.

Il est donc nécessaire de créer un vaste mouvement populaire de soutien au Président de la République, autour du Parti socialiste.

Contribution présentée par : R. CAPDEVILLE, R. COURRIÈRE, J. CAMBOLIVE, J. VIDAL, P. BASTIE, R. COURTEAU, A. JOURNET, J.-B. CASTILLA, A. ROUVIÈRE.

La lutte contre la toxicomanie

Notre constat, aujourd'hui, c'est l'incapacité, pour nous, depuis deux ans de définir une politique claire, d'arrêter une stratégie dynamique et d'en fixer les modalités !

Nous affirmons qu'il n'est pas possible pour la Gauche d'en rester là. La population et la jeunesse, bien vite, ne comprendraient plus. **Il nous faut réagir et agir !**

Des camarades du Parti, responsables fédéraux, élus locaux et régionaux ainsi que parlementaires n'ont pas attendu. Aidés de syndicalistes, enseignants, parents, quelques médecins courageux, des travailleurs sociaux, ils se sont engagés sur le terrain. Ils disposent, aujourd'hui, d'un dossier solide et argumenté, susceptible de modifier la situation de notre pays, grâce à une expérience acquise sur plus de cinq années, et enrichie tout au long de recherches, d'enquêtes, de contrôles, de coordinations, d'impulsions dans toutes les directions. Grâce aussi à la collaboration précieuse dont nous avons profité de la part d'une institution de renommée nationale et internationale pourtant très décriée par certains « lobbies » médicaux : l'Association « Le Patriarce » créée par M. Lucien Engelmajer. Au passage, nous insistons pour que cette association, retrouve reconnaissance et soutien en proportion des résultats remarquables obtenus et constatés « de visu » par nombre d'élus et de responsables du Parti.



Dans l'Aude, avec les supports cités-plus haut, nous avons choisi d'attaquer le fléau en décentralisant et en autogérant notre riposte.

Notre expérience se déroule depuis plus d'un an ; elle a visé, face à une contamination sournoise impliquant des jeunes de plus en plus jeunes et nombreux, issus de toutes les couches sociales, utilisant des produits de plus en plus diversifiés (H, héro, mais aussi colle, médicaments psychotropes, barbis et amphés) à lancer un processus dynamique de vie et d'espoir, d'interventions « douces » privilégiant la prévention auprès des jeunes dans les villes et les cantons, dans les établissements scolaires et les foyers de jeunes, urbains et ruraux, avec la mobilisation progressive des relais multiples, officiels et officieux de tous ceux qui, dans le département, ont à connaître d'un contact avec les jeunes.

Cette expérience disposant de l'appui technique et « logistique » des jeunes ex-toxicomanes du centre du « Patriarcho » des Campets près de Narbonne, est de l'avis de tous ceux qui, de l'extérieur, ont décidé de venir sur place pour la connaître, une référence forte dont d'autres fédérations ou départements peuvent s'inspirer. Elle constitue une base de travail et un faisceau de propositions que la mission interministérielle contre la toxicomanie – si elle parvient à se garder des a priori « parisiens » à la mode – se doit de connaître et d'étudier.

Pour la Gauche, la drogue est aussi l'affaire des élus qui, au contact des populations, vivent leur angoisse et leur espoir. Elle n'est pas la seule affaire des « spécialistes », dont certains vivent grassement des revenus qu'elle permet, en abusent allègrement, et pour ces raisons bloquent fermement tout projet d'action quel qu'il soit !

Nous affirmons notre volonté que notre travail puisse servir le Parti, et aider nos camarades au gouvernement ; qu'il soit un des outils susceptibles d'être utilisés par ceux animés d'une ferme volonté de lutte.

Autant sur les principes que sur les moyens, nous avons pu agir avec le soutien de tous, à tous moments, dès lors que deux critères ont été scrupuleusement observés, à savoir :

- Le respect absolu de la dignité de l'individu dans l'action thérapeutique et le discours de prévention.
- L'exigence d'efficacité effective sur les deux « plans-cibles » qu'il nous importait de travailler,
 - individuel (levée du blocus d'auto-ignorance, et guérison-réinsertion pour les toxicomanes atteints),
 - collectif (développement de la dynamique de « contamination » anti-drogue).

En conséquence, le Parti socialiste, réuni en congrès souhaite que soient retenues les propositions suivantes :

1 – Que soit mise sur pied, au sein de la mission interministérielle, une Commission nationale d'études et de propositions d'actions, dont la composition ne soit plus formelle et inopérante comme elle l'était précédemment. Que parmi ses nouveaux

membres figurent des responsables élus locaux ou nationaux, qui ont effectivement mené de larges opérations sur le terrain.

2 – Que, sans qu'il soit question de prendre parti pour ou contre telle ou telle méthode thérapeutique, la politique gouvernementale s'engage au soutien actif et budgétaire de toute institution ou association, novatrice en matière de lutte anti-drogue, dont les résultats et leur efficacité auront été attestés par un rapport signé de membres de l'Inspection générale de la Santé, sur réquisition du ministère intéressé.

3 – Que l'une d'entre elles, manifestement la plus efficace aujourd'hui en France, l'Association « Le Patriarcho » créée par M. Lucien Engelmajer soit reconnue pour l'importance qui est réellement la sienne, avec ses six cents jeunes qu'elle abrite et qu'elle sauve. Qu'elle soit encouragée et soutenue budgétairement à la hauteur du service national qu'elle assure déjà depuis longtemps en France et à l'étranger. Même et surtout si elle dérange d'énormes intérêts corporatistes et capitalistes, qui à ce titre ont joué son élimination pure et simple. En aucun cas, un pouvoir socialiste ne peut se faire – même involontairement – le complice d'une telle manœuvre !

4 – Qu'après consultation de la dite Commission nationale d'Études, citée plus haut, des textes soient rapidement publiés qui marquent concrètement par ce changement d'attitude, la nouvelle détermination du gouvernement et de la Gauche, en accord avec les élus de la base, face à la contamination galopante de la drogue dans notre pays.

5 – Que les bureaux départementaux de liaison, installés par Mme Monique Pelletier, auprès des préfectures et qui n'ont jamais eu d'activités soient supprimés. Que leur soit substituée, sous l'autorité du président du Conseil général, une instance départementale décentralisée comprenant des intervenants et des élus à coté de responsables administratifs et de représentants de travailleurs sociaux de terrain.

Cette contribution de la Fédération de l'Aude – sous forme de motion de congrès – au delà des discours d'intention, se veut en même temps qu'une avancée concrète (fruit d'un rodage attentif et d'une expérience prudente de terrain), le volet démocratique et efficace de la « force de frappe » que le président François Mitterrand, dans sa déclaration du 13 avril 1983, a résolument appelée de ses vœux, afin que notre pays et sa jeunesse ne connaissent pas le naufrage de civilisation qui risque de les guetter, dans le monde difficile où nous sommes.

Contribution présentée par André MEILLIET, R. CAPDEVILLE, R. COURRIÈRE, J. CAMBOLIVE, J. VIDAL, R. BARAILLA, P. BASTIE, R. COURTEAU, J.B. CASTILLA, A. AZEAU, R. ADIVEZE, Ch. VIEULES, J. PALACIN, J. AMALRIC, M. RAINAUD, Josiane DELLAC, Janine MILHAU, J. HORTALA,, G. BERLAN, Marie-Claude FRAISSE, Francine ARANES, G. FILLAQUIER, A. MELLIET, G. ARDHUIN, R. BELS, Michèle CUENIN, P. TOURNIE, J. DELOS, M. BROUSSE, J. BIART, G. BONNAFOUS, C. LAPEYRE, R. AZEAU, R. ESCARE, Luce DOUMERC, Maryse SUDRE, Gisèle JOULIA, F. BELS, D. VIDAL, Ch. MONTAGNE, R. DUPUY, A. BAURET.

Appel pour un socialisme écologiste

Parce qu'il est impossible à un militant socialiste de laisser faire les choses, sans être à la fois la base sur laquelle doit s'appuyer le gouvernement, et l'élément influant de la politique qu'il doit appliquer ;

Parce qu'il est impossible à un militant socialiste qu'il s'en remette à d'autres tant pour l'action sur le terrain que pour l'orientation des aspirations politiques auxquelles il adhère ;

Parce que chaque militant du Parti socialiste n'est pas une courroie de transmission, mais bel et bien un élément moteur dans la création, la mise en place et l'application de la politique décidée par l'ensemble du Parti socialiste ;

Parce qu'il appartient à chacun de transmettre, d'influer, de communiquer et d'exiger l'obligation de résultats, tant de la part des institutions publiques, administratives, politiques et industrielles, que de la part des élus ;

Parce qu'il est indispensable que la politique du gouvernement réussisse même si, parfois, elle est astreignante et à discuter ;

Parce que justement, toute politique se doit d'être évolutive, tout comme l'est celle des engagements pris par François Mitterrand lors de son élection, et ne peut l'être que dans la mesure où chaque militant socialiste doit se sentir le devoir d'y participer ;

Parce que le réalisme, les événements, le contexte politique interne et externe au pays, excluent tout laxisme et position d'attentisme ;

Parce que la réussite de ce que nous entreprenons dépend étroitement de la façon que nous utilisons pour enraciner profondément la société que nous voulons et pour laquelle nous nous sommes battus tant d'années, parce que l'Histoire nous démontre que notre idée est fondamentale, crédible et durable ;

Parce qu'il nous appartient d'être singulièrement efficaces et de ne pas nous laisser aller à la facilité de l'électoratisme (politique laxiste débouchant, à terme, sur le pilotage à très courte vue) ;

Parce que nous devons montrer du doigt ce qui est fait, se fait et aspire à être fait ;

Parce qu'il est impossible que la gestion socialiste de la nation, de la région, de la localité et du quartier puisse n'être, à terme, que la gestion des acquis, héritages ou contraintes ;

Parce que nous sommes le rempart aux détracteurs, aux paralyseurs, aux neutralisateurs des initiatives, des idées et des moyens à mettre en œuvre pour notre réussite et la réussite de la nation ;

Parce que la réussite de la politique socialiste dépend de sa dimension à l'échelle de l'homme, de son environnement et de son aptitude à faire le nécessaire pour qu'elle soit effectivement mise en place localement ;

Parce que nous, socialistes-écologistes, nous devons désormais compter dans le fonctionnement de notre Parti socialiste et contribuer à son mouvement ;

Il nous faut nous battre hardiment à sa réussite.

Nous battre pour une prise en compte plus importante au niveau de la nation des thèmes et objectifs du Mouvement écologiste socialiste, qui s'appuie sur l'évolution possible de la société, pour l'amener à un fonctionnement au service et à la dimension de l'homme, de son environnement, de son épanouissement.

Nous battre donc pour l'évolution du socialisme qui, d'une forme ou d'une autre, anime le cœur d'une grande majorité de nos concitoyens et pour leur ouvrir les yeux.



Les valeurs essentielles de base étant :

- Le désenclavement de l'administration en la mettant au service du citoyen (et non l'inverse comme actuellement) par la mise en place d'une politique de responsabilisation des tâches et des fonctions et en lui imposant des objectifs de résultats en matière d'initiative visant la condition humaine.
- La mise en place rapide d'une autre type d'organisation (avec participation active de chaque citoyen) à l'échelle locale et cantonale de : la culture, l'éducation et les arts ; ainsi que ce qui touche à : l'économie, la restructuration industrielle et à la régénérescence des dirigeants d'industrie, la restructuration de l'artisanat et du commerce.
- La responsabilisation des élus vis-à-vis des citoyens, par l'obligation de résultats par rapport aux engagements pris (bilan synthétique obligatoire des actes entrepris et réalisés et des comptes, tous les trimestres ou tous les mois, selon qu'il s'agit du gouvernement, de la région, du département ou de la commune).
- La révision de la politique énergétique, avec l'instauration d'une obligation d'objectifs et de résultats tant à l'échelle des ensembles et collectivités, qu'à l'échelle des usagers, en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie et des ressources locales d'énergie.
- L'engagement d'une politique donnant les moyens aux structures administratives en matière de contrôle de : production, d'importation, consommation alimentaire et médicale, élaboration du juste prix des prestations et des produits.
- Le désenclavement de l'utilisateur vis-à-vis des moyens de pression consuméristes.
- L'engagement des réformes sociales (d'ailleurs le plus souvent gratuites) améliorant, par de petits détails, la condition générale de la vie quotidienne (semaine de 4 jours de travail, réorganisation de l'emploi du temps scolaire et des horaires hebdomadaires permettant le dégageant des week-ends, la création d'une nouvelle forme de tourisme social - à la semaine ou au week-end - par l'utilisation de la coordination entre les divers organismes H.L.M. et les collectivités locales, la facilité d'accès aux divers établissements sociaux, villages de vacances, associations touristiques, colonies de vacances des diverses administrations, entreprises d'état et entreprises nationalisées ; etc.).
- La création de la réciprocité dans les échanges internationaux et la sélectivité des interlocuteurs (contraintes techniques équivalentes à l'entrée des biens de chaque

pays concerné, orientation prioritaire dans les échanges avec les pays permettant la valorisation de la condition humaine et multiplication des contraintes avec les autres ; financement en devises des importations par les exportateurs des pays d'origine des produits, y compris les droits d'entrée qui seraient calculés non pas sur un pourcentage, mais sur un coût social réel à l'intérieur de notre pays, quitte à redistribuer, en retour, notre aide aux nations méritantes).

- L'organisation d'une autre politique économique d'échanges et de relations entre les nations, que celle basée actuellement sur la répartition de la misère sur la planète. L'enrichissement de certaines nations ne peut être que la planche de salut des nations pauvres, dès lors que ces nations riches (ou moins pauvres) sont consolidées et permettent aux nations pauvres de se désenclaver des multinationales de l'Agro-Business et des matières premières.

- Le développement de la réciprocité et de l'équité de l'information, dans tous les supports de presse générale d'information au public, afin de lutter contre les manœuvres et manipulations d'opinions, lorsque les supports présentent une seule opinion (avec droit de réponse, certes, mais plus tard) au lieu de présenter directement et en même temps les thèses et droits de réponse qui s'affrontent.

- L'utilisation des médias pour l'actualisation des connaissances générales des adultes en matière d'éducation sanitaire sociale et civique, et en matière des droits, obligations et protections individuels et collectifs.

Bref : CHANGER LA VIE

Il y a donc lieu pour cela que chaque militant socialiste se sente davantage mobilisé par l'investiture et la responsabilité qui l'anime, vu qu'il est à la fois : une force politique de soutien, une force de pensée, une force d'exécution, une force d'aboutissement.

C'est en ce sens que l'« option 3 - Socialisme Écologiste » propose une autre stratégie politique de proposition d'actualisation du Projet socialiste et de sa réalisation.

Contribution présentée par R. CAPDEVILLE, R. COURRIÈRE, J. CAMBOLIVE, J. VIDAL, P. BASTIE, R. COURTEAU.

Charente-Maritime

Le congrès de Bourg-en-Bresse est pour notre parti un moment fondamental. Il l'est, comme tout congrès dont la fonction essentielle est de « définir les orientations politiques du Parti socialiste pour deux ans et, pour mettre en œuvre ces orientations, élire une direction ». De fait, il est le premier congrès véritable depuis le 10 mai 1981.

Ceci nous conduit donc à une indispensable analyse :

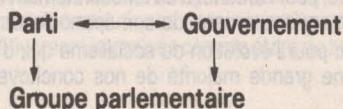
- 1) de notre vécu de l'intérieur des institutions de la V^e République,
- 2) du rôle qui a été dévolu au Parti et à son groupe parlementaire pendant 2 ans,
- 3) du rôle et des moyens que nous souhaitons être nôtres pour les deux prochaines années.

Le Parti et la pesanteur constitutionnelle

Les institutions de la V^e République n'ont jamais paru privilégier l'exercice de la démocratie parlementaire. Nous le savions déjà dans l'opposition, et deux ans d'exercice du pouvoir de la Gauche semblent contribuer à asseoir cette conviction. Cette remarque n'est pas stérile, elle nous paraît en effet devoir conduire la réflexion de notre parti, pour deux raisons principales.

D'une part, la Constitution de 1958, en affaiblissant le Parlement, a nié, de fait, l'existence de l'opposition de gauche pendant 23 ans. Il en découle que seule, la pratique du pouvoir nous a permis de participer à la vie des institutions. Nous sommes donc, maintenant seulement, en mesure de les analyser.

D'autre part, l'article 54 de nos statuts détermine le fonctionnement du binôme Parti-Groupe parlementaire. Il importe que le Parti se situe très exactement dans la relation..



Le Parti dans l'exercice du pouvoir

La direction du Parti semble s'être assez bien adaptée au fonctionnement des institutions de la V^e République, et les relations « au plus haut niveau » nous ont été régulièrement présentées comme fonctionnant très bien. Ce sentiment recoupe l'impression généralement ressentie dans les fédérations, impression qui, à quelques nuances près, ne semble pas devoir être considérée comme « globalement négative ».

Pour ce qui est de notre **outil privilégié**, c'est-à-dire le groupe parlementaire socialiste, il semblerait que, passant d'une « marche au canon » à une « marche forcée » et vice versa, il ait eu peu de loisir de défendre quantitativement et qualitativement des propositions socialistes élaborées dans le Parti.

On a parfois eu l'impression que le travail indispensable et vital des commissions du Parti ne trouvait pas toujours son juste aboutissement dans des projets parlementaires (cumul emploi-retraite, les offices, l'unification du système éducatif, etc.).

Par ailleurs, outre ce rôle législatif, essentiel, puisque notre choix est de faire changer la société française par les voies légales, le groupe parlementaire a un rôle politique à remplir, celui-ci, s'est trouvé de fait, réduit à une expression **unanime** sur des questions de principe d'autant plus faciles à poser pour le gouvernement que le groupe parlementaire socialiste est majoritaire à lui seul. (Ne pas confondre l'unanimité qui relève de la pétition de principe, avec la discipline de vote qui suppose un débat préalable et qui doit rester le ciment indispensable de l'action parlementaire). L'écrasante majorité socialiste à l'Assemblée confortant sans doute dans les faits le peu d'importance que les institutions accordent aux diverses expressions d'une même majorité.

Enfin, en ce qui concerne notre base électorale et militante, les responsables que nous sommes, se trouvent, chacun à son niveau, confrontés à d'incessantes interrogations.



Pour ce qui est de notre base électorale, notre contribution étant à usage interne et militant, nous laisserons aux débats du congrès le choix de « l'amplitude socialiste » que nous souhaitons voir à l'action gouvernementale et législative. Il nous apparaît cependant, qu'une prétendue alternative à l'action économique n'est pas par essence garante d'une alternative plus démocratique.

Par contre, il nous appartient collectivement de poser le grave problème de la « démobilisation larvée » de notre base militante. « Si un jour, les militants du P.S. devaient avoir l'impression qu'ils ne peuvent en rien peser sur les décisions du pouvoir (local ou national) sauf à être eux-mêmes élus, alors, la formidable et diverse capacité des hommes et des femmes de ce Parti serait condamnée ».

Il importe donc que le congrès de Bourg-en-Bresse tienne le plus grand compte des interrogations militantes, afin d'éviter le « désarroi » que nous connaissons chez certains camarades, l'exemple charentais de nos camarades viticulteurs en étant une tragique démonstration.

Le Parti écouté, le Parti renforcé

Le P.S. est un Parti qui travaille. De la base vers la direction nationale montent des propositions souvent très concrètes et utilisables au plan législatif. Le groupe doit y trouver matière à projets de lois...

Ceci est d'autant plus fondamental que seule une expression en termes de proposition de notre groupe parlementaire, lui évitera de se trouver, un jour, dans une situation de « quasi-refus » face à une abondance de projets gouvernemen-

taux qu'il ne reconnaîtrait pas comme tout à fait siens. Les députés socialistes doivent retrouver, dans une relation privilégiée avec le Parti la source et le soutien de leur action.

Utilisons un peu plus l'article 54 de nos statuts et manifestons un peu plus notre méfiance historique face à l'article 38 de la Constitution de 1958.

Cette conception du rôle du Parti et de sa juste place dans le triangle : Parti-groupe-gouvernement nous paraît être la seule de nature à permettre la poursuite du travail de réflexion et l'élaboration qui, depuis Épinay a été notre raison d'être.

Parti de diversité, parti de propositions diverses.

Les projets, nous n'en manquons pas, nous n'avons pas attendu le 10 mai 1981 pour faire des propositions concrètes relatives à l'agriculture, la réforme fiscale, la décentralisation, la budgétisation de la Solidarité nationale, etc. Nous avons encore la capacité de défendre, de valoriser, voire de réviser ces propositions.

Il nous apparaît donc fondamental que le congrès de Bourg-en-Bresse soit l'occasion d'une analyse très serrée pour affirmer le rôle du Parti : rien que son pouvoir mais tout son pouvoir, et de son outil parlementaire.

Une telle affirmation ne pouvant s'entendre qu'en apportant au Président de la République et au gouvernement de la France un soutien d'autant plus ferme qu'il sera raisonné, concerté, et qu'en plus d'être entendu, le Parti sera écouté.

Contribution présentée par : Marie-José DENYS, André ARTHUS, Claude BENAYOUN, Jacques ROUILLON, Henri VION.

Eure-et-Loir

Politique générale

Dans le contexte international qui est celui de la France aujourd'hui – un état de guerre économique – notre Parti doit mobiliser le peuple de France sur des perspectives avec courage, rigueur, réalisme.

Rien ne sert de discourir sur le bilan de la Droite si l'on ne se garde pas d'un discours façon « Raymond Barre ». Il nous faut proposer un idéal de solidarité avec vigueur. – Avoir l'ambition de donner à la France l'image de leader au plan international (problème de la faim, de l'analphabétisme, des épidémies). Rappeler que la construction de l'Europe est indispensable (et notamment faire avancer la question de la défense européenne et de la réforme monétaire) sur nos bases idéologiques. La justice, la lutte pour l'emploi, afin de se prémunir contre une exaspération des nationalismes.

– Avoir le courage de dire à chacun qu'il n'est de salut que général, répondre aux corporatismes par la nécessité de l'intérêt collectif : la construction d'une nation réellement solidaire. Avoir le courage de ne pas céder à la facilité, agir avec fermeté, notamment en matière de protection sociale et parallèlement dénoncer et sanctionner les abus.

– Agir avec rigueur non seulement sur le plan économique mais également tenir un discours rigoureux et non sectaire sur le plan politique, dégager des priorités et engager de larges débats au sein des sections sur celles-ci : fiscalité, santé et sécurité sociale, temps de travail, etc.

Afin que les socialistes participent davantage à l'élaboration d'une réforme, nous demandons qu'après une première mise au point la commission du Parti envoie un questionnaire aux militants plus particulièrement concernés par celle-ci.

L'information des militants

Il suffit de rencontrer les adhérents des sections du Parti socialiste pour voir que de nombreux militants estiment que face aux moyens d'information détenus et animés par la Droite, l'actualité se devrait d'être traitée au sein de notre Parti par un organe, soit quotidien, soit hebdomadaire du type lettre d'information politique à destination de tous les militants quels qu'ils soient menant sur le terrain un combat quotidien d'explications.

Il semble en effet nécessaire d'appuyer la réflexion quotidienne sur l'action gouvernementale, la formation de chacun d'entre nous, sur des sources échappant au contrôle de la Droite.

L'information quotidienne des militants passe trop souvent par les seuls canaux des quotidiens locaux ou par les journaux radio-diffusés d'opposition ou encore par la télévision où, mises à part les interventions ministérielles, le commentaire journalistique caricature trop souvent la politique gouvernementale (manque de mise en perspective etc.).

Financièrement parlant il semble que l'opération soit viable en augmentant de quelques francs les cotisations.

La fédération d'Eure-et-Loir du Parti socialiste soutient résolument le Président de la République et la politique du changement mise en œuvre par le gouvernement.

Elle pense cependant nécessaire que le Parti socialiste ne se contente pas d'expliquer et de soutenir sur le terrain la politique du gouvernement. Elle souhaite que le Parti ne cesse pas de débattre de façon autonome sur les grands thèmes politiques et de société auxquels la France est, et sera, confrontée ; elle demande que, comme par le passé, des conventions permettent entre deux congrès aux militants du Parti d'affirmer leur position de socialistes dans une perspective à moyen et long terme.

La fédération d'Eure-et-Loir demande, notamment, qu'au cours de l'année 1983 le Parti, à l'occasion de conventions nationales, débattre de trois thèmes qui lui semblent fondamentaux :

L'Europe

Car il y a des élections européennes en juin 1984. Or depuis la Convention de Bagnolet, les socialistes n'ont pas eu l'occasion de débattre de l'Europe et de remettre à jour leur position compte tenu de l'approfondissement de la crise ;

Les jeunes et leur insertion sociale et professionnelle

Le débat sur la loi Savary a provoqué des réactions dans une partie, mais une partie seulement, de la jeunesse. Il ne faut pas oublier que plus de la moitié des jeunes de 16 à 21 ans sont déjà sortis du système scolaire. Nombreux parmi eux sont ceux qui sont au chômage ou dans des emplois précaires.

Le Parti ne pourra affronter l'avenir que s'il sait s'adresser à la jeunesse, proposer au gouvernement de la Gauche et à la majorité parlementaire une politique en matière d'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

Les immigrés

Il y a en France plus de 4 millions d'immigrés. La Droite, aux élections municipales, a fait du racisme un argument d'opposition. Il est temps que le Parti arme ses militants face à ce difficile problème. En effet, nous savons que la majorité des immigrés qui vivent aujourd'hui en France y resteront car en 23 ans de politique de Droite, le choix de retour n'a pas été proposé aux travailleurs immigrés qui sont venus ici alimenter



notre croissance. Le débat sur l'insertion doit donc être ouvert sans tarder sauf à accepter la montée du racisme en France avec toutes les conséquences que cela aurait.

Le Parti socialiste doit, en outre, se prononcer sur la nature d'une politique de contrôle du flux migratoire et d'une lutte contre l'immigration clandestine qui soit conforme avec notre idéal socialiste et internationaliste.

« Pour un grand service public de l'Éducation »

Le Plan socialiste pour l'Éducation nationale de 1978, le Projet socialiste 1980 et les 110 propositions de François Mitterrand en 1981 contenaient l'engagement de créer un grand service public de l'Éducation.

Aujourd'hui, deux ans après l'arrivée au pouvoir d'un président socialiste et d'un gouvernement de gauche, et à l'occasion du congrès du P.S. sans doute le plus décisif de la législature (car le suivant, prévu pour l'automne 1985 sera trop tardif pour avoir des effets avant les élections législatives du printemps 1986) il importe que notre Parti réaffirme sa volonté de voir nos orientations mises en œuvre par le gouvernement.

• En ce qui concerne l'actuel enseignement privé, il convient de mettre un terme aux déjà longues négociations avec l'enseignement catholique et publier nos ultimes propositions. Il faut rappeler, à ce sujet, un certain nombre de données :

1) Nous entendons toujours donner à l'État un rôle prépondérant dans la gestion de tout établissement percevant des fonds publics et aux personnels de ces établissements les mêmes droits et garanties, à égalité de compétence, qu'à leurs collègues du public.

2) Les propositions qui ont été faites par Alain Savary en janvier sont déjà en retrait par rapport au Plan Socialiste pour l'Éducation qui prévoyait (pages 173 à 184) une intégration plus contraignante au service public, et par rapport aux positions du C.N.A.L. et des principaux syndicats.

3) La négociation n'est pas une nécessité pour un gouvernement qui dispose d'une large majorité à l'Assemblée nationale et cet engagement à négocier, pris par les socialistes ne doit signifier ni un renoncement à leurs idéaux, ni un report sine die de l'intégration des établissements privés au service public.

4) Il ne faut pas oublier les C.F.A. patronaux qui doivent, eux aussi, être intégrés au service public d'Éducation, compte tenu du fait que nombre d'entre eux ont été financés par l'État et les collectivités locales.

• En ce qui concerne l'enseignement public, il importe de le doter, dans les années qui viennent et dès le budget 1984 des moyens en rapport avec nos ambitions pour l'école, laquelle a toujours été définie comme une priorité par les socialistes.

Cette augmentation du budget de l'Éducation nationale est nécessaire, en particulier, pour éviter la réapparition des difficultés qu'a connues l'enseignement secondaire lors de la rentrée 1982. D'autre part, ce choix budgétaire est rendu indispensable par la décision qui a été prise d'accueillir ou de garder un plus grand nombre d'élèves que par le passé (décision positive et immédiatement suivie d'effet). Enfin, l'effort de rénovation du système éducatif (missions Legrand dans les collèges, Prost dans les lycées, Jeantet dans l'enseignement supérieur) doit être accompagné d'importants moyens, faute de quoi il risque d'aboutir au contraire de ce que nous voulons pour l'école.

C'est de la responsabilité du gouvernement de conduire la politique du pays, il est de celle du Parti socialiste d'expliquer cette politique, dans la mesure où il l'aura orientée et contrôlée, ce qui est du ressort de notre congrès. C'est l'intérêt de la Gauche tout entière.

Languedoc-Roussillon (Hérault, Gard, Lozère, Pyrénées-Orientales)

Les socialistes du Languedoc-Roussillon expriment une fois encore leur attachement à la défense de la démocratie en Espagne et au Portugal. C'est pourquoi ils comprennent la nécessité politique d'un élargissement de la C.E.E. à ces deux nations.

Ils rappellent cependant que cet élargissement ne saurait se faire au détriment des intérêts vitaux, notamment agricoles, de la région. Ils maintiennent donc les préalables qui avaient été posés par le Parti, à Montpellier, en septembre 78 :

- réforme de la politique agricole commune de façon à assurer la protection des productions méditerranéennes : vins, fruits et légumes, plantes à parfum, etc. ;
- mise à niveau économique sur le plan industriel et touristique ;
- harmonisation des charges sociales entre les divers pays.

Ils souhaitent que le congrès de Bourg-en-Bresse réaffirme ces préalables et qu'il demande au gouvernement de s'engager à :

- ouvrir un débat sur les modalités concrètes de l'élargissement ;
- prendre en compte l'urgence du développement équilibré des régions méditerranéennes ;
- s'assurer dans la négociation que l'élargissement aboutira à un rééquilibrage en faveur des pays du Sud dans une communauté jusqu'ici dominée par le Nord.

Pour leur part, les militants du Languedoc-Roussillon s'attacheront à définir mieux encore ce que doit être leur projet régional.

Contribution présentée par Jean COLENÇON, Daniel GINESTE, Yannick LEMASSON, Gérard DELFAU, Jacques GASPERIN.

Jura

Réhabiliter la laïcité

Fidèle à la tradition jaressienne, le Parti socialiste fait du combat pour l'extension des libertés en France et dans le monde l'une des priorités de son combat politique. De ce fait, il ne cesse de stigmatiser avec énergie toutes les démarches ségrégatives inspirées par des différences de race, de sexe, de religion, de comportement physique ou d'origine sociale. L'homme, qu'il soit blanc ou noir, athée ou croyant, handicapé ou bien portant, pauvre ou riche doit pouvoir prétendre à un épanouissement maximal dans une société qui lui accorde équitablement respect et dignité.

Dans la période récente et notamment durant la campagne des municipales, la droite a largement utilisé le racisme et la xénophobie. Parallèlement, elle rejette toute solution au dualisme scolaire présentée comme une atteinte à la liberté. Telles sont les démarches qui, au-delà de l'intérêt électoral à court terme qu'elles visent, demeurent

fondamentalement inspirées par une vision de la société où toute idée de rassemblement et d'unité est écartée au profit d'une accentuation fondamentale des divisions.

Face à cette situation dont l'évolution peut conduire à des affrontements dramatiques, le Parti socialiste affirme sa volonté de promouvoir un vaste dialogue ouvert à tous les partenaires de la société française. Il faut ainsi instituer partout les possibilités maximales de libre confrontation des identités culturelles, philosophiques, religieuses, politiques, ethniques, raciales ou linguistiques. Libre confrontation sans laquelle il n'est pas de liberté de choix.

Une société au sein de laquelle ses membres prendraient l'habitude dès l'enfance de s'agglomérer en toutes choses, selon leurs seules identités, convictions ou coutu-



mes se départit de son avenir collectif et entretient par un tel fonctionnement les germes de conflits. En témoignent, extraits de la période récente, de nombreux exemples comme l'Irlande et le Liban où les fractions religieuses s'entretenant, l'Espagne où les régionalismes s'exaspèrent, la Belgique où les haines linguistiques empêchent l'unité régionale, les U.S.A. et l'Afrique du Sud où le racisme institutionnel dresse les communautés les unes contre les autres.

Pour pallier de tels risques d'affrontement, le Parti socialiste considère que la démarche politique première doit consister à construire un système éducatif qui évite de séparer les enfants dès l'école. L'expression concrète de cette volonté doit s'affirmer dans une intervention financière de l'État au profit des seules structures éducatives qui respectent dans leur fonctionnement la laïcité en tant qu'éthique individuelle et collective, en tant aussi que règle de vie sociale.

Fondée sur l'universelle liberté de conscience à laquelle le Parti socialiste réaffirme son attachement, sur la tolérance mutuelle, la reconnaissance et la compréhension de « l'autre », sur la dignité de l'homme et sur l'indépendance des institutions à l'égard des influences dogmatiques et doctrinaires, la laïcité constitue le moyen d'une solidarité vivante, offerte en partage à chacun, en dehors de tout esprit de ségrégation.

La laïcité de l'école et de tous les services publics n'agresse et ne doit agresser aucune foi, aucune identité culturelle ou raciale, aucune certitude ou attitude d'esprit, mais au contraire leur fournir matière à se conforter, en s'enrichissant des différences constatées, au lieu de dégénérer dans un isolement appauvrissant.

Depuis plus d'un siècle, cette laïcité a servi de fondement permanent à l'action éducative conduite et organisée au sein du service public. Parallèlement dans l'enseignement privé, religieux à plus de 90 %, la volonté de conformer les esprits des enfants est devenu systématique au point de constituer le fondement même de l'institution. Aujourd'hui, moins de 17 % des Français se tournent vers l'enseignement privé et 80 % d'entre eux ne font ce choix que pour des raisons de convenances pratiques et non de conviction religieuse. Cela signifie que les familles voulant donner à leurs enfants une formation « dogmatique » représentent moins de 4 % des parents. Il est donc clair, au vu de ces quelques éléments statistiques que la liberté de l'enseignement tant évoquée par la Droite est d'abord et avant tout le droit de quelques parents généralement aisés de placer leurs enfants, à part, dans quelques écoles ayant une orientation « propre », de ce fait, préservées à leurs yeux de certaines

influences malsaines. C'est ainsi plus le droit que la liberté de quelques parents d'imposer à leurs enfants un seul mode de penser, de choisir, pour eux et à leur place, la voie qu'ils devront suivre devenus adultes. C'est le droit à un pouvoir coercitif, répressif s'exerçant, par avance contre les citoyens de demain. C'est le droit des forts contre les faibles. C'est peut-être du libéralisme, ce ne saurait être une authentique liberté.

Dès lors, tout en réaffirmant le droit des parents à s'exprimer pleinement au sein de l'institution familiale, le P.S. doit exiger au sein du service public national et laïque l'existence d'une authentique liberté fondée sur les droits de l'homme, celle qui permettra aux enfants devenus hommes d'exercer demain librement leurs responsabilités.

Nous, socialistes, devons donc répéter inlassablement que l'enfant n'appartient qu'à lui-même et que l'argent de la nation ne doit servir qu'à la conquête et à la promotion de sa liberté de conscience.

Depuis le 10 Mai 1981, le ministre de l'Éducation nationale a organisé une vaste et longue consultation qui a abouti à la formulation de bases de négociation effectivement susceptibles de mettre un terme progressif mais définitif au dualisme scolaire par la construction d'un grand service public et laïque. Cependant, le souci de convaincre plutôt que de contraindre ne doit laisser ignorer deux choses essentielles. Tout d'abord, la volonté évidente des tenants du privé de gagner du temps, et surtout l'impérieuse nécessité de clarifier entre nous le sens du terme laïcité. Il ne saurait s'agir en particulier d'une composante à côté d'autres valeurs religieuses ou idéologiques. Elle ne peut être en effet que la nature profonde du caractère démocratique de l'école. Ainsi se différencie-t-elle au fond du « pluralisme » qui, lui, permet « aux familles spirituelles » de reprendre une place dans la chose publique que les progrès de la démocratie leur avaient fait perdre.

Les militants socialistes demandent aujourd'hui que la volonté de construire un grand service d'éducation public et laïque, se traduise par la prise de décisions parlementaires.

Ainsi, demain selon la formule de Pierre Mauroy, seront légalement reconnues « plusieurs écoles dans la République, mais une seule école de la République ».

Contribution présentée par la Commission fédérale éducation.

Le secteur consommation

A - Dans le contexte économique actuel, l'intervention libre sur la demande que peuvent opérer les consommateurs en donnant leur préférence aux produits français - à rapports qualités/prix égaux - ne constitue pas une mesure protectionniste. Les organisations de consommateurs ont conscience que l'isolement par la fermeture de nos frontières aboutirait à un appauvrissement.

Donner la préférence aux produits français dans les conditions définies ci-dessus est une intervention sur la demande, qui relève du pouvoir des consommateurs. Cette action est de nature à ménager leur intérêt propre dans la mesure où elle contribuera à favoriser la production française, donc l'emploi et le maintien du pouvoir d'achat. Par cette démarche, les enjeux étant clairement définis et exposés, il s'agit avant tout d'inciter et non d'imposer.

Pour que le consommateur donne sa préférence aux produits français, encore faut-il qu'il puisse les identifier facilement et avec certitude.

Les organisations ont lutté et luttent pour une réelle identification des produits et une publicité informative portant sur la nature, la composition, la date de fabrication l'usage, etc... Nous demandons aujourd'hui que cette identification porte également sur l'origine de fabrication des produits.

● Nous demandons que soit rapidement mis en place un système d'attribution d'un label d'origine pour les produits de fabrication française, se traduisant concrètement par l'apposition sur les produits et leur emballage, d'un signe distinctif visible et facilement identifiable par le consommateur.

Les associations de consommateurs seront bien entendu étroitement associées à cette démarche.

● La préférence donnée aux produits français doit aussi être le fait des entreprises publiques, des administrations et des collectivités locales. Des quotas de leurs budgets de fonctionnement et d'équipement doivent être fixés.

B - Dans le but de mieux assurer la défense des consommateurs, des négociations privilégiées doivent s'ouvrir entre les organisations de consommateurs et les entreprises nationalisées et les services publics.

C - La consommation doit être prise en compte au niveau du Parti, dans sa réflexion, ses propositions et son action d'une façon significative. Aussi il sera décidé de la création d'un secrétariat national à la consommation. Il reprendra en compte les travaux de l'actuel groupe de réflexion du secrétariat aux études.

La social-démocratie en questions

PAR DES SOCIALISTES
DES SOCIAUX-DÉMOCRATES
DES COMMUNISTES

avec des réflexions de
François Mitterrand

REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE

55 F

EN VENTE AU CLUB
SOCIALISTE DU LIVRE
ou par correspondance

à
L'ISER

10, rue de Solferino, 75007 Paris



Haute-Loire

Le 10 mai 1981 a été l'aboutissement électoral d'un long travail militant sous l'impulsion de François Mitterrand, et en même temps le point de départ de la mise en œuvre d'une nouvelle politique pour la France, pour plus de justice, d'égalité, de respect du citoyen, en un mot, une marche vers le socialisme.

Le prochain congrès du Parti socialiste à Bourg-en-Bresse doit être l'occasion, de réaffirmer les grandes options du P.S., ses choix politiques, mais aussi d'adopter certaines mesures, de redéfinir le rôle du Parti.

Choix et options politiques

a) L'expérience gouvernementale vient de démontrer à l'évidence que des forces hostiles au socialisme et à l'expérience française se manifestent, quelquefois avec dureté. Les réformes sociales se heurtent aux conceptions conservatrices des anciens détenteurs des pouvoirs. Le P.S. réaffirme, plus que jamais, que la lutte des classes est une constante de notre vie politique et sociale. De ce fait, face aux manœuvres de la Droite et du patronat, l'Union de la gauche doit être approfondie, développée et devenir la règle commune. Après un accord national, on ne peut concevoir des conceptions soi-disant basées sur des particularismes locaux, sans mettre en danger l'unité du Parti socialiste.

François Mitterrand avait dit le soir de son élection : « c'est la victoire des forces du travail et de la jeunesse. » C'est donc vers elles que doit tendre en priorité la politique gouvernementale et l'effort du Parti socialiste.

Notre stratégie du front de classe non seulement n'a pas changée mais doit être préservée et renforcée.

b) Le **Parti socialiste** doit s'engager dans un long travail militant, d'explication de la notion de solidarité, afin de faire échec aux tentations catégorielles et corporatives, héritées du passé... Toutefois, il faut définir sérieusement la notion de solidarité et en trouver les applications concrètes.

c) Le **Parti socialiste**, dans un esprit de réconciliation de la nation, et de sa jeunesse en particulier, souhaite la mise en œuvre rapide du projet d'un enseignement public, laïque et unifié. Il demande l'établissement d'un calendrier précis, prenant comme point de départ la session de printemps de 1984.

Des réformes

a) Les projets gouvernementaux ne sont pas des expériences, mais bien des étapes à l'intérieur d'un projet parfaitement défini, et suivant une ligne tracée et connue de tous. Cette action trouve des freins, et ne peut toujours se dérouler suivant la volonté initiale. Cependant l'effort doit être appliqué, la vérité doit être dominée dans l'analyse de la situation. Une politique de rigueur doit être mise en place afin de combattre un certain nombre de maladies structurelles de notre économie. L'effort est demandé, sur la base d'une répartition équitable selon les possibilités de chacun. Cette démarche de justice sociale trouve son comportement dans l'instauration d'une véritable réforme fiscale, qui nécessite la poursuite de la fraude fiscale, mais aussi la transparence des revenus. Cette recherche ne peut que recevoir l'appui des masses populaires, base de notre politique.

b) Une plus grande fermeté et une plus grande assurance dans la conduite de la politique gouvernementale nécessite l'adjonction d'un corollaire à toute réforme : les moyens financiers dégagés pour son application.

c) Afin de parfaire la réforme de la décentralisation, et dans le cadre de la définition d'une nouvelle citoyenneté, il apparaît nécessaire de déposer dès la prochaine session parlementaire, le projet de loi sur le statut de l'élu, et la limitation du cumul des mandats. Une telle mesure ne peut que favoriser l'accès des travailleurs aux responsabilités politiques et mettre un terme au pouvoir d'une suprématie sociale. De plus, elle permettra non seulement de renouveler et multiplier notre potentiel électoral, mais aussi de nous donner un atout dans les prochaines batailles électorales en limitant le pouvoir des potentats de la Droite.

D'autre part, le congé éducation politique calqué dans une certaine mesure sur le congé éducation syndical, doit permettre à chaque citoyen d'exercer correctement les responsabilités qui lui auront été dévolues par le suffrage universel.

d) La réduction du service militaire à 6 mois peut poser le problème du danger de l'armée de métier. Fidèle à la conception d'une armée de conscription, le Parti socialiste reconnaît qu'en l'état actuel de la situation politique internationale et économique, qu'il n'est pas possible et souhaitable de procéder à une telle réduction.

Cependant une réduction substantielle peut être élaborée à partir d'un calendrier pour les 3 ans à venir, en complément d'un allongement volontaire possible. La clarification du statut des objecteurs de conscience sera parachevée, afin de leur garantir tous les droits dans le choix futur de leur activité professionnelle.

e) L'aide aux entreprises ne peut se traduire par des cadeaux au patronat, et doit être accompagnée de contreparties. Le contrôle de ces aides, de leur utilisation, sera instauré en prévoyant si nécessaire toute sanction utile s'il y a détournement du but fixé.

f) La politique agricole sera poursuivie. Les militants de la Haute-Loire sont toujours très attachés et n'abandonneront à aucun prix la politique agricole précédemment élaborée par le Parti et notamment les prix différenciés et surtout les offices fonciers. Ces derniers sont un pilier de cette politique et nous demandons que soit envisagée dans les plus brefs délais cette réforme foncière indispensable au maintien d'un maximum d'agriculteurs, à l'augmentation de leur revenu, bref à la vie des paysans et du milieu rural.

Le rôle du Parti

Parti de pouvoir, le Parti socialiste doit retrouver toute sa force, son activité, son imagination.

Soutien actif du gouvernement, il assure à la base l'explication nécessaire des mesures gouvernementales et veille à leur application. De même, il fait remonter l'information, afin de donner au gouvernement tous les éléments utiles à la réflexion avant la définition d'un projet.

Parti de l'imagination, il est de son devoir de débattre des grands projets d'orientation, afin d'éclairer les discussions politiques à venir. Il a de ce fait en charge aussi bien le court terme que le moyen et le long terme.

Son rôle de concertation avec le gouvernement et le groupe parlementaire doit trouver son application concrète dans la mise en place d'une structure légère mais régulière, afin d'éviter non seulement tout décalage, mais aussi de prendre en compte l'avis des citoyens.

L'information des décisions doit être améliorée auprès de l'opinion publique, ce qui signifie que non seulement on développera la décision finale, mais aussi qu'on fera connaître toute la concertation préalable qui aura eu lieu.

Retrouvant toute son activité de réflexion, de proposition, d'information, toute sa force d'écoute auprès du gouvernement, le Parti socialiste deviendra le grand parti de masse dont a besoin la France pour la réalisation de sa politique conduite par le Président de la République François Mitterrand.

Contribution présentée par Louis VALENTIN et Louis EYRAUD



Loire-Atlantique

Analyser nos faiblesses pour aller de l'avant

Lorsqu'en mai 1981, la victoire de la Gauche porte François Mitterrand à la présidence de la République, la surprise causée par ce succès aurait pu donner à penser que le Parti socialiste n'était pas préparé à assumer les nouvelles responsabilités qui étaient les siennes. En fait, bien au contraire, les conditions étaient réunies pour réussir un bon départ. Nous avions la volonté politique nécessaire, nous disposions d'une relative marge de manœuvre financière et économique, de l'autonomie sur le plan diplomatique et surtout d'une base sociale élargie grâce à cette période communément appelée « état de grâce ».

Deux ans plus tard, malgré les nombreuses mesures prises et les réformes engagées (1), force est de constater que la volonté politique traduite depuis plus de dix ans dans le Programme commun, dans le Projet socialiste et convenablement dans les « 110 propositions », apparaît floue et que nous donnons trop souvent l'impression de manquer de « phare » programmatique. De plan de rigueur en plan de rigueur, nous perdons peu à peu de notre marge de manœuvre tant sur le plan économique que sur celui des relations internationales. Bien plus, notre base sociale se délite, qu'il s'agisse des couches populaires ou qu'il s'agisse des couches moyennes non salariées ou mêmes salariées. Aujourd'hui, comme toujours, l'intérêt de la Gauche rejoint celui de la France ; un sursaut rapide est nécessaire.

L'indispensable autocritique pour aller de l'avant, les yeux ouverts

Avant de formuler toute autocritique, il importe de souligner que la responsabilité des deux années écoulées est une responsabilité collective partagée par l'ensemble de la Gauche et l'ensemble des socialistes. C'est collectivement que nous avons géré, c'est collectivement que nous devons assumer l'autocritique.

Il n'entre pas dans l'intention des signataires de cette contribution de dresser le bilan positif de deux ans d'action gouvernementale. La place disponible n'y suffirait pas.

Trois approches inadéquates

L'approche de la durée

L'une des idées les plus couramment répandues est de dire que, pour la première fois dans son histoire, la Gauche a la durée pour elle. C'est vrai du point de vue des institutions (sauf remise en cause de celles-ci). C'est faux du point de vue du rapport de forces nécessaire pour toute réforme. La réforme du pouvoir politique ne suffit pas, à elle seule, à créer les conditions du rapport de forces. Par ailleurs, certaines réformes avaient comme objet complémentaire de conforter ce rapport de forces en faveur de la Gauche, à condition d'entrer rapidement dans les faits. La procédure des ordonnances est peu adaptée aux questions sociales qui, plus que toutes autres, nécessitent la concertation ; par contre, elle pouvait s'avérer très efficace pour les nationalisations. Dans le domaine de l'agriculture, il était possible de créer les offices fonciers, dès 1981. De même, en ce qui concerne la dualité scolaire, des avancées importantes pouvaient être opérées dès la rentrée de septembre 1981. L'utilisation de la durée n'a de sens que si, au fil des mois, on élargit la base populaire du pouvoir de la Gauche. La durée est inutile si cette base populaire se réduit de jour en jour.

L'approche de la réalité de la lutte des classes

L'humanisme des Socialistes les amène souvent à sous-estimer les réalités de la lutte des classes. Il est illusoire de penser que la simple conquête des rouages politiques d'État suffit à créer les conditions d'une avancée vers le socialisme. Il est illusoire de croire que les hauts fonctionnaires de l'État sont neutres, qu'ils n'ont pas de convictions politiques et que, par nature, ils « jouent le jeu » démocratique. Il est indéniable que cette réalité n'existe pas et que la première mission de la République est de veiller à l'application loyale de sa volonté.

Dans le même ordre d'idée, il est illusoire de penser que les salariés du secteur public seront plus facilement mobilisables avec des directions inchangées et avec une répression syndicale accentuée. Quand la réalité sociale ne change pas dans les entreprises publiques, il est certain que l'incompréhension ne cesse de croître parmi les travailleurs.

Nous avons recherché un « compromis » avec le patronat, sous-estimant l'engagement complet d'une partie importante de celui-ci contre les orientations définies dans notre programme et adoptées par le corps électoral.

Le Parti socialiste, avant 1981, était passé maître dans la théorisation du front de classe. Or, depuis deux ans, dans ce domaine, nous devons constater que le résultat essentiel que nous avons atteint a été de renforcer le corporatisme et les revendications catégorielles. Nous n'avons pas su dissocier les couches populaires appartenant aux classes moyennes non salariées des couches situées au sommet de leur hiérarchie.

C'est d'ailleurs là que se pose le problème du contexte idéologique de la lutte des classes. Nous sous-estimons beaucoup trop le bloc idéologique. En mai 1981, celui de la Droite avait été entamé beaucoup plus au niveau de ses couches moyennes qu'au niveau de ses couches les plus défavorisées.

Cette affirmation pose une double interrogation : depuis cette date, qu'avons-nous fait pour agréger à notre bloc ces couches conquises par surprise et pour conquérir la base populaire du bloc socio-électoral de droite ? Et surtout, n'avons-nous pas été défailants au niveau des médias qui soudent tout bloc, en perdant la bataille des vecteurs idéologiques ? Il est évident qu'en deux ans, la Droite a renforcé son emprise idéologique en récupérant à son profit les thèmes de liberté, d'égalité et même de justice sociale. De ce point de vue, le Parti socialiste a cessé, pendant cette période, d'être le laboratoire idéologique qu'il avait su être.

L'approche internationaliste

Nous avons en commun la grande ambition de contribuer à la réalisation d'un nouvel ordre international où les rapports Nord-Sud seraient transformés et où le développement des pays du tiers monde serait basé sur le respect de leur indépendance, de leur libre choix et dans le cadre de rapports contractuels et respectueux de chaque partenaire. De même, sommes-nous attachés à manifester notre solidarité concrète à l'égard de tous les peuples qui luttent pour leur liberté, leur dignité et leur indépendance. L'arrivée de la Gauche au pouvoir en France a été de ce point de vue accueillie avec intérêt. Et l'admirable discours de Cancun a mis la France en position de jouer ce rôle moteur dans l'évolution vers un nouvel ordre international.

Mais aujourd'hui, serions-nous à même de pouvoir renouveler ces initiatives ? Disposons-nous de la même marge de manœuvre que voici deux ans ? Avons-nous toujours conscience qu'en voulant jouer un rôle actif dans les rapports Nord-Sud, nous nous heurtons aux contradictions des rapports Est-Ouest et que, lorsque nous choisissons de rapprocher nos options économiques de celles des grandes puissances occidentales, nous limitons notre autonomie d'action sur le plan de la solidarité internationale en direction du tiers monde ?

L'impuissance à mobiliser

L'anesthésie de la victoire

Curieuse et paradoxale situation que celle que nous avons connue au cours du second semestre de 1981 : la victoire était nette, une majorité sans pareille existe à l'Assemblée, les fêtes de cette victoire témoignaient de l'ampleur du capital d'espoir mis dans la Gauche.

Victoire si superbe que nous avons oublié cette vérité première : toute avancée vers le socialisme doit être accompagnée d'une mobilisation populaire. Il ne saurait y avoir de réel « mouvement d'en haut » s'il ne s'appuie sur un puissant « mouvement d'en bas ». Or, le « haut » n'a pas recherché cet élan (peut-être l'avons-nous craint ?...) ... quant au « bas », il s'est plongé dans les délices de l'« état de grâce » !

Dès lors, un espace d'action, élargi chaque jour, s'ouvrait pour la Droite et la réaction, prouvant le caractère illusoire de la recherche d'un consensus.

La primauté du quantitatif

L'état d'injustice, le sort des plus défavorisés, étaient tels que nous avons pris, à juste titre, des mesures quantitatives qui, par ailleurs, devaient contribuer à la relance de la consommation. Mais, faute d'avoir procédé dans les six mois à la réforme de notre système fiscal, nous avons fait porter une grande partie du coût de ces mesures sur les couches moyennes salariées qui tiennent une place primordiale dans notre bloc socio-électoral. Quand vint le temps de la rigueur, c'est aussi sur elles qu'en retombe le poids.

Et pourtant, ces couches sociales sont prêtes à consentir cet effort sous réserve que celui-ci s'insère dans un grand projet pour la France, sous réserve qu'elles se sentent mobilisées pour être aussi les « acteurs du changement ».



CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES

Les carences de l'explication et le dilemme du Parti

Pour qu'il y ait mobilisation, il faut que l'action gouvernementale apparaisse comme cohérente et que l'information soit donnée avec la volonté de créer une dynamique. De ce point de vue, nous devons dresser un bilan assez négatif.

Ce n'est qu'en mars 1983 que fut créé un secrétariat d'État pour un porte-parole du gouvernement.

En ce qui concerne la communication écrite, la Droite a accentué son emprise sur un grand nombre de quotidiens qui sont devenus autant d'officines partisans inscrivants leur rôle journalistique dans le cadre des grandes options stratégiques des deux grands partis de la Droite. Puisque nous acceptons, au nom de la liberté, une telle situation, il convient que nous envisagions de nous doter des mêmes armes. L'absence de quotidiens exprimant les choix socialistes s'avère très préjudiciable avec le recul des deux dernières années.

Quant à l'audiovisuel, nous l'avons doté de structures, certes améliorées, mais nous constatons que la politique gouvernementale est moins bien servie que par le passé.

Reste le média essentiel de la communication politique : le Parti et ses militants. Notre parti, depuis mai 1981, est réduit, qu'il le veuille ou non, au rôle d'un parti « godillot ». Nous n'avons pas su surmonter le dilemme suivant : comment porter un jugement, fût-il critique, sans prendre le risque de gêner l'action gouvernementale ?

Cette gêne vient du fait que, dans tous les cas, le Parti se trouve en aval des décisions. Si celles-ci sont mal expliquées, si elles sont éloignées de la base programmatique du Projet socialiste, alors la mobilisation du Parti, de ses cadres, de ses militants devient difficile faute d'avoir été associé au processus d'élaboration.

Bien mesurer les difficultés et les dangers du moment

La spirale déflationniste

Lorsque, dans le contexte de la campagne électorale, l'on nous mettait en garde contre les effets de la relance de la consommation populaire sur les importations ou sur les prix, nous avions des réponses qui apparaissaient fort cohérentes : nous répondions par le blocage des prix, par l'utilisation du Traité de Rome pour mener une politique de l'import-export ; nous parlions même d'emprunt forcé pour les plus favorisés. A ceux qui exprimaient des craintes quant à l'accroissement des charges des entreprises ou sur nos capacités budgétaires, nous indiquions que la réforme fiscale serait imminente. Le Projet socialiste définissait une politique industrielle articulée sur la planification ; par sa logique, sa cohérence, son bien-fondé, il permettait – et permet toujours – de répondre aux problèmes de l'heure.

Finalement, sur deux ans, ces mesures, nous avons fini par les prendre presque toutes ! Mais faute de l'avoir fait simultanément, nous en avons réduit les effets essentiels. C'est un an après la relance de la consommation que nous nous sommes déterminés au blocage des prix et des revenus. C'est en septembre 1982 que notre Comité directeur aborde pour la première fois le thème de la politique commerciale. C'est en mars 1983 que l'emprunt obligatoire est envisagé... Nous avons les moyens d'agir, mais nous les avons utilisés en ordre dispersé sans pouvoir tirer toute l'efficacité attendue et nous enfonçant davantage dans la voie déflationniste.

La spirale déflationniste qui nous attire, semble-t-il inexorablement, est contradictoire avec tout projet de transition au socialisme. Elle est contradictoire avec les intérêts fondamentaux du pays. Se résigner à l'accepter, c'est renoncer à un grand projet pour la France.

Par la rigueur qu'elle implique, la politique déflationniste exacerbe les comportements catégoriels. Elle ébranle le corps social dans la mesure où les abandons de pouvoir d'achat qu'elle suppose pèsent de façon injuste en raison du système fiscal dans lequel nous sommes restés.

Politique gagée sur une hypothétique reprise économique internationale qui dépend de choix faits ailleurs, elle prédispose à l'attente et à la résignation.

Mais surtout, ses conséquences économiques vont à l'encontre de notre volonté politique. Le « plan d'accompagnement » actuel vise à comprimer la demande intérieure en agissant sur le pouvoir d'achat. Cette action sur le pouvoir d'achat se fait par l'emprunt obligatoire et par le prélèvement destiné à rééquilibrer les régimes de sécurité sociale : elle pèse essentiellement sur les couches moyennes salariées. Mais le pouvoir d'achat sera également amputé par l'inflation si les clauses de sauvegarde ne sont pas appliquées. Les plus défavorisés ne seront pas épargnés.

Vingt-cinq années de la politique de la Droite ont laissé l'appareil de production de la France dans un état d'insuffisance et d'inadaptation. Toute inscrite dans la logique de la nouvelle division internationale du travail, cette politique se préoccupait surtout des créneaux porteurs à l'exportation. L'appareil de production tourné vers le marché intérieur a donc le plus souffert de cette politique. Il a eu un temps de répit incontestable avec les neuf premiers mois de gestion de la Gauche : les faillites et dépôts

de bilan se sont réduits de façon spectaculaire. Mais, malade de la gestion de la Droite, mal protégé de la concurrence extérieure, il n'a pas su faire face, dans des conditions idéales, à la reprise de la consommation intérieure.

Il est sûr que la compression de la demande commencée en juin 1982 et accélérée en mars 1983, va surtout avoir des effets sur ce secteur de production. D'ores et déjà, le premier trimestre de 1983 montre la reprise des faillites et dépôts de bilan. L'emploi sera touché à la fin du second trimestre et cela malgré les efforts menés en direction de l'emploi des jeunes.

Ainsi, si nous nous laissons aller plus loin sur cette voie déflationniste, les effets mécaniques sur le secteur de la production tourné vers le marché national seront tels que la casse reprendra jusqu'à l'« assainissement » ainsi que le conçoivent les économistes libéraux !

Nous pouvons toujours nous réjouir d'avoir un vaste secteur public... Celui-ci, privé de sa base nationale, en sera réduit à rechercher uniquement les marchés extérieurs... le passage de la « politique des filières » à la « politique des créneaux » prendra alors toute sa signification. Il ne nous restera plus qu'à collaborer à la nouvelle division internationale du travail. Les conditions de la résistance seront plus difficiles.

La spirale de l'alignement

Toute politique économique qui se place dans la double dépendance de l'hypothétique reprise internationale et de l'acceptation de la nouvelle division internationale du travail facilite le glissement de la France dans l'alignement atlantiste.

Les contraintes du système monétaire européen, la répétition des emprunts auprès de la C.E.E., les choix déflationnistes identiques à ceux de nos principaux partenaires occidentaux, contribuent à restreindre notre autonomie. S'il est vrai qu'il semble exclu de sortir seul de la crise, il est encore plus certain que tout alignement économique restreint notre indépendance politique et réduit notre capacité à sortir de la logique des deux blocs.

La menace sur l'identité de notre socialisme

Notre victoire a été le fruit de nos efforts unitaires. Parce que nous avons tenu bon sur le terrain de l'Union – contre la Droite, contre la direction du P.C.F. et contre nous-mêmes, – nous avons pu l'emporter et donner à la France un gouvernement représentatif de toute la Gauche. Nous sommes, plus que d'autres, comptables de cette union devant le peuple de France.

Or, plusieurs dangers menacent cette union.

Le premier serait de faciliter par nos erreurs le retour d'une Droite musclée, voire fascisante. Le regain des thèmes idéologiques propres à cette Droite est évident. Le lien est direct entre ce regain et le développement du corporatisme. Il faut tout faire pour éviter tout ce qui donnerait à penser qu'il y a une crise de l'État même si les institutions de la V^e République semblent constituer un rempart inviolable. La tentation de remettre en cause la légitimité républicaine est réelle à droite.

Le deuxième danger serait le démantèlement des bases populaires sur lesquelles s'appuie l'union des socialistes et l'Union de la gauche. L'Union populaire était possible sur la base du Projet socialiste ; elle est amenée à se dissoudre si la politique de ce projet est remise en cause. Toute politique déflationniste peut, à terme, casser l'Union et prédisposer à tout recentrage politique.

Les élections municipales, par leur second tour, ont démontré que les bases populaires étaient toujours réelles, qu'elles sentaient le double danger et qu'elles ne demandaient qu'à se mobiliser à nouveau pour un retour au grand projet pour la France : le Projet socialiste.

Les conditions du sursaut

Relancer la mobilisation de toutes les énergies

Retrouver les ressorts de la mobilisation, tel est l'enjeu essentiel de l'heure. Cela signifie mobiliser la nation, mobiliser les travailleurs, mobiliser les entreprises, mobiliser la jeunesse.

Mobiliser la nation

Il convient pour cela de rassembler plusieurs conditions :

- parler vrai et montrer les réalités de la guerre économique dans laquelle la France est engagée ;
- dégager et expliquer l'enjeu de la période actuelle : ou bien la France se résigne à l'acceptation des contraintes ou bien elle cherche les moyens de conserver son indépendance et un projet autonome ;
- définir, par la planification dont le caractère prépondérant doit être effectif, les objectifs quantitatifs à atteindre et les moyens pour y parvenir ; si la route à prendre implique l'effort, celui-ci sera d'autant plus accepté que les buts à atteindre sont clairement définis ;
- mobiliser l'ensemble de la population dans l'inventaire des gâchis et celui des besoins dans les domaines de la Santé et de l'Éducation.



Mobiliser les travailleurs

Il est temps de recréer les conditions du mouvement « d'en bas ». En 1983, les salariés et leurs organisations disposent de meilleurs moyens d'action et ce, grâce aux lois Auroux ou à la « démocratisation du secteur public ». Cela implique une volonté des travailleurs de se saisir de ces outils. Cela implique aussi que le gouvernement veille au bon respect de ces nouvelles lois et que cesse ce climat répressif qui règne encore dans plusieurs entreprises nationalisées.

La reconstruction de notre appareil de production doit être l'un des premiers objectifs du plan de redressement national. Il est essentiel d'associer les salariés à la réalisation de cette ambition.

Mobiliser les travailleurs, c'est aussi faire des organisations syndicales les parties prenantes des négociations qu'il faut organiser sur la réduction du temps de travail, sur les fonds salariaux (voir infra) ou sur les mesures à prendre pour mettre fin aux gâchis de tous ordres.

Mobiliser les travailleurs, c'est aussi rendre aux organisations syndicales la place qui doit être la leur dans la gestion des organismes paritaires en matière sociale ; c'est leur donner la possibilité et les moyens de participer activement aux mesures d'équilibre des budgets sociaux.

Mobiliser les entreprises

Nous avons, au Congrès de Valence, posé le principe du compromis à passer. Faisons le bilan : les aides financières ou fiscales de toute nature ont-elles été suivies en contrepartie des mesures qui devaient les accompagner ?

Il faut passer un grand contrat national avec nos entreprises :

– un contrat qui définisse les « règles du jeu » à la fois par rapport au droit du travail et par rapport au Plan. Les contrats de plan doivent rapidement devenir la règle. De même, il est urgent de définir un code de la sous-traitance ;

– un contrat qui lie tout allègement des charges pesant sur les entreprises à un abaissement des coûts des produits pour que l'effet se fasse sentir sur les prix et sur la compétitivité.

Un contrat qui précise le rôle de l'État, à savoir la garantie que les règles de la concurrence internationale seront respectées en France. Il est du devoir de l'État de protéger notre industrie. Il est du devoir des entreprises de profiter de cette protection pour entreprendre ou accentuer la reconquête du marché intérieur.

Mobiliser les entreprises, c'est aussi les inciter à une concertation par branches d'activité pour réaliser une offre compétitive dans des secteurs pénétrés par les importations ; c'est encourager les accords de production entre producteurs et distributeurs pour favoriser l'offre française.

Il faut également que les travailleurs n'aient pas le sentiment d'être laissés pour compte dans ce contrat que la Nation doit passer avec ses entreprises. Toute aide qui est allouée sans contrepartie apparaît à leurs yeux comme étant autant de « cadeaux au patronat ». Il importe donc de renforcer le caractère contractuel de toutes les incitations financières.

Il apparaît également urgent que soit mieux contrôlée l'affectation des prélèvements obligatoires qui, comme la taxe d'apprentissage, le versement logement, le 1,1 % formation professionnelle, sont laissés à l'arbitraire des entreprises.

Mobiliser la jeunesse

Celle-ci éprouve trop souvent le sentiment d'être laissée pour compte dans le processus du changement. Sensibilisée aux problèmes du chômage, de la drogue, confrontée à des cadres de vie souvent inadaptés, attentive aux problèmes de l'arme nucléaire, à la conception du service national, aux questions du sous-développement et aux problèmes posés par les ventes d'armes, mal dans sa peau face à notre système éducatif... elle attend des réformes plus ambitieuses de notre part. De ce point de vue, la proposition du Premier ministre d'organiser une table ronde de la jeunesse est particulièrement constructive.

Pour une politique économique volontariste

Trois axes sont à retenir :

- préserver une croissance sélective tournée vers l'investissement ;
- poursuivre la lutte contre l'inflation ;
- prendre des mesures conservatoires à la fois pour faire face à la situation de crise de notre balance des paiements et pour relancer plus aisément les investissements.

A cela s'ajoutent deux réformes de première urgence : la réforme de la fiscalité et la réforme bancaire.

Une croissance sélective tournée vers l'investissement

Une croissance sélective, en prise sur les besoins planifiés de la nation, est nécessaire.

Toute politique dynamique de l'investissement est conditionnée par un dynamisme du marché intérieur. S'il fallait s'en remettre au seul dynamisme du marché extérieur, d'ailleurs hypothétique, ce serait s'engager sur la voie de l'abandon.

Ce dynamisme du marché intérieur suppose un soutien de la demande et des revenus des ménages. Ce soutien doit être accompagné des mesures propres à éviter tout dérapage au niveau des importations.

En conséquence, le pouvoir d'achat des ménages doit être maintenu ; il doit progresser pour les plus défavorisés et simultanément, l'épargne doit être encouragée. Certes, cela peut aller jusqu'à des mécanismes d'épargne forcée, mais il est préférable de prôner un fonds d'épargne-investissement alimenté par des salaires bloqués ou des fonds salariaux qui pourraient être mis en place au niveau des branches ou des entreprises. Ce type de fonds permettrait d'associer les travailleurs à leur gestion.

L'utilisation des fonds salariaux en vue de la réduction du temps de travail ne semble pas être un choix judicieux. Il est préférable de les utiliser à financer en priorité la modernisation des industries de transformation.

Cela ne signifie pas qu'il faille renoncer aux objectifs de réduction du temps de travail. Cette réduction doit être négociée, sélective et éviter tout alourdissement des coûts de production.

Poursuivre la lutte contre l'inflation

Il s'agit là d'une des conditions à remplir pour améliorer la compétitivité de notre industrie. Les mesures d'incitation à l'épargne doivent permettre de réduire l'« inflation-demande ». La réduction des charges financières des entreprises, une meilleure utilisation des machines influeraient sur l'« inflation-coût ». Des contrôles plus adaptés, en particulier au niveau des revenus et des prix dans les secteurs des services et des commerces, permettront de limiter l'« inflation-anticipation » et l'« inflation-spéculation ».

Une réforme des circuits de distribution permettrait la réduction de l'inflation structurelle au niveau commercial.

Articuler politique industrielle et politique commerciale

Nous avons comme principal handicap le poids de nos importations abusives. Toute la gauche est unanime à dire qu'il faut lutter contre ce handicap. Le faire par la compression de la demande intérieure c'est d'une part renoncer à tout projet industriel de reconquête du marché intérieur et c'est prendre le risque de désarticuler le front de classe.

Il n'y a pas d'autre solution que de prendre des mesures à caractère conservatoire pour redresser nos échanges extérieurs et créer l'espace nécessaire pour que nos entreprises soient stimulées à l'investissement.

Pourquoi la France née de 1981 serait-elle la seule puissance à ne pas utiliser la panoplie des mesures de défense ? Les pays où la primauté du marché est affirmée ont recours à ces mesures... le pays où la primauté du Plan est acceptée y renoncerait ! Il faut donc sortir du débat truqué du protectionnisme.

Contingents, accords d'autolimitation d'importations, institution de dépôts préalables sur les importations, normes, réglementations sanitaires... sont utilisés chez nos partenaires.

Il convient d'agir de même avec comme objectif d'articuler ces mesures avec nos efforts d'investissement et de restructuration. Il faut mettre à l'abri des secteurs de notre marché intérieur, pour une durée qui permettra à nos entreprises d'y reprendre l'offensive.

Desserrer les contraintes monétaires

L'indépendance nationale, la lutte concertée contre la crise, la coopération internationale et de nouveaux rapports Nord-Sud ne sont possibles que si l'Europe arrive à desserrer l'étreinte de la domination du dollar... la France seule n'y arrivera pas.

Cela implique des initiatives pour une relance d'une négociation globale au sein de la C.E.E. L'avenir de l'Europe en dépend. Les propositions suivantes pourraient être faites au nom de la France :

- nécessité d'une relance européenne ;
- renégociation du S.M.E. afin d'éviter les attaques spéculatives sur une monnaie, qui entraînent une hémorragie de devises ;
- projets industriels communs ;
- élaboration d'une politique commerciale commune ;
- redéfinition de la politique agricole commune.

Mais aller à cette négociation sans faire preuve de détermination serait se contenter de vœux pieux.

Cette détermination sera manifestée par les mesures conservatoires, par une fermeté à l'égard du S.M.E. pouvant aller au besoin jusqu'à la sortie de la France de ce système.

Redonner son sens au Parti

Depuis mai 1981, le parti donne l'impression de flotter, d'hésiter et de ne pas être toujours à la hauteur des enjeux. Le congrès de Valence qui devait définir le rôle du Parti n'a en fait rien réglé. Cette situation résulte de trois causes essentielles :



– la victoire de la Gauche a provoqué une puissante aspiration des cadres du Parti vers les centres institutionnalisés du pouvoir. La durée d'adaptation à la nouvelle situation a été plus longue que prévue.

– les institutions de la V^e République restreignent le champ d'action autonome d'un grand parti de majorité. La pente induite par ces institutions mène naturellement à la dilution du Parti dans un suivisme démobilisateur. Ici encore la nécessité d'un sursaut s'impose.

– ce champ d'action se réduit davantage lorsque les militants ont le sentiment (à tort ou à raison), qu'ils ne pèsent en aucun cas sur des décisions gouvernementales dans lesquelles ils ne se retrouvent pas toujours. La grande question que se pose chaque militant, y compris dans la phase préparatoire du Congrès, est de savoir jusqu'où peut aller son autonomie d'expression sans porter atteinte à l'action gouvernementale. On notera que ce type de question ne se pose que lorsqu'il y a distorsion entre les choix gouvernementaux et le contenu programmatique du Parti.

Un parti de gouvernement

Une première nécessité s'impose : accentuer le dynamisme dans le soutien à l'action du gouvernement. Cela implique quatre conditions :

– réduire au maximum les distorsions entre les choix programmatiques que nous avons faits et les décisions gouvernementales. Cela signifie que le Parti doit jouer son rôle en amont de la prise de décision. Sur certains projets de loi, le Parti devrait être à même de jouer un rôle préparatoire au niveau de l'opinion publique ;

– continuer l'effort d'information des militants ;

– affiner notre présence au niveau des médias. Il faut reprendre le dossier du quotidien du Parti. Il convient de ne pas négliger les moyens actuels de communication. Une vidéothèque doit être élaborée au niveau national afin de mettre à la disposition des fédérations et des sections des films explicatifs de l'action gouvernementale ;

– organiser des campagnes d'information et de mobilisation sur des thèmes programmés à l'avance. A titre d'exemple : le Parti aurait dû lancer une campagne sur les droits des travailleurs ou sur la retraite à soixante ans simultanément au passage en première lecture à l'Assemblée.

Un parti de combat

Il faut se convaincre que la Droite tient encore une grande place dans les institutions politiques, économiques, socio-culturelles. Le Parti doit donc reprendre son rôle offensif contre cette droite. On peut de ce point de vue formuler plusieurs propositions :

– coordonner l'action du Parti dans les villes, départements ou régions tenues par la Droite. Des campagnes nationales pourraient être organisées ;

– mobiliser le Parti pour le soutien aux luttes des travailleurs. En particulier, le Parti doit être plus offensif en ce qui concerne le respect des droits nouveaux et surtout dans les entreprises publiques ;

– organiser la riposte immédiate aux manifestations, coups de force ou autres que la Droite peut mettre en œuvre.

• Le Parti doit se mobiliser contre la montée du racisme et du fascisme. Il doit contribuer au plus large rassemblement unitaire contre la Droite « musclée ».

– Encourager l'engagement des militants socialistes dans la vie syndicale et associative. L'entrisme de la Droite et en particulier du R.P.R. est souvent devenu une réalité.

Un parti de proposition

Il est nécessaire que le Parti retrouve sa capacité à proposer. Cela est d'autant plus vrai que la Gauche donne le sentiment d'avoir perdu toute initiative sur ce terrain. Il faut enfin ajouter que les données générales ont évolué depuis deux ans et que certains choix antérieurs semblent aujourd'hui poser problème. Dans les deux ans qui viennent, le Parti devrait lancer un grand débat sanctionné par des colloques ou conventions sur les thèmes suivants :

– **Politique de la défense** : il faut préciser nos positions sur le contenu du service national et sur sa durée. De plus, le développement des armées nucléaires tactiques, les « progrès » des armes nucléaires stratégiques, les progrès techniques dans les systèmes de détection, « banalisent » en quelque sorte, le nucléaire militaire. En particulier, le Parti ne peut rester silencieux sur l'adoption ou la non-adoption de la bombe à neutrons.

– **Réduction du temps de travail** : des questions comme la semaine de 35 h, la réduction sélective du temps de travail, l'extension du travail à deux postes, l'extension du travail à temps partiel méritent d'être rediscutées :

– les problèmes d'enseignement et en particulier la question de la dualité scolaire ;

– le budget social de la nation ;

– la politique de coopération. En particulier, le Parti doit lancer un grand débat sur le rôle de la France par rapport au continent africain et par rapport à l'Amérique latine ;

– la fiscalité : en particulier, la réflexion collective doit porter sur la part respective de la fiscalité directe et de la fiscalité indirecte (que deviennent nos choix antérieurs relatifs à la T.V.A. ?).

L'autocritique que nous avons formulée dans cette contribution ne doit pas masquer le bilan positif des réformes de ces deux dernières années. Ces réformes devraient nous permettre d'aller de l'avant. Toutefois, nous n'avons pas la conviction que les conditions soient aujourd'hui réunies pour continuer à progresser dans la voie tracée par le Projet socialiste. Il est donc nécessaire de recréer ces conditions. C'est l'enjeu de ce congrès.

Le débat s'ouvre. Ces textes y contribuent. Faisons en sorte qu'une discussion franche et constructive anime tout le Parti.

Contribution présentée par : Jean NATIEZ, Olivier RICHARD, Jean-Marie POUSSEUR, Michel BEDEL, Raymond GIROU, Jean-Claude VALOMET.

Lozère

Le contexte

Au bout de deux ans de gouvernement, la Gauche peut présenter un bilan très positif. En deux ans un nombre considérable de réformes a été engagé, des avancées sociales remarquables ont été réalisées.

Cette période laissera une marque profonde dans l'histoire de notre pays. Cela n'a pas été le fruit du hasard mais d'une longue maturation entreprise dès 1965 autour de F. Mitterrand et avec le congrès d'Épinay, la route difficile mais prometteuse d'un P.S. rassemblé et renouvelé et d'une union avec toutes les forces de progrès.

Malgré des hauts et des bas, l'Union de la Gauche est un phénomène considérable : gare au parti qui est apparu comme le diviseur.

Dès 1974, les Français sont malmenés par la crise économique et le P.S. a su définir une alternative à la résignation en publiant le Projet socialiste.

C'est ce projet qui a sous-tendu les 110 propositions du candidat socialiste F. Mitterrand aux élections présidentielles, avec le résultat que l'on sait. « Enfin les difficultés commencent » avait dit Bracke après les élections de 1936. Les difficultés commencent en effet, mais dans quel enthousiasme. Le travail aussi. Et les premiers résultats : rattrapage pour les bas salaires, pour les prestations sociales, mise en œuvre de réformes historiques comme la décentralisation, nationalisation des groupes industriels et bancaires, abolition de la peine de mort, extension des droits

des travailleurs dans l'entreprise, lutte contre le chômage avec l'instauration des contrats de solidarité, lutte contre l'inflation avec 10 % fin 1982, etc.

Bref, un bilan considérable.

Pourtant, une ombre persiste au tableau : le déficit du commerce extérieur, les attaques contre le franc et les dévaluations qui ont suivi.

La rigueur est devenue une nécessité.

Le gouvernement adopte un plan d'accompagnement qui a pour objectif de réduire massivement le déficit de notre commerce extérieur : prélèvements obligatoires sur les revenus à l'exception des plus défavorisés, économies budgétaires.

les enjeux économiques et politiques

Le plan d'aménagement n'est pas une politique en soi : c'est un moment.

Si la logique qui l'anime devait persister, le gouvernement pratiquerait une politique récessionniste contradictoire avec les exigences d'une véritable politique industrielle et d'une politique de réduction du chômage qui nous amènerait en fait à réduire nos ambitions sociales.

Peut-on fonder l'avenir de la France sur la réduction du pouvoir d'achat de la population qui ne peut qu'entraîner une chute de l'investissement et l'augmentation du chômage ?



Cette thérapeutique, à l'image des politiques déflationnistes pratiquées par la plupart de nos partenaires ne peut que s'avérer fort coûteuse à court terme et n'ouvre aucune perspective à moyen terme, tant au plan économique (redémarrage du chômage) que sur le plan politique (c'est notamment sur notre capacité à fournir du travail au plus grand nombre que nous serons jugés). Devant les difficultés, nous assistons à une montée du corporatisme qui ne peut qu'être dangereuse. Le front de classe que nous appelons de nos vœux ne s'est pas constitué et il n'est rien de plus dangereux pour un gouvernement populaire que de se priver de ses soutiens populaires.

Face à cette situation, la responsabilité du Parti n'est pas de régler des comptes, n'est pas de saboter la politique gouvernementale mais son rôle est de faire des propositions constructives, pour le court et moyen terme.

Le débat n'a jamais été et ne sera jamais un handicap pour les socialistes, s'ils se situent au niveau de l'enjeu. Nous avons su l'être dans le passé récent et nous avons été compris.

Nous devons mener la bataille idéologique et culturelle : il n'est pas possible que le débat sur le protectionnisme soit mené en des termes que nous pose la Droite ; un gouvernement qui serait tenter de fermer les frontières par un protectionnisme aveugle ne tiendrait pas 24 heures.

Mais l'idéologie de droite veut nous cantonner dans une alternative fautive entre protectionnisme, et politique de récession. Dans les deux cas, il s'agit d'une alternative de l'échec ; à nous laisser enfermer dans les schémas de pensée de la Droite, nous nous condamnons.

Une autre voie pour la France

La rigueur est au centre de cette alternative. Sa logique est celle du Projet socialiste, son contenu est adapté aux enjeux actuels.

La gravité de la situation ne doit pas être masquée mais la solution ne consiste pas à faire avaler la potion de l'austérité. Une mobilisation est nécessaire de la part des salariés et du patronat. Cette mobilisation doit s'inscrire dans le cadre d'une stratégie économique précise dont les points forts sont les suivants :

- préserver un certain rythme de croissance orientée prioritairement **vers l'investissement** ;
- poursuivre l'effort pour réduire l'inflation ;
- prendre pour préserver l'avenir des mesures conservatoires à la fois pour faire face à la situation de crise de notre balance des paiements et impulser plus efficacement les investissements tout en tendant à la reconstitution d'un tissu économique complet ;
- poser le problème d'une négociation globale des parités monétaires ;
- rediscussion des rapports économiques dans la C.E.E.

Haute-Marne

Face à une explosion de revendications catégorielles, disparates, teintées de poujadisme, exploitées par la Droite dans une perspective déstabilisatrice évidente, le gouvernement se doit, plus que jamais, d'expliquer sans relâche les choix qu'il fait, les décisions qu'il prend et le but des actions qu'il mène. Ainsi mobilisera-t-il l'opinion autour de grands desseins, opposés à l'idéologie bourgeoise, toujours bien vivace.

La télévision française constituant un lien de communication privilégié entre le gouvernement et les citoyens, il importe que celle-ci assume pleinement le rôle pédagogique qui lui revient et qu'elle n'assume pas actuellement, comme nous le souhaiterions.

Si la télévision, telle que nous la concevons, ne doit pas devenir un instrument de propagande aux ordres du pouvoir, elle se doit cependant d'offrir à celui-ci, quand le besoin s'en fait sentir, la tribune à laquelle il a pleinement droit.

Si la télévision ne doit pas étouffer les voix de l'opposition, elle ne saurait davantage accorder à celle-ci des faveurs qu'elle refuse à la majorité.

Le congrès demande donc instamment au chef de l'Etat, au Premier ministre, aux ministres concernés, d'intervenir l'un ou l'autre à la télévision chaque fois que les circonstances leur feront un devoir d'éclairer l'opinion sur toute initiative gouvernementale suscitant la controverse et appelant une mise au point immédiate.

Le congrès

A l'heure des difficultés, la question importante est de **réussir**. Peu nous importera de savoir demain ou dans dix ans qui avait raison dans ce débat si la Gauche doit échouer dans ses ambitions.

Les débats de courant ne sont plus de saison. Il n'y a pas quatre courants : il y a ceux qui pensent que pour sauvegarder l'indépendance de la France, il faut maintenir la capacité économique et il y a ceux qui pensent qu'un repli est nécessaire.

Nous pensons, quant à nous, qu'il ne peut y avoir d'indépendance politique, économique, militaire sans puissance économique et industrielle.

Soyons convaincus que s'aligner aujourd'hui sur nos voisins, c'est se contraindre demain soit à s'isoler quand l'intolérable sera atteint, soit se résigner à n'être qu'un satellite docile d'un axe U.S.A./R.F.A.

Le Parti

Le Parti socialiste, tout en maintenant ses points d'ancrage dans les municipalités, les entreprises, les associations, doit abandonner certains comportements, propres à sa longue période d'opposition. Compte tenu des institutions de la V^e République, le Parti doit se repositionner : n'étant pas directement le pouvoir, il doit trouver les formes d'intervention qui, sans être source de conflit avec le gouvernement, doivent lui permettre de jouer un rôle moteur. Ce rôle et sa réussite dépendront de sa capacité d'anticiper les événements et de fournir une analyse et des solutions avant que l'actualité ne l'en désaisisse au profit du gouvernement.

Par exemple, le Parti devrait dès maintenant lancer un débat sur l'élargissement de la C.E.E. à l'Espagne, sur le financement et le coût de la protection sociale.

Dans son débat interne, le Parti doit retrouver le sens de la règle majoritaire. Lieu de synthèse et non parti de monopole idéologique, le Parti ne peut pas être une fédération de groupes, de départements ou de régions.

Relation P.S.-gouvernement

En bonne coordination avec le gouvernement, le Parti doit être prêt à se mobiliser à tout instant derrière lui.

Le Parti doit débattre : ses analyses peuvent être critiques, elles ne doivent pas être dogmatiques : il ne faut pas que le Parti se réserve les principes pendant que le gouvernement se chargerait des actes. Pour mieux défendre ses positions et propositions, le Parti doit se demander ce qui peut être fait à court et moyen terme, sinon il ne ferait pas suggérer son impuissance.

La direction du Parti résulte des choix politiques. Autour d'eux, elle doit être rassemblée et vigilante, soudée et fraternelle. La période qui vient l'exige.

LES SOCIALISTES DANS L'ENTREPRISE

Au mois de mai 1982, se tenait, à Épinay-sur-Seine, la 5^e Conférence nationale des Sections et Groupes socialistes d'Entreprises qui rassemblait 1 300 délégués.

La conférence « Entreprise » est la seule instance du Parti où des militants et responsables des Sections et Groupes socialistes de base peuvent être directement représentés et peuvent directement s'exprimer à l'échelon national. Elle constitue de ce fait un événement politique important.

L'ouvrage retrace les principaux moments et les principales interventions faites dans le cadre de cette conférence. A ce titre, il constitue une référence importante, utile aux militants et aux sympathisants.

Secrétariat national aux Entreprises. Prix : 49 F.



Mayenne

Le sursaut nécessaire

Après deux années de pouvoir, la Gauche est à la croisée des chemins. Notre congrès vient à point pour indiquer la direction à prendre.

Il faut absolument qu'il soit réussi, ce qui suppose :

- que les militants participent effectivement au débat d'orientation ;
- que les problèmes soient clairement posés ;
- que le Parti puisse peser de manière décisive sur la politique du gouvernement.

Nous vivons une période historique sans précédent, de nature à mobiliser les énergies militantes. Au lieu de répéter des textes anciens, en y apportant les nuances du moment, notre congrès doit inventer. Le Parti est là tout-à-fait dans son rôle. Sachons saisir l'occasion qui nous est donnée de participer à cette œuvre collective exaltante. Trop de militants se laissent envahir par le découragement et la résignation, impressionnés par la propagande de nos adversaires (relayée par la majorité des médias), et décontenancés par certaines décisions du pouvoir.

La Droite n'est forte que de notre faiblesse. Elle bluffe, elle attise les mécontentements, les corporatismes, mais elle se garde bien d'espérer revenir trop vite au pouvoir. En fait, elle mise sur nos erreurs pour récupérer ce qu'elle considère comme son bien.

Allons-nous tomber dans le piège ? Non, nous allons collectivement réagir, comme dans les grands moments de l'histoire de notre Parti, comme à Épinay, comme à Metz, où nous avons su « tenir bon », où, à chaque fois, nous avons su faire le choix d'une ligne politique juste. Il reste à réaffirmer Épinay en maintenant le cap de l'Union de la Gauche et du socialisme autogestionnaire et en puisant au fond de nous-mêmes, dans l'unité, l'énergie et la volonté qui nous permettront de résoudre les problèmes politiques difficiles de la période.

Le bilan du gouvernement n'est pas mauvais. Était-il possible de faire beaucoup plus et beaucoup mieux pendant ces deux premières années ? Peut-être pas, même s'il faut reconnaître des faiblesses dans les mesures concrètes.

Était-il possible d'éviter les mesures de rigueur prises depuis juin 1982 ? Probablement pas.

D'où vient donc ce trouble qui emplit nos esprits, surtout depuis les élections municipales, depuis la nomination du gouvernement et les mesures d'accompagnement de la dévaluation.

Le malaise existe. On nous a dit que ce plan n'est pas une politique mais un ensemble de mesures pour parer au plus pressé, pour attendre. Mais attendre quoi ?

C'est la question que se posent les militants. Si c'est pour se donner le temps de mettre en œuvre une politique industrielle, ils sont prêts à le comprendre et à l'accepter.

Mais ils acceptent mal qu'à la fin de l'année, il y ait deux cent mille chômeurs supplémentaires, et que, par ailleurs, rien n'ait été fait pour s'attaquer aux quatre cent mille cas de cumul abusif emploi-retraite ! Il s'interrogent quand ils constatent que nous perdons la confiance de notre électorat populaire.

Il est vrai que ce mécontentement est, pour une bonne part, lié à la crise et inspiré par des préoccupations corporatistes.

Mais pour sortir de cet état de malaise, ne convient-il pas plutôt de prendre appui sur notre base politique et sociale ? C'est à cette condition que la Gauche au pouvoir affirmera sa légitimité.

Face aux pressions de toutes sortes contre nous, il faut adopter une ligne politique claire qui allie rigueur économique et mobilisation populaire.

Les Français sont conscients de l'ampleur des difficultés.

Ils sont prêts, dans leur majorité, à entendre le langage de la vérité et de l'effort. Ils attendent une politique ferme, même dure dans ses effets à court terme, à condition qu'elle s'inscrive dans une perspective claire, répondant à leur attente.

Notre objectif doit être d'abord de conserver la confiance de notre base sociale, ce qui implique des choix politiques sans ambiguïté et un style démocratique facilitant la communication avec les milieux populaires.

N'ayons pas de complexe à faire notre politique !

Le Parti dans son ensemble, des militants de base aux ministres, doit s'engager avec détermination dans l'application de ces orientations. Faute de quoi, nous risquons de glisser vers une remise en cause de nos choix fondamentaux d'Épinay à Valence, réaffirmés dans le Projet socialiste et concrétisés par la victoire de mai-juin 1981.

Faire notre politique, cela suppose de s'en donner les moyens en luttant pied à pied pour notre indépendance nationale.

Dans un environnement international hostile à notre projet (dollar, libéralisme économique), il est urgent de desserrer les contraintes économiques par une coopération plus poussée avec les pays du Bassin méditerranéen et les pays arabes (leurs capitaux pourraient contribuer à financer notre industrie).

Par rapport à l'Europe, la prudence s'impose pour conserver notre marge de manœuvre. Car le risque existe que, de concession en concession, nous en arrivions à ne plus pouvoir réaliser la politique de notre choix dans notre pays, celle pour laquelle nous avons été élus.

Et faire notre politique, cela suppose notamment :

- de préserver l'**alliance** entre les partis de gauche ;
- de **rechercher avec les syndicats les conditions d'une mobilisation populaire à la base**, indispensable au soutien de l'action gouvernementale ;
- de mettre en avant le **souci de l'intérêt général** face à l'expression des égoïsmes corporatistes ;
- de **réaliser les réformes indispensables** qui donneront une crédibilité à notre discours : fiscalité, foncier agricole, mesures pour l'emploi, l'éducation nationale et la formation professionnelle, politique en faveur de la jeunesse, etc ;
- de **mener le combat contre la Droite** et ses idées sans dissimuler les enjeux de classe mais aussi sans agressivité, car celle-ci est l'arme des faibles.

Aller à l'essentiel, montrer la réalité telle qu'elle est, développer une pédagogie active favorisant la prise de conscience et la participation de notre base sociale, allier dialogue et fermeté dans les rapports sociaux, resituer notre politique dans un projet culturel global, ce sont là des orientations qui doivent nous conduire à la réussite.

Il faut que nous le voulions vraiment et que nous acceptions de prendre de la hauteur par rapport aux difficultés immédiates. Cela suppose aussi que nous **dépassions entre nous les clivages hérités du passé**, non qu'ils aient été artificiels, mais parce que, face à une situation politique nouvelle, il faut trouver ensemble des solutions nouvelles.

C'est là une des conditions essentielles de notre réussite, celle du congrès et celle de la Gauche.

ÉMANCIPATIONS NATIONALES ET NOUVEL INTERNATIONALISME

L'internationalisme est une question centrale dans la réflexion du mouvement ouvrier européen. Alors que par le passé, il n'y avait qu'un acteur susceptible de mettre en œuvre des solidarités internationales (les travailleurs du monde capitaliste), il y a aujourd'hui trois sortes de protagonistes. Cela enrichit et complique à la fois l'action internationale et sa théorisation.

A l'initiative de l'Iser et du Parti socialiste, vingt-huit délégations étrangères ont été invitées à réfléchir ensemble sur ce thème. Cette rencontre entre socialistes, eurocommunistes et responsables d'organisations et de mouvements progressistes du tiers monde a été un événement historique.

Pour mieux comprendre le monde de demain et l'évolution des relations internationales, la lecture de ce livre est indispensable.

I.S.E.R. et Secrétariat national aux Études. Prix : 81 F.

Contribution présentée par Michel SORIN



Contribution II

Mai-Juin 1981-octobre 1983. Deux ans et demi de pouvoir pour la Gauche en France ; deux ans et demi de mesures politiques et sociales prises, en particulier par le Parti socialiste. Le sujet n'est pas ici d'en faire le bilan quantitatif, mais plutôt d'analyser le plus et le moins et rappeler en préalable, deux faits indéniables :

– le Parti, au pouvoir ou non, a toujours su analyser **honnêtement** (nous ne disons pas sans erreur), la situation nationale, que ce soit dans les domaines financier, monétaire ou social.
– rappeler également, si besoin est, les déclarations successives de Chirac en 1975 : « nous voyons le bout du tunnel... » et de Barre en 1980 « ... chômage et inflation sont en diminution... ».

Si ceci ne nous permet pas de nous accorder des *satisfecits* sur tout point traité, tout au moins ne devons-nous pas avoir honte de notre action et de notre pensée.

En fait, cette analyse du plus et du moins depuis mai 1981 peut se faire en posant et en essayant de répondre à trois questions simples :

- 1) Avons-nous répondu depuis deux ans et demi à l'attente des militants en particulier, et des Français en général ?
- 2) Quelle doit-être aujourd'hui notre position en tant que parti de gouvernement ?
- 3) A-t-on la possibilité de faire ce changement de société en France, ou doit-on se contenter de mettre en place un « socialisme à la française » ?

Il ne s'agit pas, nous le répétons, d'entamer une polémique en essayant de compter « satisfaits » et « insatisfaits » du 10 mai, de les mettre dans une balance, et d'attendre « la pesée » !

En fait, ce n'est sans doute pas un hasard si Michel Rocard a été l'un des rares à prôner une politique dite de rigueur, alors que c'est en fait une politique responsable et nécessaire, et ce n'est pas un hasard non plus si cette politique réaliste est aujourd'hui appliquée ; certes, application décalée par rapport aux événements nationaux et internationaux, en particulier dans le domaine monétaire, mais application faite aujourd'hui en dépit des protestations que de telles théories pouvaient soulever il n'y a encore que quelques mois.

Nous ne pouvons pas chiffrer et mettre en boîte ces populations déçues ou non, car le fond du problème est différent ; en effet, il n'existe pas de déception profonde, et la réélection de notre camarade Louis Le Penec le 8 mai dernier, ne prouve rien au niveau national quoique... mais par contre, il existe bien une incompréhension plus ou moins grande quant au décalage entre l'action et l'événement politique dont elle est la conséquence.

Ce décalage du lien de cause à effet, qui est d'autant plus perceptible que le temps s'écoulant entre les deux est long, peut être caractérisé de façon très précise par l'exemple de la dévaluation ; en effet, nous savions, ou tout au moins, les économistes savaient, que la différence de parité entre le deutschemark et le franc réclamait cette dévaluation qui aurait dû être faite dès le mois de juin 1981. Lorsque l'on sait qu'en matière monétaire les réactions doivent être rapides, il aura fallu plusieurs mois au gouvernement pour prendre la décision qui s'imposait et de plus, en minimisant les effets, nos partenaires aidant, ce qui a entraîné comme on a pu le constater, une deuxième, puis une troisième dévaluation et, bien sûr, et nous y revenons, cette incompréhension et cette impression de « fouillis » dans la direction des affaires du pays ; incompréhension ressentie par la population, mais aussi, il ne faut pas s'en cacher, par certains de nos camarades à la base du Parti.

Aussi, nous ne devons pas être naturellement le parti « godillot » dont on parle tant, et souvent à tort et à travers, mais ce parti de gouvernement, de soutien et, dirons-nous, de « surveillance ». Le Parti socialiste, la Gauche au pouvoir, n'est pas là pour punir des camarades lors d'élections pour lesquelles ils cherchent avant tout à sauvegarder leur siège, mais bien pour être cette courroie de transmission sans laquelle toute politique de changement de société est impossible. Nous avons la chance inouïe, grâce à l'ensemble de nos camarades militants, de faire remonter, de la base au sommet, les impressions, les idées, les espoirs, les mécontentements, les déceptions ponctuelles sur tel ou tel sujet ; nous avons cette chance inouïe d'employer des moyens qui permettraient de réécrire le mot DEMOCRATIE, et nous ne sautons pas sur l'occasion, ou par essais tellement timides !

Il est bien évident que nous ne pouvons éviter la lourdeur d'un fonctionnement d'État qui annihile trop souvent la part d'initiative personnelle, mais la victoire

de mai-juin 1981 tant attendue doit-elle être gâchée sur ce seul domaine de la démocratie, alors que nous pourrions innover comme cela n'a jamais été fait auparavant ?

Le Parti socialiste compte des dizaines de milliers de militants qui ne demandent qu'à travailler et à mettre en place ce relais de consultation permanente.

Tel est le premier grand rôle du P.S. en tant que parti de la majorité.

Le deuxième rôle important, que nous avons qualifié ci-dessus de « surveillance », est non moins important et pourrait se résumer par une question sur l'exemple monétaire déjà cité : les dévaluations successives, de la première, tardive, à la dernière, auraient-elles eu lieu dans un tel contexte si un débat de fond s'était instauré en tre le Parti et le gouvernement ?

Il n'est pas question de remettre en cause ici les institutions, mais le fait est là ; le pouvoir « présidentialisé » que nous avons combattu et dont nous nous servons, cette Constitution que nous avons combattue et dont nous nous servons, sont autant d'éléments qui nous heurtent aujourd'hui, et pourquoi ne pas le dire, qui nous empêchent d'assumer pleinement notre rôle de parti majoritaire.

Mais, nous le répétons clairement, nous ne sommes pas des nostalgiques de la IV^e République.

Un parti de gouvernement comme le Parti socialiste peut, lui aussi, tenir un rôle de conseiller collectif.

Il ne nous est pas possible de croire que le soutien, la concertation et le conseil, sont des éléments incompatibles entre eux.

Éléments qui doivent être d'autant moins incompatibles que leur interaction est indispensable pour les mois, les années et les échéances à venir.

Nous sommes là pour construire et ce, malgré un caractère français basé sur le corporatisme outrancier et l'égoïsme social, et qui oublie trop vite (syndicats aidant ???) qu'il appartient à une société dans laquelle rien ne peut se faire sans lui et vice-versa. Que notre mémoire ne nous fasse pas défaut, et nous nous rappellerons que la Droite n'est pas étrangère à ce corporatisme qui lui a permis de diviser pour régner.

Quelle politique, pour quel pays et comment ?

Tout un programme, pourrions-nous dire, ou plutôt un projet, mais il a déjà été fait.

Nous avons aujourd'hui la possibilité de faire ce changement de société tant attendu. Ce changement qui ne pourra se faire, le rappel est indispensable, sur les ruines du passé ; en clair, nous ne sommes pas là pour construire le socialisme sur les bases fissurées d'un capitalisme, bien français, libéral à souhait, et dont nous connaissons les effets désastreux pour les travailleurs, c'est-à-dire les premiers productifs de ce pays, au sens littéral du terme.

Notre combat a aujourd'hui un sens plus concret, cela est bien évident, mais doit se faire avec l'appui d'une majorité de Français qui comprennent ou qui comprendront, que le temps n'est pas encore venu, du point de vue économique et international, de « faire plus avec moins ». Or, ce langage de vérité tant réclamé, et que tiennent certains de nos camarades, ne semble pas ou mal compris déjà dans nos rangs.

Doit-on rappeler que nous ne sommes plus dans les années 1960, années euphoriques s'il en fût, et qui permettaient tout abus ou exagération économique sans risque de retour de bâton ?

Doit-on rappeler que nous avons deux handicaps formidables à surmonter :

- un héritage de vingt ans, très lourd, et dont les dernières années pèsent aujourd'hui sur l'économie du pays.
- l'évolution d'une crise internationale en quasi-dépendance de l'hégémonie américaine, et contre laquelle une politique internationale d'ouverture et de coopération est indispensable, même si celle-ci reste à définir de façon plus précise.

Compte tenu de ces éléments indiscutables et indiscutés, les socialistes doivent et peuvent jeter les bases claires de ce changement de société, en alliant à la fois, et ce n'est pas un paradoxe, la notion de l'effort et celle de responsabilité, qui peuvent seules nous conduire vers une véritable politique autogestionnaire sur laquelle trop de camarades et de travailleurs responsables se posent la question de savoir où elle est passée, et qui assimilent peu ou prou cette politique qui ne semble les concerner que par pouvoir ou médias interposés.



Notre but est-il, oui ou non, de remettre pratiquement le pouvoir aux mains de ceux qui en sont historiquement et économiquement détenteurs ?

Doit-on, oui ou non, analyser de face les éléments qui s'opposent ou semblent s'opposer à l'instauration du socialisme en France ?

L'histoire du socialisme en France doit-elle commencer par Jaurès et se terminer par F. Mitterrand ? Ce dernier est-il l'aboutissement d'une idée, ou représente-t-il ce point de départ d'une véritable politique socialiste dans notre pays ?

Nous croyons fermement qu'il nous est possible d'instaurer cette société socialiste

dont tant et tant ont déjà rêvé avant nous. Nous devons le vouloir et en prendre les moyens.

Le 10 mai est le point de départ... dans le respect des institutions et de la démocratie.

Nous n'affirmons pas, à partir de cela, que la France est socialiste ; mais nous affirmons qu'elle peut l'être ; c'est à nous d'agir, après avoir compris et voulu cela.

A-t-on le droit, devant l'Histoire, de ne pas faire tout le nécessaire pour qu'il en soit ainsi ?

Lutte contre l'inflation connaissance et contrôle du « juste prix »

Il a fallu que le gouvernement de la Gauche prenne cette mesure « blocage des prix et des salaires » pour que soit ralenti momentanément, en 1982, la folle course inflationniste que les gouvernements précédents Chirac et Barre n'ont pu, ou pas voulu, maîtriser.

Serons-nous dans la même incapacité et victimes de toutes les graves conséquences de cette inflation, conséquences sur lesquelles il n'est pas besoin d'insister ?

Depuis la fin du blocage et malgré les accords de modération conclus entre l'État et les professionnels la « valse des étiquettes » risque de reprendre.

Nous faisons confiance à nos camarade au gouvernement mais l'on peut toutefois se demander comment, et compte tenu des résultats des trois derniers mois, la hausse des prix pourrait être limitée à 8 % en 1983 et à 16 % pour la période 1982/1983.

En juin 1982, le P.S. a appelé ses militants à organiser des comités pour la stabilité des prix ; ont-ils vu le jour quelque part ? En même temps le P.S. appelait à la mobilisation des énergies nationales pour soutenir le plan économique du gouvernement. Mobilisation !... Avec quelles armes ? Économie de marché ? Concurrence ? Civisme ? Pétards mouillés !...

Nous pensons par contre, que l'une des armes efficaces est la justification du « juste prix » par le vendeur, les moyens de le contrôler et de le faire appliquer.

Pas de blocage des prix et des salaires, mais contrôle des prix au « juste prix ».

Pourquoi le silence sur cette question et l'absence de tout débat (débat déjà demandé par nos lettres du 25 juin 1982 à la fédération P.S. de la Mayenne, du 9 juillet 1982 au premier secrétaire du P.S. et une intervention dans le n° 26 de P.S. Info 53 en janvier 1983).

Pourtant :

Il existe bien une notion du « juste prix ». C'est celui qui permet aux producteurs et aux distributeurs de vendre avec des marges bénéficiaires satisfaisantes et suffisantes pour une gestion rentable et assurant les consommateurs contre la spéculation et les profits abusifs à l'un ou l'autre stade.

Il existe bien un moyen d'établir ce juste prix et de le contrôler par l'application du **Plan comptable**.

(Plan comptable dans les tiroirs de l'Administration depuis la fin de la dernière

guerre, appliqué avec succès en Allemagne et en Suisse et qui doit servir en France sur le plan fiscal).

Craignons-nous par l'application d'une telle mesure de favoriser la montée des corporatismes ou de perdre des électeurs ?

N'est-il pas préférable, comme nous le faisons si souvent dans d'autres domaines, de dire clairement ce que nous pensons être la vérité, ne dissimulant pas aussi l'influence des spéculateurs et des sociétés internationales qui s'inquiètent bien peu des difficultés françaises ?

Nous nous attaquons surtout aux prix de la production industrielle, que faisons-nous face à ceux de la distribution où les marges sont certainement plus importantes et plus faciles à contrôler.

« Ouvrons les yeux du public en lui donnant quelques exemples simples et symboliques en notant aux différents stades : les salaires, les matières premières, les transports, l'énergie, les investissements, etc, tout ce qui rentre dans le prix de revient réel et même largement calculé.

Oui, par exemple, l'eau minérale, le pain, le lait, le sel...

L'eau minérale :

Prix au m³ à la pompe (des stés d'intérêt public).

Prix en récipient plastique de 1,5 l en magasin.

Le pain :

Prix du quintal de blé à la récolte.

Prix du kg de pain à la boulangerie. (Il n'est pas si loin le temps où le paysan échangeait 1 kg de froment contre 1 kg de pain).

Le lait :

Prix du litre de lait à l'étable.

Prix du litre de lait 1/2 écrémé chez le crémier.

Le sel :

Prix de la tonne à l'extraction et après traitement.

Prix au kg chez l'épicier (et à la coopérative pour celui destiné au bétail). (Nous ne savons que faire du sel et connaissons les problèmes que pose son élimination).

A quand le slogan affiché aux vitrines « **Vente au juste prix** » ?

La rigueur, n'est-ce pas des prix en rapport réel avec le montant des charges salariales incorporées, n'est-ce pas la réduction des écarts entre le prix à la production (voir agriculture et élevage) et les prix à la distribution ?

La rigueur ainsi comprise n'est-elle pas un facteur déterminant pour l'amélioration du pouvoir d'achat et la justice sociale ?

Votre avis camarades.

Contribution présentée par la section d'Evian

Santé et protection sociale

L'évolution de la politique sociale depuis le 10 mai 1981 suscite de nombreuses réactions dans notre entourage, que ce soit au sein même du Parti socialiste ou sur notre milieu de travail. Ces réactions semblent, depuis six mois, converger vers une appréciation globalement critique de cette politique. A la veille de notre congrès, le Parti doit s'interroger sur les fondements de ces mécontentements afin de les communiquer au gouvernement.

Cette interrogation doit déboucher sur ce qu'il y a lieu d'appeler aujourd'hui les impératifs de la protection sociale, lesquels impératifs s'inspirent de notre Projet socialiste et des cent dix propositions du candidat Mitterrand.

En mai 1981, l'état de la France en matière de protection sociale était profondément marqué par les mesures adoptées sous les présidences De Gaulle-Pompidou et Giscard d'Estaing. Quatre caractères, parmi d'autres, démontrent avec force le poids de l'héritage dans ce domaine. Tout d'abord un laxisme total dans la politique de démographie médicale. Les praticiens et auxiliaires médicaux étaient formés de manière anarchique. Aucun contrôle n'avait été institué pour ajuster le nombre de praticiens aux besoins réels. Le développement incohérent est à la base des grèves corporatistes qui se déroulent aujourd'hui dans le secteur hospitalier. De même, le pouvoir médical n'a jamais été remis en question. L'image du médecin du début 1981



était la même que celle qu'avaient nos parents durant l'entre-deux-guerres. La formation médicale ou paramédicale évitait soigneusement cet aspect. De plus, par la réforme hospitalière de 1970, le lobby médical fut institutionnalisé par leur participation au conseil d'administration des hôpitaux, à parité avec les représentants des organismes sociaux, pourvoyeurs de fonds. Parallèlement, cette réforme écartait toute représentation des usagers du service public hospitalier et du personnel para-médical hospitalier dans les instances de gestion. Toujours en matière hospitalière, le système libéral s'est vu offrir de véritables cadeaux avec, notamment, le secteur privé et les cliniques ouvertes. La carte sanitaire, retraçant les besoins sanitaires était réalisée sous la seule pression des politiques ce qui a entraîné des inégalités choquantes entre les régions (sous-équipement de la Mayenne en nombre de lits par habitant par exemple). Les mesures concernant la Sécurité sociale s'inspiraient du seul souci de gestionnaire capitaliste à savoir équilibrer le budget. Nous avons alors dénoncé avec force la chute du pouvoir d'achat des prestations familiales, la baisse des taux de remboursement des médicaments, l'instauration du ticket modérateur d'ordre public (non appliqué grâce à la vaste mobilisation à laquelle nous avons activement participé). Toute la politique des gouvernements de droite a consisté à faire payer, pour le financement de la protection sociale, les salariés du régime général de Sécurité sociale et eux seuls. Nous en voulons pour preuve, la loi prévoyant la compensation démographique qui aboutit, depuis 1975, à faire financer les régimes de Sécurité sociale des professions libérales, des commerçants, des artisans, par les salariés. Enfin, l'idée force qui animait les gouvernements Barre était la privatisation de la Sécurité sociale et la mise en place d'une protection sociale à double niveau :

- un pour les riches (qui pourraient payer) ;
- un pour les pauvres.

La loi généralisant la Sécurité sociale à tous les Français procède de cette philosophie car nous assistons aujourd'hui à l'absence de couverture sociale de nombreux Français (chômeurs, femmes seules...) car cette couverture est volontaire et payante. Face à ces mesures ponctuelles et même électoralistes (le 1 % de Barrot), nous avons réagi et nos propositions sont inscrites dans le Projet socialiste pour la France et plus précisément dans ce qui a été appelé « le temps et le goût de vivre ».

Partant de l'idée d'un plan national de protection sociale, nous avons préconisé :

- satisfaire le besoin fondamental de sécurité à partir du travail ;
- contribuer à l'égalisation des chances et des conditions et à la redistribution des revenus ;
- favoriser le développement d'une consommation non marchande ;
- étendre le champ de la démocratie.

Nous voulions, par là, soustraire l'hôpital au profit tout en améliorant les conditions de travail du personnel et démocratiser la gestion des établissements hospitaliers. De plus, la priorité était reconnue à la prévention afin de protéger d'abord la santé et lutter contre la maladie ensuite. Enfin, les pratiques médicales devaient être reconsidérées, la Sécurité sociale être l'expression de la Solidarité nationale.

Ces grands objectifs se retrouvent parmi les cent dix propositions du candidat Mitterrand.

Après deux ans de gouvernement d'Union de la gauche où en sommes-nous ? S'il est difficile de répondre à cette question avec précision, par contre dire que nous ne sommes pas où nous devrions être semble retracer l'état de l'opinion majoritaire dans notre électoral.

Il est vrai que :

- le pouvoir d'achat des prestations familiales a été considérablement revalorisé ;
 - le secteur privé de l'hôpital compte ses dernières années (fin 1986) ;
 - le minimum vieillesse est à un niveau jugé satisfaisant par les retraités ;
 - l'axe a été mis, dans certains domaines, sur la prévention ;
- et de nombreuses études, analyses, rapports de commissions ont été remis aux ministres de la Solidarité nationale.

Par contre, on ne peut que déplorer, avec force, les plans retenus pour rétablir l'équilibre de la Sécurité sociale. Tout d'abord, le plan Questiaux nous est apparu trop tardif. Le 1 % aurait dû être rétabli dès juillet 1981. La volonté de procéder au déplafonnement des cotisations aurait pu se concrétiser plus nettement. Ensuite le plan Bérégovoy nous a semblé marqué du seul souci du gestionnaire à savoir assurer l'équilibre financier. Bien sûr, quelques avancées sociales en résultent mais elles demeurent bien timides face au forfait hospitalier par exemple. Enfin, et surtout, les

explications et les objectifs ne sont pas fournis ou prononcés clairement devant l'opinion publique, la Droite et ses journaux ont beau jeu de dramatiser à outrance la situation dans ce domaine, il n'y a pas de réaction de la part du gouvernement. Notre position devant cet état de fait est de plus en plus difficile d'autant que des mesures pouvaient être prises durant ces deux années. Ainsi :

- la réforme des conseils d'administration des organismes sociaux. Depuis mai 1981, de nombreux agents de direction ont été nommés par des conseils dirigés par le C.N.P.F. Ces agents de direction ont comme tout citoyen, des idées politiques bien arrêtées et qui ne sont pas favorables à la Gauche. Ceci pouvait être évité.
- la réforme du financement de la Sécurité sociale. Dans l'opposition nous parlions sur ce thème, dans la majorité nous continuons à parler mais où est la fiscalisation partielle des charges sociales afin d'alléger les entreprises de main-d'œuvre seules susceptibles de créer des emplois ?
- l'autorisation d'ouverture de centres de santé intégrés. Tous les dossiers montés par nos camarades ou des camarades favorables à la Gauche sont traités en « haut lieu » c'est-à-dire au niveau ministériel. Cette situation est paradoxale à l'heure de la décentralisation.

De plus ces dossiers n'aboutissent pas, aucune circulaire n'est venue délimiter le cadre juridique propre à ces centres. Il était possible de faire avancer les choses dans ce secteur également.

- l'éducation sanitaire, la prise de conscience individuelle, les actions de prévention d'envergure que nous appelions sont toujours attendues. Le gouvernement pouvait œuvrer de manière déterminante là aussi. L'évolution des mentalités emprunte souvent un lent cheminement. Alors pourquoi perdre du temps ?

Il nous semble que pour demain, les priorités suivantes doivent être retenues :

- Politique gouvernementale de santé : dans ce domaine comme dans les autres, il y a lieu de définir clairement les grands objectifs, même s'ils ne sont pas réalisables immédiatement. Aussi pour la Sécurité sociale :

Quelle organisation ?

Quelles missions ?

● pour les centres de santé intégrés : quel sort doit-on réserver à cet aspect du projet socialiste ?

● pour les prestations sociales : opposition à toute forme de réduction des taux de remboursement, tout au moins quand elle doit se traduire par une aggravation de la situation des personnes.

● Recherche de l'équilibre financier par un meilleur contrôle de l'opportunité de certaines dépenses (ex : abus manifestes en kinés...).

● pour la protection sociale, priorité à la prévention. Ceci nous ramène au problème de la définition des missions de la Sécurité sociale. Il y a des incohérences et des inadaptations (ex : pas de réelle prévention dentaire au niveau de la santé scolaire.

Prendre les moyens d'une prévention efficace de l'enfance par une contrainte financière.

- Mesures spécifiques à certains domaines :

● réforme démocratique de l'hôpital : revoir ses missions ; contrôler sérieusement les actes et les soins ; assurer la participation des usagers et du personnel à la gestion ;

● œuvrer pour un regroupement des différents régimes chargés de l'assurance vieillesse. Il faut en finir avec cette mosaïque, produit du corporatisme ;

● reconnaître la place de l'enfant dans la société en retirant l'idée de revenu pour l'attribution de prestations familiales de base ;

● retrouver le social dans sa globalité (le chômage, les assurances complémentaires doivent être intégrés dans un plan de protection sociale).

Tout ceci doit se faire avec une réelle concertation de tous les partenaires sociaux. La responsabilisation de chacun en matière de santé doit voir le jour. L'idée de citoyenneté peut y contribuer.



Haut-Rhin

Le congrès d'Épinay a été celui de l'Union de la gauche, sans laquelle les victoires de 1981 n'auraient pas été possibles.

Le congrès de Metz a créé les conditions politiques d'élaboration du Projet socialiste, dans lequel François Mitterrand a puisé les 110 propositions sur la base desquelles il a été élu.

Ces deux congrès ont suscité, en leur temps, une intense mobilisation des socialistes et du peuple de gauche et instauré, sur des bases politiques claires, une dynamique de la réussite.

Le congrès de Bourg-en-Bresse, à son tour, doit apparaître comme celui qui donnera au Parti socialiste les moyens de peser à nouveau sur le cours des choses. Par sa capacité à répondre clairement aux problèmes politiques posés par la situation actuelle, il déterminera la réussite ou l'échec futur de la Gauche en France ; il peut et doit mobiliser les militants d'abord, et avec eux, tous les acteurs du changement.

Les acquis de la Gauche, depuis le 10 mai 1981, sont présents dans tous les esprits, même s'ils n'affectent pas encore concrètement la vie économique et sociale de notre pays autant qu'ils l'impliquent. Cette formidable avancée sociale et démocratique est d'autant plus remarquable qu'elle s'inscrit dans un contexte très difficile, marqué par l'aggravation de la crise internationale, la flambée du dollar et les dérèglements monétaires, la spéculation financière et la permanence culturelle d'une idéologie de droite fondamentalement hostile à notre projet. Depuis l'élection de François Mitterrand, la Gauche a mené une bonne politique, avec des résultats très positifs. Mais déjà, une énorme pression s'exerce pour présenter cette œuvre historique comme une « première époque » de l'exercice du pouvoir par la Gauche, à laquelle, par la force des choses, succéderait une seconde période marquée par un changement radical d'orientation politique.

Nul ne peut contester la nécessité d'asseoir le redressement économique de la France sur la correction des graves déséquilibres extérieurs qui affaiblissent notre pays. Les choix effectués en mars dernier par le Président de la République et mis en œuvre par l'action gouvernementale obéissent à cette nécessité ; ils constituent un moment de l'action de la Gauche au pouvoir, et nous sommes solidaires de cette action, en souhaitant qu'elle soit couronnée d'un plein succès. Mais la persistance d'une politique de déflation, au-delà d'une phase d'assainissement, ne serait guère compatible avec les objectifs qui sont les nôtres : redressement industriel et progrès social. L'efficacité d'une telle politique (sur la réduction du déficit commercial et sur la pression sur notre monnaie) risque d'être insuffisante, à court terme, alors que ses effets négatifs sur l'emploi et l'investissement risquent de compromettre irrémédiablement la possibilité de mener à bien les réformes de structures indispensables à la réussite de notre projet politique. Celui-ci suppose en effet que notre pays sorte de la crise autrement que dans le sillage des puissances dominantes, renforcé et non pas affaibli, avec une indépendance accrue.

Il nous fait continuer à armer l'économie française pour lui permettre non seulement de résister à la crise, mais d'en triompher. Or, la récession ne peut entraîner que la récession ; les politiques déflationnistes pratiquées autour de nous aboutissent à terme à renforcer les pays à fort potentiel économique et industriel, en affaiblissant encore les pays dont le tissu industriel est insuffisant ou inadapté ; dans le cas de la France, le « refroidissement déflationniste », s'il était durable, irait à l'encontre d'une politique fondée sur le dynamisme industriel ; et pour l'heure, on ne voit pas se développer la lutte indispensable contre les causes structurelles de l'inflation, qui seule peut permettre un redressement durable.

Dans cette perspective, il ne saurait être question, pour la France, de s'aligner sur la politique de récession menée par nos principaux partenaires industriels, quel que soit le poids des contraintes extérieures. Ces contraintes, il faut les affronter lorsque c'est inévitable, mais aussi les desserrer par le renforcement de nos exportations, de manière à maîtriser la concurrence, dans le cadre d'une politique de croissance et de relance sélective fondée sur le développement industriel. Il faut au plus tôt accroître les moyens d'une véritable mobilisation financière en faveur du développement, assurer un soutien continu à la demande par le maintien du pouvoir d'achat des ménages, dans le cadre d'une authentique politique des revenus, trouver des solutions industrielles pour sauvegarder l'emploi et la production, et veiller à respecter scrupuleusement les impératifs de la justice sociale, facteur de mobilisation des classes sociales qui soutiennent la Gauche et ses objectifs.

Sans justice sociale, l'austérité se substituerait à la rigueur. Or la rigueur ne signifie ni résignation mélancolique aux contraintes d'un environnement hostile, ni soumission aux clichés véhiculés par l'idéologie de droite : fétichisme de la monnaie, sanctification du pouvoir patronal, incrimination systématique des salaires, tabous du libre-échange... A ce titre, il est clair que seule une politique de protectionnisme sélectif

peut garantir la sauvegarde de nombreux secteurs de production vitaux pour notre pays. Des mesures conservatoires peuvent et doivent être prises – comme c'est le cas chez la quasi-totalité de nos partenaires économiques – pour permettre dans un premier temps le maintien des activités de production et leur apport au marché intérieur, et, dans un second temps, la reconquête d'une compétitivité indispensable par les voies de l'investissement, de l'innovation et du progrès technologique.

Un des atouts essentiels dont nous disposons réside dans le dynamisme du secteur industriel et bancaire nationalisé. Mais à l'heure actuelle, les nationalisations n'ont pas encore le contenu économique et social qui pourrait en faire moteur d'une relance de nos industries de base et de transformation, tout en constituant la preuve que droits nouveaux des travailleurs et gestion dynamique et rigoureuse ne sont pas antinomiques, bien au contraire. Il devient urgent d'impulser le système bancaire nationalisé pour qu'il stimule énergiquement l'investissement et la création d'entreprises. D'autre part, la nécessaire restructuration des groupes industriels nationalisés ne doit pas se traduire par une déperdition d'emplois lourde de conséquences, par liquidation d'unités de production ou de filiales opérant dans des secteurs d'activités annexes ou marginaux par rapport à l'axe industriel dominant du groupe. Nous voudrions témoigner par des exemples locaux de la gravité de ce problème très concret : le textile synthétique pour Rhône-Poulenc ; la production de machines-outils pour Manurhin au sein de Matra ou de machines textiles pour Air-Industries au sein de Saint-Gobain ; le démantèlement des unités de production concernées se traduirait par des milliers de licenciements, alors même que se déploient, pour ces branches d'activité, des plans nationaux porteurs d'avenir. La restructuration des groupes nationalisés sera imparfaite et d'un coût social élevé si des entreprises telles que celles que nous avons citées sont laissées pour compte, abandonnées en route. La notion d'« autonomie de gestion » ne doit pas aboutir à des coupes sombres sans appel ; le pouvoir d'Etat doit pleinement assumer la responsabilité et le contrôle des restructurations en cours, de façon que les conséquences en soient maîtrisées.

Un autre atout essentiel réside dans la prise de responsabilité des travailleurs dans l'entreprise, où ils constituent l'élément dynamique par lequel une véritable transformation économique et sociale peut s'opérer. En dénonçant, par leurs luttes, les démantèlements, la sous-utilisation de l'outil de production, le manque de dynamisme en matière d'investissement ou de stratégie commerciale, voire les choix d'abandon pur et simple, ils attirent l'attention à juste titre sur les conséquences sociales de tels choix économiques. En proposant des plans de sauvegarde, de modernisation, de développement, ils savent faire preuve de réalisme : sans prétendre que tout est possible, ils contestent l'idée trop facilement acceptée que « rien n'est possible ».

Les lois Auroux, la loi de démocratisation du secteur public, les négociations sur la durée du travail ou les fonds salariaux ouvrent des perspectives nouvelles. Mais il importe que le secteur public et nationalisé assume pleinement son rôle moteur dans l'élaboration d'un nouveau modèle social au sein de l'entreprise, quels que soient les difficultés et les obstacles idéologiques rencontrés. Nous le disons clairement : les dirigeants des groupes nationalisés ne doivent pas calquer leur pratique sur le patronat capitaliste auquel ils succèdent, et l'autorité de l'Etat, dans les entreprises nationalisées, sera d'autant mieux comprise et mise en œuvre qu'elle s'appuiera sur la mobilisation des travailleurs qui peut naître de leurs droits nouveaux.

Cette mobilisation des travailleurs, et notamment de la classe ouvrière, est aujourd'hui, avec la conquête d'une plus grande indépendance nationale la seconde condition de notre réussite. La montée des corporatismes, la manipulation des mécontentements catégoriels, l'impulsion donnée par la Droite aux jalousies, aux racismes et aux égoïsmes, tout cela doit nous amener au constat que le front de classe sur lequel la Gauche a bâti sa victoire est en train de se disloquer.

Le Parti socialiste a pour vocation d'être l'instrument politique de ce front de classe, et donc pour tâche de le reconstituer aujourd'hui dans ses rangs et dans la société. Il doit, pour cela, s'appuyer sur les forces naturelles de la Gauche : le monde du travail, les salariés, cette base sociale et électorale qui au cours de ces derniers mois a eu quelques raisons de se sentir délaissée en voyant la timidité de la réforme fiscale, la recherche de compromis avec le patronat et la bourgeoisie, la tolérance des pouvoirs publics face aux attitudes de sabotage social et de répression constatées dans bien des entreprises.

Il faut bien constater que de nombreux travailleurs se sont éloignés de nous depuis quelques mois parce qu'ils jugent la réforme fiscale trop lente et trop timide, et qu'ils estiment que le gouvernement de la Gauche se montre plus ouvert à la vision des choses du patronat qu'à celle du mouvement ouvrier. Ils voient dans cette attitude un effacement de notre volonté maintes fois affirmée de rupture avec le capitalisme. Cela nous renforce dans notre conviction qu'il faut associer le plus étroitement possible le monde du travail aux organes de décision de notre Parti.



C'est pourquoi l'implantation du Parti dans les entreprises et le monde du travail est désormais une nécessité vitale, pour faire échec à la campagne de démobilisation que la Droite mène activement sur ce terrain. Sans tomber dans les pièges de la surenchère, le Parti doit agir de façon que les intérêts des travailleurs soient constamment pris en compte par la politique gouvernementale. Pour cela, il doit être beaucoup plus présent qu'il ne l'est dans le monde du travail, et plus attentif aux analyses et aux propositions qui en émanent.

Le Parti socialiste doit être à même de jouer son triple rôle :

— rôle historique : rassembler les forces de progrès pour jeter dès aujourd'hui les fondements d'une société socialiste ;

— rôle politique : dans le cadre des institutions de la V^e République, impulser l'action gouvernementale, éclairer les choix du chef de l'Etat par ses analyses et ses propositions, expliquer et populariser les décisions, les innovations, les réformes ;

— son rôle dans la lutte idéologique, pour modifier culturellement les comportements, les idées, les mentalités, condition nécessaire pour passer d'une société passive à une société fondée sur la responsabilité.

Cette volonté anime notre Projet socialiste. Aujourd'hui, au cœur de l'action et des responsabilités gouvernementales, nous devons le réaffirmer.

Yvelines Consolider pour avancer

Notre prochain congrès revêtira une grande importance. Comme notre premier secrétaire, nous pensons que ce congrès doit être réussi. Nos adversaires attendent évidemment, pour en exploiter les faiblesses. Mais tous ceux qui espèrent dans le socialisme voudront une ligne claire. Valence était trop proche du 10 mai pour permettre une réflexion profonde. Aujourd'hui, il est possible – et nécessaire – d'analyser l'œuvre entreprise depuis plus de deux ans et de dégager des priorités pour notre action.

L'enjeu de ce congrès n'est pas d'établir un programme, mais de définir les conditions du changement à l'épreuve de la réalité sociale. Ce congrès sera celui de l'exercice du pouvoir. Chaque militant sait que nous sommes à un tournant : de la juste application de notre projet à la réalité dépendra notre succès ou notre échec. L'esprit qui doit être le nôtre dans la préparation du congrès en découle nettement. Nous devons faire preuve, avant tout, de responsabilité. Prenons garde à ne pas nous égarer dans des problèmes secondaires ou des querelles incompréhensibles pour l'opinion. Il faut faire porter le débat sur les questions essentielles qui intéressent le pays : la nature du changement et son rythme, autrement dit, comme l'indiquait la motion de Valence, la nature du compromis social nécessaire et ses modalités. La liberté d'expression au sein du Parti doit être totale pour que nous puissions aller au cœur du débat. Mais la hauteur de l'enjeu implique de ne pas créer de faux clivages. Tous les militants doivent être pénétrés de l'idée que notre réussite sera collective ou ne sera pas.

Trois ensembles de questions dominent nos préoccupations aujourd'hui : est-il possible d'ancrer solidement nos réformes dans la société française ? Comment « changer la vie » au quotidien ? Quel rôle notre parti peut-il réellement jouer ?

Les conditions de la durée

Quand le congrès se tiendra en octobre, la situation générale sera toujours difficile. Le plan d'assainissement de notre économie sera encore en vigueur et n'aura pas produit tous ses effets. Celui-ci était nécessaire. Si l'inflation persiste, les impulsions données par l'État, qu'elles concernent le revenu des ménages, le niveau de production ou le montant des investissements n'auraient, pour l'essentiel, que des effets nominaux et factices. Penser aller au socialisme par l'inflation est un moyen sûr de connaître l'échec. Ce plan de rigueur doit être soutenu et expliqué par le Parti. On peut regretter que trop de critiques au sein même du Parti l'aient affaibli dès sa naissance. Car il est, non pas une simple parenthèse, dont on pourrait ne pas être solidaire, mais un moment de notre politique. Dans un environnement international peu favorable, avec un appareil industriel qui présente des faiblesses, la maîtrise de l'inflation et le rééquilibrage de nos échanges extérieurs rendront le gouvernement plus apte à favoriser un développement économique plus soutenu, permettant de lutter plus efficacement contre le chômage. La rigueur n'est pas contradictoire avec la croissance. Dans une période de quasi-stagnation de l'activité et de concurrence vive entre les pays industriels, ce choix est cohérent avec nos objectifs initiaux. Toutefois, son sens socialiste doit être plus affirmé. Car c'est dans les mesures d'accompagnement et dans la manière dont est répartie, selon les catégories sociales, la rigueur que doivent apparaître les grands choix politiques. Nous sommes en droit d'attendre, et avec nous, la majorité du 10 mai, que le gouvernement marque sa détermination de poursuivre la réduction des inégalités et qu'il veuille à ce que l'effort demandé ait les effets escomptés et visibles en matière de compétitivité et d'emploi. Ne doutons pas que la consolidation d'une majorité politique ait pour condition un succès économique.

Mais, le congrès ne peut pas s'en tenir à l'examen du contenu de la rigueur, même si cela est nécessaire. Sans doute devra-t-il réaffirmer l'adhésion du Parti aux grands principes de la politique étrangère mise en œuvre. Il est tout à fait important entre autres de soutenir l'idée que la paix ne peut se fonder que sur un équilibre militaire, maintenu et réactualisé entre les forces de l'Ouest et de l'Est. Mais, pour notre part, nous ferons porter notre contribution sur deux interrogations qui sont déjà au centre des discussions. Y aurait-il une politique économique totalement alternative à ce que nous faisons depuis deux ans, et faut-il rendre la France plus autonome parmi les pays industriels ? Ensuite, comment concevons-nous le rapport des classes aujourd'hui dans une société qui a profondément évolué depuis vingt ans ? Il est évident que ces deux questions ne sont pas sans liens.

Il peut paraître séduisant de privilégier un développement rapide des forces productives dans un marché intérieur mieux protégé. Les bénéfices de l'expansion profiteront ainsi aux producteurs nationaux. Dans cette thèse, en réalité, tout est une question de degrés. Produire plus et mieux, qui ne serait d'accord ? Le libre-échange n'est pas la religion des socialistes, il n'est même plus celle des libéraux ! Mais, ceci ne constitue pas une politique alternative. Car, le protectionnisme nous mettrait à l'écart de la bataille technologique. Et, quand plus d'un travailleur sur quatre travaille pour l'exportation, il est facile de voir qu'au jeu du protectionnisme, nous serions battus ou alors, il faudrait admettre qu'une reconquête rapide et généralisée du marché intérieur s'opérerait avec un bas niveau de productivité et de revenus. Restaurer le dynamisme de l'industrie et développer les technologies d'avenir – ce qui est un but commun – n'est pas affaire non plus d'un seul volontarisme du secteur public.

Il est curieux de voir comment des socialistes en arrivent à oublier leur propre analyse de la crise, qui est une crise de régulation globale, où une recomposition des normes de production et de consommation s'impose pour rétablir les fondements de la rentabilité. Il ne sert pas à grand chose, ailleurs que dans les congrès, de s'en tenir aux recettes des années 1930. L'effort économique passe, évidemment, par la reconstitution d'un appareil industriel cohérent, mais aussi par une organisation différente de la production et des modes de formation et d'utilisation des revenus. Se préoccuper de la réduction du temps de travail n'est donc pas faire preuve de néomalthusianisme, mais, au contraire, montrer une compréhension exacte des ajustements économiques et sociaux nécessaires dans une période de crise.

Cette réflexion conduit à ne pas voir dans la lutte à mener contre la crise, seulement des remèdes dans l'élargissement de l'intervention publique, mais aussi dans les négociations à mener, au niveau de la société et des entreprises, pour intégrer efficacité économique et changement social. Ce que nous appelons, il y a quelques années, le mode de développement. Les véritables défis sont là. Qui ne voit, dès lors, que si les socialistes veulent faire autre chose que de réaliser quelques réformes (ce qui est déjà fait pour le cadre législatif) mais ont l'ambition de transformer réellement la société française, la durée est indispensable.

La clef en est sans doute dans l'utilisation sociale des nouvelles technologies et une meilleure répartition du pouvoir dans le champ social (droits et responsabilités des salariés), économique (rôle des PME et de l'économie sociale) et administratif (régions, collectivités locales, quartiers).

Il faut sans doute que le Parti, force de proposition, réfléchisse à un nouveau modèle de développement ou de croissance tenant compte de l'évolution économique et sociale probable qui pourrait, par exemple, résulter d'un ralentissement durable du rythme de progression de l'économie mondiale. Il nous faut donc sans doute éviter à la fois, les pièges d'une société uniquement industrialiste et productiviste qui ne



serait pas soucieuse d'une transformation sociale et culturelle en profondeur du pays ainsi que ceux d'une société duale où les citoyens vivraient à deux vitesses selon qu'ils sont ou non « dans les bons créneaux », une existence plus « écologique » étant réservée aux plus aisés.

Cela nous amène à considérer le mode de transformation que nous voulons mettre en œuvre. Force est de constater que nous n'avons pas encore trouvé la bonne « règle du jeu ».

La dernière période a montré les deux dangers qui nous guettent et peuvent mettre en péril l'expérience socialiste. Le premier est l'insuffisante mobilisation de nos soutiens traditionnels.

Le second est la montée et la rencontre des mécontentements catégoriels aiguillonnés par certains secteurs de la Droite. L'axe de notre action de ce double point de vue peut être aisément tracé à partir de l'élargissement et de l'application de la notion de compromis social telle que notre congrès de Valence l'a introduite dans notre doctrine.

Il est d'abord nécessaire de fixer clairement la règle du jeu avec l'opposition et avec les couches sociales et les intérêts les plus directement opposés à notre politique.

Dans l'état actuel du rapport de force, le compromis avec le patronat signifie, comme l'a rappelé François Mitterrand en décembre 1981, que notre politique doit être adaptée à une « économie mixte » où « les entreprises sont le lieu où se crée la richesse du pays » et où « les chefs d'entreprises et les pouvoirs publics ne doivent pas être des adversaires mais des partenaires ». Si cette règle du jeu n'est pas clairement intégrée dans toutes ses implications, notre action dégènera en une série de compromis ponctuels et catégoriels à reculons, sans que les couches sociales que nous avons vocation à représenter en priorité y trouvent leur compte. Nos adversaires y verront notre incapacité à tenir bon et nos mandants perdront confiance également.

Le compromis est justifié par nos propres exigences démocratiques, qui, pour éviter les impasses du modèle soviétique, nous commandent d'assumer les conflits d'intérêts dans la société en les portant à la clarté du débat public pour favoriser l'émergence de solutions négociées. Le consensus ne peut être recherché qu'au niveau de ces règles du jeu.

En revanche, notre pratique du compromis social ne peut aboutir que si nous sommes pleinement représentatifs des couches sociales qui nous font confiance : il s'agit d'un affrontement négocié. La réussite suppose alors la durée que les institutions actuelles nous donnent.

L'objectif est donc triple : mobiliser l'ensemble des couches sociales qui nous sont favorables, en prenant en compte les différences internes de cet ensemble, neutraliser des intérêts intermédiaires qui pourraient être tentés de se dresser contre nous, motiver les entrepreneurs pour régénérer le tissu économique de ce pays.

Sachons suivre, comme nous invitait à le faire Michel Rocard à Valence, la direction que nous indiquait Jean Jaurès : « La possibilité subsiste de grandes transformations sans rupture (...). Forcément des arrangements interviennent et des accords se concluent, non seulement parce que l'extrême surexcitation du combat épuiserait en se prolongeant, les forces morales, mais parce que les deux classes en lutte ont un intérêt essentiel à ménager, jusque dans leur combat, l'avenir de la production d'où dépend, dans la société capitaliste, le profit des uns, le salaire des autres et d'où dépendra, dans la société socialiste, le bien-être de tous. Ainsi, nécessairement, par la force des choses, toute grande action démocratique est une transaction, même si l'on peut constater au point d'origine du mouvement l'intransigeance des classes antagonistes ».

Gardons à l'esprit la nécessité d'empêcher tous les secteurs de l'opposition de faire front contre nous en favorisant ses divisions internes et acceptons le dialogue quand il est possible.

Nous n'avons pas intérêt à ce que l'esprit de revanche anime seul le comportement de ceux qui n'ont pas soutenu notre arrivée au pouvoir. Là encore, la durée doit être utilisée pour éviter la cristallisation d'un front uni de la Droite, qui s'aidant des mécontentements multiples, pourrait provoquer notre échec lors des prochaines élections législatives. De ce point de vue, l'image que nous donnerons de nous-mêmes à notre prochain congrès sera décisive.

Le changement quotidien

Les transformations dans la vie quotidienne n'ont pas toujours, depuis deux ans, répondu aux espérances. Les mesures ont pourtant été nombreuses, quantitatives au début (S.M.I.C., allocations familiales, etc.) puis qualitatives (cinquième semaine, retraite à 60 ans, lois Auroux, lois de décentralisation, etc.)

Mais les mesures structurelles ne sont pas toutes encore prises et les premières n'ont pas encore produit d'effet. Les citoyens dans la commune, les salariés dans l'entreprise, les consommateurs face aux producteurs, les jeunes à l'école ou dans l'armée, les individus face à l'impôt ou à la santé ont souvent le sentiment que tout continue comme avant.

Pour relancer une dynamique, il nous faut montrer que le choix indispensable de la rigueur n'est pas synonyme de renoncement et qu'au contraire, la transformation des rapports sociaux est non seulement un objectif maintenu mais également un facteur important de réussite.

Faire passer les grandes réformes de la répartition des pouvoirs dans le quotidien

Le cadre législatif d'un véritable changement social se met progressivement en place. L'essentiel est fait ou en train de se faire qui permettra à chacun d'être à la fois, plus autonome et plus influent en tant que salarié, citoyen ou consommateur. Les nouveaux droits des travailleurs et les lois de décentralisation sont riches de possibilités encore inexploitées. Il reste à faire passer le droit dans le quotidien.

Les préoccupations économiques traduites dans le plan de rigueur ne doivent pas éclipser ce changement important. La nouvelle législation qui permet à chacun d'être informé, de s'exprimer dans l'entreprise, d'être entendu, ne doit pas être vue comme un frein à l'efficacité ou une source d'inquiétude détruisant la nécessaire confiance de tous. Au contraire, ces nouveaux droits peuvent permettre de régler plus facilement les conflits, de mieux adapter les processus de production aux exigences du bien-être, et d'utiliser l'immense gisement de productivité en réserve que représente la qualification du monde du travail.

La mise en œuvre rapide de la décentralisation est de même un outil privilégié de la mobilisation contre la crise. La définition claire de la répartition des compétences et des ressources entre l'État et les différentes collectivités locales ne peut être retardée par le souci d'éviter une utilisation perverse par les adversaires. La logique de l'évolution démocratique ne doit pas être interrompue. Les citoyens peuvent et doivent avoir la maîtrise des choix en matière de services collectifs.

Responsabiliser chacun et mieux négocier les mesures économiques et sociales

Depuis deux ans, de très nombreuses mesures ont été prises qui concernent la qualité de la vie de chacun. Elles correspondent pour la plupart aux engagements et constituent des améliorations. Mais certaines, toutefois, ont dû être décidées pour faire face aux difficultés conjoncturelles et nécessitent des efforts.

Qu'il s'agisse de durée du travail, de retraite, de transferts sociaux, de solidarité, de pouvoir d'achat, d'éducation ou de sécurité et de liberté, la volonté du gouvernement était de créer des conditions meilleures pour chacun et pour la collectivité.

Mais le désir d'afficher rapidement une orientation ou les nécessités d'une réaction immédiate à la conjoncture ont souvent entraîné l'adoption d'une méthode de gouvernement trop centralisée.

Pourtant l'efficacité et la démocratie exigent au contraire de préserver le temps de la négociation, de l'explication. La confrontation des opinions permet de mieux envisager les effets pervers éventuels. Plus encore, quand il s'agit de demander un effort, on peut et on doit s'appuyer sur la capacité de compréhension et d'engagement des partenaires. Même quand il est nécessaire d'arbitrer entre des corporatismes, le débat peut faire progresser.

Une conséquence importante de la méthode employée a été la prépondérance pour chaque mesure prise d'une logique d'approche (différente à chaque phase de l'action gouvernementale) qui aurait pu être efficacement corrigée par confrontation avec les autres logiques.

Les mécontentements trouvent là une grande partie de leur origine. Le desserrement de la contrainte extérieure, l'élargissement nécessaire de notre marge de manœuvre ne sont pas incompatibles avec le maintien de notre volonté de lutter pour l'emploi et de réduire les inégalités.

La réduction du temps de travail est nécessaire tant pour un plus juste partage que pour l'accroissement du temps libre. Elle ne peut se faire que progressivement et être accompagnée de mesures de réorganisation de la production et d'une négociation sur la compensation salariale, sous peine de faire baisser la production ou d'entamer la productivité. Mais l'objectif doit être réaffirmé et la négociation favorisée.

La réduction des inégalités de salaire, de revenu et de patrimoine passe par une meilleure connaissance des ressources de chacun, une meilleure redistribution par l'impôt et une modification de l'approche en matière de protection sociale.

Là encore, responsabiliser, négocier, faire des choix expliqués sont des moyens de remobilisation et de l'amélioration de la condition des moins favorisés.

Le Parti : acteur du changement

Le Parti doit être un acteur principal du changement.

Mais il ne faut pas de confusion. Le rôle du Parti n'est pas de se substituer au gouvernement ou au Parlement. Il n'est pas non plus porteur de la vérité de l'ensemble de l'action sociale, même s'il est porteur d'un projet, et il ne peut avoir une vocation à la dominer. Nous nous comportons trop souvent comme si nous étions encore dans l'opposition, quand le Parti était tout pour ceux qui en étaient membres.



D'autre part, nous avons parfois eu tendance à nous comporter plus comme des observateurs que des acteurs dans la période qui vient de s'écouler. Constaté cette réalité, ce n'est pas mettre en cause la nécessité et les diverses fonctions du Parti. Il ne peut y avoir élargissement de la démocratie si les partis qui sont porteurs de cette volonté n'y contribuent pas activement.

Le P.S. qui rassemble aujourd'hui la plupart des courants historiques de la pensée socialiste doit assurer sa mutation pour être à la fois véritable force de proposition et un soutien au gouvernement de la Gauche. **Parti de masse**, il doit être largement ouvert à toutes les catégories de citoyens et élaborer démocratiquement ses choix politiques tout en préparant ses membres aux responsabilités du pouvoir à tous les niveaux. **Parti de proposition**, il peut l'être pleinement si un réel débat portant sur les enjeux concrets et reflétant les aspirations diverses de la société peut être développé. **Parti de soutien** au gouvernement, comment pourrait-il en être autrement ? L'importance des réformes amorcées, la violence des adversaires exigent non seulement l'adhésion de tous les socialistes, mais aussi une action militante vigoureuse pour expliquer les réformes, rallier les indécis et contrer la Droite.

Les moyens nécessaires

Pour devenir un parti largement ouvert sur la société, le P.S. doit revoir son langage et adapter ses modes d'intervention.

Pour rester un parti de proposition, le Parti doit préserver et approfondir trois principales fonctions : la fonction de rencontre et d'unification des militants, la fonction de mémoire collective, la fonction de synthèse et d'élaboration collective.

Pour être efficace dans son soutien au gouvernement, il est clair que les militants doivent être rapidement et complètement informés des décisions prises.

L'efficacité dépend également de son système d'organisation, de ses modes de liaison et des capacités d'animation des directions.

Pour concrétiser ces préoccupations, nous proposons quelques éléments de réflexion :

a) les niveaux d'organisation départementaux et régionaux, plus proches de la réalité militante et du combat politique doivent être prioritaires dans la période actuelle. Une nette affirmation des autorités fédérales et le soutien de cette autorité par des instances nationales permettront le retour « au sens de la règle » souhaité par le premier secrétaire.

b) pour faciliter l'articulation Parti - gouvernement - groupes parlementaires, il serait bon de revenir sur certaines dissociations. Le Bureau exécutif doit être ouvert aux membres du gouvernement ; les commissions du Parti doivent pouvoir proposer le résultat de leurs études aux groupes de l'Assemblée nationale et du Sénat...

c) pour assurer le débat et faire en sorte que le Parti et le gouvernement se confrontent aux mêmes réalités, il serait souhaitable que le Parti tienne des conventions thématiques sur les grandes réformes en projet et en cours d'application.

d) le renouveau de l'action militante locale est nécessaire dans la période : nous avons voulu la décentralisation et le gouvernement l'a mise en route. Ne la laissons pas à la Droite sur le terrain, nous-mêmes nous retranchant sur une référence frileuse au seul soutien au pouvoir d'État et à l'action du gouvernement. Le Parti doit reprendre l'offensive dans les communes, les départements, mais aussi les entreprises pour coller à la réalité locale et aux problèmes et difficultés vécus quotidiennement par les Français. Il ne s'agit pas de proposer au Parti de « se refaire une santé » dans le localisme, mais de remettre en marche une dynamique qui a permis au Parti de mobiliser les Français pour la conquête du pouvoir.

En définitive, notre Parti doit être capable dans la période actuelle de remplir trois fonctions essentielles :

- la fonction de débat, car sans réflexions et discussions libres, la pensée socialiste se sclérosera ;

- la fonction d'unification des socialistes, car l'opinion ne comprendrait pas que le principal parti de la majorité se déchire sous ses yeux ;

- la fonction de soutien et de propositions au gouvernement, car, ne l'oublions pas, ce gouvernement, c'est le nôtre.

Contribution présentée par : Daniel FRACHON, Jean-Paul HUCHON, Martine FRACHON, Jean LEGARS, Bernard SCHREINER, Francine CATILLON, Danièle COLOMBO, Jean COTTAVE, Michel DANY, Annie FAVRIE, Roland NAUDAUS, Jacqueline PENEZ, Madeleine ROUSSEL, Michel RUFFIN, Germain SENAC, Christian VACCARO, Jacques VARIN, Christine VILAIN.

Deux-Sèvres

Cohérence, concertation, unité

La crise mondiale qui frappe aujourd'hui la France, crise du capitalisme obligé de s'adapter aux nouveaux rapports du marché international, crise dans les pays du bloc de l'Est, entraîne une mutation profonde de société, une nouvelle conception de la vie et des rapports internationaux.

Une crise qui sera longue et qui appelle un renouveau du sens de l'effort et de la solidarité, comme l'a rappelé le Président de la République, Cette crise a des prolongements directs sur l'application du programme du gouvernement tel qu'il avait été établi à partir du « Projet socialiste » et des 110 propositions du candidat François Mitterrand en affaiblissant la portée de certaines mesures ou en risquant de retarder la mise en application de certaines autres.

La mise en place d'un plan de rigueur et les dévaluations successives pour pallier aux problèmes posés par le déficit du commerce extérieur, l'inflation et le déséquilibre des budgets sociaux et du budget de l'Etat en sont la première conséquence.

Seul, cependant, un gouvernement de gauche dans un tel climat pouvait avoir le langage du courage et oser mettre en œuvre et faire accepter un plan de rigueur. « Cependant, en tout état de cause, ce plan ne saurait constituer une politique mais un ensemble de mesures conjoncturelles rendues nécessaires pour préserver les acquis » essentiels de deux années de gouvernement socialiste.

La rigueur, chacun de nous, chaque Française, chaque Français, est conscient de sa nécessité et, quelle que soit sa position, souhaite la réussite du plan gouvernemental. Ce que les socialistes veulent en plus, c'est que la rigueur soit appliquée avec justice et que le gouvernement s'engage à mettre en œuvre dans des délais rapprochés la réforme fiscale nécessaire pour continuer à réduire les inégalités.

Nous ne pouvons donc nous incliner sous le prétexte d'une fatalité économique qui nous dicterait soi-disant notre conduite. Nos choix économiques doivent être précis et

rigoureux. Mais il convient de réaffirmer la nécessité de les déterminer d'abord politiquement dans le sens de l'avancée vers une société socialiste.

À la veille du Congrès, la question que se posent nombre de socialistes est la suivante : ce plan va-t-il réussir ? Ne risque-t-on pas de devoir encore renforcer les mesures de rigueur ? Un autre type de plan était-il possible ?

Lorsque le congrès se tiendra fin octobre prochain, on pourra sans doute répondre à ces questions. Mais c'est dès aujourd'hui que la discussion préparatoire va s'ouvrir dans le Parti.

Sans vouloir entrer dans le détail des propositions que le Parti va être amené à proposer au pays et au gouvernement, propositions qui sortiront de l'ensemble des militants, la fédération des Deux-Sèvres du Parti socialiste tient à attirer l'attention du congrès sur les points suivants qui constituent le titre de cette contribution : **Cohérence, Concertation, Unité.**

Cohérence

Depuis le 10 mai 1981, le gouvernement a mis en place de très nombreuses mesures en faveur des plus démunis : retraités, smicards, handicapés, familles, etc. de même il a mené une politique vigoureuse pour stopper la montée du chômage.

Tout cela doit être rappelé par les militants et par le gouvernement.

Aujourd'hui, pour consolider ce changement et pour que réussisse la politique de la Gauche, il nous faut affronter la crise économique avec détermination. Cette détermination est nécessaire pour appliquer, malgré l'opposition systématique de la Droite, les réformes entreprises ; mais cela exige une fermeté nouvelle, tant du côté du Parti socialiste que du côté du gouvernement.



CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES

La vigilance s'impose car soutenir l'action gouvernementale ne signifie pas qu'il faille accepter sans réagir les incohérences, les faux-pas, les dérogations au Projet socialiste, tout en prenant en compte les aléas de la conjoncture actuelle.

Nous sommes donc déterminés à ce que le nouveau projet de société, projet sur lequel les Français ont choisi la Gauche majoritairement le 10 mai 1981, soit appliqué, car c'est ce pourquoi les hommes et les femmes de gauche se sont battus et continuent de se battre. Si l'électorat de gauche a été déçu en partie c'est parce que les réformes engagées ont manqué parfois de détermination et de globalité.

En effet, l'une des faiblesses de l'actuel gouvernement qui semble avoir le plus frappé l'opinion publique et en particulier les militants socialistes, est l'insuffisance de cohésion gouvernementale telle qu'elle est apparue à travers les déclarations contradictoires de tel ou tel ministre ou plus grave encore à travers les hésitations et les reculades qui font penser que certaines mesures annoncées l'ont été sans avoir été mûrement réfléchies, ou que la pression de la rue ou de la presse de droite peuvent infléchir la marche du gouvernement.

Ne citons, pour nous limiter à un passé très récent, que le recul enregistré sur l'application de certaines mesures du plan de rigueur comme l'assouplissement sur le contrôle des changes qui aboutit à rendre caduque une partie des économies de devises projetées... tout cela parce que quelques centaines d'agences de voyages, soutenues par une campagne de presse bien orchestrée, sont descendues dans la rue... ou bien encore le recul enregistré pour la perception de la vignette sur le paquet de cigarettes...

Cela nous paraît grave parce que cela peut mettre en cause la crédibilité du gouvernement, et par voie de conséquence l'autorité du Président de la République.

De plus, l'action du gouvernement n'est pas toujours suffisamment expliquée, ce qui dérouté l'opinion publique et en particulier les militants qui ne sont pas assez armés pour répondre aux questions qui leur sont souvent posées. Une campagne d'explication et d'information à plus grande échelle est donc indispensable si nous voulons mieux faire comprendre le bien-fondé des mesures prises.

Aucune force vive de la nation aujourd'hui ne nie la nécessité d'une rigueur accrue dans la gestion des affaires publiques. Beaucoup d'entre les hommes et les femmes que rencontrent les militants socialistes manifestent leur adhésion à l'effort qui leur est demandé (1% du revenu imposable, emprunt obligatoire, limitation des changes). Toutefois, tous s'interrogent sur l'utilisation qui en sera faite et sur son efficacité réelle.

Le gouvernement socialiste doit donc expliciter clairement par l'intermédiaire des médias, non pour se justifier mais pour mieux se faire comprendre, ses choix, ses moyens et ses buts.

Nous pensons même que dans la situation actuelle, le Président de la République lui-même devrait intervenir plus fréquemment.

Ils faciliteraient ainsi grandement le travail militant et dégageraient une adhésion plus grande à la politique menée.

N'oublions pas qu'encore actuellement l'information écrite est détenue en grande partie, surtout en province, par des hommes ou des groupes au service de l'opposition, alors que le Parti socialiste n'a pas été capable de se doter du grand quotidien d'information qui lui serait pourtant aujourd'hui bien nécessaire.

Il y a une certaine naïveté de la part du gouvernement, sous prétexte de démocratie formelle, de maintenir une certaine distance entre les organes d'information, en particulier audio-visuels, dont il a la responsabilité et ses propres moyens d'expression. Aurait-ce, par exemple, été de la propagande abusive que de mener une campagne de popularisation sur l'importante réforme que constitue la retraite à 60 ans, attendue et réclamée depuis de si longues années ?

Concertation

Nous sommes en plein cœur de la crise. Il serait vain de chercher à se dissimuler les difficultés de la situation. Il faut savoir que la majorité des pays capitalistes qui nous entourent n'ont pas accepté l'installation d'un gouvernement de gauche en France, en particulier avec participation communiste.

La pression des Etats-Unis, l'action des multinationales, tentent de déstabiliser l'économie française. Du côté de l'Union soviétique on observe sans bienveillance la tentative de l'installation en France d'un régime d'un socialisme démocratique. Nombreux sont donc ceux qui souhaitent l'échec de notre politique (car en cas de succès, elle risquerait de faire tache d'huile) et qui mettront tout en œuvre pour assurer cet échec.

Face à cette conjoncture internationale, resserrer les rangs est une nécessité pour la Gauche. Mais ce retour à une confiance aujourd'hui quelque peu ébranlée ne pourra se faire que si tous les partenaires de cette Gauche sont associés à la stratégie du gouvernement.

– D'abord le Parti socialiste qui doit être obligatoirement consulté avant toute décision importante, et dont les orientations décidées par ses organes souverains – en premier lieu le congrès – ne devront pas rester au rang de simples vœux pieux.

En effet, il n'est pas souhaitable de voir le Parti socialiste se cantonner dans le seul rôle d'explication et de soutien « après coup » des décisions gouvernementales. Une telle attitude nous place à la remorque des décisions contribuant à diminuer la confiance qu'on nous accordait.

Il est donc nécessaire de retrouver notre capacité d'initiative et d'intervention, de proposition et d'orientation politique. Faute de retrouver cette capacité, nous ne tarderions pas à nous découvrir prisonniers de choix dictés par une technocratie qui, sous couvert de réalisme économique, finirait par dévier des objectifs que la victoire du 10 mai 1981 a rendus possible d'atteindre.

Il importe que le Projet socialiste continue à sous-tendre la politique gouvernementale et que le Parti en tant que tel réaffirme ses principes et approfondisse sa réflexion en s'appuyant sur les acquis de deux ans de gouvernement de gauche.

– Bien entendu, la même démarche s'impose pour nos partenaires communistes, radicaux et P.S.U.

– Mais nous pensons également à nos partenaires économiques et sociaux. Il est vrai que l'attitude de certains d'entre eux risque de ne pas favoriser l'ouverture du dialogue. Mais peut-être faut-il inverser le problème: certaines décisions importantes du gouvernement n'ont-elles pas choqué justement parce que qu'elles avaient été prises sans qu'une véritable concertation ait pu avoir lieu avec l'ensemble de forces économiques et sociales, et en particulier avec les forces populaires de gauche dans lesquelles les syndicats tiennent une part importante.

L'ensemble des Français doit pouvoir se rassembler sur un thème mobilisateur, celui d'une nouvelle politique de l'emploi pour tous et de la réduction des inégalités.

Autour de ce thème central, nous devons soutenir l'action du gouvernement pour:

- une indépendance industrielle qui doit s'appuyer en priorité sur une meilleure utilisation des nationalisations et du secteur bancaire;
- une solidarité européenne à construire;
- un nouvel ordre économique et monétaire mondial avec une priorité en direction du tiers monde, en particulier l'aide à l'Amérique centrale, secteur crucial et zone de déstabilisation du capitalisme.

Pour exercer pleinement son rôle le Parti doit accentuer son effort de formation et d'information économique pour permettre à chacun d'être des acteurs conscients du changement.

En effet, son rôle à l'heure actuelle doit être tout à la fois de soutenir l'action gouvernementale, mais aussi de définir un certain nombre d'orientations conformes à une volonté de transformation économique et sociale.

« Pour cela, les socialistes doivent être en mesure de rassembler sur un projet cohérent, facteur indispensable à leur propre mobilisation. Si la conjoncture économique peut nous conduire à adopter des mesures difficiles, notre force réside dans notre capacité à situer ces mesures dans une perspective globale, seule susceptible d'entraîner la mobilisation des militants ». Le militantisme ne doit pas s'exprimer uniquement pendant les périodes d'élections; il faut rester mobilisés et actifs; il ne doit pas y avoir de fossé entre la fonction d'élus et celle de militants.

Le changement ne sera pas seulement l'œuvre du gouvernement et du Parlement. Pour se réaliser vraiment il doit aussi être l'œuvre de tous les citoyens, dans les quartiers, les cités, les entreprises, les associations, les syndicats, etc.

Notre socialisme se construira par étapes, en tenant compte des faits économiques, sociaux et politiques, des mentalités et de l'environnement, avec la participation de la majorité des travailleurs et citoyens. C'est le sens de nos projets de décentralisation et d'autogestion. Cela passe aujourd'hui par la cohésion, la concertation et l'unité autour de l'action du gouvernement.

Unité

Un parti démocratique exige que la discussion soit libre en son sein. Cela a toujours été dans la tradition du Parti socialiste. Les diverses contributions qui sont en cours d'élaboration traduiront certainement des points de vue divergents. L'ouverture d'un tel débat ne peut qu'enrichir la réflexion socialiste et permettre d'élaborer des solutions concrètes pour faire face à la crise actuelle.

Il faut cependant ne pas perdre de vue que le Parti n'est plus dans l'opposition (ce qui a été le cas pendant presque toute son histoire); alors les affrontements qui ont été souvent de rigueur n'étaient perçus dans l'opinion publique que comme des joutes entre diverses tendances dont les conséquences sur la vie du pays restaient somme toute négligeables. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Nous avons la responsabilité du



gouvernement de la France, et cela dans un contexte international particulièrement difficile. L'opinion française va suivre avec beaucoup d'attention les travaux de notre Congrès, en sachant que les décisions qui seront prises engageront l'avenir de notre pays.

Dans les Deux-Sèvres, nous avons su depuis de nombreuses années, tout en respectant le droit de chacun d'adhérer à la sensibilité de son choix, organiser notre exécutif fédéral en refusant d'ériger en système d'exclusion les notions de « majorité » et de « minorité ». Nous souhaiterions pour notre part que l'esprit unitaire finisse par l'emporter.

Discussion: oui – division: non.

Nous avons besoin de l'apport de toutes les forces socialistes, de toutes les sensibilités, de toutes les compétences. Il nous apparaît nécessaire que le congrès ayant fait ses choix rassemble l'ensemble de ses militants pour une nouvelle étape autour du gouvernement et du Président de la République.

Voilà les quelques réflexions que les socialistes des Deux-Sèvres ont voulu apporter, à l'occasion du congrès de Bourg-en-Bresse, dans un esprit d'unité et pour faire avancer le débat; avec, au cœur de leur pensée, le souci majeur que la victoire de la Gauche en mai 1981 ait jeté les bases d'une société socialiste à la française et ne laisse pas la Droite nous empêcher de continuer l'œuvre entreprise depuis deux ans.

Vosges

Cinq mois seulement après la conquête du pouvoir par la Gauche unie, le congrès de Valence avait été marqué principalement par l'unité des socialistes et leur rassemblement derrière François Mitterrand et le gouvernement. Nous avons alors la conviction commune qu'il fallait être solidaires de l'action gouvernementale et aider à son application tout en continuant à exprimer nos choix et en faisant des propositions.

Mais le congrès de Bourg-en-Bresse ne sera-t-il pas notre premier congrès en tant que parti de gouvernement? N'avons-nous pas davantage conscience aujourd'hui de la formidable responsabilité qui nous engage si nous voulons que réussisse la grande œuvre entreprise par le gouvernement de la Gauche?

S'il nous paraît indispensable de réaffirmer l'impérieuse nécessité de soutenir l'action gouvernementale et de développer des moyens encore plus efficaces d'y concourir, il faut aussi que ce congrès soit l'occasion pour les militants socialistes de débattre de façon ouverte et responsable et de situer la politique gouvernementale dans une perspective d'ensemble, tout en réaffirmant les choix fondamentaux du Parti et en faisant des propositions à moyen terme.

Nous ne pouvons ignorer en effet ni les difficultés que rencontre le gouvernement pour mettre sa politique en application, ni les inquiétudes des classes salariales, face à certaines mesures que le gouvernement peut être amené à prendre ponctuellement en poursuivant un objectif donné, dans sa gestion quotidienne du pays.

Aussi faut-il trouver les moyens de s'assurer davantage la confiance de notre électorat, du peuple de gauche, de rassembler et reconquérir ceux qui ont fait notre succès, ceux qui ont choisi « l'autre politique » en élisant François Mitterrand à la présidence de la République et en lui donnant une majorité de gauche à l'Assemblée nationale.

- Comment affirmer toujours plus notre volonté d'exprimer les aspirations du monde du travail?
- Comment mieux traduire dans les faits notre volonté de changement et de progrès social?
- Comment nous engager plus nettement dans la voie de la rupture avec la société capitaliste et contribuer à la réussite des grandes mutations qui s'annoncent pour la construction du socialisme?

Le congrès de Bourg-en-Bresse doit être l'occasion pour notre parti, riche de sa diversité, d'affirmer sa capacité non seulement à exprimer les aspirations du peuple de France, et à être une force de propositions, mais aussi à se faire entendre par le gouvernement.

La rigueur doit être provisoire

Notre politique résolument tournée vers le progrès social, la réduction des inégalités, la lutte contre le chômage passe par le redressement de notre économie. Elle ne pourra se poursuivre à terme que si nous retrouvons un taux de croissance suffisant et si nous répondons aux besoins locaux en exploitant, là où elles se trouvent, les possibilités de reconquérir notre marché intérieur.

Le plan de rigueur n'est pas une fin en soi. Il répond à un impératif conjoncturel, mais il ne doit pas signifier une réorientation à terme des objectifs de notre politique économique et sociale. Face à la contrainte extérieure, à la période de déflation que nous vivons sur le plan international, face à l'égoïsme aveugle et au conservatisme déraisonnable de l'administration américaine, le gouvernement a dû prendre des mesures d'envergure visant à rééquilibrer notre économie et lutter contre l'aggrava-

tion de notre déficit extérieur. Et il est bon qu'il les ait prises. Mais le plan gouvernemental de redressement ne doit être qu'une étape, un moyen. Il doit être limité dans le temps et déboucher pour réussir sur de profondes réformes de structures visant à poursuivre la lutte contre les inégalités et à renforcer la justice sociale. Il conviendrait à ce titre, avec une réforme fiscale d'envergure, d'insister sur la nécessité d'une solidarité nationale toujours plus accrue et d'une plus juste répartition de l'effort indispensable au redressement économique.

Les impératifs de la croissance. On ne saurait négliger le fait que le plan de rééquilibrage peut avoir des conséquences déflationnistes et qu'il peut contribuer à une certaine reprise du chômage. Il faut donc que parallèlement la lutte contre le chômage soit accentuée. Il convient d'être plus imaginatif encore en matière de créations d'emplois: poursuivre et développer les contrats de solidarité, le nouveau partage du travail qui ont déjà amené des résultats très positifs.

Il faudra aussi développer le travail à temps partiel et intensifier nos efforts en matière de formation professionnelle et sociale et de formation des jeunes.

Mais nous avons toujours conscience que la solution au chômage se trouve dans une croissance soutenue de la production qui nous permettra à terme de financer l'amélioration des conditions de vie et d'assurer l'indépendance économique de notre pays.

Le gouvernement a déjà jeté les bases du redressement de notre économie en relevant les bas salaires, en réduisant la durée du travail, en élargissant les droits des travailleurs dans l'entreprise avec les lois Auroux, en nationalisant les grands groupes industriels. Cette politique devra se poursuivre lorsque les conditions de la reprise se seront améliorées avec une relance accrue de l'investissement productif et de la consommation populaire.

La croissance sociale implique aussi la reconquête du marché intérieur. En nationalisant les filières de production, le gouvernement a déjà engagé le processus de réorganisation de nos structures. Les actions menées au cours de ces deux ans en faveur de l'industrie, pour le développement de la recherche technologique, l'engagement de grands travaux publics, les mesures d'aide et d'encouragement à l'innovation en direction des P.M.E. constituent déjà un effort sans précédent en faveur de la relance. Mais l'état de délabrement dans lequel la Droite a laissé notre appareil de production nous oblige à être encore plus volontaires pour créer les conditions de la reprise. Aussi la mise en œuvre d'une politique destinée à muscler et à diversifier le tissu industriel et devant permettre le développement d'un marché intérieur puissant, reste-t-elle un de nos objectifs prioritaires. Il convient de mettre en place un plan de développement industriel visant à renforcer les domaines où l'industrie française est déjà performante, développer des technologies nouvelles à partir desquelles la compétitivité de notre économie se développera, sans pour autant négliger nos grandes industries traditionnelles.

Le gouvernement a déjà montré qu'il ne laisserait pas se poursuivre le délabrement de l'industrie du textile et de l'habillement en mettant en place un dispositif susceptible de redonner confiance aux travailleurs et aux employeurs de ces secteurs, très éprouvés par le passé. Aussi, même si l'action de l'Europe est déterminante contre le jeu de la division internationale du travail, faut-il saisir localement l'occasion de mobiliser les énergies et les enthousiasmes.

Répondre aux besoins locaux et exploiter les possibilités là où elles se trouvent: il est vital pour les Vosges, où l'industrie du textile et de l'habillement constitue encore une de nos principales activités économiques, que soient maintenues en activité les entreprises indispensables à l'existence même de cette filière de produc-



tion. Si nous envisageons pour l'avenir une relance de l'investissement productif dans ce secteur, et dans la perspective d'une reconquête du marché intérieur, nous devons accentuer nos efforts et nous opposer à l'abandon de la production de fibres chimiques à l'usine de Montefibre-France à Saint-Nabord, voulu par la multinationale Montedison qui a son siège en Italie. Le maintien en activité de cette usine, ici dans les Vosges, parce que seul producteur français de la fibre textile artificielle qu'elle fabrique, ne doit-il pas être la meilleure démonstration de notre volonté à poursuivre la fabrication sur notre territoire d'un produit que nous serions dans le cas contraire obligés d'importer, et à préserver un secteur vital pour l'économie de notre région ?

L'exemple cité plus haut illustre bien les difficultés qu'il y a à gérer quotidiennement les faits conformément à nos principes et aux choix dans lesquels s'inscrit notre politique. Cela nous amène à réfléchir sur le rôle même de notre parti, aujourd'hui parti de gouvernement.

Pour mieux jouer notre rôle de parti de gouvernement

Si le gouvernement est le lieu où se prennent les décisions quant à la gestion quotidienne du pays, le Parti, instrument privilégié de la transformation sociale, doit jouer son rôle.

• **Un parti qui est « son propre média »** : cette période de deux ans a montré combien il sera long de gommer les vieilles habitudes et les réflexes traditionnels qui empêchent les médias de jouer le rôle que nous aimerions qu'ils jouent, conformément à nos principes et à notre déontologie.

Aussi la Droite a-t-elle encore un pouvoir de pénétration, pour des raisons financières, mais aussi culturelles, au niveau des grands moyens d'information de l'opinion. Disposant d'importants relais, elle a su exploiter les mécontentements, exacerber les corporatismes et mobiliser les intérêts catégoriels, contre telle ou telle mesure gouvernementale. **Le Parti doit donc devenir à cet égard, un outil de propagande encore plus efficace pour populariser l'action gouvernementale.**

Avons-nous vraiment réussi jusqu'alors à mettre en valeur les mesures gouvernementales susceptibles d'être comprises comme bonnes par notre électorat, parce qu'elles sont justes et qu'elles vont dans le sens de la politique pour laquelle François Mitterrand a été élu le 10 mai 1981 ?

Expliquer l'action gouvernementale, c'est la mettre en perspective par rapport à nos choix fondamentaux et aux objectifs que nous nous fixons à moyen terme. Il ne faut pas hésiter à rappeler l'héritage de la Droite et la politique désastreuse qu'elle aurait menée à notre place, si nous n'avions conquis le pouvoir. De même qu'il est important de laisser percevoir ce qu'elle ferait si elle revenait au gouvernement.

Si nous voulons être réellement offensifs pour appuyer la politique gouvernementale et la défendre dans le pays, il nous faut mobiliser la population pour sa réussite. Ces deux années nous ont montré à quel point la mise en application d'une action gouvernementale est liée au soutien qu'elle reçoit des forces sociales qui sont bénéficiaires de la nouvelle mesure. Aussi les militants socialistes auront-ils un rôle primordial à jouer dans les entreprises pour populariser les lois Auroux et les rendre effectives. Cela montre combien **le Parti doit veiller à fournir une explication simple et concrète de la politique et informer régulièrement les militants qui doivent être les premiers médias** de la communication quotidienne sur les lieux de travail et dans les quartiers. Mais pour expliquer le bien fondé de telle ou telle mesure et contribuer à son application, il faut avoir la ferme conviction que ce qui est fait est juste parce que cela répond à des objectifs précis et ouvre des perspectives sur l'avenir.

Le travail collectif de la section locale du Parti, lieu privilégié du débat, de la formation et de l'information doit être encouragé. Il conviendrait d'engager des débats sur les grandes questions avec les militants de base, afin qu'ils se sentent plus motivés pour agir.

• **Un parti médiateur** : cette possibilité de contact que nous pouvons avoir tous les jours, en tant que citoyens, travailleurs, consommateurs..., doit nous conduire non seulement à éclairer sur les choix gouvernementaux, mais aussi à être à l'écoute des aspirations de la base.

Des rencontres régulières avec les organisations syndicales et les associations doivent nous permettre d'élargir les espaces d'expression de la population, et de faire remonter au sommet de l'État, une analyse des situations locales, des faits concrets illustrant des besoins et des possibilités. Ces discussions avec les représentants des couches sociales qui nous soutiennent doivent nous permettre de poursuivre localement les travaux des acteurs du changement. Elles doivent aussi nous permettre d'approfondir notre réflexion sur l'avenir, sur l'homme de demain, à partir des grandes mutations technologiques qui s'annoncent.

Mais il ne s'agit pas pour autant, bien sûr, ni de nier l'identité propre de notre parti, ni de le fondre dans la nébuleuse des clubs et des associations. Le Parti socialiste est lié à la tradition du mouvement ouvrier, il rassemble de façon ouverte des hommes et des femmes liés par des convictions, et une communauté commune d'engagement. Notre

parti, force d'organisation, élément de conscience, lieu de débat, instrument de mobilisation et de combat reste aux côtés de la transformation de la société.

• **Le rôle des élus** : les élus ont besoin du Parti pour en recevoir l'investiture. En tant qu'élus socialistes, ils doivent ensuite nécessairement compter sur le Parti et l'organisation qu'il représente sur le plan local ou départemental, s'ils ne souhaitent pas se retrouver « isolés » face à la population qui les a élus.

Le Parti et les élus locaux et départementaux doivent trouver ensemble les moyens d'une collaboration efficace. Et cela passe déjà par le respect des règles communes. Il nous paraît juste de dire que le premier devoir d'un élu vis-à-vis d'une fédération du Parti est de respecter les règles élémentaires qui le conduisent à participer financièrement à son fonctionnement. Cela constitue, nous semble-t-il, le premier pas vers la reconnaissance de l'autorité du parti et de ce qu'il représente.

Si nous voulons jouer pleinement notre rôle de parti de gouvernement, il nous faut aussi **pouvoir compter sur nos élus, comme relais vis-à-vis de l'opinion publique** pour propager nos idées, expliquer la politique gouvernementale et aider à son application.

Les élus locaux doivent réellement participer aux campagnes d'action du Parti et être présents sur le terrain aux côtés des militants. C'est ici une condition essentielle de notre renforcement pour préparer l'avenir.

Le combat culturel contre la Droite

Pour aborder dans les meilleures conditions les prochaines échéances électorales et assurer notre continuité, il est important de prendre l'offensive contre la Droite et mener le combat idéologique qui s'impose.

• **Il faut réprimer les comportements violents, y compris de la Droite.** Il ne faut pas hésiter à dénoncer le fait qu'elle se laisse pénétrer par les idées réactionnaires de l'Extrême-Droite et qu'elle n'a qu'une idée, c'est de remettre en cause les valeurs du Front populaire.

Certains de ses porte-parole ne parlent-ils pas, en effet, de remettre en cause la scolarité obligatoire, la gratuité de l'enseignement, l'école publique, l'aide aux chômeurs dans certains cas. Ils partent en guerre contre les égalités et s'expriment au nom des privilégiés, d'une élite.

Il ne faut pas oublier que notre victoire est encore fragile. Pendant près de vingt-cinq ans, le régime de Droite qui nous a précédés a réussi à anesthésier notre peuple, annihilant ses volontés de résistance et le réduisant progressivement à la résignation et à la passivité, conditionnement nécessaire à la reconstitution du taux de profit du monde capitaliste en crise.

Après deux années de pouvoir de gauche, il serait erroné de penser que l'idéologie dominante est enterrée et qu'il a suffi de mener une autre politique au plan économique pour avoir déjà changé les mentalités.

• **Au contraire, la Droite a relevé la tête.** Elle n'a pas hésité à jeter le masque du libéralisme pour faire ressurgir des thèmes enfouis dans sa mémoire, à travers un discours simpliste qui malheureusement obtient l'adhésion des milieux les plus touchés par la crise. Il suffit de voir comment la Droite a su capter et fixer le mécontentement sur le thème des immigrés au cours de la campagne des municipales.

Il faut lutter contre le racisme latent au fond des consciences, car il peut aller jusqu'à des comportements violents susceptibles d'inciter à la haine raciale de part et d'autre. En tant que socialistes, nous devons contribuer à – comme l'a dit le Président de la République en terme très simples – « extirper la haine contre ceux qui vivent parmi nous et sont différents ». Mais apprendre à vivre ensemble au-delà de nos différences, se battre pour la dignité humaine et le respect des droits de l'homme, font partie intégrante de notre démarche et nous obligent à regarder au-delà de nos frontières.

• **Il nous faudra de plus en plus prendre conscience que nous sommes entrés dans un monde planétaire au destin commun** et que **l'Occident ne peut ni ne doit plus être un modèle universel.** Il était temps de proposer un nouvel internationalisme, seul capable de libérer les peuples pour qu'ils adhèrent en responsables à de nouvelles solidarités. C'est ce que François Mitterrand a fait à Cancun et qu'il a poursuivi au sommet de Williamsburg.

• **Pour le développement du tiers monde** : il existe une solidarité objective entre l'émancipation des pays du Sud vis-à-vis de tout impérialisme et l'instauration du socialisme en France. Et c'est en faisant jouer cette solidarité que nous desserrerons le carcan Est-Ouest.

Ainsi l'engagement pour le développement et l'appui aux légitimes aspirations des peuples du tiers monde doivent être au centre de ces options de notre politique étrangère, car aujourd'hui s'impose le véritable dialogue Nord-Sud, non pas celui des multinationales, mais celui des peuples.

Les pays du Sud doivent être considérés comme majeurs et il faut prendre conscience que nous ne survivrons pas à l'effondrement du tiers monde.



François Mitterrand affirmait à Cancun : « Le libre marché ne permet la croissance que des multinationales, qui créent dans le tiers monde des flots de richesses et des océans de misère. »

Il faut donc organiser le développement – ce qui suppose une vraie réforme monétaire – par des négociations globales pour une restructuration des relations économiques internationales, par la création d'une agence énergétique de la Banque mondiale pour aider les plus pauvres, et par la stabilisation des recettes d'exportation des pays en voie de développement.

• **Pour un nouvel internationalisme** : le développement des forces productives a créé des centres d'intérêt communs à toute l'humanité, parce qu'il faut intervenir à l'échelle internationale (problème de la faim). D'autre part, la dimension multinationale et internationale du capitalisme rend nécessaire notre combat à ce niveau.

Nous nous prononçons donc pour un monde multipolaire car il ouvre pour les peuples et pour nous-mêmes des espaces de liberté hier inconcevables. « Il n'y a de socialisme qu'internationaliste » pose en principe le Projet socialiste. Seul un nouvel internationalisme permettra en effet de sortir de la logique des blocs et de l'engrenage du surarmement.

La France a un rôle essentiel à jouer dans l'émergence des nouvelles solidarités au niveau mondial ; s'il n'y a pas de solution toute faite à la crise, il est de la responsabilité des socialistes de rassembler les hommes pour que les grandes mutations qui nous attendent se fassent au service de l'homme. Car s'il en a la maîtrise, il gardera sa dignité.

Contribution présentée par :
Marie-France GLAUDEL, Marcel NEVEUX et Gérard LEMESLE.

Yonne

Première motion : vie politique et économique

La convention fédérale du Parti socialiste de l'Yonne réunie le 23 avril 1983 après un long débat responsable, a exprimé ses préoccupations et vœux concernant deux grands problèmes :

- la conduite de la politique gouvernementale ;
- l'efficacité du Parti socialiste, les légitimes revendications des militants et des travailleurs.

La conduite de la politique gouvernementale

La convention souhaite plus de fermeté, plus de cohérence, plus de courage, plus d'efficacité et de rigueur dans la définition, la mise en œuvre, l'explication et la défense de l'action gouvernementale.

Fermeté :

- vis-à-vis des catégories sociales qui soutiennent ouvertement l'opposition politique et sociale ;
- vis-à-vis des revendications catégorielles si elles visent au maintien de privilèges. Nous demandons par contre plus d'attention et de respect des intérêts des catégories aux revenus bas et de moyens afin de consolider et résoudre le front de classe des travailleurs salariés.

Fermeté :

- sanctions et s'il y a lieu remplacements pour éviter les freinages, sabotages et brimades à l'encontre des salariés par une partie de la hiérarchie administrative.

Rigueur : dans l'application des grandes réformes promises

- réforme et justice fiscales ;
- droits des travailleurs y compris pour les P.M.E. ;
- contrôle de l'épargne utilisée dans les investissements (surtout les fonds salariaux) ;

Cohérence dans la politique économique.

Aux divers ensembles de mesures successives et parfois contradictoires qui ne pouvaient déboucher que sur des succès partiels, nous souhaitons que soit substitué un véritable plan qui utilise l'ensemble des contraintes et objectifs (emploi, commerce extérieur, inflation...), des moyens de contrôle efficaces moins soumis à l'orthodoxie économique actuelle pour relancer l'investissement et rénover le système productif français.

Efficacité dans l'explication, dans l'expression et la défense de la politique gouvernementale.

La convention estime nécessaire de se donner des moyens plus efficaces d'intervention dans la presse écrite ou parlée.

Elle souhaite des apparitions officielles plus systématiques des ministres responsables et du Président de la République à la télévision pour expliquer et défendre la politique de gauche et contrer les critiques de l'opposition.

Elle estime indispensable une campagne directe vers le monde du travail.

Enfin, les militants socialistes de l'Yonne exigent fermement et unanimement une solidarité sans faille, une action collective et soudée de l'équipe gouvernementale et des responsables du Parti en ce qui concerne leur expression publique. Ils condamnent les querelles et rivalités personnelles dans une équipe dont la tâche exaltante est de mettre en œuvre une politique qui porte l'espoir de millions de travailleurs.

Efficacité et place du Parti socialiste

Les nécessités de la solidarité de tous les socialistes dans un combat difficile impliquent en retour une organisation efficace du Parti et de ses rapports avec le gouvernement de gauche. Il est indispensable que le gouvernement et la direction nationale s'appliquent à écouter réellement les propositions, remarques et critiques internes. Qu'ils s'efforcent de dégager de nouveaux responsables moins liés à la haute bourgeoisie et aux sphères technocratiques, en particulier en assurant une meilleure formation des militants ! Que le débat interne permette les critiques et propositions et soit l'occasion d'un réel échange !

Pour cela nous proposons que tous les congrès et conventions comprennent une partie réservée au débat interne, c'est-à-dire en dehors de toute présence extérieure (la presse), la moitié du temps, par exemple.

Enfin, nous souhaitons la mise en place de structures régulières de consultation d'écoute des fédérations et sections pour permettre une information décentralisée et diversifiée du bas vers le haut.

Deuxième motion : problèmes électoraux

La Convention fédérale de l'Yonne réunie le 23 avril 1983 :

– demande que la loi en vigueur concernant la proportionnelle soit généralisée et qu'elle soit au moins étendue à tous les chefs-lieux de canton pour les prochaines municipales.

– souhaite que le Parti socialiste améliore sa prise en compte du monde rural en s'efforçant :

1) d'assurer une présence accrue du Parti dans les secteurs ruraux en particulier en assurant une véritable représentation de ces zones dans les listes régionales et nationales.

2) de préparer un matériel de campagne adapté aux bourgs et villages de moins de 3 500 habitants et non exclusivement dirigé vers les agriculteurs.

– Constate une forte abstention de l'électorat jeune spécialement dans les couches populaires, attribue ce résultat au sentiment qu'a une grande partie de la jeunesse que des promesses n'ont pas été tenues, en particulier, le service militaire à 6 mois, la réforme du permis moto, demande qu'une solution à ces problèmes soit trouvée rapidement.



Territoire de Belfort

Notre congrès doit être l'occasion pour le Parti de peser sur la définition d'une politique qu'il aura ensuite à soutenir sans défaillance. Dans les institutions qui sont les nôtres, il serait vain de vouloir faire du Parti le procureur au jour le jour de l'action gouvernementale.

Le Parti et le gouvernement ont des rôles distincts. Le gouvernement a en charge la conduite des affaires de la France qui ne peut être l'affaire des seuls socialistes. Le gouvernement unit, rassemble, commande et dirige l'action. Le Parti éclaire cette action par la popularisation de son projet, celui du socialisme pour la France. Il a en charge l'action à plus long terme sur les mentalités et le mouvement des forces sociales. Ses membres seront d'autant plus mobilisés qu'ils se reconnaîtront dans l'action du gouvernement qui sera elle-même d'autant plus efficace qu'elle bénéficiera d'abord de l'appui des forces sociales et politiques qui l'ont porté au pouvoir : le peuple de gauche.

Le Parti et le gouvernement ne sont donc pas indépendants l'un de l'autre et la solidarité avec le gouvernement sera d'autant plus aisée que le Parti aura été réellement associé à l'élaboration de la politique gouvernementale.

Tel est le sens de cette contribution présentée à l'ensemble du Parti par des responsables fédéraux, élus et militants de la fédération du Territoire de Belfort.

Avancer pour rassembler

L'heure des difficultés

Les médecins, les étudiants en médecine puis tous les autres, les agriculteurs, les commerçants, les professions libérales, les cadres : il y a peu de semaines où l'on ne voit dans les médias une manifestation, violente ou tranquille, où l'on n'entend parler de mécontentements, de revendications, où ne se déclenche soit une grève, soit un mouvement revendicatif. Et tout cela bien entendu contre un seul adversaire, responsable de tous les maux, prêt à tous les méfaits : le gouvernement de la Gauche.

Là n'est pas le plus grave. Que des couches sociales qui ne sont pas et de loin les plus défavorisées et qui n'ont jamais été porteuses des valeurs de la Gauche se mobilisent contre l'action de notre gouvernement, quoi de moins surprenant ! Non, le phénomène le plus inquiétant aujourd'hui et qu'ont révélé clairement les élections cantonales de 1982 ainsi que le premier tour des élections municipales, c'est la démobilisation du peuple de gauche, de ceux qui, ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs, cadres moyens et jeunes, ont le plus contribué à porter, le 10 mai 1981 François Mitterrand à la présidence de la République.

L'absence de modifications sensibles dans les rapports sociaux à l'usine et dans les bureaux, les comportements inchangés d'un certain nombre de responsables, fonctionnaires ou non, qui tiennent leur autorité de l'Etat, l'impression d'hésitation voire de manque de fermeté que laisse parfois la conduite du gouvernement, le retour en force dans le domaine économique des vieilles recettes à coloration purement monétariste, le renoncement quasi général à défendre haut et fort le projet que les socialistes ont présenté à la France en 1981, tout cela crée un grave désarroi dans les forces sociales qui nous soutiennent, dans notre électorat et même dans notre parti. Chacun le sent, nous sommes à l'heure des difficultés !

Le premier effort

Pourtant beaucoup a été fait et bien fait. Les grandes réformes de structure promises, nationalisations et décentralisation, ont été réalisées ou largement engagées. De grandes lois sociales, retraite à 60 ans, cinquième semaine de congés payés, réduction du temps de travail, ont été votées tandis que les libertés ont été élargies et l'état de droit affermi. En même temps, par des modifications ponctuelles mais significatives de la fiscalité, par des mesures importantes touchant le S.M.I.C., les allocations logement et familiales, les retraites et allocations-handicapés, un vaste effort de solidarité nationale a été réalisé. Comme l'a dit Pierre Mauroy : « le socle du changement a été posé ».

Quelles critiques n'a-t-on pas entendues contre ces réformes, venant de tous côtés et même de certains socialistes ! Quelle violence dans les attaques, au Parlement bien sûr mais aussi dans les médias ! Et pourtant aujourd'hui seule une petite minorité de Français souhaite une remise en cause de ces réformes. Quelle meilleure démonstration que ce passé récent pour convaincre les hésitants que c'est bien en avançant que la Gauche peut rassembler ?

Malgré ce travail considérable du gouvernement et du Parlement, qui ne voit que les difficultés ne sont pas derrière mais devant nous ? D'abord parce que dans la

formidable bataille économique mondiale qui est engagée, la France et plus généralement l'Europe sont sur le recul.

L'inadaptation de notre appareil de formation, en particulier de l'enseignement technique et supérieur, le retard pris pendant les années 70 dans la recherche et la technologie, et que deux ans d'efforts n'ont pas suffi à l'évidence à contre-balancer, le trop récent effort d'introduction des technologies nouvelles dans l'appareil industriel, l'absence ou la faiblesse de la France dans des secteurs de production décisifs pour l'avenir, bref, la position de plus en plus subordonnée de la France dans la division internationale du travail, tout cela c'est bien le poids de l'héritage.

Mais il ne suffit pas d'en dénoncer les responsables pour y trouver des remèdes ni de mettre en œuvre la médication pour qu'on en voie immédiatement les effets ! D'autant que les forces de gauche n'abordent pas en posture offensive la décisive bataille politique qui s'annonce. Les socialistes savent pourquoi ! Ils savent qu'en dehors de leur parti et de leur candidat, peu croyaient à la victoire de la Gauche et même à sa possibilité. Cette victoire a donc pris à contre-pied beaucoup des appareils de la Gauche politique et syndicale et les a obligés, durant ces deux dernières années, à revoir leur stratégie et à se définir une nouvelle doctrine d'action face à un partenaire qu'ils n'attendaient pas : le gouvernement de la Gauche. Un gouvernement qui, dans son souci d'opérer l'alternance dans la tranquillité, a tenu à éviter toute dramatisation face aux difficultés rencontrées.

Mais là-aussi, comprendre d'où viennent les difficultés ne suffit pas. Encore faut-il vouloir les surmonter !

Le sursaut

Si nous sommes à l'heure des difficultés et si nous considérons le premier effort réalisé, le devoir essentiel de tous les socialistes est de soutenir le gouvernement. Et comme le congrès est le moment fort de la vie d'un parti, le congrès doit être pour le Parti un moment fort du soutien au gouvernement. Encore faut-il s'entendre sur le sens que l'on donne à ce mot car la tentation est grande pour certains d'enfermer les socialistes dans un faux dilemme : soutenir aveuglément ou critiquer de manière irresponsable. Sortons de l'ambiguïté. Pour nous, il ne peut être question de soutenir le gouvernement comme on soutient un siège. Pas plus au sens d'y résister, de l'endurer ou de le souffrir. Non. Si nous entendons soutenir le gouvernement, c'est au sens de le contre-bouter, de le consolider, de le conforter, de l'appuyer, de l'épauler. Et pour cela, il nous faut avoir les pieds bien ancrés par terre, et sur une terre bien solide. « Tenir par dessous, ou encore maintenir en telle ou telle position de stabilité, d'équilibre, empêcher de tomber », telle est la définition du « Robert » que nous prêtons à notre verbe soutenir.

Et c'est pour cette raison que nous disons aujourd'hui aux socialistes que l'heure du sursaut est venue, qu'il n'est pas possible, sans un grand danger pour les socialistes, de continuer sans un nouveau grand effort et que notre congrès doit définir les propositions que les socialistes font au Président de la République et à la France pour avancer plus loin dans la voie de la réussite.

Les socialistes mais aussi une grande majorité de Français sont prêts à l'effort et ce n'est pas un des plus minces résultats de l'action passée que d'avoir fait avancer cette pédagogie de l'effort dans le peuple de gauche. Les obstacles, les règles du jeu, les contraintes, chacun dans la Gauche les connaît aujourd'hui mieux qu'hier. Encore faut-il, pour mobiliser ces forces qui, on l'a vu lors du 2^e tour des élections municipales, sont prêtes à sortir de leur réserve pour faire gagner la Gauche, qu'un sens soit donné à l'effort. Le Président de la République l'a lui-même indiqué : sans la mobilisation de tous, la bataille du commerce extérieur et de la restauration de l'appareil industriel français ne saurait être gagnée. Nous le savons, cette mobilisation ne se fera que si chacun perçoit clairement qu'en contrepartie de l'effort demandé, la plaie que représente pour notre société le chômage de plus de deux millions de personnes reculera. Aucun gouvernement ne pourra obtenir l'adhésion populaire s'il ne parvient pas à démontrer sa capacité à répondre au défi de notre temps. La capacité à dominer la crise pourra seule ancrer la Gauche dans notre pays.

Faire reculer le chômage, c'est en priorité ce que l'opinion publique attend du gouvernement. Car le chômage est un cancer qui ronge notre société, mine la solidarité nationale et nourrit la désespérance dans l'avenir.

La réduction du chômage, le rétablissement des équilibres en matière d'échange, d'inflation, de dépenses publiques, ne peuvent être obtenus par la récession. La croissance est nécessaire d'autant que le partage du travail et la réduction du temps de travail ne peuvent suffire mais risquent au contraire d'installer notre pays dans le sous-emploi.



Mais la croissance ne se décrète pas, elle se construit. Il ne peut y avoir de croissance en dehors d'un marché intérieur en expansion. Etant bien entendu que l'investissement privé devra accompagner la relance de la croissance, la puissance publique doit prendre les responsabilités et les risques que le privé se refuse à assumer. C'est le sens des nationalisations, c'est la raison d'une politique industrielle offensive.

La contrainte extérieure : agir et non pas subir

Si l'emploi reste le problème majeur, le rééquilibrage de la balance commerciale de la France est un problème immédiat que le gouvernement doit impérativement résoudre. Si tous les partis politiques français sont d'accord sur ce point, les avis divergent profondément sur les solutions et ceci même parmi les socialistes.

Avant d'analyser ces différentes solutions, il est important de noter que l'unanimité se fait aussi sur un point fondamental : la balance commerciale est le résultat d'un affrontement économique qui oppose entre eux les grands pays industrialisés dans l'ensemble des secteurs de la vie économique : industrie mais aussi services, agriculture et recherche.

Si le terme de guerre économique est si largement utilisé, pourquoi se refuser à considérer que « la guerre est une simple continuation de la politique par d'autres moyens » (1) et proposer des solutions exclusivement monétaires, dans le respect intégral des règles du libre échange ? Restreindre la consommation intérieure, diminuer l'inflation et le tour est joué, l'équilibre est revenu. Mais à quel prix et pour combien de temps ? S'agit-il seulement d'un moment ou bien d'une politique ? S'agit-il, selon l'heureuse expression de Lionel Jospin, d'une parenthèse ouverte qu'il s'agit de refermer au plus tôt ?

Trois éléments fondamentaux devraient pouvoir nous guider. Premièrement la solution ne dépend pas que de nous. Elle dépend aussi des autres nations dont l'action ne va pas dans le même sens que la nôtre. Le commerce extérieur est une bataille décisive pour chacun des pays qui y est engagé. Qui pourrait accepter de la perdre contre nous d'autant que la victoire de la France serait pour la grande majorité de nos partenaires d'autant plus inacceptable qu'elle serait la victoire des socialistes !

Cette bataille c'est aussi, il serait bien naïf de l'oublier, une forme particulière de la lutte des classes à l'échelle internationale.

Deuxièmement, la France est, parmi les grands pays industrialisés, celui qui est le plus ouvert aux échanges internationaux qui représentaient chez nous, en 1980, 22 % du P.I.B., alors qu'ils ne représentaient que 10 % aux Etats-Unis et 12 % au Japon. On n'a pourtant jamais entendu ceux qui parlent de reconquête du marché intérieur s'inquiéter du respect des sacro-saintes règles du libéralisme dans ces pays-là. Lorsque la France aura perdu la bataille, il nous sera indifférent de savoir que ces pays auront suivi notre exemple et que, le combat terminé, ils se décident enfin à respecter « les règles ».

Troisièmement, le comportement individuel des agents économiques, consommateurs et producteurs, est aussi important pour la solution du problème que l'action du gouvernement. En France, « lorsque la croissance atteint x %, les importations s'élèvent de 2 fois x %, voire, quand le niveau est très faible comme en 1975, quatre fois ce pourcentage... Cette relation traduit chez les consommateurs finaux un réflexe de défiance à l'égard des produits nationaux et, chez les commerçants, une anticipation de ce comportement qui les conduit à se transformer en importateurs. De la même manière, les industriels sont délibérément prêts à aiguillonner au-delà du raisonnable leurs sous-traitants nationaux en leur imposant la concurrence exacerbée de fournisseurs étrangers. Là où tel fabricant allemand cherche à favoriser le développement de ses instrumentiers, tel de ses collègues français maintiendra à peine hors d'eau ses fournisseurs nationaux. Acheter allemand est en Allemagne un réflexe aussi naturel pour l'entrepreneur que pour le citoyen » (2).

N'y a-t-il pas là trois bonnes raisons pour un gouvernement de gauche de trouver d'autres solutions pour résoudre le problème crucial de la balance commerciale que l'alignement sur les politiques économiques déflationnistes qui sont menées ailleurs ?

Pour rétablir l'équilibre de notre balance extérieure, il ne s'agit pas que de compter sur une progression de nos exportations, progression d'ailleurs hypothéquée par la dépression du commerce international et la montée de la concurrence face auxquelles notre économie, et plus particulièrement notre industrie, ne sont pas toujours armées.

Pour rétablir l'équilibre de notre balance extérieure, il faut impérativement aboutir à une réduction de nos importations, avec pour objectif de n'acheter qu'à hauteur de ce que nous vendons.

Il ne s'agit pas pour autant d'avoir recours à une austérité qui consisterait à réduire fortement et durablement notre demande intérieure, pas plus que de fermer nos frontières aux produits étrangers, deux formes de protectionnisme, l'un rampant, l'autre avoué, que nous refusons.

Il s'agit au contraire de reconquérir notre marché intérieur en fabriquant en France des produits pour lesquels le label « made in France » n'existe plus, en réformant les circuits de distribution, en incitant les consommateurs à acheter français.

Cette reconquête de notre marché intérieur, refus explicite de tout alignement ou de tout isolement, doit nous permettre de réduire nos importations de 10 % et assurer ainsi le retour à l'équilibre entre nos achats et nos ventes, condition nécessaire à notre indépendance économique, notamment au sein de la Communauté européenne.

Les pays de la Communauté européenne doivent comprendre qu'entre l'austérité et la reconquête du marché intérieur, nous ne pouvons choisir que la deuxième solution. Nos partenaires, qui se protègent par des systèmes de normes industrielles sophistiquées ou qui font de l'austérité intérieure la pire forme de protection, sont très mal placés pour faire la leçon à ce sujet à la France.

La déflation et la récession sont la pire forme du protectionnisme. Comme le disait déjà le Projet socialiste, un pays qui garantit par sa croissance des débouchés au moins constants à ses partenaires, manifeste une plus grande solidarité à leur égard qu'un pays qui, en comprimant sa demande intérieure, réduit par là même ses importations.

La France doit affirmer sa volonté. Elle a suffisamment de poids dans le monde et de ressources intellectuelles, morales et humaines, en elle pour ne pas renoncer à explorer la voie nouvelle qu'elle a défrichée en mettant en œuvre ses grandes réformes de structure. Personne ne nous saura gré, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur de n'être pas nous-mêmes.

Bien entendu, la tâche sera difficile, peut-être encore plus difficile qu'aujourd'hui. Mais au moins notre combat aura-t-il un sens ! L'hégémonie des Etats-Unis, qui se manifeste à travers les mouvements erratiques du dollar et le désordre monétaire mondial, ne se laissera pas aisément remettre en cause. Qu'importe la discussion sur les détails de la mise en œuvre, l'essentiel est là. Il faut que la France se donne le temps et les moyens de muscler son industrie et de rassembler ses forces pour procéder à un grand effort de modernisation et de restructuration.

Seule cette volonté de la France, entraînant ses partenaires dans des politiques industrielles communes et dans le refus de l'austérité, peut sauver l'Europe d'une dilution complète qui la conduirait à sa perte et qui l'empêcherait d'assumer la responsabilité qu'elle est seule à même d'assumer sur la planète : l'instauration d'un nouvel équilibre Nord-Sud permettant de résoudre le problème du développement de l'humanité, c'est-à-dire, pour l'heure, de la faim, de la maladie, de l'analphabétisme auxquels sont réduits des milliards d'hommes.

L'enjeu industriel

« L'existence d'un appareil industriel puissant et diversifié est, en fait, dans un pays comme la France, la condition de la réorientation de son modèle de développement et de l'autonomie de ses choix de société. » (Projet socialiste, p. 190)

Un lourd héritage

Depuis le 10 mai 1981, l'industrie est reconnue comme devant jouer un rôle irremplaçable pour sortir notre pays de la crise, assurer l'emploi et reconquérir notre indépendance nationale.

Il faut que cet impératif industriel entre dans les faits. Ce n'est pas facile. Il doit tout d'abord vaincre le poids d'une longue tradition « anti-industrielle », tradition rétrograde, appuyée sur les valeurs anciennes de l'Eglise, de l'aristocratie et d'un peuple avant tout terrien. Il faut reconstruire notre appareil industriel.

Depuis la fin des années 1960, la France est plongée dans un monde en crise, caractérisé par une exacerbation de la concurrence entre pays industrialisés. Au lieu de faire face, les dirigeants d'alors ont laissé faire. Pour eux, la France est un petit pays. Elle doit se contenter de chercher une petite place au sein de la nouvelle division internationale du travail. Les différentes tâches sont réparties par les « Grands de ce monde ».

La sidérurgie, ce n'est pas pour nous. Le textile, c'est pour l'Asie du Sud-Est. La machine-outil, c'est pour l'Europe du Nord et de l'Est. L'informatique, l'électronique ? Contentons-nous des « crêneaux »... sous licence américaine.

Résultats. L'emploi d'abord : en sept ans de Giscard, l'industrie en France perd près de 700 000 emplois. L'investissement ensuite : source de richesses, il chute de l'indice 115 en 1973 à l'indice 98 en 1981. Conséquences : la croissance devient négative et, surtout, notre équipement industriel a considérablement vieilli. Il ne peut

(1) Clausewitz.

(2) Alain Minc, *L'après-crise est commencée*.



CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES

plus faire face à la concurrence étrangère. Notre marché intérieur est envahi par les produits étrangers. De 1974 à 1981, le taux de pénétration de notre marché intérieur par les importations passe de 26 % à 35 %. Notre balance commerciale des produits industriels de positive au début des années 1970 devient négative.

Redresser la situation

Depuis deux ans, les conditions d'une contre-offensive ont été créées. Les nationalisations, les lois sur l'expression des travailleurs et sur la démocratisation du secteur public offrent des perspectives pour une nouvelle politique industrielle. En effet, dans l'industrie, comme ailleurs, c'est l'homme qui compte avant toute chose. De la motivation des travailleurs et des chefs d'entreprise dépendent, en effet, la productivité et la qualité des produits.

De la volonté pour réussir, pour gagner la guerre économique que nous vivons, il en faudra beaucoup. Sous Giscard, nous avons perdu, sans combattre, les batailles de la sidérurgie, du textile, de la machine-outil. Nous devons regagner ces positions perdues en modernisant ces industries traditionnelles. Pour cela, il faut promouvoir les technologies nouvelles. Outre les retombées dans le tissu industriel, elles permettent aussi une amélioration importante de la compétitivité pour des milliers d'entreprises.

Mais, en même temps, nous devons mener des batailles encore plus gigantesques pour les industries de pointe. Les biotechnologies, les industries de la communication, les économies d'énergies, la maîtrise de l'espace et des océans sont les industries de l'avenir. Tout le monde en comprend les enjeux formidables.

Enjeu de pouvoir et d'indépendance. Enjeu culturel. L'histoire le montre, les pays maîtres de leur destin ont toujours été ceux qui ont su maîtriser le progrès scientifique et technique, développer leur économie, organiser leur société. Où sont passées les antiques civilisations du Moyen-Orient, d'Orient, d'Amérique du Sud ? Oligarchies repues, se « reposant sur leurs lauriers » et finalement asservies par des peuples « pauvres » mais conquérants.

Bien sûr, il n'est pas question pour nous de vouloir asservir le monde. Il est question de faire progresser la démocratie en France et ailleurs. Notre principale richesse, c'est notre potentiel humain. Il faut le cultiver et pour cela « remotiver » à tous les niveaux, chercheurs, ingénieurs, cadres, ouvriers, techniciens. C'est un pari difficile mais la dureté des temps s'accommode mal des atermoiements et du regard permanent tourné vers le passé.

Les conditions de la réussite

Il est temps de faire triompher « l'esprit de la résistance et de la reconquête », prôné par François Mitterrand à Figeac.

Lentement mais sûrement (si la volonté politique, si les acteurs sociaux se rassemblent autour du projet de « renaissance industrielle »), cette nouvelle politique industrielle entrera dans les faits. Encore faut-il que le Plan indique des objectifs clairs et qualifiés même s'il ne s'agit que d'un noyau dur d'engagements à réaliser coûte que coûte.

Encore faut-il qu'une politique industrielle claire soit définie pour diminuer notre dépendance énergétique, moderniser nos industries de base, promouvoir les nouvelles technologies et particulièrement la filière électronique, développer nos pôles de compétitivité (matériels de transport terrestre et aérien, agro-industries, etc.).

Encore faut-il que l'autonomie de gestion des entreprises nationales soit conçue en aval de la politique industrielle et non en amont, ce qui aboutirait à maintenir des mentalités et des comportements inchangés.

Encore faut-il que la nationalisation du crédit mette celui-ci à la disposition du Plan et serve au financement de la modernisation industrielle.

Dans tous ces domaines, le Parti attend du gouvernement qu'il agisse avec résolution et fermeté : c'est une bonne chose d'avoir réalisé juridiquement les réformes de structures. Encore faut-il les utiliser dans la pratique et associer à leur mise en œuvre les syndicats et les travailleurs.

C'est le rôle du secteur public industriel, qui représente plus du quart de l'activité et de l'investissement, de prendre en charge les objectifs de la Nation en matière d'emplois, d'équilibre extérieur, de maîtrise des prix. C'est le rôle du secteur public bancaire que d'être l'outil financier de cette politique industrielle.

L'Etat : un levier pour réussir

La Droite utilisait l'Etat pour maintenir l'ordre social existant. La Gauche s'en sert pour le changer. La différence n'est pas mince. Car, légiférer ne suffit pas et suffit d'autant moins que l'immense machinerie de l'Etat a été conçue, façonnée, programmée par la Droite, pendant des décennies, pour ses propres fins.

C'est la Droite et sa logique purement financière de gestion des grands équilibres qui sont à l'origine de la toute puissance du ministère des Finances. De même que la faiblesse des structures de la recherche pédagogique ne fait que refléter son indifférence à l'échec scolaire.

L'outil du changement

Il faut réadapter l'instrument, le réorienter, le démocratiser. Beaucoup déjà a été fait. Les entreprises capitalistes dominantes ont été rattachées au secteur public. La décentralisation a été engagée, la radio et la télévision ont été dotées d'un nouveau statut.

Le socle du changement est posé. La Gauche détient du suffrage universel des leviers puissants. Encore faut-il qu'elle s'en serve. Au grand jour et sans honte.

A quoi bon le pouvoir politique, s'il ne s'agit d'en user que pour plaire à tous, pour rassurer et attendrir ceux qui nous combattent ? L'écart peut-il rester béant qui sépare les impulsions au sommet des résultats sur le terrain ? Fallait-il nationaliser les banques pour que le crédit continue à être distribué comme avant ? Et aussi l'Alstom, Bull et les autres, pour que leurs dirigeants continuent à les gérer à leur guise ? Suffit-il de libérer les ondes des tutelles d'antan si elles restent prisonnières des mêmes pesanteurs culturelles ?

Il revient au centre nerveux de la volonté collective de conduire l'influx du changement.

A lui de tracer les perspectives et d'y articuler les nécessités de la gestion. A lui de définir les compromis dynamiques, les équilibres par le mouvement.

A lui, en particulier, d'offrir au patronat des bases nouvelles pour son essor en échange de son engagement à jouer le jeu, c'est-à-dire à innover, investir, et reconstruire les droits nouveaux des travailleurs.

C'est d'abord par l'Etat que la Gauche réussira ou qu'elle échouera. Car il est à la fois son outil majeur et son principal média.

C'est un fait que l'autorité de l'Etat, comme la crédibilité de la Gauche, subissent un passage à vide. Les mesures de rigueur, adoptées au lendemain des élections municipales, ont brisé net le sursaut psychologique du second tour du scrutin. Mille voix insinuent que le gouvernement s'est heurté à des « réalités » qu'il aurait sous-estimées et qu'il fait marche arrière, au point de négliger sa priorité cardinale (l'emploi) et l'originalité de sa démarche (la relance de la croissance).

Sentant ce moment de fragilité, les intérêts catégoriels se réveillent. La Gauche et l'Etat sont sur la défensive.

Surpris en 1981 par sa proche victoire, passé sans transition d'état de grâce en état de choc, le peuple de gauche se prend à douter. La majorité semble en panne de projet.

C'est pourtant d'un projet clair et ambitieux que notre pays a besoin pour se redresser. Ne traverse-t-il pas une crise d'identité profonde qui se manifeste, en particulier, par le désarroi de la jeunesse, le malaise de l'éducation, le repli individualiste, l'effacement des valeurs collectives du civisme ?

Un projet et des valeurs

Face à cette crise d'identité, notre Projet ne devrait pourtant pas être clandestin « Résister et conquérir » disait à Figeac, en septembre 1982, le Président de la République.

Si l'idée du socialisme n'est pas encore prête à rassembler une majorité de Français, ceux-ci sont attachés à deux valeurs que la logique de la crise conduit la bourgeoisie à laisser en déshérence. La France – parce que des nations comme la nôtre deviennent autant d'obstacles à l'hégémonie de groupes qui n'ont d'ailleurs de multinationaux que le nom, car on sait bien dans quelle nation se trouve leur centre nerveux – et la République – parce que celle-ci ne vit que par des citoyens qui la considèrent comme un bien collectif et que la restructuration du capitalisme à l'échelle mondiale n'a que faire du civisme ; la résignation lui suffit.

Le langage de la vraie rigueur ne devrait pas être contradictoire avec celui de l'espérance. Mais il faut pour cela, d'une part, que la politique choisie fasse servir l'effort à quelque chose et, d'autre part, que celui-ci soit mis dans la perspectives du projet qui le justifie. On ne mobilisera pas au nom de la fatalité, du « y-a-pas-l'choix », mais en faisant prendre conscience aux citoyens de l'originalité et de la valeur des avancées sociales, démocratiques, du ressaisissement industriel qui doivent être opérés en France.

La culture du changement et la culture du repli sont aux prises dans nos têtes. Un néo-malthusianisme insidieux – qui ne voit l'avenir que dans un alignement vers le bas – se répand, y compris en se parant des voiles du progressisme : moins d'ambition, moins de travail, moins de population. Dans cette optique, souscrire au diktat de la crise devient une vertu ! Le comble est atteint lorsque les partisans inavoués de ce malthusianisme accusent précisément ses adversaires d'être les tenants du repli sur soi de la France.



C'est sans doute en matière de culture économique qu'il importe le plus de lutter contre les tabous dominants.

Le temps est venu de présenter la crise pour ce qu'elle est : non pas une fatalité, mais une guerre économique. Le temps est venu de démystifier les dogmes du libéralisme et les intérêts qu'ils servent. Le pays doit être placé à la hauteur des enjeux et des choix :

Ou bien le retour aux vieilles recettes de la purge et de la saignée qui nous mettront à genoux devant les grands intérêts multinationaux, ou bien le renforcement méthodique, concerté, sélectif de notre tissu industriel et de ses filières.

Ou bien notre sortie de la crise par en bas, diminués, à la remorque de nos tuteurs, ou bien par en haut, par la seule grâce de notre vitalité, de notre courage et de notre imagination.

Ou bien notre dilution économique, scientifique et culturelle – tout se tient – dans un univers mercantile à dominante anglo-saxonne, ou bien l'affirmation de notre identité autour d'un plan national de développement, débattu par tous, et au-delà notre défi aux peuples voisins de construire enfin l'identité européenne.

Ou bien la rigueur pour rien, grosse de risques, de dérapages politiques, ou bien la rigueur pour gagner, celle du ressaisissement.

Tel est l'enjeu de la reconquête de notre autorité intérieure. Et il est clair, à ce niveau, que le destin de la Gauche s'identifie à celui de la France.

Pour gagner, il faut alors en appeler au ressort national. Il faudra parler le langage du courage et de la franchise et fixer des objectifs clairs et précis. La cohérence de notre projet doit être largement expliquée afin que chaque citoyen quitte le rôle du spectateur qui lui a souvent été imposé pour agir là où il se trouve en assumant à son niveau, dans l'entreprise et dans la cité, la plénitude de ses responsabilités.

Mais cet effort d'explications et de dialogue serait vain si, parallèlement, les Français ne percevaient pas dans l'action, la fermeté du projet et la volonté de réussir.

Quel meilleur support que l'appareil d'Etat, tant pour le verbe que pour l'action ? Son rôle est essentiel et sa maîtrise parfaite un point de passage obligé.

Les forces sociales

Bien plus encore que les hésitations, nées des clivages traditionnels, l'essentiel aujourd'hui est dans le partage entre ceux pour lesquels la survie de la France est possible et ceux qui pensent (ou qui souhaitent) qu'elle ne le soit pas.

Suivie de la France dans son originalité, sa spécificité, sa liberté économique, politique et culturelle, ou déclin inéluctable par une politique à la remorque des puissances dominantes, conduisant à une nouvelle forme de colonisation.

En appeler à tous les Français

Dans cette formidable mutation économique et technologique, les forces sociales traditionnelles sont en première ligne. Classe ouvrière et patronat sont placés dans l'obligation de repenser fondamentalement leur action. Il faut souligner au passage l'état d'esprit responsable des organisations syndicales de la classe ouvrière face aux difficultés économiques que rencontre notre pays. Il faut s'en féliciter, sans y voir un recul ou un abandon d'une politique revendicative, mais plutôt la volonté de poursuivre l'action et la négociation contractuelle dans une nouvelle dynamique du compromis social.

Mais toutes les forces sociales du pays et leurs organisations sont interpellées par les mutations en cours : corps enseignant, appareils administratifs d'Etat et des collectivités territoriales, monde agricole, artisanal et du commerce. Aucun acteur économique et social n'est étranger à l'avenir de la France, aucun ne peut s'exclure de l'effort de redressement sans s'opposer à ce mouvement de renouveau et de salut national.

Le jugement du pays sera sans appel pour la bataille de l'emploi. Vaincre le chômage est, pour la Gauche et pour le pays tout entier, un objectif ambitieux et, en même temps, une des conditions essentielles de l'adhésion de la majorité des Français à la politique du changement et du renouveau du pays. Les réformes audacieuses entreprises seraient peu de chose si la plaie du chômage devait s'étendre encore ou persister.

Certes, des résultats importants ont été obtenus, notamment par les contrats de solidarité. Mais pour faire durablement reculer le chômage, la croissance de l'activité économique est une des conditions incontournables de l'équilibre de nos approvisionnements extérieurs indispensables. Le malthusianisme économique ne pourrait qu'aggraver les difficultés actuelles et la réduction à 35 heures du temps de travail, qui reste un objectif et une nécessité à terme, pour un nouvel équilibre et une nouvelle croissance économique, ne permettrait pas aujourd'hui, au contraire, de desserrer l'étreinte mortelle du déficit et de l'endettement extérieur pour inventer une voie nouvelle de « sortie de crise ».

Un compromis social pour avancer

Hormis les spéculateurs et les naufrageurs d'entreprises, tous les citoyens sont concernés par la réussite de la France. Toutes les catégories sociales tireront profit du redressement économique qui sera d'autant mieux mis en œuvre que les explications, les alliances et compromis seront plus clairs.

De nouveaux rapports sociaux, basés sur la responsabilité de chacun, et des accords négociés entre les divers partenaires sociaux seront le fondement d'une République moderne, dynamisée par un ambitieux projet historique.

Au patronat doivent être proposées les bases d'un vaste compromis : en échange de la stabilisation de ses charges, de la protection de ses secteurs menacés par les excès de la concurrence internationale, de la relance du marché, de la canalisation de l'épargne vers les entreprises, il doit consentir à jouer le jeu, c'est-à-dire à entreprendre, innover, investir, mais encore à accepter le dialogue avec l'Etat, les collectivités locales et, bien sûr, les travailleurs.

Car cette nouvelle dynamique sociale ne pourra vraiment se développer que si le dialogue social, accepté enfin par le patronat, permet à chacun des partenaires d'assumer pleinement ses responsabilités. En particulier, il est indispensable que les droits nouveaux des travailleurs s'inscrivent rapidement dans les faits. Loin d'être contradictoire avec la réussite des entreprises, cette nouvelle citoyenneté des travailleurs est le point de passage obligé, dans notre pays, du renouveau économique. C'est une condition essentielle de l'acceptation par les travailleurs des contraintes et des efforts importants, nécessaires pour gagner la bataille de l'emploi, mais aussi de la dignité retrouvée et de la lutte contre les injustices sociales et contre la pauvreté.

Le Parti

« Nous entendons affirmer hautement le grand rôle qui échoit à notre Parti dans la période historique actuelle car il est la clé du succès ». Cette citation tirée du Projet socialiste (p. 361) est-elle encore d'actualité ?

Les victoires de la Gauche aux présidentielles et législatives de 1981 étaient-elles le succès visé par le Projet socialiste et le Parti n'est-il plus que la clé d'une porte désormais ouverte ?

La clé du succès

Les socialistes le savent. La nécessité d'une mobilisation populaire, d'une dynamique sociale au service du changement est, plus que jamais, une condition primordiale du succès. Encore faut-il ne pas immédiatement oublier cette réponse et n'analyser uniquement ou même principalement le rôle de notre Parti que par rapport au gouvernement.

Qui peut croire que c'est uniquement en votant les lois ou en prenant les décrets que les transformations que nous souhaitons mettre en œuvre dans la société française s'opéreront ! Bien entendu, la conquête du pouvoir d'Etat par les voies démocratiques est une condition nécessaire de notre combat mais elle n'est pas, et de loin, une condition suffisante. C'est d'ailleurs l'originalité profonde de notre Parti que d'avoir, à travers son socialisme autogestionnaire, posé, dans toute sa complexité, la question de l'intervention du Parti sur la « société civile ». Coller à la réalité des terrains, faire avancer nos idées, à travers les luttes, sentir les évolutions des aspirations profondes de notre société, transformer ces aspirations en projet politique, unifier le combat de tous ceux qui dans leurs associations, leurs syndicats, leurs communes, leurs organisations politiques partagent, sans être socialistes, notre volonté de transformation sociale, voilà la tâche de notre Parti. Elle est immense mais c'est de la façon dont elle sera remplie que dépendra le succès de notre gouvernement. Placer notre Parti à la hauteur de son rôle doit donc être un des objectifs majeurs de notre congrès.

Animer le mouvement social

Nous l'avons dit. La société française d'aujourd'hui est une machine complexe, composée de millions de rouages qui établissent entre eux des rapports multiples, changeants et souvent parfaitement masqués. L'action sur cette société ne peut pas être le fait d'une armée de fantassins obéissant à l'état-major, fût-il génial. Elle suppose invention, intelligence jusque dans les plus petites luttes, adaptation rapide, différenciée. Elle exige donc une capacité d'analyse autonome à chaque échelon de l'organisation. La discipline nécessaire à l'action ne peut sur une longue période être le fait d'une organisation de type militaire. Elle ne peut être solide que pour l'adhésion profonde, consentie, intégrée par la réflexion. La logique des institutions de la V^e République, si elle est acceptée par les socialistes au niveau du pays, ne peut être une logique adaptée aux tâches du Parti. Il faut donc veiller jalousement aux règles démocratiques de fonctionnement qui font de notre Parti une organisation unique de notre pays et même au-delà. Bien sûr, il faut rompre avec certaines habitudes tenant à l'histoire récente qui conduisent à rigidifier des courants de pensée en clivages permanents ou en structures de pouvoir sclérosées alors que les enjeux ne sont plus



les mêmes, que les problèmes sont changés et que les solutions sont encore à inventer. Dans la période actuelle, nous avons à la fois besoin d'un grand élan que le Parti doit partout susciter et de l'exercice dans faille de l'autorité de l'État, la cohérence résultant naturellement de notre Projet.

Unir les forces du changement

Le peuple de gauche est profondément attaché à l'union. Il sait ce qu'elle lui a apporté. Rien ne serait plus terrible que son affaiblissement. Mais son maintien au niveau actuel ne suffit pas. Si le Parti veut pouvoir jouer pleinement son rôle d'agent de transformation sociale, il faut qu'il crée les conditions d'un approfondissement de l'union à la base. Les Rencontres des acteurs du changement ont tracé une piste prometteuse mais il faut aller plus loin. Les luttes qu'il faudra mener sur le terrain pour faire avancer nos valeurs, pour utiliser les espaces de liberté créés par l'action gouvernementale, c'est dans l'union qu'elles pourront réussir. Décloisonner à la base les organisations de gauche, ouvrir un dialogue réel dans les quartiers, dans les usines entre militants politiques mais aussi entre militants politiques et syndicaux, passer des accords d'appareil à l'union à la base est une condition majeure pour réussir. C'est tous les jours, maintenant, qu'il faut gagner les élections !

Il était certes plus facile de s'unir contre la politique de Giscard et ses conséquences que pour faire avancer concrètement le changement. Et soyons lucides, les militants socialistes ne peuvent pas seuls mettre en marche le puissant mouvement social nécessaire aujourd'hui. Cela implique que le Parti communiste ne soit pas mis en situation d'avoir, un jour, à préférer la rupture à l'union.

Des moyens pour agir

L'autonomie du Parti et le développement de l'union n'ont de sens que s'ils sont des moyens pour l'action. Cette action suppose, en même temps, un parti fort, composé de nombreux militants, bien organisés et qui se donnent les moyens de leurs objectifs. Pour faire prendre le socialisme au sérieux, il faut des socialistes sérieux.

C'est pourquoi le renforcement de notre Parti doit être un des objectifs importants du congrès. Et, à ce niveau, il faut aussi être cohérent et articuler nos priorités de développement avec nos priorités politiques. C'est dire à quel point le développement du secteur entreprises du Parti est avec celui de ses moyens de propagande, la priorité majeure du renforcement du Parti. L'importance de l'enjeu industriel, la réussite nécessaire des nationalisations, la conquête des nouveaux droits des travailleurs peuvent être des atouts décisifs pour le développement de ce secteur du Parti.

Encore faut-il que le Parti s'en donne les moyens matériels et humains. Quant à nos moyens de propagande, chaque militant doit être conscient que tant que le Parti ne sera pas doté de moyens de communication rapide entre tous ses adhérents, capables d'apporter les informations variées nécessaires au combat politique aujourd'hui, il subira un handicap très lourd par rapport aux militants des autres organisations.

Dans la bataille actuelle, il est très risqué pour le Parti de confier ses communications à la seule responsabilité des médias existants.

Etre cohérents

Une seule et même conception doit guider l'action du Parti et celle du gouvernement dont les rôles sont distincts mais complémentaires. Le Parti doit soutenir le gouvernement mais il le soutiendra d'autant mieux qu'il se reconnaîtra dans ses orientations. C'est le rôle du projet historique dans lequel nous nous sommes engagés, projet historique sans cesse remis à jour par l'action et par la réflexion, à la fois du gouvernement et du Parti, d'assurer la cohérence d'ensemble. C'est dire aujourd'hui l'importance capitale de notre congrès de Bourg. Il dépendra de lui que le Parti et le gouvernement puissent jouer efficacement leur rôle dans la période décisive qui s'ouvre et qui marquera le succès ou l'échec.

Contribution présentée par : Jacques ABRAND, Georges AUBERT, Marie-Noëlle GAZEAU, Denis GREVILLOT, Marie-Catherine LECOQC, Claude MAURICE, Michel PLOMB, Christian PROUST, Jacques RAVIOLI, André ROSSEZ, Maurice SCHWARTZ, Jean-Pierre CHEVENE-MENT, Lucien COUGUEBERT et Raymond FORNI.

Essonne

Garder le cap pour réussir

Le Parti, c'est son projet

Le Parti socialiste n'est pas le parti de tous les Français

Le Parti socialiste a vocation à rassembler le plus grand nombre autour de son Projet puisqu'une très grande majorité de Français a objectivement intérêt au changement.

Mais, en tout état de cause, une autre partie de la France n'a pas intérêt au changement soit parce qu'elle détient le capital, soit parce qu'elle bénéficie de considérables privilèges qu'elle obtient en contrepartie des services rendus au système capitaliste.

Nous concevons fort bien que le gouvernement soit conduit à passer des compromis et à exercer des arbitrages. Il est normal aussi qu'il fasse le nécessaire pour défendre les positions économiques françaises, y compris privées, au plan international ; c'est en ce sens et de par le suffrage universel qu'il est le gouvernement de tous les Français.

Le Parti socialiste, quant à lui, est par nature anticapitaliste ; cela définit sa base sociale et *a contrario* son adversaire de classe. Si toute son action ne peut se concevoir qu'en termes de conviction, car c'est un parti démocratique, elle doit viser à établir un rapport de forces favorable au front de classe. En ce sens, il n'est pas le parti de tous les Français.

C'est pourquoi ce serait une erreur que d'accréditer l'idée selon laquelle le gouvernement socialiste et le Parti socialiste constitueraient deux aspects d'une même entité ; le gouvernement est le lieu des arbitrages, compte tenu des contraintes et des rapports de force, au-dedans comme au-dehors, alors que les seuls compromis que peut envisager le Parti socialiste par rapport à son objectif sont des compromis avec le calendrier. Pour proposer à notre peuple de nouvelles avancées vers le socialisme, il nous faut non seulement conserver mais élargir notre base de soutien

populaire. C'est d'abord en nous tournant en priorité vers ceux qui, par leur rôle dans l'appareil de production, sont au cœur du front de classe et doivent être rassemblés que nous y parviendrons.

Au gouvernement d'exprimer son action ! Au parti d'expliquer le soutien qu'il apporte dans la perspective de son propre projet, et de mobiliser les gagnants du changement !

C'est la condition essentielle pour que les rapports de force dans le pays permettent à la majorité parlementaire et au gouvernement d'arbitrer au mieux des intérêts de notre base sociale et donc dans le sens de notre Projet : rien n'est plus dangereux que de laisser seul le pouvoir d'État face à la mobilisation de la réaction.

Ainsi, le meilleur soutien que puisse apporter le Parti au gouvernement est d'avoir son existence propre, sa capacité de proposition et d'intervention propre comme instrument du rapport de force avec la Droite.

S'il lui revient aussi de tracer les perspectives à long terme dans lesquelles doit s'inscrire l'action, de mener la bataille idéologique et de mobilisation avant les grands choix gouvernementaux, non, les réformes entreprises ne sont pas neutres. Elles frappent le capitalisme dans ses divers centres ; il se défend de toutes ses forces. Alors, aux interrogations fumeuses sur le rôle du Parti, nous opposons ce constat simple. Il y a place dans ce pays pour la lutte politique contre la Droite et pour un effort de rassemblement autour d'un grand dessein national vers le socialisme : nous devons l'occuper. Il ne suffit pas de le décréter.

Le Parti socialiste ne peut être un parti godillot...

Cette articulation, entre l'action du Parti et notre base sociale d'une part, et l'action du gouvernement, est une des questions-clés de notre prochain congrès parce qu'elle est un élément déterminant de la réussite de l'entreprise de la Gauche au pouvoir.

Disons-le sans détour : le rôle de notre parti ne saurait être réduit au soutien au jour le jour de l'action gouvernementale.



L'expérience a d'ailleurs prouvé que c'était difficile et parfois périlleux dans la mesure où cette action a connu des variations sur une même question d'une semaine sur l'autre et, parfois, d'un ministre à l'autre. Aucun aménagement « technique » ne pourra jamais nous mettre à l'abri de ce risque qui naît de la différence même des missions des uns et des autres.

C'est dire qu'une autocensure préalable de notre Parti dans l'attente de la position gouvernementale est un non-sens ; elle reviendrait à postuler que l'action du gouvernement de gauche est indépendante de l'affrontement de classe.

Plus, cela supposerait une mutation inacceptable de notre organisation au terme de laquelle seul le groupe parlementaire, du fait même du fonctionnement des institutions, serait appelé à se prononcer sur le contenu de la politique gouvernementale. Nous refusons cette « dérive travailliste ».

Les socialistes au gouvernement, au Parlement et dans le Parti ne pourront agir en réelle solidarité qu'au prix d'une clarification des objectifs maintenant inévitable après la pause forcée du congrès de Valence, deux ans de pouvoir riche d'expériences, un programme d'action (les 110 propositions) accompli au trois quarts et plusieurs consultations électorales. L'ensemble appelle un bilan, une vérification politique de nos objectifs pour l'avenir et l'affirmation de choix collectifs.

L'action solidaire des socialistes au pouvoir ne peut se dispenser d'une compréhension, sinon commune, du moins clairement majoritaire des événements qu'ils visent et des objectifs qu'ils se fixent.

Un nouveau printemps

Pour la Droite comme pour certains secteurs de gauche, notre présence au pouvoir repose sur un malentendu. Le 10 mai 1981 serait un accident de l'histoire.

La Gauche ne doit pas renoncer à la signification profonde de sa victoire si elle veut pouvoir en assumer complètement les conséquences. Le 10 mai est né comme une réponse majoritaire de notre peuple à la crise. Notre entreprise ne peut se dégager de ce contexte qui lui donne sa raison d'être. Cette crise ne ressemble à aucune de celles qui ont déjà été vécues, par sa durée, par sa profondeur et par son impact sur la trame sociale et culturelle des nations.

La crise prépare les ruptures

Elle intègre tout à la fois les mécanismes classiques des crises cycliques du capitalisme et ceux qui résultent du système mis en place depuis le lendemain de la seconde guerre mondiale qui est caractérisé – notamment par la domination régalienne des U.S.A. sur l'Ouest et l'affirmation du pouvoir des multinationales. Elle intègre encore l'émergence d'une révolution technologique historique qui ne fait que commencer. Enfin, elle se déroule sans que puissent être délogées de nouvelles aires d'expansion de l'accumulation capitaliste après que les rapports d'exploitation du tiers monde aient atteint leur maximum de rigidité. Cette crise générale se développe dans chaque pays sur un terrain spécifique modelé par l'histoire économique, sociale et culturelle nationale qui lui confère des caractéristiques propres.

Certes, ces caractéristiques déterminent les formes de lutte, les rythmes et les réformes à entreprendre pour rompre avec le capitalisme et avancer vers le socialisme. Mais il faut constater que la dureté de la crise tend à rendre similaires, sinon dans leur forme du moins dans leur contenu, les mouvements des peuples qui luttent pour s'y soustraire.

Elle rassemble ainsi des couches sociales qui s'ignoraient hier encore, dans un même refus de la déchéance. La crise élargit les bases politiques du socialisme. Dans ce contexte, les rapports de domination entre nations et à l'intérieur d'elles-mêmes se raidissent et parviennent, dans bien des régions du monde, au seuil de rupture.

La crise justifie l'actualité du socialisme

Le 10 mai français est l'une de ces ruptures. Elle représente un insupportable défi pour l'Ouest comme pour l'Est qui en mesurent parfaitement la signification révolutionnaire et le pouvoir de contagion. Aux uns, elle expose l'exemple du socialisme nourri de liberté, aux autres, elle prouve la valeur de critères de réussite qui tournent le dos à la logique brutale qui voue ailleurs des millions de travailleurs au chômage et les nations au déclin. Dans cet hiver international d'oppressions économiques et politiques, l'entreprise de la Gauche au pouvoir en France annonce un nouveau printemps des peuples possible. Cela nous crée l'ardente obligation de ne pas laisser l'ambiguïté miner la force d'entraînement de l'œuvre engagée.

Un constat doit être rappelé avec force : les mécanismes de la production et de l'échange entrés en crise ne peuvent retrouver un fonctionnement harmonieux sans une remise en cause profonde des règles qui les régissent.

C'est sur ce constat qu'est bâti le Projet socialiste. Le problème du rythme du changement qui a occupé tant de débats il y a peu, trouve ainsi sa réponse : plus la crise du capitalisme s'approfondit, plus urgente est l'application d'une politique de transformation socialiste. Plus la crise s'aggrave, plus la rupture avec le capitalisme est nécessaire.

Pour un parti démocratique comme le nôtre, qui se situe dans un rapport de conviction avec ses mandants, tout autre discours est une mystification. Le Parti socialiste n'est pas le parti de tous les Français. Il est le parti d'un projet qui fonde son identité et qu'il propose à tous les Français. Son rôle est d'expliquer clairement ce projet et de se donner les moyens de l'appliquer. Le constat sur lequel est bâti ce projet a subi sa contre-épreuve : partout où elles ont été appliquées, les politiques économiques libérales n'ont pu qu'aggraver les grands maux par lesquels se manifeste la faillite du système qu'elle prétend guérir : chômage dévorant, destructions massives d'outils de production, réduction massive de la consommation du plus grands nombre dans les pays les plus productifs.

Ainsi la crise donne au socialisme sa raison d'être et justifie son actualité.

Partant de là, notre démarche nous conduit encore à dénoncer la vanité du discours économiste pour qui le mouvement des indices se déroule comme celui d'une réalité indépendante de celle des hommes et des femmes qui produisent, échangent ou possèdent dans des conditions sociales données.

La réalité économique est d'abord une réalité sociale. Et cette réalité est elle-même structurée par l'affrontement qui se déroule en son sein entre les classes sociales.

Nous sommes entrés dans la zone des tempêtes

La Droite durcit la lutte des classes

La Droite fait le procès à certains d'entre nous d'être pour l'affrontement de classes ; en réalité, nous ne sommes ni pour ni contre, nous le constatons simplement comme une réalité de fait, dans laquelle la Droite est l'agresseur. Ce n'est pas nous qui avons refusé d'investir, ce n'est pas nous qui avons spéculé contre le franc, ce n'est pas nous qui avons attisé les mécontentements catégoriels, ce n'est pas nous qui avons relancé la guerre scolaire, ce n'est pas nous enfin qui développons chaque jour un climat de violence, qui faisons régner un climat d'intolérance envers la jeunesse ou les travailleurs étrangers.

C'est bien la Droite politique et sociale. C'est elle aussi qui conteste périodiquement la légitimité du pouvoir issu du scrutin du 10 mai. Faut-il s'en étonner ? Qui pourrait croire qu'elle laisserait remettre en cause son pouvoir et ses privilèges sans réagir ? Notre entreprise est un défi quotidien insupportable pour les forces réactionnaires de notre pays souvent tentées au cours de notre histoire par la politique du pire. Ceux qui criaient : « Plutôt Hitler que le Front populaire » ont trouvé un écho dans les rangs de ceux qui lançaient le 1^{er} mai : « Allende, on t'a eu, Mitterrand, on t'aura », et de ceux qui utilisent quotidiennement la violence à l'occasion de manifestations corporatives et catégorielles.

On peut le regretter, mais c'est un fait : l'arrivée de la Gauche au pouvoir a modifié les conditions de la lutte des classes ; elle n'y a pas mis fin.

L'état de grâce a marqué un moment de l'évolution des rapports de force : confiance des couches populaires envers le nouveau gouvernement se traduisant par l'attente des réformes, d'une part ; stupéfaction des milieux réactionnaires durement frappés par la perte de pouvoir politique, d'autre part.

Cette période est définitivement révolue. Nous sommes largement entrés dans la zone des tempêtes sociales. Toute tentative de réconciliation des Français sur la base d'un projet admissible par tous apparaît définitivement comme la plus vaine et la plus dangereuse des utopies.

Les travailleurs vont se défendre

Il est exclu que les travailleurs restent l'arme au pied face aux agressions dont ils se sentent l'objet : menaces sur leur pouvoir d'achat, leur droit au travail, menaces sur le droit à l'éducation laïque de leurs enfants.

Les travailleurs de ce pays et plus largement le front de classe ont montré depuis 1971 une conscience politique d'un niveau élevé, en ratifiant de plus en plus massivement, élection après élection, la stratégie d'Union de la Gauche, puis tirant les leçons du scrutin de 1978, en sachant discerner, au sein de la Gauche, quel projet pouvait conduire à la victoire en 1981.

Comment pourrions-nous imaginer un seul instant que cette base sociale, la nôtre, pourrait perdre sa capacité d'analyse et d'intervention au moment où son adversaire de classe radicalise l'affrontement et multiplie les pressions pour que nous renoncions à notre projet ? Tôt ou tard, les travailleurs seront contraints de se mobiliser pour se défendre. La seule question posée est : se mobiliseront-ils avec nous ou contre nous si nous avons joué le rôle d'écran face à leur adversaire ?



Dans ce cadre, prôner une politique de consensus, alors que du fait des couches possédantes la lutte de classe est plus acharnée que jamais, reviendrait à proposer le désarmement unilatéral du front de classe et donc inéluctablement sa défaite. Les travailleurs ne l'accepteront jamais. Ils n'accepteront pas davantage que nous n'utilisions pas complètement la majorité qu'ils nous ont donnée. Le pouvoir de gauche ne s'usera que si l'on ne s'en sert pas complètement au profit de ceux qui l'ont institué.

Devant les résistances, les blocages et les hésitations et certaines reculades, la persistance de certains privilèges insolents, le mépris affiché dans tant de milieux dirigeants pour les objectifs fixés par le gouvernement de la Gauche, le risque est grand de voir le gouvernement lui-même perçu comme responsable des difficultés rencontrées par les travailleurs.

Peut-on ignorer contre les faits que notre soutien populaire s'effiloche ? Les élections municipales en ont apporté une image bien précise. Encore faut-il s'entendre sur ce qu'elles nous montrent.

Municipales : crise de confiance à gauche

Nombre de commentateurs intéressés fondent leurs analyses sur la poussée que la Droite aurait opérée en mars 1983 pour la comparer à celle réalisée par la Gauche en 1977. Cette lecture des résultats ne rend compte ni de la vérité des chiffres, ni de leur signification politique.

Dans le plus grand nombre des localités, la Droite ne progresse nullement en voix par rapport à mai 1981. Bien plus, les listes de droite recueillent souvent moins de voix que le candidat Giscard d'Estaing, même là où elles progressent de façon parfois spectaculaire en pourcentage des suffrages exprimés.

Un examen minutieux des résultats par bureaux de vote montre que plus forte est la concentration des salariés, plus fort est le taux d'abstention. Ce sont les électeurs des quartiers les plus populaires, où les pourcentages de voix de gauche étaient les plus forts, qui se sont le moins déplacés.

Ainsi, plutôt qu'une évolution politique des bases sociales de chaque camp, ces résultats expriment la qualité politique des relations que chaque camp entretient avec sa base ! La base sociale de la Droite s'est mieux reconnue, et donc mieux regroupée autour de ses représentants politiques l'appelant à une claire mobilisation de classe, que les électeurs de gauche dans leurs représentants traditionnels. L'abstention populaire donne la mesure de son manque de confiance dans ses représentants politiques pour régler les problèmes posés.

L'enseignement à dégager ici, ce n'est certainement pas de nier contre toute évidence le recul du vote à gauche. Mais, au contraire, d'en apprécier clairement la signification politique.

Cela suppose que soit franchement rejetée la thèse de la « percée de la Droite » et son corollaire (mathématiquement obligatoire...), d'un glissement de l'électorat vers le vote à droite. Cette thèse n'est rien d'autre qu'une réponse anticipée à la question soulevée par les résultats : nous reproche-t-on d'avoir fait « trop de socialisme » ou « pas assez »...

Le socialisme ? Est-ce sérieux ?

Pour certains, après avoir fait « trop de socialisme », nous prendrions à présent la mesure de notre erreur. Revenant à la sagesse, il nous faudrait plier le drapeau du socialisme, soit pour ne pas effrayer l'électorat, soit au nom des difficultés, réelles d'ailleurs, rencontrées par le gouvernement ; ainsi, l'enjeu de la période consisterait seulement à faire la démonstration de la compétence des socialistes à ne pas faire plus mal que les gouvernements de droite.

Une telle orientation a été suivie, il y a peu, outre-Rhin, on sait ce qu'il est advenu et du socialisme et du gouvernement qui s'en réclamait ! La triste fin de la S.F.I.O. doit aussi nous rester en mémoire : les concessions sur ce que nous sommes ou sur notre but ne nous feront pas gagner une voix à droite, mais détourneront et désespéreront le plus grand nombre de ceux qui nous ont fait confiance.

Aurions-nous des raisons de renoncer ? Certes, la Gauche ne gère le pays que depuis 24 mois. Mais interrogeons : la gestion socialiste, ça marche ou pas ?

Sur le front de l'emploi, de l'inflation, de la croissance, la Gauche au pouvoir a obtenu en 24 mois des résultats comme jamais aucun de nos donateurs de leçons n'en a obtenu. Tout cela et tant d'autres choses en réalisant les plus grandes réformes entreprises dans le pays depuis un demi-siècle !

La Gauche a réussi à enrayer le processus par lequel le fonctionnement de l'économie arrive partout ailleurs à ce résultat paradoxal d'éliminer un nombre toujours plus grand de travailleurs du processus de la production et de la consommation. Elle est parvenue à augmenter la richesse disponible du pays et à stabiliser la valeur d'échange des biens produits ou consommés.

Mais elle n'y est parvenue qu'en engageant un processus de dépassement des normes d'après lesquelles fonctionnait la machine qu'elle a trouvée. A la logique du profit elle a commencé à substituer la logique de l'utilité sociale. Ses succès mesurent la dose d'ordre socialiste qu'elle a réussi à introduire dans le chaos capitaliste en quelques mois.

Faut-il à présent renoncer aux leçons de ce bilan ? Faut-il regretter et modifier le cap quand nous commençons à en recueillir les fruits ? Faut-il accepter de construire l'avenir social, économique et politique de la France sur les variations de valeur du dollar ? Faut-il renoncer à ce formidable atout qu'est notre bilan ? Et donc faut-il renoncer à utiliser cet autre atout sans précédent qu'est notre majorité absolue de députés élus pour appliquer notre programme ?

Bref, le socialisme, ça peut marcher ou pas ? L'entreprise d'un peuple pour maîtriser collectivement ses moyens d'existence et de développement, est-ce bien un avenir réaliste ou bien faut-il constater que la libre entreprise est encore le seul moyen dont elle dispose pour progresser ?

Pour gagner la bataille économique : garder le cap

Comme les travailleurs, nous ne méconnaissions pas la gravité de la crise. Mais nous voulons réaffirmer que les moyens d'y faire face sont ceux contenus dans le Projet socialiste.

Il n'est pas vrai, comme certains l'affirment, que le Projet socialiste est devenu caduc au seul motif qu'il a été adopté dans une période où la croissance mondiale était plus forte : quand il y a moins à répartir, la répartition doit être encore plus rigoureuse, donc la prééminence du Plan sur le marché doit être encore plus grande ; quand le secteur privé n'investit pas, spéculé contre notre monnaie, le contrôle du secteur nationalisé doit être encore plus rigoureux.

Il s'agit ici encore d'exercer pleinement le pouvoir qui nous a été confié et d'abord d'utiliser complètement les moyens réunis par la majorité de gauche avec les nationalisations et la décentralisation pour assurer le redéploiement économique du pays.

Pour gagner la bataille économique, nous devons nous fixer des priorités.

L'emploi

La France est depuis deux ans le seul pays à avoir réussi à endiguer la montée du chômage. C'est un résultat essentiel parce que l'emploi est notre priorité et qu'il est au cœur de la croissance sociale que nous voulons. Tout autre objectif relève d'une politique libérale. Le droit à l'emploi est une exigence première : notre pays n'aurait pas d'avenir si sa jeunesse n'en avait pas elle-même.

La bataille pour l'emploi passe par la croissance et non par le seul partage du travail surtout si celui-ci devait se traduire dans les faits par une baisse du pouvoir d'achat, comme le préconisent certains. François Mitterrand a déjà rejeté, à juste titre, une telle orientation lors du passage aux 39 heures.

Oui, la croissance est nécessaire : sans elle, aucun des problèmes économiques du pays ne peut trouver de solution. Il faut s'en donner les moyens. La demande des ménages représente les trois quarts du produit intérieur brut, et trois fois le montant de l'investissement total. Il ne peut donc y avoir de politique de croissance sans maintien du niveau de la consommation, c'est-à-dire sans le maintien du pouvoir d'achat. C'est à cette condition que l'investissement pourra redémarrer. Car la décision d'investir dépend, non pas des bénéfices réalisés antérieurement, mais de la demande. Si l'investissement n'est pas aujourd'hui plus dynamique, c'est du fait du comportement attentiste d'une fraction du patronat. La puissance publique doit donc prendre les responsabilités et les risques que le capital privé ne veut plus prendre. C'est le rôle du secteur public, c'est le sens profond des nationalisations et c'est aujourd'hui une condition de la croissance.

Investir dans la recherche est aussi un facteur déterminant pour l'avenir de l'emploi.

Dans ce domaine, un effort considérable a déjà été fait. Il doit impérativement être soutenu.

La rénovation de notre outil de production, de même que notre indépendance sont grandement liées à notre capacité d'innovation.

L'équilibre extérieur

L'ambition de retrouver l'équilibre extérieur par une progression tous azimuts des exportations est vouée à l'échec. L'équilibre extérieur exige au contraire d'adapter le niveau des importations à celui des exportations, c'est-à-dire de limiter nos achats à hauteur de ce que nous sommes capables de vendre. L'objectif est à notre portée : il s'agit d'économiser 10 % de nos importations. Ces économies ne sont pas une



menace pour l'emploi : produire en France une partie de ce qui est aujourd'hui importé, notamment en biens de consommation courante, sera un facteur de croissance et d'emploi. Reconquérir la production intérieure, favoriser l'orientation de la demande vers les produits français ou à faible contenu d'importations, c'est pour notre pays une question de survie.

Ceci suppose, comme la lutte contre l'inflation, une prise de conscience de notre peuple et donc un effort de conviction et de lutte pour notre Parti.

Sur ce point, précisons : quand nous disons reconquête du marché intérieur certains veulent entendre « protectionnisme » avec les lourds sous-entendus de mise en route d'un processus de privation des libertés. Soyons sérieux !

Le protectionnisme est dénoncé par ceux-là mêmes qui en font le mieux usage : les pays protégés par un système perfectionné de normes industrielles, les pays qui manipulent leurs taux de changes dans des proportions qui n'ont rien à voir avec les rapports de coûts et de prix, les pays qui font de l'austérité intérieure la pire forme de protection.

Ainsi, nous aurions beaucoup à gagner si nous adoptions une loi directement inspirée de la loi allemande du 24 juin 1968 sur la sécurité du matériel technique, parfaitement conforme aux recommandations des organisations internationales.

Notre ambition est claire : reconquérir la maîtrise de notre politique en limitant notre dépendance commerciale au niveau de ce qu'elle est ailleurs. Ni alignement, ni isolement, telle est vis-à-vis de nos partenaires et surtout vis-à-vis de la communauté européenne, l'attitude souhaitable.

On ne peut œuvrer à faire l'Europe que dans la mesure où cela ne défait pas la France.

Dans cette formidable bataille pour la reconquête, nous disposons d'un outil, le secteur nationalisé, que nous avons payé trop cher pour que sa maîtrise nous échappe, sauf à donner raison à ceux qui préconisaient naguère la seule prise de participation. Fixons une règle qui s'impose à tous : dans le secteur public, l'autonomie de gestion des entreprises doit s'arrêter là où commence l'opposition entre leur intérêt propre à court terme et l'intérêt national.

C'est le rôle du secteur public industriel, qui représente plus du quart de l'activité et de l'investissement, de prendre en compte, voire de prendre en charge, les objectifs que se donne la collectivité en matière d'emploi, d'équilibre extérieur, de maîtrise des prix. C'est le rôle du secteur public bancaire que d'être l'outil financier de cette politique industrielle. Les nationalisations ne peuvent prendre leur sens et répondre à l'attente de tous ceux qui croient au bien-fondé d'un secteur public élargi, qu'à ces conditions.

Vis-à-vis du secteur privé :

Moins de charges pour moins d'aides, cela pourrait être l'orientation de la politique vis-à-vis du secteur privé. Il faut avoir le courage d'imposer la propriété et les revenus qui en résultent, plutôt que de transférer les charges sur l'entreprise. Si les charges sont moins importantes, les salaires en France pourront être plus élevés. Telle est la condition pour définir une politique d'aides réduites plus efficaces et contractuelles.

La démocratisation dans l'entreprise

Moderniser l'industrie, structurer un appareil productif capable de répondre à nos besoins, élargir et créer les pôles de compétitivité, exigent une profonde mutation dans les conditions de travail. De nouvelles relations dans le travail doivent permettre davantage de productivité. La réduction du temps de travail est un élément clef de cette bataille : produire plus en produisant mieux et autrement et en travaillant moins longtemps, telle doit être la conception offensive de la réduction du temps de travail en faveur de la création d'emplois.

Le Plan par dessus tout

Mais gagner la bataille économique suppose de faire du Plan l'outil de référence, d'autant plus que les difficultés sont grandes et que les agressions économiques extérieures se multiplient. Le pilotage à vue ne peut en réalité conduire qu'à la soumission de fait à des choix faits ailleurs.

Loin d'être remise en cause par le degré élevé d'incertitude de l'environnement international de notre pays, la planification est l'expression d'une volonté politique collective, l'affirmation par la nation tout entière de ses choix fondamentaux, et de sa volonté, pour les atteindre, d'utiliser les moyens nécessaires. A un environnement incertain doit correspondre une volonté politique sans faille. Seules les nations qui ont su définir une stratégie ont pu tirer leur épingle du jeu. Notre choix a toujours été que cette stratégie devait être pour la France mise en œuvre dans le cadre du Plan, parce que l'action de l'État dans les pays démocratiques a pour raison d'être de se déployer là où le jeu des intérêts privés ne coïncide pas avec les objectifs de la collectivité.

Le Plan doit être opposable à des revendications ou à des exigences impossibles à satisfaire ou contraires aux objectifs de la Nation, il doit permettre de juger de la continuité de l'action des pouvoirs publics, il doit enfin montrer quels sont les buts poursuivis.

Renforcer les positions de notre base sociale

« La révolution est glacée »

Les objectifs économiques, on le voit, ne peuvent être dissociés de leur contenu social et national.

Il s'agit ici de réunir les moyens d'une véritable mobilisation nationale en renforçant la position économique et politique de notre base sociale. Qui ne mesure aujourd'hui combien, selon l'expression de Saint-Just « la révolution est glacée ».

C'est que, en dépit des importantes réformes accomplies, le changement n'a pas encore modifié certaines règles du jeu dont les travailleurs connaissent l'importance décisive :

- le droit discrétionnaire de licenciement n'a subi aucune atteinte ;
- la lenteur de la justice en matière prud'homale est toujours la même ;
- la répression antisyndicale s'exerce comme auparavant et se renforce dans bien des cas ; les militants politiques de gauche sont souvent mis à l'écart, même dans les entreprises du secteur public et nationalisé.

— Les conditions de travail restent intolérables dans un très grand nombre d'entreprises et sont encore aggravées par une véritable politique de sous-emploi.

Une fois encore : utilisons les moyens que nous donne notre majorité parlementaire. La relance de l'élan du 10 mai 1981 n'a pas besoin de recette-miracle. Ses grands axes sont inscrits dans notre projet.

- **La lutte pour la réduction des inégalités** doit s'intensifier en commençant par une réforme fiscale en profondeur qui demande le plus à ceux qui ont le plus (salaires et revenus) intégrant une modification des droits de succession. Elle marquera autant notre société que les nationalisations ou la décentralisation et elle doit entrer dans l'histoire comme le firent le droit au congé ou le droit à la santé.

Dans un pays où la contribution indirecte frappe tous les consommateurs sans distinction de revenu, où les salariés portent le poids majeur de la contribution directe, où la fraude fiscale est égale au montant de l'impôt sur le revenu, il n'y a pas de plus grande urgence que celle d'une modification véritablement révolutionnaire de l'assiette et du mode de perception de l'ensemble de l'imposition.

C'est sur une telle réforme que doit s'exercer la notion de rigueur, car notre système fiscal est ainsi fait que toute mesure drastique pèse toujours sur les mêmes catégories sociales.

- **La lutte pour renforcer les positions de la classe de notre base sociale** commence avant toute chose par la priorité donnée à l'emploi et à la formation professionnelle : on ne peut mobiliser les exclus du changement !

- Une impulsion vigoureuse pour l'extension des libertés dans l'entreprise ;
- la promulgation d'un véritable statut de l'élu et de l'élu social, c'est-à-dire à des mesures qui renforcent le poids politique et social de notre base et sa capacité à peser sur les choix qui concernent son avenir.

Dans ce domaine, il est une question décisive : celle de l'école, lieu où se forment les citoyens qui feront cet avenir.

Jaurès déclarait avec raison : « La question scolaire rejoint la question sociale ; elle n'est pas pour nous une diversion. Ces deux questions se tiennent. Laïcité de l'enseignement, progrès social, ce sont deux formules indivisibles, nous n'oublierons ni l'une ni l'autre et, en républicains socialistes, nous lutterons pour les deux... »

D'aucuns se sont ingéniés à dénoncer les défauts de l'école publique : son péché serait l'imperfection : comment peut-il en être autrement dans une société basée sur l'exploitation ; comment peut-il en être autrement alors que l'école sort exsangue de 24 ans de politique antilaïque et antirépublicaine.

L'école publique n'est pas un îlot dans la société capitaliste en crise ; les gouvernements de Droite l'ont saccagée parce que la base économique de la société est devenue trop étroite pour contenir des générations de travailleurs aspirant à un emploi correspondant au niveau d'instruction reçu.

C'est dans le cadre d'une politique qui imposera, en prenant appui sur les travailleurs, le rapport de force avec le capitalisme, donc la croissance forte, que l'école publique sera sauvée des groupes de pression. Aujourd'hui, l'approfondissement de la crise provoque de manière inéluctable les pressions du patronat et de la hiérarchie catholique sur l'institution scolaire. **Le gouvernement de la Gauche n'est pas exempt aujourd'hui de ces formidables pressions.**



Nous sommes les farouches partisans de la liberté de conscience vraie, fondement de toutes les libertés : nous nous prononçons pour le droit qu'à tout homme ou toute femme de pratiquer la religion de son choix ou de professer son athéisme. L'interrogation métaphysique de l'homme en face de sa propre destinée et les réponses qu'il décide d'y donner ne peut relever que d'un choix librement consenti dans le secret de la conscience. Ainsi, en aucune manière la religion ne peut devenir un service public, ni être maintenue là où cela se pose, ou là où cela risquerait de se poser, comme un service public. Mais pour que la liberté de conscience soit garantie et défendue jusqu'au bout par la société civile, il faut que l'État soit intégralement laïque.

Si l'état de chose antérieur continue à être prorogé ou si une réforme de l'Éducation intégrerait dans les faits la reconnaissance dans le service public de quelque caractère spirituel que ce soit, son application sera une déclaration de guerre ouverte à la France laïque et travailleuse. On ne propose pas à la concertation les principes qui ont fondé l'unité de la République.

Les institutions. Le Parti. L'Union de la Gauche.

Renforcer notre base sociale, lui donner les moyens ainsi de se rassembler, augmenter sa capacité d'intervention à tous les échelons de la société, tel est le seul contrepoids durable que nous puissions opposer à la paralysie de la vie démocratique que les institutions de la V^e République ont pour vocation d'organiser.

Certes, les socialistes au pouvoir ont voulu moraliser l'usage des institutions : le rôle du Parlement a été restauré.

L'absence de contre-offensive politique face à la mobilisation de la Droite et des couches sociales dont elle exprime les aspirations a vite révélé l'isolement du pouvoir de gauche dès lors qu'il n'a pu compter que sur les institutions pour organiser le changement. Faute de contrepoids aux pressions de la Droite, le centre de gravité des arbitrages ne peut que se trouver sur sa droite. Mais la nature même de ces institutions tend à expulser la confrontation sociale du champ du débat politique. Elle semble placer un parti démocratique comme le nôtre devant une alternative dont nous ne voulons pas : ou bien renoncer à notre droit de proposition et de critique au profit du gouvernement ou faire de notre Parti le lieu exclusif du débat et de la décision auxquels serait soumis le gouvernement.

Parti de lutte ou parti introuvable

Cette situation ne peut commencer à être dépassée aussi longtemps que durera l'impossibilité pour le Parti d'organiser, en relation avec le calendrier de l'Assemblée, la préparation des décisions sur le terrain, en termes de débats, de mobilisation et d'expression autonome à travers un quotidien qui lui rende cette tâche possible. Continuellement placée devant le fait accompli, la base du Parti est appelée à défendre des compromis qu'elle désapprouve le plus souvent dès lors qu'elle doit les accepter comme l'expression achevée de son propre programme.

Dans ces conditions est perpétuée une confusion des rôles qui engendre un sentiment d'amertume et d'impuissance... et d'abondants débats sur ce que doit être la psychologie d'un parti « qui n'est plus un parti d'opposition ». Les fonctions d'explication, de proposition, de critique et de mobilisation qui sont la raison d'être d'un parti tel que le nôtre ne peuvent retrouver leur sens qu'à partir d'une claire réaffirmation de son rôle d'instrument de lutte. Un parti de consensus ne peut qu'être un parti introuvable.

V^e République et « deuxième gauche »

L'analyse qui nous a conduits à faire le choix de la stratégie d'Union de la Gauche comme levier du rassemblement des forces populaires demeure totalement d'actualité. Cette stratégie est incompatible avec une politique de recherche du consensus. Elle n'est possible que dans un cadre clairement affirmé de lutte contre la Droite. C'est dire qu'elle est également incompatible avec la logique proposée par la « deuxième gauche », dernier avatar d'une « nouvelle gauche » plus que cinquantenaire.

Discernant une crise des « grands appareils verticaux » parmi lesquels elle range notre Parti, elle attend de la vie associative la prise en charge du changement. Niant qu'au bout du compte le socialisme est une volonté collective qui dépasse les particularismes locaux ou catégoriels et donc s'y oppose souvent, elle exalte ces derniers. Elle reconnaît aux associations et regroupements qui les expriment une légitimité au moins égale à celle des élus du suffrage universel et sans aucun doute supérieure à celle que nous tirons de notre histoire et de nos luttes.

Elle attend de l'atomisation du débat et des conflits un mécanisme de régulation sociale. Au fond, il s'agit d'obtenir d'une façon plus moderne ce que les institutions de la V^e République ne parviennent plus à obtenir : le gel de l'action populaire en-dessous du seuil où se pose la question du pouvoir d'État et de la mobilisation d'une volonté

collective autour d'un projet au contenu unifiant. Ce n'est donc pas par hasard si cette orientation s'alimente en permanence de la référence à des sondages-plébiscite.

Préserver les conditions de l'union des forces populaires

Si l'Union de la Gauche est impossible hors de son objectif clairement anticapitaliste, son expression est également rendue plus difficile chaque fois qu'est reconstruit un espace politique pour un courant anti-unitaire.

— C'est le cas lorsque le découpage des circonscriptions électorales interdit à l'un des courants de la Gauche toute possibilité d'être représenté d'une façon correspondant à son influence.

— C'est le cas lorsque la loi électorale autorise les opérations de diversion au second tour ou fixe un seuil d'application pour un réel scrutin par liste trop élevé, faisant ainsi obstacle à une véritable diffusion de la prise de conscience des enjeux politiques, comme c'est le cas pour les élections municipales.

— C'est le cas lorsqu'au nom du soutien nécessaire au pouvoir de gauche, on prétend enfermer par avance la mobilisation populaire dans le cadre d'un compromis sur lequel elle n'a pu intervenir, comme c'est le cas par exemple pour l'école.

Élargir le champ d'action de l'Union

L'Union ne peut demeurer seulement une réalité gouvernementale. Elle doit nécessairement élargir son champ d'action au domaine de la mobilisation populaire et à l'activité de terrain des partis de gauche. C'est une condition de son efficacité et de sa solidité.

Elle doit intégrer à la fois des accords d'unité d'action politique pour relayer les grands objectifs proposés au niveau gouvernemental (mobilisation pour la reconquête du marché intérieur, surveillance populaire des prix, etc.) et une pratique de fronts d'offensive pour contrer les mobilisations qu'organise la Droite pour défendre les privilèges (grève des mandarins de la médecine, etc.).

Tout ce qui permettra de sortir de Yalta sera bon

Constater le lien étroit qui unit l'entreprise de la Gauche, au pouvoir en France, et l'état du monde qu'il dérange est une idée bien admise dans notre parti. Force est de constater que nous n'en tirons pas tous les mêmes conclusions. Pour nous, la voie nouvelle ouverte par la France de François Mitterrand se nourrit du renfort des peuples qui veulent maîtriser leur destin autant qu'elle l'alimente. Nous ne pouvons prendre d'autre place dans les relations internationales que celle qui nous est assignée par cet objectif qui réaffirmerait le président de la République en décembre 1982. « Tout ce qui permettra de sortir de Yalta sera bon. »

• Ni l'Est, ni l'Ouest ne sont aujourd'hui des zones de stabilité même là où la contrainte et la répression sont les plus fortes. Les deux systèmes parviennent au point où leurs contradictions internes ne peuvent être momentanément jugulées qu'au prix d'un raidissement brutal des rapports de domination chacun dans sa zone d'hégémonie. Les tensions à l'intérieur des blocs renforcent les tensions entre eux. Comme tout compromis, le système de Yalta ne tient qu'autant qu'aucune des deux parties concernées ne dispose d'un avantage décisif sur l'autre. Un tel équilibre, comme l'a montré l'histoire depuis 35 ans, ne se réalise qu'au plus haut niveau de tension des forces. La paix du monde est menacée par le redéploiement brutal de la logique de Yalta à l'intérieur de chaque camp.

• La chaîne des ruptures ouvertes ou larvées avec cet ordre du monde s'allonge : France, Nicaragua, Afghanistan, Salvador, Pologne, Guatemala, Bolivie, Chili, la liste est longue des vagues d'espoir et de liberté qui viennent battre les murailles des deux citadelles. Pour ceux qui ont fait le choix de maîtriser librement leur destin, la menace immédiate vient de la superpuissance dont elle contrarie la domination.

• Les échanges commerciaux internationaux de la France se font en dollars et non en roubles. Si nous savons que l'U.R.S.S. nourrit essentiellement l'expansion de sa zone d'influence des conséquences de la conception brutale qu'ont les États-Unis de Reagan de leur leadership dans tous les domaines de la vie des nations, ce n'est pas elle qui menace l'entreprise de la Gauche au pouvoir en France. Dans notre conception de l'indépendance nationale et dans notre refus de la politique des blocs, l'U.R.S.S., pas plus que les U.S.A., ne peut être l'ennemi intime ni la cible exclusive de notre système de défense.

• La place de la France socialiste dans l'arène internationale ne prend son sens qu'en relation avec le projet social et politique choisi le 10 mai. Ses meilleurs alliés sont les peuples qui veulent vivre et vivre libres. Cette volonté repose sur une base sociale qui la rapproche de la voie française. C'est ce constat qu'analysait fort justement



le B.E. du Parti en septembre 1980 lorsqu'il déclarait à propos de la Pologne : « une fois de plus, la preuve est faite que le peuple est le véritable acteur de l'histoire dans l'un et l'autre système et que le mouvement ouvrier est le principal porteur des exigences démocratiques ».

Au bout du compte, le réalisme consiste à constater que les « faibles » sont les plus forts.

- Comme au plan intérieur, nous n'avons rien à gagner aux concessions sur le plan international. L'axe de notre liberté passe par un rééquilibrage des rapports avec le Sud. Le raidissement des rapports d'exploitation et de domination du Nord, autour des U.S.A., sur le Sud est lourd de menaces de déflagrations en chaîne. Acculés à la faillite, les pays de la zone Sud ne pourront aller au-delà du dénuement absolu qui frappe déjà des millions d'êtres humains dans leurs frontières. Le maintien de l'ordre mondial devient plus coûteux économiquement et politiquement que le prix d'un rééquilibrage.

- Ce langage et le rôle qui correspond ne peuvent être tenus par la France sans qu'elle commence elle-même par montrer les limites qu'elle n'acceptera pas de voir franchir à son encontre.

Les ruptures, momentanées ou non, que cela implique doivent être lucidement envisagées et préparées pour soustraire notre pays à la domination injustifiée du dollar et à ses relais en Europe.

- L'espoir européen, seule réponse décisive au problème que pose le partage actuel du monde n'a de sens que s'il appuie sur une base politique et sociale susceptible de prendre en charge ce grand dessein. On ne peut faire l'Europe sans défaire la France que dans le cadre de la construction de l'Europe des travailleurs.

Hégémonie démocratique

Ce point sur l'état des relations internationales et sur les réalités économiques dont elles sont l'expression permet de remarquer qu'à gauche, trop souvent, l'analyse de la situation française ne se réfère à l'état du monde que pour en souligner les pesanteurs sur notre tentative.

Il faut ici, pour nous, inverser la perspective. Le 10 mai français, par les forces sociales qui l'ont réalisé, se présente non comme un « cas à part », mais la première expression positive au sein du monde développé en réponse à une situation générale de décomposition d'un système mondial. Celui-ci prouve chaque jour son incapacité à enrayer avec ses propres moyens le processus d'accumulation de souffrances, de destruction, de répression et de désespoir qu'il a engendré. Pire, tout cela se présente maintenant comme le mode ordinaire de sa survie. La cause qu'incarne la France s'en trouve légitimée.

La nature du régime que nous installons ne se mesure pas à l'existence ou non d'un compromis avec le capital, mais à la maîtrise plus ou moins grande par la collectivité de ses propres destinées. Ici, ce qui est déterminant, c'est le rôle spécifique du Plan, de ses objectifs, de la façon avec laquelle il est élaboré, des moyens qui sont affectés à sa réalisation, par rapport au marché. Là est la garantie dont dispose la communauté du travail par rapport au capital dans le compromis. Plan, filières industrielles, crédit nationalisé et impulsion industrielle par les grands groupes nationalisés, voici les instruments du compromis qui ne permettent à l'initiative privée de trouver ses propres développements qu'en fonction des choix collectifs dont le critère est celui de l'utilité sociale.

Ainsi, la démarche qui vise à imposer le primat du plan sur le marché est la démarche par laquelle la société tout entière substitue les priorités de son propre développement d'ensemble à celles qui résultent du seul mécanisme des rapports marchands dans le capitalisme. Elle n'est donc rendue possible que par une rupture politique absolue avec les partis et organisations qui expriment la volonté politique du capitalisme. Compromis et rupture de classe forment ici les deux volets indissociables d'une même démarche.

Ils supposent et nécessitent à leur tour une expression vigoureuse dans la lutte des classes de la volonté politique du front de classe. Certes, il s'agit d'abord des luttes sociales. Il en a été largement question. Mais il s'agit aussi, et au moins autant, de la capacité de ce front de classe à se rendre hégémonique dans la société civile, ce qui ne peut se résumer purement et simplement dans une vieille société développée telle que la nôtre à la conquête de la majorité parlementaire.

Il s'agit ici de la capacité du front de classe à substituer dans l'ordre culturel et dans l'ensemble des rapports sociaux les références qui résultent de sa position sociale.

Le processus de la rupture graduée avec le capitalisme est globalement celui par lequel s'affirme l'hégémonie démocratique du front de classe dans la nation.

Il n'existe aucune fatalité selon laquelle, en fin de course, le socialisme démocratique devrait avoir le dessous dans la partie de bras de fer en cours. Sur le plan des chances dont se dotent les nations pour elles-mêmes, la position est meilleure pour celles qu'anime une volonté collective forte. Cette dernière est à jamais impossible partout où fonctionne un mode d'oppression d'une minorité privilégiée sur une majorité contrainte de subir à elle seule tout le poids de la crise. La position est meilleure pour une collectivité nationale qui se dote des moyens d'organiser son redressement, son redéploiement industriel, culturel, social que pour toutes celles qui s'abandonnent par principe au jeu dévastateur du renard libre dans le poulailler libre.

Contribution présentée par J.-L. Melenchon.

Val d'Oise

Réussir

Encore une fois, notre pays est à la croisée des chemins de son histoire.

Encore une fois, la troisième de son existence après Épinay et Metz, notre Parti va avoir la lourde tâche, mais combien importante, de tracer la voie de notre avenir.

Peu de congrès ont été aussi déterminants que celui qui va nous rassembler à Bourg-en-Bresse en octobre prochain. Car, les enjeux sont cruciaux et vont marquer pour longtemps le chemin du mouvement ouvrier français.

Chaque militant de notre Parti le sent fortement : de l'action des prochaines années dépendront soit le risque d'un échec amenant une nouvelle période de glaciation du progrès économique et social de notre pays, soit au contraire, conformément au Projet socialiste et au Manifeste présidentiel, un ancrage pour une longue durée des forces de gauche au pouvoir, facteur décisif de l'avancée vers le socialisme.

Pour toutes ces raisons, nous avons estimé nécessaire de faire le point sur la situation actuelle et de préciser les enjeux à venir.

Des acquis sans précédents

Deux ans après le 10 Mai, les acquis sont grands et indiquent quel a été le travail accompli par le gouvernement et le Parlement, en plein accord avec le Président de la République. Nationalisations, décentralisation, droits des travailleurs, avancées

sociales, abolition de la peine de mort, pour n'en citer que quelques-unes, sont des références majeures sans précédent depuis des décennies, sans oublier un premier train de mesures réduisant les inégalités les plus criantes.

Mais l'ampleur de la crise mondiale et l'état dans lequel nous avons trouvé notre pays ont marqué très vite la limite de notre action : la situation économique s'est dégradée, notamment au plan du commerce extérieur, malgré les avancées en matière d'emploi et d'inflation et le maintien d'une croissance relative.

Affirmer notre politique

Au-delà du plan de rigueur et conformément au Projet socialiste et aux engagements du 10 mai, il faut, lors du congrès, préciser notre politique afin d'accentuer l'orientation socialiste de la politique gouvernementale.

Basé sur une hypothétique relance internationale que nous ne maîtrisons pas et dont, de toute manière, les effets seront lents et faibles, le plan mis en œuvre n'est pas et ne peut être une politique.

Nous devons proposer un grand dessein pour la France. C'est la condition nécessaire pour retrouver l'adhésion et la mobilisation indispensable à la réussite de la



Gauche. Les jeunes, comme les travailleurs, attendent un message des socialistes. A Bourg, notre devoir, c'est de leur dire ce que nous voulons pour eux et pour la France.

Assainir durablement la situation économique et amplifier la redistribution sociale

Il est indispensable de lever l'obstacle de l'endettement et du déficit du commerce extérieur en agissant sur les facteurs de déséquilibre. Cela exige un certain nombre de priorités :

- moderniser, adapter et développer notre appareil productif ;
- maintenir l'effort en faveur des technologies nouvelles ;
- orienter l'épargne vers l'investissement ;
- favoriser la production nationale pour reconquérir le marché intérieur et conquérir les marchés extérieurs.

Pour mener à bien cette politique, il faut mobiliser les Français, redonner le sens de l'effort et faire jouer pleinement la solidarité **par une politique de justice et de redistribution sociales.**

Partisans d'une politique de rigueur, qui est l'exact contraire de l'austérité, nous devons mettre en place une véritable politique de JUSTICE ET DE REDISTRIBUTION SOCIALES, seule capable de mobiliser le peuple de la Gauche.

Cette justice sociale, au cœur du projet des socialistes, doit s'attaquer sans tarder à la **réforme de la fiscalité.**

Il faut maintenir la consommation intérieure, de manière sélective, par une action maîtrisée sur le pouvoir d'achat, permettant une amélioration de la situation des plus modestes et un maintien global pour les couches à revenus moyens. Orientées vers la production nationale, il faut une refonte de la fiscalité, une action soutenue à l'égard des revenus non-salariaux ainsi que des transformations en profondeur de l'appareil de distribution afin de diminuer l'inflation et de retrouver l'équilibre extérieur.

Simultanément doit s'amplifier une politique de redéploiement en faveur du salariat fondée à la fois sur une réduction du temps de travail et un accroissement massif de la qualification professionnelle.

L'objectif des 35 heures doit être celui du septennat, mais la réflexion doit se poursuivre sur ce sujet.

La solution ne peut pas être dans l'augmentation des coûts de production qui diminuerait la compétitivité de l'appareil productif, elle ne peut pas être non plus dans une diminution générale des salaires sous prétexte de répartition, ce qui serait inacceptable pour les petits et moyens salaires.

Le progrès durable et, en particulier, la réduction significative du temps de travail, passent par une amélioration de la productivité des entreprises obtenue par l'investissement, l'innovation, la formation professionnelle, la meilleure utilisation des machines.

Un effort massif de relèvement de la qualification professionnelle doit se développer en accélérant la mise en œuvre d'un dispositif de formation accessible à tous, en donnant la priorité à la rénovation du système éducatif et à la refonte de l'appareil d'éducation nationale.

Cette politique n'est possible que par le développement réel de la démocratie dans l'entreprise. Les nouveaux droits en faveur des travailleurs doivent être appliqués. Notre volonté, c'est de responsabiliser les travailleurs, c'est d'élargir le champ d'action des organisations syndicales. Telles sont les conditions de la réussite durable de la Gauche.

Enfin, les cadres ne doivent pas être les oubliés de notre politique de changement dans le travail. Dans l'immédiat, le risque est important de laisser la masse des cadres, influencée par les forces de Droite et, en particulier, par l'appareil dirigeant de la C.G.C., contrecarrer volontairement ou par inertie l'effort de redressement national. Un accord profond des cadres nous est nécessaire. Il faut dès maintenant mobiliser et responsabiliser les cadres, tout en poursuivant notre politique de justice sociale qui implique notamment le resserrement de la hiérarchie des revenus.

Maintenir l'objectif de croissance

Il faut maintenir l'objectif de croissance sans laquelle il serait impossible de développer la production nationale, de réduire le chômage, de combattre les inégalités, d'augmenter le niveau de vie des plus défavorisés qui est encore loin du minimum acceptable.

Les progrès techniques et industriels, mais aussi sociaux, passent aujourd'hui par un maintien de la croissance économique. Par contre, il est nécessaire de rechercher les moyens d'une croissance différente qui rompe avec le système capitaliste et qui n'entraîne pas forcément un accroissement des importations.

Il faut poursuivre avec détermination la lutte contre l'inflation.

Il faut relancer la consommation intérieure et l'orienter vers la production nationale, en se dotant des mesures conservatoires en vigueur dans tous les autres pays. Écartons vite le faux débat, qui est une injure à tous les socialistes, entre pseudo-libéralisme ou protectionnisme forcé.

Si l'échec du libre-échange est patent, si la fermeture de nos frontières serait un déclin et contraire à nos idées, personne ne peut nier les mesures conservatoires larvées, mais « efficaces », prises par tous les autres pays pour maîtriser leurs importations et favoriser leur marché intérieur.

La France n'est pas condamnée à n'être qu'une passoire. Soutenir le marché intérieur, mener l'action pour sa reconquête, c'est favoriser la production nationale et mettre en œuvre une véritable politique industrielle. Il faut que notre pays se donne les moyens de cette politique et préserve donc toutes ses marges de manœuvre pour construire le changement en France dans une Europe encore marquée à droite.

Il faut donner au nouveau secteur public et nationalisé son rôle pilote pour la modernisation de l'appareil productif et pour l'assainissement de l'économie française.

Il remplira d'autant mieux ce rôle qu'il bénéficiera d'une certaine priorité dans le drainage des capitaux disponibles à l'investissement et dans la mise en application des mesures de démocratisation, gage d'efficacité de ces entreprises par l'incitation à la motivation pour les salariés concernés. Mais il faut également prendre les mesures incitatives à l'investissement des P.M.E. (tissu industriel majoritaire de notre département) et à la création d'entreprises nouvelles.

Dans tous les domaines, il faut rompre avec la logique du capitalisme en crise et mener une politique dynamique et volontariste, par l'affirmation de nos intérêts ainsi que leur garantie, vis-à-vis de tous nos partenaires et, en premier lieu, de la C.E.E.

Développer la démocratie, assurer l'autorité de l'État

« Sans vous que pourrions-nous faire ? » affirmait récemment le Président de la République.

Les perspectives sont difficiles. Raison de plus pour associer toujours davantage les Français à notre politique, pour les faire participer pleinement et en faire des acteurs du changement.

Faire vivre la démocratie

À l'école d'abord, où nous savons que la transformation du système éducatif conditionne la réussite durable du changement et donc l'affirmation de notre projet de société.

Dans l'entreprise, où les nouvelles lois doivent être réellement appliquées – et non contournées – afin que les travailleurs soient pleinement parties prenantes des décisions qui les concernent directement. Changer l'appareil productif, c'est aussi et surtout donner plus de pouvoir aux travailleurs, c'est élargir et développer la démocratie pour rompre avec la logique du capitalisme.

La démocratisation du secteur public et nationalisé doit offrir cette image de cette nouvelle citoyenneté que nous voulons introduire, y compris et d'abord dans l'entreprise, dans la perspective de l'autogestion.

Dans la cité, avec la décentralisation, pour permettre aux citoyens, là où ils vivent, de pouvoir concrétiser le changement dans la vie quotidienne.

« Prendre le pouvoir pour vous le rendre », tel est l'objectif des socialistes.

La démocratie est l'axe essentiel de notre politique. Elle n'est pas seulement un objectif, elle est aussi le moyen de notre réussite.

Face à une droite revancharde, qui accentue les clivages corporatistes, offrons par le vécu démocratique, un projet culturel – et donc économique, social, politique – capable de mettre en valeur l'intérêt général, l'intérêt de la France. Ne laissons pas la société dominée par les thèmes de la Droite. Au contraire, mettons en valeur les thèmes de la Gauche et agissons sur nos propres thèmes.

Pour réussir, choisissons l'offensive.

Ce projet est seul en mesure de lever les doutes qui s'expriment et de mobiliser les énergies pour gagner la bataille du changement.

Transformer l'État

Nous avons conquis le pouvoir politique, il nous faut modifier les rapports de force du pouvoir économique, il nous faut transformer l'État.

C'est une tâche importante. Notre objectif, c'est de construire la République moderne, sociale, qui assurera la transformation socialiste de la société.



Il est indispensable de restaurer l'autorité de l'État, car un État faible serait la porte ouverte à toutes les déviations, voire à n'importe quelle aventure. Affirmer cette autorité, c'est tout autant lutter contre le laisser-aller que combattre l'autoritarisme.

Il faut exiger que l'État joue son rôle – et strictement son rôle – celui de l'application, à tous les niveaux, de la politique décidée par le suffrage universel. Sur ce point, il est grand temps de passer des déclarations d'intention aux actes. Car la Droite relève la tête, y compris dans la grande administration, et provoque des blocages qui sont une déviation intolérable du rôle de l'État.

Affirmer l'autorité de l'État, c'est se donner les moyens de la bonne application de notre politique.

L'État doit promouvoir la concertation réelle et un véritable dialogue social, avec les syndicats, associations... Il doit favoriser l'approfondissement de la démocratie et empêcher ainsi la détérioration grave du tissu social. Il doit assurer la transparence et donc la vérité. Transformer l'État, c'est faire vivre la démocratie, c'est mettre l'État au service de tous les citoyens, c'est instruire une nouvelle logique, celle de notre projet, en rupture avec la logique capitaliste. C'est donner à la nouvelle citoyenneté sa véritable signification.

Garantir l'indépendance nationale de notre pays

« Ni isolement, ni alignement », a affirmé F. Mitterrand.

L'avenir de la France réside dans notre possibilité de garantir son indépendance, gage de sa liberté d'agir à l'intérieur comme à l'extérieur.

Dans un monde dominé par Yalta, où les deux grands se confortent l'un l'autre, il nous faut tout faire pour desserrer les contraintes afin de permettre à la France de poursuivre sa voie.

Face à l'impuissance constatée et regrettable de l'Europe, il nous faut continuer avec la même force, la nouvelle politique étrangère engagée depuis le 10 mai.

L'indépendance de notre pays s'affirme dans les rapports Est-Ouest. Elle doit aussi se marquer dans les rapports entre l'Europe, les États-Unis, le Japon.

Si nous ne modifions pas ces rapports, nous risquons à terme de limiter notre marge de manœuvre et donc d'être condamnés à une politique que nous n'aurions pas librement choisie. Cette question de la France et de l'Europe face aux États-Unis et au Japon est essentielle pour l'avenir. Comme se trouve également posée la question de l'identité européenne qui nécessite le réexamen du traité de Rome dont nous voyons les limites et les contraintes. N'instruisons pas de faux débat sur ce point. Si les socialistes sont pour l'Europe, ils ne sont pas pour n'importe quelle Europe. La question qui est au centre de nos débats n'est pas nouvelle : comment, dans une Europe aujourd'hui de droite, trop dépendante des États-Unis, préserver la voie que le peuple a choisie, celle du changement et d'une politique de gauche en France ?

Enfin, et c'est notre objectif, comment changer l'Europe ?

De notre réponse dépend le choix de notre politique pour la France.

Garantir la place de la France dans le monde, c'est renforcer le développement de nos rapports avec le tiers monde. C'est un objectif vital pour les prochaines années.

Poursuivre une politique étrangère socialiste, c'est confirmer le choix de l'indépendance nationale, c'est construire l'Europe du changement, c'est agir contre les pesanteurs de Yalta en exigeant partout le respect des droits des peuples à choisir librement leur destin, c'est rechercher et consolider la paix, c'est affirmer la force du message socialiste.

Aller de l'avant

Le peuple attend des socialistes un projet clair, cohérent, dans la fidélité de nos engagements, un projet mobilisateur. Chacun le sait. C'est un projet de vérité, de rigueur, d'effort, d'unité et donc d'avenir pour la France.

C'est ce projet qui lui permettra de se rassembler pour aller de l'avant.

Nous avons fait la victoire. Il s'agit aujourd'hui de choisir la réussite.

Contribution présentée par Michel COFFINEAU, Michel JAUREY, Jean-Pierre LE COADIC.

Pour un congrès à la hauteur des enjeux

Parler: pourquoi?

Faire part de ce que nous entendons autour de nous, dans le Parti et dans l'opinion; inventorier les questions que nous pose l'opinion publique et y répondre.

Les élections municipales, comme les résultats des sondages de confiance envers le Président de la République doivent être pris au sérieux: s'ils ne préjugent pas de l'avenir, ils nous interpellent.

Nous devons sortir, nous-mêmes, le Parti et l'opinion, d'une atmosphère de passivité, dont profite une droite d'autant plus agressive qu'elle se nourrit de nos incertitudes.

Une crise de confiance et de communication

Les électeurs qui ont voté socialiste en 1981 ne sont pas stupides: en s'abstenant en mars 1983 ou bien même en votant à droite, ils ont voulu s'exprimer: répéter que notre politique est la bonne, ne les a visiblement pas convaincus. Leur **désarroi** est aussi celui des adhérents du P.S.

La Gauche est devant un problème de **crédibilité**: pour la retrouver, l'image que nous voulons donner de notre politique doit correspondre à la réalité que perçoit l'opinion publique.

Chacun veut comprendre l'état réel de la situation: ne pas s'en donner les moyens, c'est offrir le flanc à l'accusation de duplicité et de manque de courage («ils» n'osent pas nous dire ce qui nous attend!).

Les critiques publiques, venues de responsables communistes ou socialistes, sur le plan d'austérité, ont accru la crise de confiance («ils» n'y croient même pas!) et rendu plus évidents le manque de perspectives et l'insuffisance des explications justifiant la rigueur. La multiplicité des discours est ressentie comme l'absence d'un grand dessein mobilisateur: elle vide de sens les appels du Président de la République.

Surmonter cette crise de communication dépend d'abord de nous. Sauf à croire que la propagande est efficace, cessons de nous en prendre aux médias: ils ont leurs défauts certes; ils ont aussi leur autonomie (et c'est à l'honneur de la Gauche de l'avoir

accrue!); ils ont aussi leur propre logique professionnelle (créer l'événement, le «scoop»). Prenons-les comme ils sont et cessons de rêver à des «il n'y a qu'à» sans efficacité. Sachons mieux faire passer nos messages.

Parlons comme tout le monde et non dans la langue codée du Parti, compréhensible par les seuls initiés. Nous serons crus, si notre discours s'inscrit dans la réalité vécue chaque jour par les Français, autour d'objectifs clairs et précis. Sinon, nous contribuons nous-mêmes à brouiller l'image du Parti socialiste.

Le plus urgent est de traduire nos orientations et nos choix sous la forme d'images, de symboles qui balisent la route. Nous n'opposons que peu de chose à la mythologie anti-gauche de la Droite: nous laissons un vide que la Droite remplit.

Les messages ne manquent pas: notre problème est de trier parmi eux, de les hiérarchiser et de prendre le temps de les traiter pour des concitoyens qui sont exigeants à notre égard. Autrement dit, les Français nous demandent de dire clairement et sereinement ce que nous avons à leur dire.

Transformer la société française dans la crise (et non malgré la crise)

La «crise» est une mutation profonde des structures économiques, sociales et culturelles de notre univers. Elle concerne aussi bien le monde occidental, les pays de l'Est, que le tiers monde.

Nous y jouons notre autonomie de décision et notre place dans le monde: ou nous restons compétitifs ou c'est un déclin sans appel. La sortie de la crise passe par notre capacité à doter la France d'un appareil industriel rénové dans le cadre d'un marché international concurrentiel, à résoudre le problème du chômage, bref, à inventer un autre modèle de développement.

Cette tâche suppose un prélèvement sur les ressources nationales, un investissement pour préparer l'avenir.

L'expérience de la relance que nous avons tentée a montré notre dépendance de l'environnement international et nos faiblesses structurelles: inflation supérieure à la



CONTRIBUTIONS FÉDÉRALES

moyenne de nos concurrents; manque de matières premières; inadaptation de notre appareil industriel; déficit de nos balances commerciale et des paiements.

La politique de rigueur doit réussir. Elle implique une nouvelle logique – puisqu'elle met en évidence, à l'épreuve du pouvoir, les obstacles à surmonter pour maîtriser la « crise »

– puisqu'elle oblige à poser le problème des aléas liés à notre environnement et donc de la durée incertaine de notre navigation au milieu des récifs.

L'espoir d'une croissance retrouvée s'est éloigné de notre horizon. Souhaitons qu'il revienne et travaillons-y, mais ne construisons pas notre moyen terme sur cette seule hypothèse. Une faible croissance est une des hypothèses les plus favorables. A l'opposé, on ne peut écarter une aggravation des dérèglements des mécanismes financiers et commerciaux internationaux, comme l'a souligné le Président de la République.

Dès lors, prendre en compte le risque d'une stagnation durable de notre production est de la plus élémentaire prudence, face aux aléas qui nous menacent. C'est le cadre qui s'impose pour sortir de la « crise », si nous ne voulons pas surestimer à nouveau notre marge de manœuvre.

Ecarter la logique protectionniste

La France ne peut sortir seule de la « crise », pas plus qu'elle ne peut s'isoler ou brûler les étapes.

Le protectionnisme appellerait en effet des mesures de rétorsion de nos partenaires, avec des risques graves pour l'emploi; il entraînerait des comportements malthusiens, bureaucratiques et chauvins: les expériences du passé, en France comme à l'étranger, ont montré qu'on y perdrait en compétitivité, et qu'on renforcerait la logique de l'Etat-assistance, avec toutes ses conséquences: contrôle permanent de l'Etat, institution d'une « morale officielle nationaliste ».

Tout repli sur l'hexagone affaiblirait la construction européenne, renforçant le double impérialisme américain et soviétique; il disqualifierait la France dans le combat pour un nouvel ordre économique mondial.

C'est pourquoi le Président de la République et le gouvernement ont retenu l'autre hypothèse: nous situer dans la perspective de la concurrence internationale. Cette option doit être mise en œuvre sans naïveté: utiliser certaines pratiques de nos partenaires étrangers pour protéger temporairement les secteurs les plus vulnérables n'est pas à écarter, pas plus que tel mécanisme monétaire; la limite à ne pas franchir est dictée par notre maintien dans le système d'échanges européen et mondial.

Soutenir sans arrière-pensée la politique de rigueur

Tout doute à cet égard, ne peut être que porteur d'échec. D'ailleurs il n'y a pas d'autre alternative. Et notre tâche est, au contraire, de tirer toutes les conséquences de l'assainissement engagé pour préparer l'avenir.

L'investissement industriel (avec la restructuration de secteurs entiers), la recherche et la formation doivent être privilégiés.

Pour y parvenir, il faut à la fois tenir les grands équilibres: par exemple, lutter contre les comportements individuels et collectifs qui nourrissent notre inflation. Il faut aussi prélever sur nos ressources collectives. Sans surplus créés par la croissance, il est clair que ce ne peut être que sur nos revenus actuels et notre consommation moyenne.

Entre 1945 et 1975, le revenu moyen des Français a doublé tous les quinze ans; il a été multiplié par quatre en 30 ans. La non-croissance actuelle et la baisse provisoire de notre pouvoir d'achat moyen doivent donc être relativisées. Elles doivent l'être aussi par rapport au tiers monde, dont nous nous voulons solidaires: bien des pays sont encore loin de ce niveau de vie et certains ont peu d'espoir d'y parvenir avant longtemps.

Le problème politique auquel nous sommes confrontés est donc de dire clairement nos choix:

- ce que nous devons prélever pour investir sur l'avenir. Pour quel avenir?
- où nous devons le prélever? Et comment?
- qui doit être épargné?

Il faut arbitrer entre des priorités pour investir

Les conséquences de la robotisation, au moins autant que la dure réalité du chômage, doivent nous inciter à examiner les modalités d'un **partage du travail**, articulées avec les investissements, les gains de productivité et la politique des revenus. Fonds salariaux pour l'emploi, contrats de plan, contrats de solidarité sont des instruments qui doivent être développés pour maîtriser l'investissement et la réduction du temps de travail.

Il faut arbitrer entre l'évolution des dépenses pour la protection sociale et les dépenses pour l'investissement (sous toutes leurs formes), en concertation avec les organisations syndicales.

En période de « vaches maigres », les choix sur les créneaux d'investissement sont déterminants; là aussi des arbitrages fondamentaux doivent être débattus: ils engagent le mode de développement et le type de consommation. Production de biens durables, politique énergétique, nouvelles industries à promouvoir, nature des biens et services collectifs, autant de sujets qu'il faut reprendre. Le débat sur le IX^e Plan en constitue la première étape à ne pas manquer.

Les modalités techniques du prélèvement ne sont pas neutres. Chacun sent bien, par exemple, que la fiscalisation des cotisations sociales, la politique salariale, la politique fiscale ou l'emprunt forcé sont des éléments de choix sociaux et économiques. Il faut donc en débattre précisément et concrètement.

Un effort accru de solidarité dans la transparence

Gouverner, c'est réguler la vie sociale. Restituer les solidarités indispensables est donc une tâche prioritaire. D'où deux préoccupations.

Aucun sacrifice ne peut être demandé à ceux qui ont déjà le moins. Encore faut-il préciser ce que l'on entend par là: chômeurs, smicards, ouvriers et employés marqués par les bas salaires, de dures conditions de travail, et l'incertitude sur leur emploi, sans aucun doute. Aussi faut-il préciser le seuil de revenu. Chacun sent bien que, là, le bât blesse: à renvoyer le poids de l'effort de prélèvement sur les « riches », on escamote la difficulté: définir qui doit participer à l'effort de solidarité, compte tenu de notre niveau de vie moyen et de l'ampleur de l'effort financier nécessaire.

Pour que cela puisse être accepté, il faut engager une opération « vérité des comptes ». Il ne doit pas rester de zones d'ombres sur les comptes de l'Etat, des collectivités locales, des entreprises, de telle ou telle profession, sur les circuits de distribution, sur les profits non réinvestis ou sur la fraude fiscale. Rechercher la transparence de notre société et agir sur les inégalités est indispensable. Cette lutte contre les inégalités doit intégrer l'existence d'avantages non monétaires qui s'ajoutent au revenu apparent.

Face à la montée des corporatismes et aux égoïsmes, il n'y a pas d'autre voie que la lutte tenace contre les alibis et les chasses gardées. A cet égard, la publication des montants individuels des impôts sur le revenu et sur la fortune, serait une œuvre de salubrité publique; la vulgarisation des études du C.E.R.C. irait dans le même sens: permettre une prise de conscience collective concrète. L'austérité ne peut plus, ne doit plus, toujours concerner le seul voisin.

Dans cette perspective, il faut dédramatiser le débat autour de l'entreprise, de ses charges et de ses profits. On ne peut traiter de la même façon, l'entrepreneur, les cadres et les ouvriers d'une entreprise qui prend des risques et contribue à l'enrichissement collectif, et les héritiers, les spéculateurs, tous ceux qui s'enrichissent sans produire, ni affronter la concurrence. Il faut poursuivre une politique sélective d'aides contractualisées sur les objectifs de recherche et de développement des créneaux privilégiés par le Plan. L'entrepreneur qui investit et crée de l'emploi doit être réhabilité. Ce risque doit être rémunéré, le profit est nécessaire comme une hiérarchie des salaires selon les qualifications et les conditions de travail. Les conditions d'affectation des résultats de l'entreprise doivent être clairs et prendre en compte le maintien et le développement de l'outil de travail et de l'emploi.

Des réflexions analogues doivent pouvoir être menées sur l'organisation, la gestion et le financement de la politique de santé.

Être précis et concret est politiquement indispensable:

- Sinon, chacun se sent visé, même s'il est épargné. Et les lobbies s'en donnent à cœur joie en criant misère simplement parce qu'ils sont mieux organisés que ceux qui se taisent. La maîtrise de la mutation en cours est la seule façon de surmonter les heurts des corporatismes.
- Sinon, on court inéluctablement à l'accroissement des tensions au sein même de la Gauche au lieu de contribuer à surmonter les désaccords qui percent.

Cette démarche doit être menée en y associant par des consultations régulières les partenaires sociaux et le mouvement associatif dont la place de médiateur est fondamentale.

Donner des raisons d'espérer et de se battre

L'affirmation d'une ambition et de perspectives est essentielle. « Ce n'est pas le programme qui attire le marais. C'est la plus forte pente » (J. Poperen).

Notre combat ne vise pas seulement à « avoir plus », mais bien aussi, et surtout, à « être plus ». L'homme ne se nourrit pas seulement de pain même si celui-ci est indispensable. Le socialisme, c'est d'abord changer les rapports sociaux, combler les



frustrations de responsabilité, de dignité, de contacts humains, d'enrichissement culturel. Et ceci doit se construire avec l'ensemble des citoyens et non par décisions des seuls gouvernants et de l'État.

Cette voie est déjà ouverte par les lois Auroux, la démocratisation du secteur public, la décentralisation et la loi Quilliot. A nous de contribuer à les mettre en œuvre en résistant à la demande des solutions d'en-haut et d'État, alors qu'il faut aussi agir là où on est pour changer. Rendre le pouvoir aux citoyens est une formule qui demande à entrer dans les mœurs.

Et retournons la question aux citoyens : pouvez-vous vivre mieux avec moins d'argent ? Pensez-vous vraiment que la vie ne vaut la peine d'être vécue qu'avec des ressources supérieures aux vôtres ? Répondre positivement serait une insulte aux peuples qui ont faim comme aux générations qui nous ont précédés.

Regardons-y de plus près : à quoi avons-nous affecté dans la période passée l'augmentation des revenus du pays ? Certes à des logements, à l'éducation, à des équipements, à des biens de confort. Mais aussi à des surcoûts qui font problème : nourriture déséquilibrée, tabac, alcoolisme, accidents de la circulation, absence de temps libre, consommation superflue (substitut d'une situation sociale mal acceptée) en de multiples domaines ; dégradation de notre environnement immédiat : une part des chômeurs d'aujourd'hui, etc.

C'est tout notre mode de vie qui est interrogé. Resituer les valeurs d'une société démocratique dans une définition de l'intérêt général, telle est notre tâche. Il ne s'agit donc pas de faire une pause dans la réflexion politique, le temps de redresser l'économie, encore moins de « sacrifier les obligations politiques aux contraintes de l'économie » ou l'inverse, mais bien d'explicitier la politique de la Gauche dans la réalité mondiale. Ceci implique un formidable débat national, la remise en cause de bien des idées reçues, de bien des situations acquises, et des conflits, bien entendu, mais aussi une capacité d'enthousiasme qui se cherche, notamment dans la jeunesse.

On ne construit pas « le socialisme démocratique derrière des murailles ». Ces interrogations sont étroitement imbriquées avec les luttes pour les libertés dans le monde en Europe de l'Est comme en Amérique centrale, avec celles pour la solidarité Nord-Sud et la construction d'une Europe active, résistant à la finlandisation.

Les tâches du Parti

Le Parti doit savoir se situer dans le nouveau dispositif issu de l'exercice du pouvoir. Si l'une de ses fonctions est de soutenir le gouvernement, ce ne peut être en permanence avec un brin d'appréciation critique et de distance. Sa crédibilité est, qu'il le veuille ou non, liée à celle du gouvernement. Et il n'est pas le gardien d'une loi qui rappellerait constamment : « Il n'y a qu'à faire ce que l'on avait dit, et cela ira mieux ».

Il vit mal une mutation liée à l'exercice du pouvoir. A cet égard, l'écart entre le rôle de ses dirigeants et la situation vécue par les adhérents ne cesse de s'accroître. L'état présent de la presse du Parti est en cause, comme les insuffisances dans la communication interne entre adhérents et responsables, dans les deux sens. Nos structures de décision ne donnent pas assez de responsabilité aux secrétaires de section et aux secrétaires fédéraux dans la définition de la politique du Parti, dans sa mise en œuvre et son contrôle. Les sections ont, pour le reste, trop le sentiment de n'être ni sollicitées, ni mises dans le coup. La tendance est au repliement sur soi, faute de savoir ce qu'il faut dire et faire, après avoir été pris à contre-pied à plusieurs reprises sur les positions à défendre pour soutenir le gouvernement qui modifiait ses décisions. Il faut inverser cette évolution et c'est possible.

Le Parti doit être conscient de **ses propres insuffisances sociologiques** : prédominance d'un recrutement fonction publique et entreprises nationalisées, importance du nombre d'élus, faiblesse d'implantation parmi le monde des salariés, du secteur privé comme de celui des non-salariés, nombre très limité d'adhérents par rapport à l'ensemble de la population. Ceci doit inviter en permanence à la modestie et à une confrontation ouverte avec l'ensemble du champ social.

Il doit se donner à lui-même des garde-fous par rapport à ses pesanteurs naturelles :

- la dérive électoraliste ;
- la dérive corporatiste : cf. cotisation chômage des fonctionnaires ;
- la dérive étatique : c'est pourquoi, par exemple, il lui faut réexaminer son discours sur les entreprises.

Mais la priorité pour les deux ans à venir est de maîtriser la mutation du P.S. comme parti de gouvernement. Cette seule tâche a de quoi l'occuper. Depuis l'élaboration du Projet socialiste, en effet, **des questions nouvelles sont issues de l'exercice du pouvoir** : il lui revient de s'en saisir pour rechercher un consensus profond sur les réponses à apporter.

Élaborer des positions – par nature provisoires – demande une **méthode de travail** dans le Parti. Nous avons tous besoin de débats dans les sections sur des dossiers, simplement et précisément présentés et argumentés, sanctionnés par des votes

indicatifs entre les options essentielles. C'est ainsi que les adhérents se formeront mieux, deviendront capables de se mobiliser sur la politique gouvernementale et de mobiliser l'opinion.

Les sujets ne manquent pas : à raison d'un tous les deux mois, en commençant dès le congrès et en poursuivant par des conventions régulières. Citons : la réforme fiscale et les droits de succession ; l'immigration ; le partage du travail et la durée du travail ; le financement de la protection sociale, etc.

Il faut aussi **organiser la révision de nos positions à l'épreuve du pouvoir**. Lorsque, par exemple, le gouvernement ne retient pas une position du Parti, autant étudier les arguments échangés (par exemple sur le service national) et élaborer une nouvelle proposition. Le Parti y gagnerait de la crédibilité.

On renouvellerait ainsi les positions du Parti et on éviterait trois écueils :

- le programme fourre-tout ; le Parti est toujours tenté d'accumuler des propositions, sans véritable vérification de cohérence ;
- l'inadéquation entre les ambitions affirmées et les moyens disponibles pour les mettre en œuvre ;
- les schémas répétitifs et trop généraux.

Le Parti doit aussi se saisir des obstacles rencontrés dans la mise en œuvre des décisions gouvernementales. L'exercice du pouvoir rencontre moins la mauvaise volonté des acteurs – encore que ce ne soit pas à exclure – que des délais de transmission, des interprétations liées à des habitudes anciennes et à des explications insuffisantes, voire des incertitudes dues à la nature même de la décision.

A partir de ses élus et de ses contacts avec les acteurs sociaux, le Parti a un rôle particulier de détecteur des blocages ou lenteurs d'application. La bureaucratie est une donnée d'une société complexe comme la nôtre. C'est pourquoi, si nous voulons contrecarrer cette tendance, **l'analyse de la pratique de l'exercice du pouvoir** est un champ considérable de travail. A partir de l'expérience acquise, il doit en ressortir des propositions nouvelles sur l'organisation gouvernementale, sur les pratiques administratives quotidiennes, comme sur le fonctionnement constitutionnel.

Ces réflexions, résultat d'une élaboration collective, répondent-elles aux préoccupations d'autres que ses signataires ? Nous le pensons. Mises en œuvre, nous espérons qu'elles contribueraient à créer un nouvel élan de la politique de la Gauche. Car nous jouons notre avenir politique, moins sur les réformes déjà engagées ou à venir, que sur la crédibilité et l'efficacité de notre gestion économique. Celle-ci a besoin, pour réussir le redressement devenu nécessaire aux yeux de tous, de faire participer chaque citoyen. C'est que l'autogestion est bien un thème mobilisateur, sous-jacent à tout ce qui précède : ce n'est pas un produit de la croissance qu'il faudrait ajourner dès que « cela va mal ». C'est au contraire, une méthode et un projet d'organisation de la société qui se révélera opératoire en période de difficultés. L'analyse concrète des contradictions sociales et la recherche des moyens de les surmonter doivent se faire avec le constant souci de diminuer la distance gouvernants-gouvernés. Les perspectives ouvertes par le socialisme autogestionnaire, plus proche des réalités et des libertés, constituent la réponse qui se cherche pour maîtriser les mutations en cours.

Reprenre ainsi l'initiative, c'est mieux contrer le discours simpliste de la Droite, la contraindre à dire ses choix, à faire apparaître ses divisions et son incapacité à définir une alternative. La meilleure défense reste encore l'offensive sur le terrain que l'on choisit soi-même.

Contribution présentée par : J.-P. DACHEUX, R. BARRIÈRE, G. GILGER, M.-F. LECUIR, A. RICHARD.

NATIONALISATIONS : LA VOIE FRANÇAISE

La nationalisation de la plupart des grands groupes industriels français et de l'essentiel du système bancaire est un atout décisif pour le redressement et le développement de l'économie française.

Le colloque organisé par le Parti socialiste les 11 et 12 décembre dernier a permis à plusieurs centaines de dirigeants du secteur public, de chercheurs et d'universitaires, de syndicalistes et de responsables gouvernementaux et politiques de débattre de la mise en œuvre des orientations nouvelles en matière de secteur public.

Cet ouvrage rassemble les documents essentiels du colloque. Ils représentent à ce jour une somme inédite de réflexions et d'informations et sont un outil essentiel de compréhension de l'orientation donnée à la politique socialiste dans le secteur public.

Secrétariat national au Secteur public. Prix : 38 F.



MARTINIQUE

Pour une stratégie politique efficace conciliant une décentralisation spécifique avec une meilleure coordination nationale

Introduction

Au cours de ces dix dernières années, les rapports entre la direction nationale du Parti socialiste et les fédérations d'outre-mer ont connu une évolution régulière et positive. Ils n'ont cependant pas permis aux dernières dans leurs sphères d'influence respectives, de jouer un rôle de premier plan et de bénéficier d'une large implantation.

L'expérience montre qu'en ce qui concerne les D.O.M., l'efficacité d'une politique dépend de trois critères fondamentaux : sa crédibilité, l'action sur le terrain, l'action à Paris. La réussite totale est fonction de la conjonction positive de ces trois éléments.

L'activité politique au cours de ces trois dernières années amène quelques constats sur lesquels les socialistes nationaux comme ceux des D.O.M. doivent se pencher si l'on veut apporter remède à des insuffisances préjudiciables au progrès du développement du Parti socialiste.

Les idées, les propositions faites par les socialistes notamment à la Martinique répondaient à l'essentiel des aspirations de la population. La ligne de la fédération était axée sur la nécessité de vouloir concilier la nationalité française, le droit à la différence et la responsabilité. C'est une revendication fondamentale qui rencontre l'adhésion de la plupart des Martiniquais.

Mais l'action sur le terrain est déficiente, insuffisante, sporadique. Elle n'était pas facile à mener à une époque où les pesanteurs étaient telles que beaucoup de sympathisants de la Gauche choisissaient de rester dans l'ombre pour éviter d'inutiles représailles politiques. Aujourd'hui ce verrou devrait sauter, mais l'insuffisance de la formation et les séquelles d'une politique de facilité, d'assistance, qui annihilent souvent les velléités de prise de responsabilité sont un frein à une action soutenue sur le terrain en dehors des campagnes électorales.

Par ailleurs, la complexité et le caractère spécifique des problèmes de l'Outre-Mer, accentués par l'éloignement et la dispersion, rendent difficile la compréhension de la situation politique des D.O.M. chez nos camarades métropolitains. Il s'en suit une spécialisation souvent étreinte numériquement préjudiciable à la nécessaire sensibilisation de tout l'appareil, de tous les responsables nationaux du Parti.

De ce fait, il n'y a pas de véritable prise en compte, il n'y a pas de mobilisation suffisante à Paris sur les propositions, les projets définis par les fédérations d'outre-mer.

On aboutit alors à des résultats négatifs, comme le rejet de la loi d'Assemblée unique, qui entraînent une déception générale de l'opinion locale préjudiciable à l'image de la fédération.

Cela amène alors le gouvernement à s'appuyer essentiellement sur d'autres partis de gauche mieux implantés, des partis dont la revendication originelle est l'autonomie, étape vers l'indépendance, qui, pour des raisons tactiques ont décrété un moratoire en attendant l'occasion de la ressortir après s'être renforcés. Ce sont des erreurs qui auront leurs conséquences à terme, des conséquences dont le gouvernement socialiste fera peut-être les frais le moment venu.

Les signataires de cette contribution, qui, à Metz, s'étaient reconnus dans la motion A, voudraient, par cette analyse, simplement faire prendre conscience de la situation outre-mer par le Parti tout entier, la faire mieux connaître pour mieux l'améliorer.

Dans ce sens, ils poursuivent deux objectifs :

A - Intégrer la délégation des D.O.M. comme une instance ordinaire du Parti donc confiée à un secrétaire national. Restructurer la commission D.O.M. qui doit devenir une cellule de réflexion à laquelle participent des représentants des fédérations D.O.M. pour une meilleure harmonisation.

B - Soumettre au congrès la stratégie politique qui sera déployée dans l'outre-mer pour les deux ans. Ainsi la politique définie par les fédérations D.O.M., adoptée par le Congrès national, s'imposera à la direction du Parti comme aux fédérations d'outre-mer. Elle devra alors être soutenue tant auprès du gouvernement qu'au Parlement.

Dans cette perspective nous soumettons au Parti les propositions qui suivent :

I - Sur le plan structurel

- une réforme de la délégation et de la commission D.O.M.

II - Sur le plan politique

- a) une décentralisation spécifique pour les D.O.M. ;
- b) vers la responsabilité économique ;
- c) une rédefinition des rapports de la C.E.E. avec des D.O.M. ;
- d) le soutien d'une coopération interrégionale et internationale pour les régions outre-mer.

Pour un secrétariat national D.O.M.

En proposant une réforme de la délégation et de la commission D.O.M., les socialistes martiniquais voudraient tenir compte de la situation singulière de ces départements :

- Éloignement considérable des instances du Parti.
- Retard très important des militants au plan de la formation.
- Coût élevé des frais d'approche, notamment sur les moyens d'information, telle la presse écrite métropolitaine, les revues, livres, journaux.
- situations spécifiques sur le plan politique et social.

En outre ils poursuivent un double objectif :

- Améliorer les rapports entre direction nationale du Parti et fédérations d'outre-mer ;
- Susciter la mise en place d'une véritable stratégie politique pour l'outre-mer après concertation générale (fédérations et direction nationale) pour rendre l'action du Parti socialiste plus populaire et plus efficace.

Leur proposition :

Transformer la délégation D.O.M. actuelle en secrétariat national chargé des D.O.M.

Cette évolution est nécessitée par l'expérience pas toujours concluante du fonctionnement de la délégation D.O.M. au cours des années passées.

En outre, la situation de nos fédérations outre-mer appelle une attention particulière et les champs d'investigation sont nombreux.

Dans le domaine de la formation, il nous apparaît essentiel :

- de faire en sorte que les militants soient un relai naturel de la politique du Parti auprès de l'opinion publique.

« Être bien formé pour bien informer » ;

- de programmer et d'organiser des stages outre-mer à l'intention des dirigeants comme des militants des fédérations.

Leur contenu serait à établir par la commission D.O.M. après consultation des fédérations concernées.

Pourraient intervenir :

- des membres du Parti, compétents dans divers domaines : par exemple :
 - techniques de formation et d'animation ;
 - connaissance de l'économie ;
 - histoire du socialisme ;
 - problèmes de gestion comptable ;
 - communication audiovisuelle ;
 - la rédaction de textes divers.

D'autre part la diffusion de l'information en temps utile, s'avère indispensable dans les fédérations outre-mer.

Elle concernerait notamment :

- les projets de loi à l'étude, notamment ceux dont on envisage l'application dans les D.O.M., les textes votés concernant l'outre-mer, les extraits des débats parlementaires, le catalogue des publications du Parti, etc.

La commission D.O.M.

Sa refonte paraît indispensable. Elle pourrait comprendre : une cellule de réflexion et d'études, les parlementaires d'outre-mer en tant que membres de droit, deux représentants de chaque fédération d'outre-mer désignés statutairement par les fédérations.

La commission D.O.M. instruirait les projets venant soit des fédérations soit du secrétariat national. Elle exploiterait les informations en provenance des fédérations afin de les transformer en propositions - en suggestions - en propositions de loi à destination du secrétariat national.



Elle assurerait en outre sur le plan de l'instruction des dossiers une nécessaire liaison avec le secrétariat national aux études, avec les groupes parlementaires et les commissions permanentes.

Elle est placée directement sous l'autorité du secrétariat national chargé des D.O.M.

Une décentralisation spécifique

La Fédération socialiste de la Martinique a ardemment défendu le projet de loi d'Assemblée unique qu'elle avait voulu. Cette revendication se justifiait par la situation particulière des D.O.M. En effet, l'application pure et simple de la loi de décentralisation aurait permis à deux collectivités distinctes, département et région, d'exercer leurs compétences sur un même territoire. Les inconvénients qui en résulteraient notamment au cas où les majorités politiques seraient de sensibilité différente, pourraient provoquer des blocages préjudiciables au développement harmonieux de ces départements.

Le Secrétariat d'État aux D.O.M. était quasiment seul à défendre ce projet. C'était insuffisant. La Droite s'est mobilisée et particulièrement à l'échelon national. Même l'ancien Président de la République a été requis. Le Conseil constitutionnel n'a pas hésité à prendre une décision politique. Et pourtant il ne s'agissait... que de l'outre-mer.

Nous sommes aujourd'hui devant une solution bâtarde. La Droite qui ne veut rien perdre de ses positions électorales passées, se mobilise de nouveau pour que les Conseils généraux soient un rempart contre les nouveaux conseils régionaux plus marqués à gauche. Elle se battra pour conserver intactes les prérogatives actuelles des Conseils généraux.

Au moment où se prépare la loi sur les compétences des Assemblées régionales outre-mer, le Parti socialiste au niveau national doit se réveiller. Toutes les instances seront alertées car nous ne devons plus décevoir les espérances.

Cette loi sur les compétences ne doit pas confirmer ou consolider la bâtarde du système né du refus du Conseil constitutionnel. Une mobilisation du Parti socialiste s'impose pour atteindre deux objectifs indispensables si l'on veut corriger les inconvénients de la coexistence d'une double assemblée :

1) L'abrogation pure et simple du décret du 26 avril 1960 afin de rendre « le droit commun » aux Conseils généraux des D.O.M. Cette décision s'accompagnerait d'un nécessaire redécoupage cantonal afin de réaliser, un meilleur équilibre dans la représentation de tous les secteurs géographiques.

2) Toutes les attributions spécifiques qui jusque-là étaient dévolues au Département d'outre-mer (octroi de mer, F.I.D.O.M., F.I.R.) seront incluses dans la loi sur les compétences de la région.

La région doit en outre se voir véritablement doter des moyens financiers nécessaires à impulser le développement économique et l'aménagement du territoire qui en résulte.

La loi devra permettre aussi à l'Assemblée régionale de prendre les dispositions nécessaires à la préservation des zones agricoles contre les spéculations et l'organisation sauvage sans souffrir des fantaisies électorales des P.O.S.

Elle doit donner à la collectivité la possibilité de développer véritablement la coopération entre les régions et dans les zones géographiques environnantes.

Une redéfinition des rapports C.E.E.-D.O.M.

En 1976, la directive 75/268 de la C.E.E. a classé les D.O.M. en zones défavorisées au même titre que le Mezzogiorno italien, que le Groenland et l'Irlande de l'Ouest. Elle permettait l'accès de ces régions sous-développées à certaines aides : Fonds social européen (F.S.E.), Fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.), Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (F.E.O.G.A.), prêts de la banque européenne d'investissement, etc.

L'arrêt Hansen en 1978 est venu renforcer les possibilités offertes aux D.O.M. par la C.E.E.

Le versement de ces aides est subordonné à la présentation de programmes établissant des projets quantifiés, échelonnés dans le temps.

Pourtant, en dépit de ces dispositions bienveillantes, les D.O.M. et en particulier la Martinique ont peu profité des subventions accordées par la C.E.E. En effet, entre 1975 et 1981, la Martinique a reçu 51 écu par habitant. Dans le même temps le Groenland recevait 1 009 écu, l'Irlande 118 !

Cette forte disproportion est due d'abord à l'absence de programme cohérent. Mais elle est surtout le résultat d'un véritable détournement de fonds opéré pendant des années par les différents gouvernements de droite en France. Les aides indirectes reçues de l'Europe au titre des D.O.M. étaient conservées au budget général de l'État et non restituées ou restituées très partiellement aux D.O.M.

Par cette pratique les gouvernements de Giscard pouvaient intervenir dans les D.O.M. en faisant accroître l'idée qu'il s'agissait de manifestations de leur générosité, de la « solidarité nationale » à l'égard de ces départements.

Cette manière de faire est doublement condamnable :

- Elle dénotait un certain mépris pour des régions dont l'histoire véhicule bien des traumatismes qui sont autant de freins psychologiques à leur évolution. C'est la survivance d'une certaine forme de colonialisme.
- Elle se faisait au détriment d'un développement économique et social véritable. De plus, la nécessaire discrétion qu'imposait cette pratique obligeait à renoncer à une partie des aides de la C.E.E. trop sujettes à la publicité. C'était autant de perdu pour les D.O.M.

Ne pas prendre le relai de cette pratique giscardienne est aujourd'hui un impératif moral que le gouvernement socialiste doit s'imposer.

Le Parti socialiste qui lutte pour la justice et contre toutes formes de colonialisme doit soutenir sous réserve le vœu des militants martiniquais.

- Assurer aux D.O.M., l'intégralité des aides auxquelles ils peuvent prétendre :
- celles spécifiques du budget national ;
- celles spécifiques de la Communauté européenne.

Aujourd'hui, le développement économique des D.O.M. ne peut être mené à bien que par les Assemblées régionales.

Pour avoir accès aux subventions allouées par la C.E.E., il convient que s'ouvre une négociation entre le gouvernement et la région pour l'établissement d'un programme-cadre que les autorités françaises s'engageront à défendre à Bruxelles.

Si nous voulons gagner le pari économique dans les D.O.M., il est indispensable que toutes les aides directes de la C.E.E. parviennent effectivement aux régions d'outre-mer ; que toutes celles qui parviennent par le budget national au profit des D.O.M. leur soient restituées dans leur intégralité en complément de celles qui découlent légitimement de la vraie solidarité nationale.

Le congrès du Parti socialiste doit s'engager à appuyer cette revendication et le groupe parlementaire de l'Assemblée européenne en sera saisi.

Enfin pour faciliter un meilleur suivi de ces actions, le Parti socialiste devra assurer l'élection d'un représentant des D.O.M. lors du prochain renouvellement du Parlement européen.

Pour une redéfinition des moyens de la politique économique dans les D.O.M.

La situation économique des D.O.M. se caractérise par un double déséquilibre :

- déséquilibre entre l'emploi et les ressources humaines : le chômage et le sous-emploi frappent 30 % et plus de la population active, malgré une forte émigration (le taux de migration nette est voisin du taux de mortalité) dont les effets négatifs sur le volume et la structure de la population se font déjà sentir ;
- déséquilibre dans la répartition des revenus : à un revenu par tête inférieur de moitié à celui de la métropole se surajoutent de profondes inégalités tant verticales qu'horizontales.

Ces phénomènes expliquent les manifestations parfois exacerbées du sentiment d'identité culturelle qui s'approfondit depuis une quinzaine d'années. Ainsi doit-on souligner l'enjeu d'une redéfinition de la politique économique dans les D.O.M. : il est à redouter qu'un échec du gouvernement socialiste dans ce domaine suscite un essor du séparatisme, essor irréversible et à la dimension même des espoirs ouverts par le changement de mai 1981.

A la racine de la crise lui sévit dans les D.O.M. et qu'on se gardera de considérer comme une conséquence de la crise mondiale, puisque les déséquilibres évoqués plus haut se manifestaient déjà dans les années 50, on trouve deux faits de structure fondamentaux :

- le contrôle excessif et abusif exercé par une minorité sur le patrimoine économique de ces territoires. Le déclin des cultures traditionnelles d'exportation n'a été ni anticipé ni combattu par la modernisation des méthodes de travail ou par la réorientation de la production. L'extension du chômage a suivi la stérilisation, trop souvent définitive (spéculation foncière et urbanisation anarchique) des terres agricoles. Le capitalisme foncier s'est redéployé vers des activités improductives, notamment dans le commerce d'import-export et les services auxiliaires de la distribution de biens d'importation. La maîtrise des circuits commerciaux a précipité l'effondrement de la petite agriculture vivrière et entraîné sinon étouffé dans l'œuf les velléités de développement d'une production locale.

- une politique économique inadaptée. Il est incontestable que l'accroissement des dépenses publiques tout au long du dernier quart de siècle a permis un accroissement notable du niveau de vie moyen des populations d'outre-mer. Mais on ne peut que constater aussi que le secteur public n'a pas exercé, à la mesure de son importance, d'effets positifs sur l'appareil productif : le développement des transferts publics qui représentent aujourd'hui 50 % environ du P.I.B. de ces départements, s'est, en effet, accompagné de la stagnation ou de la régression de la production marchande de biens, hors B.T.P.

A cela, on peut évoquer trois raisons qui se situent en amont des explications traditionnelles soulignant l'inadéquation du dispositif d'incitations fiscales, des cir-



cuits de financement ou des facteurs socio-psychologiques :

- l'absence d'une volonté réelle de développement, appuyée sur une connaissance sérieuse des circuits économiques et concrétisée dans un plan. La médiocrité de la collecte statistique dans les D.O.M., la pauvreté des réflexions et propositions les concernant dans les Plans nationaux successifs en portent un témoignage évident ;
- le refus de s'attaquer aux privilèges évoqués plus haut ;
- l'émiettement des centres de décision relatifs aux fonctions assumées par les administrations publiques.

Si d'important retards restent encore à combler en matière de consommations collectives (au regard des normes métropolitaines), il n'est pas moins certain que le taux de croissance des dépenses publiques est appelé à fléchir dans les prochaines années, et il n'y a donc pas à attendre de l'extension du secteur public une contribution significative aux problèmes de l'emploi et des revenus.

Néanmoins, les interventions financières publiques peuvent et doivent contribuer à briser le cercle vicieux de l'aide et de la dépendance sous la double condition suivante :

- que leur soit restituée l'efficacité qu'apporterait une **politique cohérente, mobilisant l'ensemble des ressources publiques** dans l'action de développement ;
- que la politique de développement soit élaborée selon une procédure garantissant l'adhésion démocratique des populations concernées.

Les Conseils régionaux issus de la loi de décembre 1982, par le mode de désignation des élus et parce qu'ils symbolisent, sur le plan des institutions et dans le contexte particulier des D.O.M., une volonté politique nouvelle de mettre fin à des rapports marqués au coin du néo-colonialisme, peuvent constituer l'instrument privilégié du changement. Il appartient à l'État de leur attribuer les compétences nécessaires.

Le Parti socialiste s'engage à soutenir cette politique.

Le soutien d'une coopération interrégionale et internationale pour les régions outre-mer

- L'histoire de la Guadeloupe et de la Martinique, du milieu du XVII^e siècle à nos jours, malgré de profondes modifications économiques, politiques et sociales, retrouve toujours des cultures d'exportation dont les produits sont, dans une très large mesure, destinés au marché métropolitain.
- Quant à la Guyane, débarrassée de la funeste estampille du bagne, elle n'a pas encore trouvé une économie équilibrée malgré son énorme potentiel.
- Ces trois D.O.M. américains ignorent presque complètement leurs voisins anglophones ou autres et n'ont, d'ailleurs, presque pas d'échanges entre eux.
- Alors qu'à la première conférence des Indes occidentales (Barbade 1944) le développement industriel avait été considéré comme indispensable dans la Caraïbe afin d'augmenter la production de richesses, de diminuer le chômage, de diversifier l'économie et de fournir une plus grande variété d'emplois ; dans les Antilles et la Guyane d'expression française, par contre, cette prise de conscience a été plus tardive, seulement à partir de 1962.

C'est dire qu'il y a fort à faire pour une coopération interrégionale et internationale pour des régions d'outre-mer ; aux plans économique, humain et socioculturel et dans le cadre de la décentralisation actuelle.

Contribution présentée par Siméon SALPETRIER, Georges LERIDIER, Christiane DESPORTE, Louis-Joseph MANSCOUR, Hugues SARPON et Guy GERVAISE.

Au plan économique

- **Une bonne stratégie** pour ces trois D.O.M. consiste à s'intégrer à un ensemble plus vaste ; cet ensemble existe : l'Europe du Marché commun. Mais il faut souligner le danger de la politique de non-réciprocité contenue dans les accords de Lomé qui défavorisent l'accès de nos productions dans les différents pays signataires, dont certains pays de la Caraïbe avec lesquels il serait souhaitable de développer des échanges commerciaux.
- **Un des meilleurs moyens** est une politique adéquate développant transports et communications, améliorant les installations portuaires et aéroportuaires.
- Il faut, aussi, diversifier, mais en les harmonisant, les programmes de développement concernant, dans les trois D.O.M. l'industrie, les travaux publics et les bâtiments, l'artisanat, l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'aquaculture, etc.,
 - dans le sens d'une **triple complémentarité** pour élargir les marchés,
 - en recherchant l'**autosuffisance alimentaire**,
 - mais aussi en essayant de gagner certains marchés chez nos voisins du bassin caraïbe, ainsi que dans d'autres pays, dans des secteurs favorables (grâce, par exemple, aux efforts de l'I.R.A.T. et de l'I.N.R.A.).

Au plan humain

Le tourisme représente depuis longtemps dans la région caraïbe une ressource de première importance pour certains territoires (Barbade, Porto Rico, Jamaïque) ; par contre aux Antilles françaises, et encore plus en Guyane française, le tourisme n'a pas atteint tant s'en faut le niveau qui devrait être le sien. Il faut une **promotion** permanente non seulement vers l'Amérique du Nord (et singulièrement le Canada) mais aussi vers les pays scandinaves et l'Europe centrale. Mais il faut aussi prévoir, pour les touristes à revenus moyens, comme à Barbade, une formule d'hébergement type guest-house.

- Il faut encore développer les échanges au niveau :
 - des écoliers (I.N.T.E.R.C.A.) ;
 - des associations sportives et culturelles ;
 - de certains professionnels, aussi.

Au plan socioculturel

L'**université des Antilles-Guyane françaises** est un exemple de la mise en commun des efforts culturels. Elle ouvre aussi ses portes à des étrangers ; là encore, il faut multiplier les échanges pour que les hommes se connaissent mieux.

Les **équipements médicaux** de plus en plus importants dans les D.O.M. américains, doivent permettre d'accueillir certains malades des îles ou des pays voisins.

Les **équipements spatiaux de Guyane** doivent continuer à offrir à de nombreux pays leurs installations de lancement.

Toutes les structures de recherche doivent multiplier leurs efforts pour faire du sentier une route dans tous les domaines (énergies renouvelables, biologie, médecine, etc.).

Mais cette coopération socioculturelle devra aller plus loin :

- dans le domaine des **arts**, dans le domaine du **sport** également où la voie est déjà ouverte pour plusieurs disciplines.

Mieux connaître l'autre, mieux se faire connaître, c'est aussi c'est déjà respecter le droit à la différence.

Réunion

La France dans l'océan Indien

L'océan Indien - 35 fois la Méditerranée - baigne trente-sept états indépendants qui regroupent 1 milliard 400 millions d'hommes. La France y est directement présente par son département de la Réunion, mais aussi par Mayotte et les Terres australes et antarctiques.

Au moment où la loi de décentralisation prévoit la consultation du Conseil régional de la Réunion sur la politique de la France dans la région sud de l'océan Indien, il est évident que les socialistes ne peuvent rester indifférents.

La fédération de la Réunion a de ce fait consacré un chapitre de son « Projet socialiste pour la Réunion » à cet océan à l'intérêt grandissant, et plus particulièrement

aux perspectives offertes à la France à partir de ce département de la Réunion.

Un océan convoité

L'intérêt de l'océan Indien n'a cessé d'apparaître ces dernières années. Il suffit pour s'en convaincre de mesurer son importance économique : 60 % des réserves d'hydrocarbures, lieu obligé de passage de 60 % du pétrole consommé par l'Europe, de 40 % par l'Amérique, 90 % par le Japon, sans compter les minerais d'Australie, d'Afrique du Sud, d'U.R.S.S. et les richesses sous-marines ; communication maritime



permanente entre l'Est et l'Ouest. Quant à l'intérêt stratégique, l'importance de la présence militaire américaine et soviétique (flotte, bases permanentes...) l'illustre bien.

Plus proche de la Réunion et plus proche des Réunionnais dont une partie des ancêtres vient d'Afrique, le problème sud-africain ne peut nous laisser indifférents. La condamnation de principe du système de l'apartheid ne suffit plus au moment où le régime sud-africain montre qu'il n'hésite pas à intervenir hors de ses frontières (Mozambique, Seychelles...). Et si nous nous félicitons des mesures prises récemment par le gouvernement – en matière d'échanges sportifs par exemple – il nous apparaît souhaitable qu'une concertation s'installe entre les îles de la zone (Madagascar, Maurice, Seychelles, Comores) et la France, pour limiter l'influence économique du régime sud-africain dans notre région.

La France dans l'océan Indien

La France, puissance riveraine de cet océan par son département de la Réunion, peut avoir dans cette partie du monde un rôle éminent, dans plusieurs domaines.

1) **La paix dans l'océan Indien** : la paix dans l'océan Indien passe par le règlement des problèmes de l'Afrique australe, des questions des îles éparses et de Mayotte. A ce sujet, les socialistes de la Réunion pensent que la souveraineté de la France sur l'île Tromelin et les îles du canal de Mozambique est incontestable, mais que l'utilisation non militaire de leurs ressources peut être mise dans un projet commun à l'ensemble des pays concernés dans le cadre de la coopération régionale. Quant à Mayotte, fidèles au principe de l'autodétermination, c'est aux habitants de Mayotte de choisir librement leur destin.

La paix dans l'océan Indien passe aussi par le soutien à la revendication présentée par ses pays riverains et soutenue par l'O.N.U. : dénucléarisation, départ des flottes et des bases permanentes des deux super-puissances.

2) **La coopération régionale** : La France, bénéficiant de son histoire dans la région, peut être l'instrigatrice d'une coopération régionale entre son département de la Réunion et les pays francophones voisins (Madagascar, Seychelles, Maurice, Comores). Les difficultés d'ordre économique (zones monétaires différentes, zones préfé-

rentielles d'échanges différentes, structures économiques diverses...) et d'ordre politique (étude de la décolonisation de la Réunion par l'O.U.A. par exemple) sont certes importantes. Mais une fois écartées les attitudes inamicales ou inutilement agressives, une coopération régionale peut se développer :

Coopération scientifique : météorologie, recherche agronomique, énergie, océanographie...

Coopération culturelle : renforcement des échanges, formation.

Coopération économique : pour un développement concerté des pays de la région...

La France, en réussissant le développement de son département de la Réunion, en développant la coopération régionale, se situerait ainsi dans le droit fil des déclarations du Président de la République à Cancun et pour l'instauration de nouveaux rapports Nord-Sud.

La mise en valeur des terres australes et antarctiques françaises

Les terres australes et antarctiques françaises renferment des potentialités remarquables au niveau de la pêche, de la recherche d'hydrocarbures et de nodules polymétalliques.

La mise en valeur globale et systématique des terres australes à partir de la Réunion est un projet d'une ampleur considérable, mais à portée de l'ambition de la France.

Les Réunionnais et notamment les socialistes, souhaitent contribuer à donner à leur patrie un rôle éminent dans cette région du monde. Il serait temps qu'au sein de notre Parti, les fédérations des D.O.M. puissent être consultées par leur direction nationale et contribuer, par leur expérience régionale, à la réflexion du Parti sur la situation et les problèmes de leur environnement.

Contribution présentée par : BERTILE Wilfrid, Jean-Yves DALLEAU, Jules RAUX, Christophe PAYET, Joseph LAW YEE, Michel-Charles HOARAU, Marcel BAUM, Gilbert ANNETTE.

Où en est la nouvelle citoyenneté dans les D.O.M. ?

« **Nouvelle citoyenneté** » : cette expression, apparue dans le texte de la motion de Valence, reprise par le Premier ministre lors de sa visite à la Réunion n'a pas manqué – en 1982 – de susciter quelques remous, les forces conservatrices de nos départements s'en saisissant pour agiter, comme à l'accoutumée, le spectre de l'abandon. En vain d'ailleurs... car cette expression traduit clairement l'aspiration essentielle des populations des D.O.M. : l'aspiration à la dignité... Quel meilleur symbole que la loi votée en 1982 et décidant la commémoration de l'abolition de l'esclavage dans nos D.O.M. comme en métropole ?

Notre souci aujourd'hui est de dire, au niveau des principes arrêtés à Valence, comment cet objectif – une nouvelle citoyenneté pour les D.O.M. – a été, sinon atteint, du moins approché et comment, sur cette voie, nous progresserons encore demain.

Rendre le pouvoir aux citoyens

La décentralisation : disons-le tout net : la décentralisation réalisée à ce jour n'est pas celle que le Parti socialiste avait souhaitée. La décision du Conseil constitutionnel en décembre 1982, nous a contraints à réviser tous nos projets. Nous avons choisi la solution la plus efficace, la plus logique dans la perspective du développement des D.O.M. : celle d'une seule assemblée – Conseil général et régional.

Nous avons aujourd'hui, pour gérer une région mono-départementale, deux assemblées. Seule la loi sur les compétences et les décrets d'applications permettront – en confiant tout ce qui relève du développement au Conseil régional – de faire une avance significative vers notre objectif. Ce demi-succès ne doit pas faire oublier l'importance de la réalisation de la décentralisation au niveau des communes et du département, tout comme la nécessité d'envisager le redécoupage des cantons et des communes dans une île où ces entités se superposent souvent.

Les difficultés : mais au delà de ce problème de double assemblée, les socialistes de la Réunion ont pu mesurer deux difficultés :

– la première, c'est que la décentralisation qui ne se ferait que dans un seul sens – du sommet vers la base – ne peut réussir. L'expérience que nous venons de faire avec les Conseils régionaux des D.O.M. nous montre à quel point il est nécessaire que les socialistes se mobilisent au quotidien pour que la décentralisation ne soit pas une

simple réforme administrative, mais que les citoyens en soient véritablement partie prenante.

– La deuxième – qui est peut-être plus spécifique aux D.O.M. – tient au poids de l'histoire sur la population de nos départements. « Aller ensemble d'un même pas » qu'en métropole, alors que l'abolition de l'esclavage ne remonte qu'à 135 ans, que les vieilles colonies ne sont devenues départements qu'en 1946, que des années de pouvoir de Droite ont marqué les mentalités du poids de l'assistance, nécessite des socialistes des D.O.M. un effort beaucoup plus soutenu – de réflexion, de proposition et de présence sur les terrains de lutte.

Assurer un véritable développement économique et culturel

Deux ans nous séparent de la victoire du 10 mai 1981 : c'est à peu près le temps qu'il a fallu pour mettre en place les nouveaux conseils régionaux qui doivent être l'outil politique du développement des D.O.M. Ce délai a été mis à profit dans deux domaines : l'action du gouvernement, la réflexion des socialistes.

L'action du gouvernement : les gouvernements de Pierre Mauroy – et notamment Henri Emmanuelli, secrétaire d'État aux D.O.M.-T.O.M. jusqu'en mars 1983 – tout en menant la bataille législative de la décentralisation, a mené une action gouvernementale d'envergure en faveur des D.O.M.

– En donnant aux D.O.M. les outils du progrès économique (relance des investissements, aide au financement des entreprises, soutien à l'agriculture, développement de la recherche, planification, etc.).

– En assurant le progrès social dans les D.O.M. (politique sociale placée sous le signe de la solidarité nationale, priorité aux problèmes de l'emploi et de la formation professionnelle, du logement).

– En affirmant l'identité culturelle des D.O.M. (mise en place d'une Direction régionale des Affaires culturelles, société de radio-télévision pour l'outre-mer, doublement en 1982 des crédits du ministère de la Culture...)

– En développant une orientation nouvelle de la politique de migration visant à une meilleure insertion et promotion des travailleurs d'outre-mer au moment où les thèmes racistes sont repris par les organisations de l'opposition.



Bien évidemment, cette action – à la Réunion comme en métropole – a rencontré des difficultés de compréhension, de coordination ; bien évidemment, cette action – à la Réunion comme en métropole – n'est pas exempte « d'erreurs ». Et les socialistes de la Réunion comme l'ensemble de nos camarades métropolitains doivent s'interroger sur les rapports gouvernement/Parti.

La réflexion des socialistes : les socialistes de la Réunion n'ont accédé – partiellement – au pouvoir local (Conseil régional et municipalités) qu'en février/mars 1983. La lutte électorale a donc marqué les deux ans écoulés depuis l'élection présidentielle. Mais parallèlement, un travail considérable de réflexion au sein de la fédération a permis de proposer aux Réunionnais un « Projet socialiste pour la Réunion – développement dans l'intégration, la solidarité et la responsabilité ». Les socialistes – aujourd'hui encore – sont les seuls à la Réunion à avoir proposé un projet de développement. Ils ont aujourd'hui la responsabilité de faire avancer les solutions de leur projet au niveau du gouvernement et au niveau du Conseil régional.

Ils attendent aujourd'hui que le Parti socialiste dans son ensemble et à tous les niveaux, les aide dans cette voie.

Le combat pour le développement des D.O.M. – « Tiers monde interne à la France » – rejoint celui mené par l'immense majorité de l'humanité. En cela, l'enjeu d'une politique de développement des D.O.M. dépasse le cadre de nos départements et ne peut laisser aucun socialiste indifférent.

Pour que le Parti socialiste soit une réalité vivante dans les D.O.M.

« Que dans les D.O.M., le Parti fasse entendre sa voix avec clarté et responsabilité ». Tel était l'objectif fixé à Valence.

A la lumière de ce que les socialistes ont vécu depuis Valence, nous pouvons dire que :

1) Nous avons atteint deux objectifs fixés à Valence : aujourd'hui, nul ne conteste plus cette affirmation pourtant évidente : « la fédération est le seul correspondant du Parti,

les droits et devoirs des fédérations des D.O.M. sont les mêmes que ceux des fédérations de métropole », aujourd'hui nous pouvons dire que l'effort de formation particulier souhaité à Valence a été fait d'abord par la fédération elle-même, mais aussi par le secrétariat national à la formation. Par contre, la Commission nationale D.O.M. n'a pas joué son rôle : non-représentativité des réalités des D.O.M., quasi-inexistence depuis Valence à un moment pourtant crucial de l'histoire des D.O.M., elle s'est condamnée elle-même à disparaître.

2) Sur la base « mêmes devoirs, mêmes droits pour les fédérations des D.O.M. », la difficulté qui doit être résolue au sein du Parti est celle qui est liée à la distance. Au moment où nous nous interrogeons sur l'intérêt de lier systématiquement les problèmes de la Réunion, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane dans un concept global « D.O.M. » tant ces problèmes – l'environnement, l'histoire de nos îles – peuvent souvent différer, nous pensons qu'il est temps que le Parti recherche les moyens d'une meilleure liaison avec ses fédérations des D.O.M.

Pour cela, il faut définir clairement le rôle et la responsabilité du délégué national aux D.O.M., assurer directement ou non aux fédérations des D.O.M. les moyens financiers correspondant au surcoût dû à la distance.

3) Par ailleurs, il est temps que les fédérations des D.O.M. fassent elles-mêmes les efforts nécessaires, au niveau de leur fonctionnement et de leurs actions, pour évaluer ce qui peut rester en leur sein de comportement d'assistés.

Vers une nouvelle citoyenneté dans les D.O.M., un pas a été franchi... il en faudra beaucoup d'autres... La responsabilité des socialistes à la Réunion est de les orienter, de les programmer, de les impulser, de les accompagner.

Contribution présentée par : Jean-Claude FRUTEAU, Jean-Yves DALLEAU, Gilbert ANNETTE, Marcel BAUM, Michel-Charles HOARAU, Joseph LAW YEE, Christophe PAYET, Albert RAMASAMY, Michel BOULE, Younouss ISSA, Damien NURBEL, Frantz POTHIN, Bernardin RAMASAMY, Jules RAUX, Bernard LIEUTAUD, Armande HUNEZ, Jacky LACOUTURE, Jacques HOARAU, Christophe DORIS, Ghislaine ZETTOR, Jules A. BENARD, Marie-André JAUBERT, Emmanuel HOARAU, Roger JOLIVET, R. Augustin AUDIFAX, Michelle LUCAS, Hélène BAUM, Alain LUCAS, Théodore HOARAU, Alain TARDY, Lilian MALLET, Roland LEFVRE, Christine MALLET, J. Fred GONTHIER, RAMAKICHNANE, Edmond HOARAU, Yves OZANNE, Monique ANNETTE, J.-Claude GATINA.

PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS STATUTAIRES

La place des femmes dans le Parti

L'article 6 des statuts prévoit que le pourcentage minimal de femmes dans les listes de responsables aux divers échelons du Parti « sera révisé lors de chaque congrès national, pour tenir compte de la proportion réelle des femmes dans le Parti ». Cette proportion a maintenant dépassé le chiffre de 20 % ; pour que le quota garde le rôle incitatif qui est le sien, il nous faut l'augmenter.

Par ailleurs, les dispositions de l'article 49 concernant la désignation des candidats ont été complétées par le Comité directeur de septembre 1980, par le congrès de Créteil de janvier 1981 (47^e proposition) et par la convention de Cachan de juin 1982. Il s'agit aujourd'hui d'unifier ces dispositions déjà adoptées et de les incorporer aux statuts du Parti.

Première proposition

L'alinéa 1 de l'article 6 des statuts nationaux est modifié comme suit :

« Les élus de toutes les listes doivent obligatoirement comprendre un pourcentage minimal de 30 % de femmes à tous les degrés de l'organisation (la suite sans changement). »

Deuxième proposition

L'alinéa 5 de l'article 49 des statuts est modifié comme suit :

« Pour les élections au scrutin proportionnel, les listes de candidats doivent comprendre un minimum de 30 % de femmes, uniformément réparties dans la liste. Pour les élections au scrutin majoritaire, cette proportion minimale de 30 % s'applique dès qu'il y a au moins 4 sièges à pourvoir dans un même département ou une même commune. »

Troisième proposition

L'alinéa 5 de l'article 49 des statuts, modifié ci-dessus, est complété par la disposition suivante :

« Pour les élections au scrutin proportionnel, l'ensemble des adhérents concernés par l'élection votera deux fois : une première fois pour désigner le nombre minimal requis de candidates, une seconde fois pour désigner les autres candidats. Pour les élections au scrutin majoritaire, une ou des circonscriptions ou cantons, correspondant au nombre minimal requis de candidatures féminines, seront réservés à cet effet par une convention fédérale. »

Martine BURON

Article 5

Afin de clarifier l'interprétation des statuts risquant de déboucher sur des conflits, notamment au niveau local du Parti, et d'éviter de classer arbitrairement les nouveaux adhérents, il est proposé l'additif suivant à l'article 5 des statuts :

« Dans le cas d'une motion unique, toutes les composantes (ex-sensibilités ou courants) disposent des mêmes droits, à savoir : participation à la rédaction de la dite motion de synthèse et libre accès des militants à la candidature à tous les niveaux du Parti.

L'élection à chacune des différentes instances du Parti se fait alors à la majorité simple.

En cas d'égalité de suffrages, le candidat le plus anciennement inscrit au Parti sera déclaré élu. »

Proposition de modification des statuts présentée par :

– 9 camarades de la section d'Orgelet, 2 camarades de la section de Morez, 1 camarade de la section de Dole, 20 camarades de la section de Lons-le-Saunier (Jura).

Le paragraphe a) de l'article 5 est complété par un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Si le Congrès national n'est saisi que d'une seule motion, les délégués au congrès se constituent en assemblée de motion ».

Exposé des motifs

Dès lors, en effet, qu'il n'existerait qu'une seule motion, le choix à opérer n'est plus entre des idées et ceux qui les défendent, mais entre les hommes et les femmes



du Parti qui semblent les plus représentatifs de la volonté unanime de celui-ci.

Pierre JOXE

Article 8

Art. 8. – Sauf les exceptions expressément visées par les décisions du congrès du Parti, nul ne peut être membre du Comité directeur, de la Commission nationale des conflits, de la Commission nationale de contrôle financier, s'il n'a pas trois années consécutives au moins de présence au Parti.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux élections à une fonction ou à une assemblée de caractère national.

Exposé des motifs

Pour le moment seul le Congrès peut autoriser, à titre exceptionnel, un adhérent à être candidat du Parti à une élection à une fonction ou à une assemblée de caractère national, s'il n'a pas au moins trois années consécutives de présence au Parti.

Ce type d'élections n'ayant pas forcément lieu au lendemain d'un Congrès, le Congrès du Parti ne peut, en fait, statuer sur une candidature qui se manifesterait à l'occasion d'élections entre deux Congrès.

Afin de permettre à des adhérents ayant moins de trois années consécutives de présence au Parti d'être, à titre exceptionnel et pour des raisons importantes, candidats du Parti, il importerait de prévoir à l'article 8 une modification du dernier alinéa. Il convient donc de donner au Comité directeur ou à la Convention nationale la possibilité de décider des exceptions à la règle des trois années consécutives de présence au Parti.

Nouvelle rédaction

Sauf les exceptions expressément visées par les décisions du Congrès du Parti, nul ne peut être membre du Comité directeur, de la Commission nationale des conflits, de la Commission nationale de contrôle financier s'il n'a pas trois années consécutives au moins de présence au Parti.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux élections à une fonction ou à une assemblée de caractère national sauf les exceptions expressément visées par les décisions du Congrès, de la Convention nationale ou du Comité directeur.

Proposition de modification signée par : J. FERRAND, J.-L. CLERMONT, Y. BODIN, A. GIRARD, E. TEISSEIRE, 1^{er} secrétaires fédéraux.

Ajout à l'article 9

Exposé des motifs

Il existe un vide juridique dans les statuts ; ceux-ci ignorent un phénomène existant, bien qu'à toute petite échelle, celui de la démission du Parti.

Un citoyen ayant manifesté clairement son intention de démissionner du Parti ne devrait plus être considéré comme adhérent. Pourtant jusqu'à présent aucune disposition statutaire n'est prévue et seule l'exclusion (qui est une sanction) et la radiation pour retard prolongé de paiement de cotisation, autorisent le Parti à ne plus considérer un citoyen comme adhérent s'il l'a été un jour.

Il y a là une méconnaissance du phénomène de démission et même une sorte d'atteinte à la liberté de choix des individus.

La rédaction de l'ajout de l'article 9 se doit de préciser clairement toutes les situations envisageables pour perdre la qualité de membre du Parti.

A ce propos le statut des adhérents d'une section ou d'une fédération dissoute doit être aussi examiné. Ce statut est à présent source d'interprétation et de contentieux. Il importe que les statuts nationaux précisent la situation des adhérents précités au regard du Parti. Doivent-ils être considérés comme exclus ? Certainement pas dans la mesure où l'exclusion est une sanction et que, dans le Parti les sanctions ne peuvent être prononcées que contre des individualités. Or, dans le cas d'une procédure de dissolution de section ou de fédération, ce ne sont pas les individus qu'on cherche à atteindre, car à ce moment-là ce serait une procédure de conflit qui serait employée, mais les instances ou organismes qui sont frappés. Logiquement ils ne peuvent pas être non plus considérés comme démissionnaires. Par contre le principe de la radiation pourrait leur être appliqué : il n'y a là aucun caractère infamant, à l'inverse d'une sanction, et elle peut cesser en vertu des dispositions prévues à l'article 71 des statuts (lui-même modifié), dès que l'adhérent radié aura rejoint une section ou une fédération dans les délais impartis et à condition aussi d'acquitter éventuellement ses cotisations de retard. Si les délais ne sont pas respectés ou les cotisations acquittées les dispositions de l'article 9 concernant les modalités d'adhésion doivent être respectées.

Rédaction du nouvel article

La qualité de membre du Parti se perd par la radiation, la démission ou l'exclusion.

La radiation ne peut intervenir que pour un retard prolongé de versement de cotisation, douze timbres mensuels non payés, ou du fait de la dissolution de la section ou de la fédération dont dépend l'adhérent. La procédure de démission doit être écrite.

L'exclusion ne peut être prononcée qu'en vertu des articles 64, 67, 72 ou 80 des présents statuts.

Proposition de modification signée par : M.-J. DENYS, Y. DESCHAMPS, C. BLANCHET, J. CALMON, E. TEISSEIRE, premiers secrétaires fédéraux.

Article 13

Art. 13. – Les Congrès nationaux fixent les taux de cotisation en fonction du coût de la vie et des besoins du Parti. Ils fixent la nature du matériel distribué : feuillets annuels, timbres. La cotisation est proportionnée au revenu annuel de chaque adhérent.

La cotisation de tout membre du Parti, au profit de l'organisation centrale, est perçue par la section à laquelle il appartient et lui confère le droit de vote. Nul ne peut être porteur de plus d'une carte du Parti.

Exposé des motifs

La première phrase du second alinéa de cet article est sujette à interprétation.

En effet, pour avoir le droit de vote un adhérent doit acquitter le prix de sa carte mais celui-ci ne comprend pas seulement la part nationale.

Il n'est pas fait mention des parts fédérale et locale qui sont comprises dans le prix de la carte.

Dans la formulation actuelle un adhérent qui ne paierait que la part nationale et refuserait de payer le reste de sa cotisation, pourrait néanmoins participer aux votes.

Il importe de préciser l'article 13 des statuts sur ce point précis.

Nouvelle rédaction proposée

Les Congrès nationaux fixent les taux de cotisation en fonction du coût de vie et des besoins du Parti. Ils fixent la nature du matériel distribué : feuillets annuels, timbres. La cotisation est proportionnée au revenu annuel de chaque adhérent.

La cotisation de tout membre du Parti, comprenant la part nationale, fédérale et locale, est perçue par la section à laquelle il appartient et lui confère le droit de vote. Nul ne peut être porteur de plus d'une carte de Parti.

Proposition de modification signée par : J. FERRAND, M.-J. DENYS, Y. DESCHAMPS, Y. BODIN, J.-L. CLERMONT, A. COQUARD, premiers secrétaires fédéraux.

Article 15

Art. 15. – Quand une section atteint le seuil de deux cent cinquante membres, elle peut être divisée en plusieurs sections, selon les règles fixées à l'art. 14, après accord des membres de la section intéressée et avis favorable de la fédération.

Dans chaque commune ou agglomération urbaine sur le territoire desquelles existent plusieurs sections, l'unité d'action et de propagande du Parti peut être assurée par un comité de coordination, élu à la proportionnelle des effectifs de chaque section.

Exposé des motifs

Le seuil des deux cent cinquante adhérents – seuil en deçà duquel la partition n'est pas prévue par les statuts – est beaucoup trop élevé au regard de certaines réalités locales.

On devrait autoriser une section qui le désire, à la majorité de ses membres et avec l'accord de la fédération, à se diviser car cela peut être parfois très utile pour le travail des militants.

Les conditions de majorité et d'accord fédéral empêchent toute sorte de surenchères éventuelles.

Nouvelle rédaction

Une section peut être divisée en plusieurs sections, selon les règles fixées à l'article 14, après accord de la majorité des membres de la section intéressée et avis favorable de la Commission exécutive fédérale.



PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS STATUTAIRES

Dans chaque commune ou agglomération urbaine sur le territoire desquelles existent plusieurs sections, l'unité d'action et de propagande du Parti peut être assurée par un comité de coordination, élu à la proportionnelle des effectifs de chaque section.

Proposition de modification signée par : B. FERRANT, M.-J. DENYS, L. DUPUIS, E. TEISSEIRE, S. SALPETRIER, premiers secrétaires fédéraux.

Article 17

Art. 17. – La représentation des sections aux assises départementales est assurée par un nombre de délégués proportionnel au nombre d'adhérents de ces sections. Pour les votes politiques, elle doit être établie proportionnellement aux votes exprimés par les seuls présents lors de la décision en section.

Exposé des motifs

Il importe de préciser ce qui est entendu par le terme « assises » employé dans la formulation de cet article.

De plus il s'agit de définir précisément les modalités propres aux Conventions fédérales qui ne sont absolument pas prévues jusqu'à présent, ce qui est source de conflits divers.

Nouvelle rédaction

La représentation des sections au Congrès départemental est assurée par un nombre de délégués proportionnel au nombre d'adhérents de ces sections. Pour les votes politiques elle doit être établie proportionnellement aux votes exprimés par les seuls présents lors de la décision en section. La Convention fédérale ordinaire est convoquée par la Commission exécutive fédérale au moins deux fois par an et chaque fois que cela est nécessaire.

La Convention fédérale ordinaire comprend un représentant de chaque section en la personne de son secrétaire ou d'un adhérent délégué par lui.

Elle veille au respect, dans la fédération, des règles statutaires ainsi qu'à l'exécution des décisions des Congrès.

Les membres de la Commission exécutive fédérale ainsi que les élus nationaux membres de la fédération assistent aux réunions de la Convention fédérale à titre consultatif.

Proposition de modification signée par : B. FERRAND, J. CALMON, A. GIRARD, Y. BODIN, J.-L. CLERMONT, premiers secrétaires fédéraux.

Article 18

Art. 18. – Les sections se constituent dans chaque département en une fédération unique ayant son administration fédérale.

Le Comité directeur peut, sur proposition des fédérations intéressées, créer une interfédération.

Une fédération rassemble les socialistes français résidant à l'étranger. Pour chaque pays où l'implantation le permet une section est constituée. A titre dérogatoire les adhérents isolés sont réunis dans une section commune administrée par le Bureau exécutif du Parti. L'ensemble de ces sections constitue une fédération qui fonctionne selon les mêmes règles que les fédérations départementales.

Exposé des motifs

Il s'agit de prévoir la situation où, dans un pays, peuvent se trouver plusieurs sections (ex : une à New York, une à Los Angeles).

Nouvelle rédaction

Les sections se constituent dans chaque département en une fédération unique ayant son administration fédérale.

Le comité directeur peut, sur proposition des fédérations intéressées, créer une interfédération.

Une fédération rassemble les socialistes français résidant à l'étranger. Dans chaque pays où l'implantation le permet, une ou plusieurs sections sont créées, selon les règles fixées à l'article 14. A titre dérogatoire les adhérents isolés sont réunis dans une section commune administrée par le Bureau exécutif du Parti. L'ensemble des sections constitue une fédération qui fonctionne selon les mêmes règles que les fédérations départementales.

Proposition de modification signée par : M.-J. DENYS, A. GIRARD, E. TEISSEIRE, A. COQUARD, premiers secrétaires fédéraux.

Article 20

Art. 20. – Les fédérations ne peuvent pas introduire dans leurs statuts des dispositions contraires aux statuts nationaux du Parti. Elles doivent obligatoirement communiquer leurs statuts ainsi que les modifications qu'elles pourraient y apporter au Comité directeur du Parti ; celui-ci veille à la conformité des statuts fédéraux aux statuts nationaux.

Elles doivent respecter et faire respecter les principes du Parti, les décisions des assises nationales et du Comité directeur.

Exposé des motifs

Le deuxième alinéa de cet article contient le terme « assises nationales » qui n'est pas explicité et qui n'apparaît nulle part ailleurs dans les statuts.

Puisque par « assises nationales » on entend couramment conventions et congrès, il vaudrait mieux l'écrire noir sur blanc afin d'éviter tout problème. De plus le Bureau exécutif agissant par délégation du Comité directeur en vertu de l'article 40 des statuts, il importerait de considérer statutairement que ses décisions doivent s'imposer aux fédérations.

Nouvelle rédaction proposée

Les fédérations ne peuvent pas introduire dans leurs statuts des dispositions contraires aux statuts nationaux du Parti. Elles doivent obligatoirement communiquer leurs statuts ainsi que les modifications qu'elles pourraient y apporter au Comité directeur du Parti ; celui-ci veille à la conformité des statuts fédéraux aux statuts nationaux.

Elle doivent respecter et faire respecter les principes du Parti, les décisions des Conventions et Congrès nationaux ainsi que celles du Comité directeur et du Bureau exécutif.

Proposition de modification signée par : J. FERRAND, J. CALMON, C. BLANCHET, Y. BODIN, S. SALPETRIER, A. COQUARD, premiers secrétaires fédéraux.

Article 39

Art. 39. – Le Comité directeur élit, en son sein, un bureau de vingt-sept membres, parmi lesquels le premier secrétaire, porte-parole du Parti, chargé de l'animation et de la coordination, et les responsables des divers secteurs d'activité, qui constituent le secrétariat collégial du Parti.

Le secrétariat à l'organisation est une fonction collégiale.

Exposé des motifs

Le dernier alinéa de cet article n'est plus appliqué dans les faits depuis plusieurs congrès.

Il importe donc de le supprimer.

Nouvelle rédaction de l'article

Le Comité directeur élit, en son sein, un bureau de vingt-sept membres, parmi lesquels le premier secrétaire, porte-parole du Parti, chargé de l'animation et de la coordination, et les responsables des divers secteurs d'activité, qui constituent le secrétariat collégial du Parti.

Proposition de modification signée par : J. FERRANT, M.-J. DENYS, A. GIRARD, Y. BODIN, S. SALPETRIER, premiers secrétaires fédéraux.

Article 49

Art. 49. – Les candidats aux élections politiques sont désignés par l'ensemble des adhérents de la circonscription électorale.

Avant chaque renouvellement parlementaire, le Comité directeur fixe la date d'ouverture et de clôture des opérations de désignation, et le détail de la procédure de désignation des candidats, applicables par l'ensemble des fédérations, puis, en dernier ressort, par la Convention nationale, qui ont par ailleurs mandat de veiller à l'application des règles et des principes fixés par le Parti.

Pour les élections cantonales, les candidatures ne sont définitives qu'après ratification par la fédération, qui a par ailleurs mandat de veiller à l'application des règles et des principes fixés par le Parti.



Pour les élections municipales votent pour la désignation des candidats tous ceux, et seulement ceux qui sont domiciliés dans la localité. Les fédérations veillent à l'application des règles et des principes fixés par le Parti.

Les listes de candidats aux élections au scrutin de liste doivent comprendre un pourcentage minimum de 20 % de femmes.

Le candidat à la présidence de la République est désigné par un Congrès national extraordinaire, après consultation des sections. Les candidatures éventuelles sont enregistrées par le Comité directeur.

La désignation du candidat aux fonctions du président du Sénat, président de l'Assemblée nationale, Maire de Paris, nécessite l'avis conforme du Bureau exécutif du Parti. La désignation du candidat socialiste à la présidence du Conseil général fait l'objet d'une concertation entre le groupe socialiste et la Commission exécutive départementale qui prend la décision en dernier ressort.

Exposé des motifs

Cet article des statuts est très important car il a pour vocation de régler les modalités de désignation de nos candidats aux élections politiques. Il est donc souvent utilisé et il faut dire que dans sa rédaction actuelle il est source de problèmes.

Le premier alinéa pose le principe de la désignation par les adhérents du Parti. Ce principe peut se trouver en contradiction avec des modalités prévues elles aussi par les statuts et qui impliquent une ratification des candidatures. De plus des conflits peuvent intervenir si le candidat désigné par les adhérents ne voit pas sa candidature ratifiée alors qu'elle a déjà été rendue publique par lui ou par d'autres. Il importe donc de préciser ce point des statuts.

L'article 49, doit aussi être précisé en ce qui concerne les modalités de désignation des candidats à la présidence des conseils régionaux et des groupements de communes, compte tenu des dispositions actuelles de la loi électorale.

Nouvelle rédaction proposée

Les candidats aux élections politiques sont désignés par l'ensemble des adhérents de la circonscription électorale ; les candidatures ne peuvent être rendues publiques qu'après leur validation par les instances qualifiées du Parti.

Avant chaque renouvellement parlementaire, le Comité directeur fixe la date d'ouverture et de clôture des opérations de désignation, et le détail de la procédure de désignation des candidats, applicables par l'ensemble des fédérations, puis, en dernier ressort, par la Convention nationale, qui ont par ailleurs mandat de veiller à l'application des règles et des principes fixés par le Parti.

Pour les élections cantonales, les candidatures ne sont définitives qu'après ratification par la fédération, qui a par ailleurs mandat de veiller à l'application des règles et des principes fixés par le Parti.

Pour les élections municipales votent pour la désignation des candidats tous ceux, et seulement ceux qui sont domiciliés dans la localité. Les fédérations veillent à l'application des règles et des principes fixés par le Parti.

Les listes de candidats aux élections au scrutin de liste doivent comprendre un pourcentage minimum de 20 % de femmes.

Le candidat à la présidence de la République est désigné par un Congrès national extraordinaire, après consultation des sections. Les candidatures éventuelles sont enregistrées par le Comité directeur.

La désignation du candidat aux fonctions de président du Sénat, président de l'Assemblée nationale, maire de Paris, nécessite l'avis conforme du Bureau exécutif du Parti. La désignation du candidat du Parti à la présidence du conseil général fait l'objet d'une concertation entre le groupe socialiste et la commission exécutive départementale qui prend la décision en dernier ressort.

La désignation du candidat à la présidence du conseil régional fait l'objet d'une concertation entre le groupe socialiste et la commission interfédérale. En cas de désaccord, le Comité directeur est saisi du contentieux et désigne en dernier ressort le candidat. La désignation du candidat à la présidence d'un groupement de communes fait l'objet d'une concertation entre le groupe des élus socialistes et les sections concernées. En cas de désaccord, la commission exécutive départementale est saisie et désigne en dernier ressort le candidat.

Proposition signée par : B. FERRANT, J. FERRAND, M.-J. DENYS, J. CALMON, L. DUPUIS, C. BLANCHET, E. TAISSEIRE, A. GIRARD, Y. DESCHAMPS, J.-L. CLERMONT, S. SALPETRIER, A. COQUARD, Premiers secrétaires fédéraux.

Article 52

Art. 52. – Le groupe socialiste au Parlement est constitué de députés et sénateurs.

Il est distinct de toutes les autres formations politiques et composé exclusivement des membres du Parti désignés par leur fédération.

Même en cas de circonstances exceptionnelles, le groupe ne peut engager le Parti sans son assentiment. Chaque élu est soumis à toutes les obligations du militant dans sa section et sa fédération ; mais son activité parlementaire et ses votes au Parlement relèvent uniquement et exclusivement du groupe parlementaire socialiste, du Comité directeur et de la convention nationale.

Exposé des motifs

L'article 52 des statuts dans son alinéa 2 précise que le groupe parlementaire est composé exclusivement des membres du Parti désignés par leur fédération.

Cette formulation est fautive dans la mesure où les candidatures au Parlement ne sont pas validées par les fédérations mais par une convention du Parti.

Il convient donc de supprimer ce corps de phrase.

Nouvelle rédaction proposée :

Le groupe socialiste au Parlement est constitué de députés et de sénateurs.

Il est distinct de toutes les autres formations politiques. Même en cas de circonstances exceptionnelles, le groupe ne peut engager le Parti sans son assentiment. Chaque élu est soumis à toutes les obligations du militant dans sa section et sa fédération ; mais son activité parlementaire et ses votes au Parlement relèvent uniquement et exclusivement du groupe parlementaire socialiste, du Comité directeur et de la convention nationale.

Proposition signée par : J. FERRAND, J. CALMON, A. GIRARD, Y. BODIN, S. SALPETRIER, Premiers secrétaires fédéraux.

Article 55

Art. 55. – Les membres du groupe socialiste au Parlement sont tenus à une cotisation mensuelle dont le montant et la répartition sont fixés par le congrès national. Ils remettent au trésorier général du Parti une délégation lui permettant de percevoir cette cotisation à la caisse des assemblées.

Le montant de la cotisation supplémentaire des parlementaires à leur fédération départementale est fixé par le congrès fédéral.

Exposé des motifs

Le deuxième alinéa de l'article 55 ne correspond plus aux dispositions qui ont été prises à l'occasion des congrès ultérieurs.

Ainsi les parlementaires cotisent maintenant à une caisse nationale de péréquation et le Parti collecte une cotisation fédérale qui est redistribuée aux fédérations.

Il convient donc de reformuler le second alinéa.

Nouvelle rédaction proposée

Les membres du groupe socialiste au Parlement sont tenus à une cotisation mensuelle dont le montant et la répartition sont fixés par le congrès national. Ils remettent au trésorier général du Parti une délégation lui permettant de percevoir cette cotisation à la caisse des assemblées.

Le Comité directeur fixe les modalités selon lesquelles les parlementaires contribuent au financement des fédérations départementales.

Proposition signée par : M.-J. DENYS, E. TAISSEIRE, A. GIRARD, Y. DESCHAMPS, S. SALPETRIER, A. COQUARD, Premiers secrétaires fédéraux.

Article 63

Art. 63. – Toute demande de contrôle dont les intéressés (membres ou groupements) appartiennent à la même fédération est portée devant le bureau fédéral qui la transmet immédiatement à la commission fédérale des conflits. Toute demande d'adhésion au Parti qui fait l'objet d'une contestation peut être soumise à la commission fédérale des conflits. Toute demande de contrôle intéressant deux ou plusieurs fédérations est portée devant le bureau du Parti qui la transmet immédiatement à la commission nationale des conflits.



PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS STATUTAIRES

Exposé des motifs

L'application de cet article des statuts a souffert de certaines interprétations en ce qui concerne les modalités de saisine des commissions des conflits. Aussi est-il nécessaire d'en préciser aujourd'hui les règles, tant dans les formes que dans les délais qui, jusqu'à présent, n'étaient pas précisés, ce qui ouvrait la voie à des abus.

En outre, les commissions fédérales des conflits ou la commission nationale des conflits sont actuellement tenues de prendre des décisions dans des affaires où les défendeurs ou les demandeurs ont quitté le Parti depuis l'introduction de la procédure.

Il s'agit aussi de prévoir le cas d'un adhérent qui prétend démissionner du Parti afin d'éviter d'en être exclu (« Ce n'est pas vous qui me chassez, c'est moi qui vous quitte ! »).

Nouvelle rédaction

Toute demande de contrôle dont les intéressés (membres ou groupements) appartiennent à la même fédération est portée devant le bureau fédéral qui la transmet à la commission fédérale des conflits.

Toute demande de contrôle intéressant deux ou plusieurs fédérations est portée devant le bureau exécutif national qui la transmet à la commission nationale des conflits. Ces transmissions doivent être immédiates et automatiques sans qu'il y soit joint d'avis sur les décisions à prendre. Cependant, le bureau exécutif national et les bureaux exécutifs fédéraux peuvent demander à être entendus par la commission des conflits à qui ils transmettent un dossier.

Toute demande d'adhésion au Parti qui fait l'objet d'une contestation doit être soumise à la commission fédérale des conflits.

Aucune demande de contrôle ne peut être introduite passé un délai de six mois après les faits qui la fondent.

En cas de démission ou de radiation du demandeur intervenant entre le dépôt de sa demande de contrôle et l'examen de celle-ci par la commission (nationale ou fédérale) des conflits, cette demande est réputée nulle et non avenue. En cas de démission ou de radiation du défendeur dans le même intervalle de temps, la commission (fédérale ou nationale) des conflits peut réputer exclu ledit défendeur pour les faits qui lui sont imputés.

Tout adhérent peut saisir la commission (fédérale ou nationale) des conflits d'une demande de contrôle contre un camarade qui se déclarerait démissionnaire du Parti ou qui organiserait sa radiation pour y éviter une procédure des conflits pouvant entraîner son exclusion. La commission (fédérale ou nationale) des conflits peut le réputer exclu pour des faits qui lui sont reprochés et qui sont antérieurs ou simultanés à sa démission ou radiation du Parti. Toutefois, la saisine de la commission (fédérale ou nationale) des conflits ne peut intervenir passé un délai d'un mois après l'annonce de la démission ou de la radiation.

Proposition signée par : J. CALMON, L. DUPUIS, Y. DESCHAMPS, Y. BODIN, J.-L. CLERMONT, A. COQUARD, Premiers secrétaires fédéraux.

Article 69

Art. 69. – Aucune sanction ne pourra être prise sans que les intéressés aient été convoqués pour être entendus.

Les décisions de la commission nationale sont définitives.

Exposé des motifs

Cet article comporte une lacune en cela qu'il ne précise pas que les parties dans une procédure de contrôle doivent être entendues contradictoirement. Cela se fait ainsi bien souvent mais il importe de rendre cette procédure statutaire.

Nouvelle rédaction proposée

Aucune sanction ne pourra être prise sans que les parties aient été convoquées pour être entendues contradictoirement.

Les décisions de la commission nationale sont définitives.

Proposition signée par : M.-J. DENYS, J. FERRAND, E. TEISSEIRE, A. GIRARD, Y. DESCHAMPS, Premiers secrétaires fédéraux.

86 – Juin 1983

Article 71

Art. 71. – La radiation pour retard prolongé du versement des cotisations cesse de plein droit dès que le membre radié a versé le montant des cotisations arriérées.

Exposé des motifs

Cet article comporte des lacunes dans le sens où l'article 10 (nouvelle rédaction) donne une possibilité de radiation autre que le simple retard de paiement de cotisation.

D'autre part, on peut se poser la question de savoir s'il ne faut pas qu'il existe un délai au-delà duquel on devrait considérer l'adhérent comme démissionnaire, ce qui entraînerait pour lui l'obligation, s'il veut revenir au Parti, d'adopter la procédure normale d'adhésion.

Nouvelle rédaction proposée

La radiation pour retard prolongé du versement des cotisations cesse de plein droit si, dans un délai de douze mois francs, à compter de la notification de celle-ci, l'adhérent radié verse la totalité des cotisations arriérées. Passé ce délai, l'adhérent est considéré comme démissionnaire.

Un adhérent d'une section ou d'une fédération dissoute, qui est donc considéré comme radié, dispose d'un délai de douze mois pour se rattacher de nouveau à une section ou à une fédération. Passé ce délai, l'adhérent est considéré comme démissionnaire.

La démission entraîne pour le démissionnaire désireux d'être à nouveau membre du Parti l'obligation de se conformer aux dispositions de l'article 9 des présents statuts.

Proposition signée par : J. FERRAND, J. CALMON, E. TEISSEIRE, Y. DESCHAMPS, J.-L. CLERMONT, Premiers secrétaires fédéraux.

Article 73

Art. 73. – Un membre exclu du Parti ne peut être réadmis qu'après un délai de deux années. La décision de réintégration est prise par le congrès national ou la convention nationale, après consultation de la fédération et de la section auxquelles il appartenait avant l'exclusion.

Exposé des motifs

Les dispositions de l'article 63 des statuts prévoient que la commission nationale ou fédérale des conflits peut « réputer exclu » du Parti un défendeur démissionnaire ou radié.

Il s'agit tout simplement de prévoir la formulation « réputé exclu » dans cet article.

Nouvelle rédaction proposée

Un membre exclu, ou réputé exclu, du Parti ne peut être réadmis qu'après un délai de deux années. La décision de réintégration est prise par le congrès national ou la convention nationale, après consultation de la fédération et de la section auxquelles il appartenait avant l'exclusion.

Proposition signée par : J. FERRAND, M.-J. DENYS, J. CALMON, A. GIRARD, Y. BODIN, A. COQUARD, Premiers secrétaires fédéraux.

Article 77

Art. 77. – Toute sentence de dissolution doit être transmise au comité directeur dans un délai de huit jours avec la procédure d'instruction.

La dissolution ne devient définitive qu'après examen et confirmation de la sentence par le comité directeur.

Pendant le temps nécessaire à cet examen, la section frappée de dissolution n'a plus le droit de faire de l'action publique.

Exposé des motifs

Cet article prévoit un délai de huit jours pour la transmission au comité directeur des décisions fédérales de dissolution de section avec la procédure d'instruction. Dans la pratique ce délai est rarement respecté. Il importe que l'article 77 soit rédigé d'une autre façon. Pour des raisons pratiques, il est utile, comme cela s'est déjà fait, que les conventions nationales puissent aussi être saisies de tels dossiers.



PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS STATUTAIRES

sans se démettre de son mandat, ou d'un militant qui est candidat contre le candidat officiel du Parti. Mais si une telle disposition se justifie pleinement sur le plan politique (car un exclu et un « démissionnaire » – assimilé pour le moment à un « radié » – ne réintègrent pas le Parti de façon identique), elle est sans fondement juridique : on ne peut en effet exclure d'un groupe qu'une personne qui en fait partie. Il est donc nécessaire de trouver une formule juridiquement plus satisfaisante.

e) **L'article 69 comporte une lacune** en ce sens qu'il ne précise pas que les parties, dans une demande de contrôle, doivent être entendues contradictoirement. Ce caractère contradictoire du débat, traditionnel dans la justice « pénale » française, est exigé par notre commission, car c'est une garantie pour tous. Mais il n'est pas statutaire. Il faut donc le rendre obligatoire, étant entendu que ceci n'empêche pas de délibérer en l'absence d'une des parties, si toutes ont été régulièrement convoquées.

f) **L'article 63 a parfois donné lieu à des interprétations quelque peu abusives.** Si les statuts prévoient que les demandes de contrôle sont adressées aux Bureaux fédéraux avant d'être transmises aux commissions des conflits, cela implique d'une part que cette transmission doit avoir lieu (quitte à ce que la C.F.C. se déclare incompétente), et d'autre part que les bureaux fédéraux ne sauraient honnêtement publier leur sentiment sur la décision à prendre, sauf à exercer une pression, à la limite du tolérable, sur la C.F.C. La proposition de modification n'a pour objet que de bien préciser tout cela. On observera toutefois qu'elle n'interdit au B.F., ni de discuter, ni de faire connaître, devant la C.F.C. et au moment du débat, son opinion.

g) **La formulation de l'article 52, intellectuellement satisfaisante, se révèle dans les faits absurde et impraticable.**

Cet article, consacré au groupe parlementaire, explique que les élus parlementaires sont, en tant que tels, soumis au contrôle du C.D. et de la Convention nationale, mais il précise également qu'ils sont soumis aux mêmes obligations que les autres militants dans leur section et leur fédération. Ceci implique qu'ils sont, en tant que militants, contrôlés par leur commission fédérale des conflits.

Théoriquement, ce dispositif est irréprochable. Dans la pratique cependant, on peut arriver – et on est arrivé une fois – à des absurdités : à la suite d'un climat local passionné, un élu parlementaire se voit exclu par sa commission fédérale des conflits, tandis que nationalement, il continue à siéger normalement à la Chambre ou au Sénat, où le Parti ne lui reproche rien.

Bien sûr, la presse s'empare de l'affaire, les passions s'enveniment. L'appel en commission des conflits nationale se déroule dans un climat pénible, chacun ayant fait les pas qui lui interdisent de reculer sans perdre la face. Cependant, en fin de compte, il y a un vainqueur et un vaincu publics, le Parti est de toute façon affaibli : soit il perd son élu, soit la fédération est désavouée par le national. Dès lors, il a paru préférable à la C.N.C. de proposer une modification lui donnant une connaissance directe (sans passer par les commissions fédérales) des dossiers de contentieux entre les parlementaires et leur section ou fédération. C'est le meilleur moyen de dépassionner les débats, ce qui est l'objectif souhaitable.

C'est en considérant l'ensemble de ces questions que la C.N.C. unanime a décidé de proposer au Parti les modifications statutaires suivantes. Elles peuvent être votées séparément mais nous pensons que mieux vaudrait les voter de façon groupée, car dans l'esprit de leurs auteurs, elles sont indissociables.

Propositions

Première proposition : Ajout d'un alinéa nouveau à l'article 9 et création d'un chapitre nouveau (n° IX) dans le règlement intérieur (N.B. : les deux sont indissociables).

• Statuts, art. 9, alinéas à ajouter :

« La qualité de membre du Parti se perd par la radiation, la démission ou l'exclusion.

« La radiation ne peut intervenir que pour retard prolongé du versement des cotisations, le retard minimal étant d'une année.

« Les modalités de la démission sont fixées par le règlement intérieur du Parti.

« L'exclusion ne peut être prononcée qu'en vertu des articles 64, 67, 72 ou 80 des présents statuts.

• Règlement intérieur, chapitre IX nouveau :

Démission.

La démission prend la forme d'une lettre adressée par le démissionnaire, soit au

premier secrétaire de sa section qui la transmet au premier secrétaire de la fédération départementale, soit directement à ce dernier. Le destinataire de la démission doit en accuser réception à l'auteur et tenir informée la section de celui-ci.

Au cas où un membre du Parti affirme de façon uniquement verbale, mais publique, qu'il est démissionnaire, le secrétaire de section ou le premier secrétaire fédéral informe par écrit l'intéressé qu'il prend acte de sa décision ; la section de l'intéressé est informée.

Dans tous les cas, le démissionnaire dispose de deux semaines franches pour reprendre sa démission à compter de la réception de la lettre prenant acte de celle-ci. Cette reprise de démission doit être adressée par lettre recommandée au premier secrétaire fédéral.

Deuxième proposition : Nouvelle rédaction de l'article 71.

La radiation pour retard prolongé du versement des cotisations cesse de plein droit si dans un délai de six mois à compter de la notification de celle-ci, le membre radié verse la totalité des cotisations arriérées. Passé ce délai, elle équivaut à une démission.

La démission entraîne pour le démissionnaire désireux d'être à nouveau membre du Parti, l'obligation de se conformer aux dispositions prévues par l'article 9 des présents statuts.

Troisième proposition : Nouvelle rédaction de l'article 80, alinéas 1 et 3 (2 sans changement).

Le Comité directeur répute exclu du Parti tout élu qui prétend démissionner de celui-ci sans se démettre du mandat électoral qu'il détient au nom du Parti.

Lorsqu'un membre du Parti est candidat à un poste électif pour lequel les instances régulières du Parti ont investi un autre candidat, le Comité directeur – saisi par l'une des parties en cause – constate que l'indiscipliné s'est mis lui-même en dehors du Parti et le répute exclu.

Quatrième proposition : Ajouter un deuxième alinéa à l'article 63.

Aucune demande de contrôle ne peut être introduite passé le délai d'une année après les faits qui la fondent.

Cinquième proposition : Ajouter un troisième alinéa à l'article 63 :

En cas de démission, de radiation ou d'exclusion du demandeur, intervenant entre le dépôt de sa demande de contrôle et l'examen de celle-ci par la Commission (nationale ou fédérale) des conflits, cette demande est réputée nulle et non avenue.

En cas de démission ou de radiation du défendeur dans le même intervalle de temps, la commission (nationale ou fédérale) des conflits peut réputer exclu ledit défendeur, pour les faits qui lui sont imputés.

Sixième proposition : Nouvelle rédaction du début de l'article 73.

Tout citoyen exclu – ou réputé exclu du Parti – ne peut être réadmis qu'après un délai de deux années (etc.).

Septième proposition : Nouvelle rédaction de l'article 69 alinéa 1.

Aucune sanction ne pourra être prise sans que les parties aient été convoquées pour être entendues contradictoirement.

Huitième proposition : Nouvelle rédaction de la première phrase de l'article 63.

« Toute demande de contrôle, dont les intéressés (membres ou groupements) appartiennent à la même fédération est portée devant le bureau fédéral qui la transmet immédiatement et automatiquement à la commission fédérale des conflits sans émettre d'avis sur la décision à prendre, mais peut demander à être entendu par la C.F.C. lors de l'évocation de l'affaire. Toute demande... (la suite sans changement) ».

Neuvième proposition : Nouvelle rédaction de l'article 52, alinéa 3.

« Même en cas de circonstances exceptionnelles, le groupe ne peut engager le Parti sans son assentiment. Chaque élu parlementaire est soumis à toutes les obligations du militant dans sa section et sa fédération, le contentieux relevant cependant directement de la commission nationale des conflits. Mais son activité parlementaire... etc. (la suite sans changement) ».

Modifications présentées par François REBEUF, président de la Commission nationale des conflits, au nom de celle-ci.



PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS STATUTAIRES

sans se démettre de son mandat, ou d'un militant qui est candidat contre le candidat officiel du Parti. Mais si une telle disposition se justifie pleinement sur le plan politique (car un exclu et un « démissionnaire » – assimilé pour le moment à un « radié » – ne réintègrent pas le Parti de façon identique), elle est sans fondement juridique : on ne peut en effet exclure d'un groupe qu'une personne qui en fait partie. Il est donc nécessaire de trouver une formule juridiquement plus satisfaisante.

e) **L'article 69 comporte une lacune** en ce sens qu'il ne précise pas que les parties, dans une demande de contrôle, doivent être entendues contradictoirement. Ce caractère contradictoire du débat, traditionnel dans la justice « pénale » française, est exigé par notre commission, car c'est une garantie pour tous. Mais il n'est pas statutaire. Il faut donc le rendre obligatoire, étant entendu que ceci n'empêche pas de délibérer en l'absence d'une des parties, si toutes ont été régulièrement convoquées.

f) **L'article 63 a parfois donné lieu à des interprétations quelque peu abusives.** Si les statuts prévoient que les demandes de contrôle sont adressées aux Bureaux fédéraux avant d'être transmises aux commissions des conflits, cela implique d'une part que cette transmission doit avoir lieu (quitte à ce que la C.F.C. se déclare incompétente), et d'autre part que les bureaux fédéraux ne sauraient honnêtement publier leur sentiment sur la décision à prendre, sauf à exercer une pression, à la limite du tolérable, sur la C.F.C. La proposition de modification n'a pour objet que de bien préciser tout cela. On observera toutefois qu'elle n'interdit au B.F., ni de discuter, ni de faire connaître, devant la C.F.C. et au moment du débat, son opinion.

g) **La formulation de l'article 52, intellectuellement satisfaisante, se révèle dans les faits absurde et impraticable.**

Cet article, consacré au groupe parlementaire, explique que les élus parlementaires sont, en tant que tels, soumis au contrôle du C.D. et de la Convention nationale, mais il précise également qu'ils sont soumis aux mêmes obligations que les autres militants dans leur section et leur fédération. Ceci implique qu'ils sont, en tant que militants, contrôlés par leur commission fédérale des conflits.

Théoriquement, ce dispositif est irréprochable. Dans la pratique cependant, on peut arriver – et on est arrivé une fois – à des absurdités : à la suite d'un climat local passionné, un élu parlementaire se voit exclu par sa commission fédérale des conflits, tandis que nationalement, il continue à siéger normalement à la Chambre ou au Sénat, où le Parti ne lui reproche rien.

Bien sûr, la presse s'empare de l'affaire, les passions s'enveniment. L'appel en commission des conflits nationale se déroule dans un climat pénible, chacun ayant fait les pas qui lui interdisent de reculer sans perdre la face. Cependant, en fin de compte, il y a un vainqueur et un vaincu publics, le Parti est de toute façon affaibli : soit il perd son élu, soit la fédération est désavouée par le national. Dès lors, il a paru préférable à la C.N.C. de proposer une modification lui donnant une connaissance directe (sans passer par les commissions fédérales) des dossiers de contentieux entre les parlementaires et leur section ou fédération. C'est le meilleur moyen de dépassionner les débats, ce qui est l'objectif souhaitable.

C'est en considérant l'ensemble de ces questions que la C.N.C. unanime a décidé de proposer au Parti les modifications statutaires suivantes. Elles peuvent être votées séparément mais nous pensons que mieux vaudrait les voter de façon groupée, car dans l'esprit de leurs auteurs, elles sont indissociables.

Propositions

Première proposition : Ajout d'un alinéa nouveau à l'article 9 et création d'un chapitre nouveau (n° IX) dans le règlement intérieur (N.B. : les deux sont indissociables).

• Statuts, art. 9, alinéas à ajouter :

« La qualité de membre du Parti se perd par la radiation, la démission ou l'exclusion.

« La radiation ne peut intervenir que pour retard prolongé du versement des cotisations, le retard minimal étant d'une année.

« Les modalités de la démission sont fixées par le règlement intérieur du Parti.

« L'exclusion ne peut être prononcée qu'en vertu des articles 64, 67, 72 ou 80 des présents statuts.

• Règlement intérieur, chapitre IX nouveau :

Démission.

La démission prend la forme d'une lettre adressée par le démissionnaire, soit au

premier secrétaire de sa section qui la transmet au premier secrétaire de la fédération départementale, soit directement à ce dernier. Le destinataire de la démission doit en accuser réception à l'auteur et tenir informée la section de celui-ci.

Au cas où un membre du Parti affirme de façon uniquement verbale, mais publique, qu'il est démissionnaire, le secrétaire de section ou le premier secrétaire fédéral informe par écrit l'intéressé qu'il prend acte de sa décision ; la section de l'intéressé est informée.

Dans tous les cas, le démissionnaire dispose de deux semaines franches pour reprendre sa démission à compter de la notification de la lettre prenant acte de celle-ci. Cette reprise de démission doit être adressée par lettre recommandée au premier secrétaire fédéral.

Deuxième proposition : Nouvelle rédaction de l'article 71.

La radiation pour retard prolongé du versement des cotisations cesse de plein droit si dans un délai de six mois à compter de la notification de celle-ci, le membre radié verse la totalité des cotisations arriérées. Passé ce délai, elle équivaut à une démission.

La démission entraîne pour le démissionnaire désireux d'être à nouveau membre du Parti, l'obligation de se conformer aux dispositions prévues par l'article 9 des présents statuts.

Troisième proposition : Nouvelle rédaction de l'article 80, alinéas 1 et 3 (2 sans changement).

Le Comité directeur répute exclu du Parti tout élu qui prétend démissionner de celui-ci sans se démettre du mandat électoral qu'il détient au nom du Parti.

Lorsqu'un membre du Parti est candidat à un poste électif pour lequel les instances régulières du Parti ont investi un autre candidat, le Comité directeur – saisi par l'une des parties en cause – constate que l'indiscipliné s'est mis lui-même en dehors du Parti et le répute exclu.

Quatrième proposition : Ajouter un deuxième alinéa à l'article 63.

Aucune demande de contrôle ne peut être introduite passé le délai d'une année après les faits qui la fondent.

Cinquième proposition : Ajouter un troisième alinéa à l'article 63 :

En cas de démission, de radiation ou d'exclusion du demandeur, intervenant entre le dépôt de sa demande de contrôle et l'examen de celle-ci par la Commission (nationale ou fédérale) des conflits, cette demande est réputée nulle et non avenue.

En cas de démission ou de radiation du défendeur dans le même intervalle de temps, la commission (nationale ou fédérale) des conflits peut réputer exclu ledit défendeur, pour les faits qui lui sont imputés.

Sixième proposition : Nouvelle rédaction du début de l'article 73.

Tout citoyen exclu – ou réputé exclu du Parti – ne peut être réadmis qu'après un délai de deux années (etc.).

Septième proposition : Nouvelle rédaction de l'article 69 alinéa 1.

Aucune sanction ne pourra être prise sans que les parties aient été convoquées pour être entendues contradictoirement.

Huitième proposition : Nouvelle rédaction de la première phrase de l'article 63.

« Toute demande de contrôle, dont les intéressés (membres ou groupements) appartiennent à la même fédération est portée devant le bureau fédéral qui la transmet immédiatement et automatiquement à la commission fédérale des conflits sans émettre d'avis sur la décision à prendre, mais peut demander à être entendu par la C.F.C. lors de l'évocation de l'affaire. Toute demande... (la suite sans changement) ».

Neuvième proposition : Nouvelle rédaction de l'article 52, alinéa 3.

« Même en cas de circonstances exceptionnelles, le groupe ne peut engager le Parti sans son assentiment. Chaque élu parlementaire est soumis à toutes les obligations du militant dans sa section et sa fédération, le contentieux relevant cependant directement de la commission nationale des conflits. Mais son activité parlementaire... etc. (la suite sans changement) ».

Modifications présentées par François REBEUF, président de la Commission nationale des conflits, au nom de celle-ci.